TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — Nº 11 309 — MERCREDI 10 JUIN 1981

L'extrême droite multiplie ses manifestations publiques en Espagne

LIRE PAGE 7

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,80 dir. ; Tunisie, 250 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 6,50 kr ; Espagne, 70 pes. ; G.-B., 40 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 900 L. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 4,50 kr ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 250 F CFA ; Suède, 4,30 kr ; Suisse, 1,30 F ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 17

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Télex Paris nº 650572
Tél. : 246-72-23

Le raid israélien contre les réacteurs irakiens est jugé «inacceptable» par Paris

Une condamnation unanime

« Un acte inacceptable et très grave que le gouvernement français condamne. Un tel raid ne peut qu'accroître la tension dans cette région du monde. » C'est un verdict sans appel qu'a rendu le premier ministre, M. Pierre Mauroy, dès lundi soir, quelques heures après qu'eût été connue la nouvelle du raid israélien.

La déclaration du ministère des relations extérieures, publiée quelques heures plus tard après les vérifications nécessaires, est non moins sévère et prend, sur plusieurs points, le contre-pied du communiqué israélien qui s'efforce de justifier cette attaque. Le Quai d'Orsay déplore la mort d'un technicien français, indique que les étrangers se trouvaient sur place, leur jour de congé n'étant pas le dimanche comme l'assuraient les Israéliens, mais le vendredi, rappelle que l'Irak a signé le traité de non-prolifération — ce qui n'est pas le cas d'Israël — et précise que seul un des deux réacteurs a été « sérieusement endommagé », l'autre n'ayant pas été atteint.

L'action de M. Begin ne peut que gêner le gouvernement français. Certes, pendant la campagne électorale, M. Mitterrand avait envisagé de revoir la coopération nucléaire avec l'Irak, mais M. Cheysson avait annoncé, une fois installé au Quai d'Orsay, que la France respecterait ses engagements tout en laissant entendre qu'à terme elle n'en prendrait pas de nouveaux.

Bagdad, qui avait affirmé son intention de poursuivre son développement technologique en dépit des coups qui lui avaient déjà été portés dans le passé par Israël, va vraisemblablement demander à Paris de reconstituer les installations détruites ou endommagées. En attendant, et au-delà des principes de la morale et du droit international, la sévérité française s'explique d'autant mieux que M. Begin n'a cessé depuis plusieurs semaines de jouer avec le feu pour assurer sa réélection contre son rival, M. Shimon Pérès, chef de l'opposition travailliste et ami de M. François Mitterrand.

Comme on pouvait s'y attendre, la réprobation est unanime dans tous les pays arabes — y compris l'Egypte, — qui n'ont cessé de dénoncer depuis des années le « terrorisme d'Etat », qu'ils accusent Israël de pratiquer au Sud-Liban et contre des intellectuels et responsables palestiniens assassinés, comme le physicien nucléaire égyptien El Meshad, tué en juin 1980 à Paris, parce qu'il travaillait pour l'Irak.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Waldheim, plusieurs capitales européennes, mais aussi les Etats-Unis, ont condamné l'action israélienne. L'embarras est certain à Washington : si les Américains pouvaient se féliciter secrètement du coup porté à l'Irak, toujours classé parmi les pays qui aident le terrorisme international, ils ne pouvaient que le dénoncer. N'ont-ils pas été mis par Israël devant le fait accompli et n'ont-ils pas eux-mêmes entamé récemment une coopération nucléaire avec l'Egypte ?

Les Etats-Unis ont déploré la prolifération nucléaire dans le tiers-monde et ont même cherché à la bloquer dans les Etats qui n'étaient pas leurs clients. Mais peut-il y avoir deux morales, pour Washington comme pour Jérusalem ? Au nom de quel droit l'Etat hébreu peut-il justifier son refus de signer le traité de non-prolifération, pour pouvoir posséder l'arme nucléaire tout en prétendant empêcher ses voisins, qui eux y ont souscrit, de développer une industrie atomique ?

- **Un technicien français a trouvé la mort à Tamuz**
- **Jérusalem invoque la légitime défense**

Présentée par M. Begin comme une « opération de légitime défense », l'attaque, le dimanche 7 juin, par l'aviation israélienne, de la centrale nucléaire irakienne de Tamuz (« Juillet », mois de la prise du pouvoir par le Baas, en 1968), près de Bagdad, a provoqué la mort d'un technicien français et a été sévèrement condamnée par Paris, qui la juge « inacceptable ». L'ambassadeur d'Israël a été convoqué, ce mardi matin, par M. Cheysson, ministre des relations extérieures.

Outre les pays arabes, Egypte comprise, les Etats-Unis, plusieurs capitales européennes et le secrétaire général de l'ONU, M. Waldheim, ont également réprouvé l'action de Jérusalem. Les ambassadeurs arabes à Paris se sont concertés, ce mardi, tandis que l'Irak demandait la convocation du Conseil de sécurité, qui se réunirait dans les prochains jours.

Le gouvernement israélien, qui a justifié son action « préventive » dans un communiqué évoquant le risque de production d'une bombe atomique par l'Irak, se proposerait de déclencher une « campagne internationale d'information ». Radio-Jérusalem a révélé, mardi matin, qu'au moins cinq membres du gouvernement, dont le vice-ministre de la défense, M. Mordekai Tzippori, étaient opposés au bombardement de la centrale.

De notre correspondant

Jérusalem. — Les Israéliens étaient en congé pour la fête de Chavouot lorsqu'ils ont appris le raid, lundi à 15 h. 32, par un message du gouvernement, pour la lecture duquel les programmes musicaux de la radio ont été interrompus. Une grande partie de la population se trouvait sur les plages, le bord des piscines ou réunie à la campagne en famille, pour l'un de ces pique-niques traditionnels en Israël les jours de fête. La nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre. On n'avait guère prêté attention depuis vingt-quatre heures au bruit des avions tournant dans le ciel, activité inhabituelle pour un jour de fête. Or une partie de l'aviation était en état d'alerte par mesure de précaution pour parer à d'éventuelles mais improbables représailles.

L'effet de surprise passé, on s'est posé quelques questions sur le retard de la confirmation officielle. Le gouvernement semblait attendre de connaître dans le détail le résultat de l'opération avant de l'annoncer, mais la radio jordanienne — que l'on capte en Israël — ayant révélé à 14 heures l'information, il s'est résigné à faire publier le communiqué avant même d'être certain des conséquences du raid.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Légende

C'est parce qu'il était trop populaire — donc dangereux — qu'Osiris fut assassiné par son frère, Seth. Le Nil, où roula son cercueil, frémit encore du combat fratricide.

En portant le feu du ciel sur Bagdad, M. Begin a voulu désarmer, préventivement, un ennemi potentiel. Il a, du coup, meurtri son frère du Nil, M. Sadate, qui doit songer que, selon la légende, Osiris ressuscita pour régner sur les morts.

Cet Osiris nucléaire, s'il ressuscite, a encore plus de chances de régner sur les morts que sur les vivants.

BRUNO FRAPPAT.

Le comité central polonais se réunit pour examiner la mise en demeure de l'U.R.S.S.

Le comité central du parti ouvrier unifié polonais examine, à partir de ce mardi 9 juin dans l'après-midi, la mise en demeure que le comité central du P.C. soviétique lui a adressée vendredi dernier 5 juin. Cette lettre n'a été diffusée officiellement ni en U.R.S.S. ni en Pologne, mais notre correspondant Bernard Guetta s'en est procuré un exemplaire, dont on trouvera le texte intégral page 6.

Parallèlement, des sources bien informées font état d'une réunion des pays du pacte de Varsovie qui se tiendrait, à Sofia, aux environs du 20 juin. La présence du maréchal Koulikov, commandant des forces armées du pacte, est signalée dans la capitale polonaise depuis vendredi. On note, cependant, que le ministre soviétique de la défense, le maréchal Oustinov, se trouve en visite d'amitié en Mongolie en compagnie du général Epichev, chef de la direction politique de l'armée.

Le conflit entre le gouvernement polonais et Solidarité, à propos des violences policières de Bydgoszcz, a fait l'objet d'un compromis provisoire, la grève de deux heures prévue dans la région pour jeudi ayant été renvoyée au 3 juillet. Enfin, la Diète tiendra, vendredi, la séance initialement prévue pour ce mardi, et qui a été reportée en raison du plénum du comité central du parti.

De notre correspondant

Varsovie. — L'U.R.S.S. attend désormais du parti polonais des gages immédiats de sa volonté de contrer la « contre-révolution ». Le premier de ces gages devrait être un changement dans l'équipe de direction du POUP.

C'est ce qui ressort de la lettre adressée, vendredi, par le comité central soviétique au comité central polonais. Cette lettre, dont des rumeurs concordantes faisaient état à Varsovie dès dimanche soir (*le Monde* du 9 juin), devait totalement dominer les travaux du onzième plénum qui s'ouvre ce mardi, à 14 heures. Les résultats de cette réunion marqueront en tout état de cause un tournant capital dans la crise, suivant ce que sera la réponse, recevable ou non en Pologne et en U.R.S.S., à ce qu'il faut appeler le mémorandum soviétique.

Ce texte dresse un tableau-réquisitoire de la situation en Pologne, qualifiée de « *critique* ». Or, malgré l'« inquiétude » exprimée par Moscou au cours des différentes rencontres entre les directions des deux partis, malgré surtout l'« accord » qu'auraient exprimé à chaque fois MM. Kania et Jaruzelsky, cités nommément, avec le point de vue de Moscou, « *tout est resté inchangé* ».

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 6.)

Un entretien avec M. Gaston Defferre

- **La régionalisation préservera l'unité nationale**
- **La fiscalité locale doit être réformée**
- **Le Plan, organe de péréquation, sera renforcé**

M. Pierre Mauroy, qui, le 6 juin, à Nantes et à Rennes, avait déclaré que « la décentralisation et la régionalisation seraient, sur le plan des institutions, la grande affaire de ce septennat », a précisé les intentions du gouvernement, lundi 8 juin, à Lille, au « Club de la presse » d'Europe 1 : « Nous allons voter le plus rapidement possible la grande loi de décentralisation et de régionalisation, qui sera mise en application dans les deux ans, et qui changera le cours des choses et les mentalités. Je crois que c'est une révolution tranquille. » Le premier ministre a précisé que les assemblées régionales seraient élues au suffrage universel et à la proportionnelle.

Dans l'interview qu'il nous a accordée, M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, analyse en détail ce que sera désormais le rôle des préfets (qu'il propose d'appeler commissaires de la République), du Plan et de la DATAR. Il annonce qu'une grande réforme des finances locales devra être mise en chantier et que, sur le plan politique, la régionalisation préservera l'unité nationale.

« Pourquoi la décentralisation est-elle considérée comme un objectif fondamental par le nouveau gouvernement ?

— Parce que la centralisation telle qu'elle existe en *France* constitue une méthode de gouvernement et une structure d'organisation politique archaïque, paralysante, dépassée, qui ne répond plus aux exigences de la vie moderne et de la compétition entre les nations évoluées. De plus, elle fait perdre beaucoup de temps et beaucoup d'argent.

» Les élus locaux, municipaux, départementaux et même régionaux sont considérés comme des gens n'ayant point encore atteint l'âge où l'on sait et où l'on peut prendre des décisions, d'éternels mineurs, en somme. Le système actuel débouche sur un contrôle *a priori* permanent de leurs décisions et aboutit à censurer les décisions prises par les élus au suffrage universel.

— Vous voulez donc réformer en profondeur l'Etat lui-même ?

— C'est beaucoup plus qu'une réforme de l'Etat. Il faut transformer les structures administratives telles qu'elles ont été mises en place par Napoléon Iᵉʳ, il y a plus d'un siècle, avant l'invention de l'électricité, du téléphone, du chemin de fer, de l'automobile, de l'avion et des ordinateurs. Et bien avant lui par Colbert. Depuis ces temps reculés, non seulement les gouvernements ne se sont pas acheminés vers la décentralisation, mais ont accentué le centralisme et ses défauts. Il faut inverser complètement le courant.

— Voulez-vous faire vite ou vous entourer de multiples consultations préalables ?

— Je voudrais déposer un premier projet de loi — celui qui énoncera les grands principes — sur le bureau de l'Assemblée nationale qui va être élue fin juin. Je demanderai son inscription à l'ordre du jour dès la réunion de l'Assemblée. Je ferai tout ce que je pourrai pour faire voter ce texte par le Parlement, Assemblée nationale et Sénat, au cours de la première session qui suivra les élections législatives. Ensuite j'entreprendrai une vaste concertation pour définir les modalités d'application des principes de décentralisation et de régionalisation.

Propos recueillis par
FRANÇOIS GROSRICHARD.

(Lire la suite page 12.)

POINT

Terre d'asile

Tomas Linaza Echevarria ne sera pas extradé. Ni lui ni les autres Basques espagnols que Madrid réclame à Paris. M. Mauroy s'y est engagé lundi au « Club de la presse » d'Europe 1. La même attitude devrait prévaloir pour les autres militants étrangers réfugiés en France.

Cette attitude est logique, mais nouvelle. M. Mitterrand est hostile aux extraditions pour motifs politiques. Il l'a répété au cours de la campagne. En cela la France ne fait que respecter les accords qu'elle a signés, et spécialement la convention franco-espagnole de 1877. Sous le septennat précédent cependant, jamais le gouvernement ne s'était opposé aux extraditions auxquelles la justice donnait un avis favorable.

La France souhaite redevenir une terre d'asile au sein d'une Europe inquiète du terrorisme et qui, à cause de cela, a multiplié les législations d'exception. C'est la dimension internationale des déclarations de M. Mauroy.

Cette attitude suscite déjà un tollé en Espagne. Quelques heures à peine après les déclarations de M. Mauroy, l'ambassadeur de France à Madrid était convoqué au ministère des affaires étrangères espagnol et prié de s'expliquer. Depuis quelques mois, la presse espagnole se déchaîne contre Paris. Le chef de la lutte antiterroriste n'a-t-il pas prétendu récemment que l'ETA serait décapitée en six mois si les autorités françaises faisaient ce qu'il fallait ? La réalité est que la police espagnole essuie elle aussi des échecs au Pays basque, où l'ETA bénéficie de la complicité « objective » d'une partie de la population.

Préoccupés par l'attitude que l'armée fait peser sur la démocratie, les partis espagnols, toutes tendances confondues, souhaitaient que Paris extrade M. Linaza. M. Mauroy a choisi une autre voie, qui éloigne le danger de représailles de l'ETA contre les intérêts français au sud de la Bidassoa, mais pas le risque de raids de commandos espagnols au Pays basque français.

Accusé d'avoir participé à des actions meurtrières de l'ETA, notamment à l'assassinat de six gardes civils, M. Linaza va être remis en liberté. Ainsi le veut la loi française. Pour apaiser l'Espagne, la France doit démontrer que les déclarations de fermeté à l'égard du terrorisme basque, que le gouvernement s'apprête à renouveler au cours du conseil des ministres de mercredi, seront suivies d'effet. Faute de quoi le prochain voyage de M. Cheysson à Madrid risque de se solder par un fiasco.

(Lire page 7.)

MARIE CURIE VUE PAR FRANÇOISE GIROUD

Un symbole

Bruno Bettelheim aux Etats-Unis, le psychiatre René Diatkine en France, nous l'expliquent depuis longtemps : certaines histoires exemplaires, maintes fois racontées, deviennent d'autant plus intéressantes que mieux connues. Leur thème devrait lasser à la longue : c'est tout le contraire qui se produit. La trame des récits est, en effet, assez riche pour permettre à chacun — orateur ou auditeur — de s'identifier à l'un ou l'autre des héros. On guette avec impatience les nouvelles versions de la fable, car elles mettent en lumière des aspects de l'aventure jusque-là négligés. Tout avait déjà été dit, sans doute, mais l'important n'est-il pas d'éprouver une émotion et de savoir la faire partager ?

Prenons tout bêtement la vie de Marie Curie, la plus célèbre sans doute des scientifiques françaises du vingtième siècle : une existence austère, sans nul doute, éclairée seulement par le prix Nobel (elle l'obtint à deux reprises), par l'amour constant d'un mari, lui aussi chercheur, et qui s'acheva par un noble sacrifice sur l'autel du radium, tout bon et tout mauvais à la fois. C'est là, à peu près, ce qu'en retient l'hagiographie classique. Mais si les choses ne s'étaient pas passées aussi simplement... Ce que nous suggèrent, chacun à sa manière, deux longs ouvrages paraissant presque coup sur coup, et consacrés identiquement à notre gloire nationale celui de Robert Reid (1) hier, celui de Françoise Giroud aujourd'hui.

ÉVELYNE LAURENT.

(Lire la suite page 42.)

(1) *Marie Curie derrière la légende.* Editions du Seuil, 346 p., voir *le Monde* du 23 mars 1979.

DIMANCHE PROCHAIN...

Dimanche prochain, les Français *retournent* aux urnes. Stanilas Mangin souhaite qu'ils envoient au Parlement la large majorité indispensable à la réussite d'un septennat de gauche. Georges Hourdin explique pourquoi un tiers *des chrétiens pratiquants* ont voté François Mitterrand, et Gilbert Comte constate que le 10 mai a été, en bonne partie, une victoire sur l'amnésie érigée en système.

L'AMNÉSIE COMME SYSTÈME

par GILBERT COMTE

EN politique, le malheur n'instruit d'ordinaire qu'assez tardivement les vaincus. La chasse aux suffrages, la faveur du prince ou les coups du sort n'entretiennent guère un calme propice au recueillement parmi les familiers de cette étrange profession. Chaque jour, ils sautent, se faufilent entre les urgences : l'imprévu les oblige à se déclarer sûrs d'opérations notoirement boiteuses. *« Je serai présent au second tour... ceci m'est confirmé par toutes les observations que je fais en province au cours de mes nombreux voyages »*, claironnait ainsi M. Jacques Chirac pendant les premières semaines de la campagne présidentielle. Le clairvoyant observateur !

Mais quels moyens posséda-t-il jamais de parler autrement ? Aucune troupe ne se mène au combat sans promesses de victoire ; la piétaille marche mieux aux roulements du mensonge qu'au sobre constat de la vérité. Seulement, la ruse ne paye pas chaque matin. Nos grands réalistes impitoyables ne confient alors à personne comment cela se passe dans leur tête, devant leur glace, *lorsqu'ils se retrouvent après la* défaite, quelques instants seul à seul parmi les débris de leurs fanfaronnades. Eh bien ! c'est tout simple. Ils effacent.

Durant sa confrontation télévisée avec M. François Mitterrand, M. Valéry Giscard d'Estaing éleva cette méthode à la hauteur d'un système. Fort soucieux d'organiser le débat selon sa convenance, il affirma dès les premières minutes : *« J'ai pendant sept ans eu des dialogues de ce type avec un certain nombre de dirigeants du monde. Je sais ce qu'en sont les règles. Il n'y a pas d'agressions personnelles, c'est tout à fait inutile. On ne consacre pas de longs développements au passé. Il est derrière nous. On regarde ce qu'on doit faire et ce qu'on nous propose. »*

A suivre l'ancien président jusqu'au bout de son argumentation, il pouvait donc se rendre à Varsovie pour parler de Kaboul à M. Brejnev sans évoquer Prague, Budapest ou Berlin, sous prétexte qu'un événement ne présente plus d'importance dès qu'il se trouve *« derrière nous »* ! Les Soviétiques estimaient sans doute cet interlocuteur-là bien commode !

En politique intérieure, la même élimination du fait accompli évacuait symétriquement vers d'inaccessibles limbes les erreurs du défunt septennat. D'un coup, l'injustifiable se dissolvait dans l'oubli. Plus d'Afghans abandonnés, plus de voyages en Pologne ni de diamants en Centrafrique. Avant le scrutin, l'escamotage semblait promettre la victoire. Le 10 mai, le pays signifia par 52 % des suffrages qu'il refusait de vivre sept ans de plus en trompe-l'œil. *Ce chiffre ne donne d'ailleurs* du rejet qu'une représentation incomplète. Beaucoup d'électeurs hostiles au candidat officiel votèrent pour lui à contrecœur, la conscience trouble, seulement par peur de l'inconnu.

L'ancienne majorité ne demêle toujours pas la signification du verdict. Le lendemain, M. Max Clos prônait encore les inépuisables vertus de la mémoire courte, dans son éditorial du *Figaro* : *« Il est inutile aujourd'hui de déplorer la chose ou de rechercher les responsables. Ça, c'est le passé qui, déjà, n'a plus aucune importance. »* Dans son registre parlementaire, M. Roger Chinaud *assura placidement vingt-quatre* heures après : *« Nous sommes le 12 mai 1981. Je m'occupe de l'avenir, le passé c'est le passé. »* Dès lors, il ne restait plus à M. Jean d'Ormesson qu'à enrichir ces belles formules d'un badigeon académique : *« Le passé ne nous intéresse plus. Laissons les morts enterrer les morts. Regardons vers l'avenir. »*

Et pour cause messeigneurs ! Le salut par l'amnésie disculpe de la faute comme il préserve du repentir. Aux giscardiens pâlots comme aux bruyantes cohortes chiraquiennes, il évite même l'épuisante épreuve du pardon des injures. Printemps béni, tout rempli de miracles ! Les rats fuient le navire, mais nous marchons quand même sur des innocents !

Si revenus qu'ils soient de tout, et d'abord d'eux-mêmes, les Français s'étonnent un peu de ces réconciliations conclues dans la panique entre gens prêts hier à se déchirer. M. Lecanuet, M. Chinaud et quelques autres supposent-ils la nation encore si giscardienne ou si sotte qu'elle ne se souvienne plus en juin des anathèmes qu'ils jetaient le mois dernier ? Passe encore qu'un parlementaire inquiet pour son siège s'accroche à toutes les ficelles. Il n'appartient certainement pas à des hommes détenteurs d'un pouvoir intellectuel d'entrer dans ce lamentable manège.

Le libre regard sur le temps qu'ils reçurent d'une grâce mystérieuse leur interdit précisément de voir le passé comme un résidu négligeable. Sinon, d'après quelle expérience, quelles leçons, se permettent-ils encore de formuler un jugement ? Ce passé qu'ils traitent d'un dédain si superbe porte en lui la peine, les espoirs des hommes et, dans la France contemporaine, bien des déceptions. Quelle vaniteuse arrogance l'expédie d'un haussement des épaules ? Décidément, nous voilà loin de l'époque où une droite réputée « passéiste » répétait avec Jacques Bainville : *« Nos actes nous suivent (...), nous aurons les conséquences. »*

Ces maximes sérieuses enseignaient que, en bien comme en mal, il n'existe jamais rien de gratuit, qu'une décision entraîne nécessairement des suites, avec le devoir d'en répondre un jour par la parole et dans les actes. Nos modernes conservateurs se nourrissent d'une morale plus légère. Libres comme la feuille morte emportée par le vent, ils ne songent qu'à s'affranchir sans cesse du vieil homme, pour mieux partir vers des lendemains radieux comme la fortune ou la jeune espérance.

« Un moral de vainqueur »

Saoulée de mots à double ou triple sens, la France glissait peu à peu dans une léthargie crépusculaire. Elle dépérissait de ne plus croire en rien, arrachée fugitivement de son hébétude par quelque scandale, pour choir aussitôt après dans le cynisme ou le désarroi. Le 10 mai, elle rejeta le système amnésique pour échapper à la mort spirituelle.

L'ancien régime trouve désormais en M. Jacques Chirac son représentant le plus combatif. Il en recueille les débris, mais aussi les méthodes. Converti au *« changement politique »* par les circonstances, il souhaite le conduire vers un but raisonnable, dans *« l'unité »* de tous les électeurs assemblés derrière M. Giscard d'Estaing au second tour du scrutin présidentiel, *« et ceci quelles qu'aient pu être dans le passé leurs divergences de vues sur un certain nombre de problèmes »*.

Divergences ! Comme ce mot anodin vous vide gentiment de leur fiel les atroces vendettas où gaullo-giscardiens se poignardèrent, jusqu'en mai, dans la pénombre du sérail présidentiel. Par la magie du truquage linguistique, le *« parti de l'étranger »*, honni dans un fameux appel de Cochin, les adjurations d'avril à *ne pas reconduire un* septennat déclaré catastrophique, passent aux profits et pertes de l'inconscient national. Si M. le maire de Paris souhaite le changement, qu'il commence par changer sa manière d'agir. Elle date déjà d'une autre époque. Car, enfin, cette belle union qu'avec M. Lecanuet et tant d'autres *il réclame dans la défaite*, pourquoi ne la pratiquèrent-ils pas lorsqu'elle leur permettait, au pouvoir, de mieux défendre les intérêts du pays ?

Objection sans intérêt politique immédiat ! Le tumulte électoral du mois écoulé en démontrerait plutôt l'inconsistance. Jusqu'au 10 mai, les giscardiens voyaient un diable en Jacques Chirac. Une moitié d'entre eux, au moins, lui confient maintenant leur salut. Pourquoi voulez-vous qu'il établisse des rapports logiques entre hier et aujourd'hui, quand l'absurde et l'oubli semblent si bien lui réussir ?

Déjà reparti dans la bagarre, il a promis de mener *« une campagne enthousiaste »* pour les législatives. Du ton pris pour se dire sûr de triompher, voici quelques semaines, il étale désormais *« un moral de vainqueur »*. Quel athlète ! Oui, vraiment, quel coffre ! D'où lui sort donc ce débordement d'énergie ? Même parmi les plus réfractaires à son charme, l'élan continuel éveille une stupeur proche de l'admiration. Dommage qu'aucune vraie vision de l'histoire n'élève de grands projets dans son tourbillon. Comme Charles le Téméraire, une vitalité formidable semble le condamner à courir toujours plus vite vers sa perte.

Des ailes aux talons, il fonce, attaque, prêt à pourfendre le nouveau président comme il sut si bien tourmenter son prédécesseur. Depuis dix ans, il parie sur l'avenir. La sagesse des siècles enseigne en vain que cet inconnu n'appartient à personne. Chirac ne s'en alarme pas. Nos grands ambitieux sont parfois indulgents, oublieux pour les autres. *Avec eux-mêmes, c'est encore pis.*

La rencontre des socialistes et des chrétiens

par GEORGES HOURDIN (*)

IL y a quatre-vingt-dix ans, le pape Léon XIII publiait la première encyclique sociale sur la société industrielle et la situation des ouvriers. Le socialisme était encore condamné dans ce texte et cela en raison d'un malentendu sur les différentes formes que peut prendre le droit de propriété.

Le 10 mai 1981, M. François Mitterrand a été le premier président socialiste de la République française élu au suffrage universel. Beaucoup de catholiques ont pris part à son combat et à son succès. Il y a, en effet, plusieurs dizaines de milliers de militants chrétiens inscrits au P.S. Un tiers des pratiquants réguliers ont voté Mitterrand. Beaucoup de pratiquants irréguliers ont fait le même choix. La *rencontre qui s'était produite* depuis la deuxième guerre mondiale entre socialistes et chrétiens est devenue, aujourd'hui, officielle, elle doit se prolonger.

Le christianisme est *une* foi religieuse, indépendante des partis politiques. Pendant longtemps, il s'est identifié, en France, à la politique conservatrice. Il n'est pas question aujourd'hui de l'*identifier* à la politique socialiste. Les chrétiens sont assez adultes pour faire eux-mêmes *leur choix*. Je veux simplement indiquer, ici, les motifs qui poussent beaucoup d'entre nous à faire confiance à l'expérience politique qui est actuellement en cours.

Les gestes en faveur des immigrés, la promesse de modifier le texte de la loi « sécurité et liberté », le refus d'appliquer la peine de mort, la volonté évidente de donner un rôle plus grand au Parlement, tout cela lève un certain nombre de menaces qui pesaient sur la démocratie. *Comment refuser* notre accord ?

L'augmentation raisonnable du SMIC, des allocation familiales et de la retraite pour les vieillards, sont des gestes de solidarité nationale. Comment refuser notre adhésion ?

Le coup d'arrêt donné à la politique nucléaire ; l'appel à l'opinion publique pour décider l'orientation qui doit être donnée au programme énergétique ; la création d'un office national de l'audiovisuel ; le vote d'une loi sur les sociétés de presse et sur les radios libres sont des projets qui préfigurent les formes que doit prendre demain la démocratie nouvelle. Nous les approuvons pleinement.

La promesse d'augmenter le montant de l'aide aux pays du tiers-monde ; l'établissement de règles sélectives pour la vente à l'étranger d'armes sophistiquées (les contrats en cours ayant été accomplis), sont des gestes de bon sens. Nous nous battons depuis longtemps pour les faire accepter.

L'enseignement libre

J'entends bien. Il y a, dit-on, menace de voir nationaliser l'enseignement libre. Soyons sérieux. Il y a longtemps que l'intégration de cette forme d'enseignement, auquel je suis personnellement très attaché, a été entreprise. A *partir* du moment où c'est l'Etat qui paie la plupart des dépenses des écoles privées, celles-ci ne sont plus complètement libres. Nous savions bien que la question qui est, aujourd'hui, posée viendrait un jour ou l'autre. Il reste que la décision qui rendrait définitive *cette intégration déjà si avancée* n'est pas encore prise. Elle doit être précédée, et cela a été promis, d'une négociation. Il est possible, et donc nécessaire, de faire *reconnaître* par une majorité de gauche, au cours de ces pourparlers, les caractères spécifiques de l'école chrétienne.

Un accord qui surviendrait maintenant, en cet anniversaire de la création de l'enseignement laïque et obligatoire, mettrait fin à un long malentendu. Il réjouirait beaucoup d'entre nous qui avons appris à connaître et à comprendre la démocratie en méditant l'Evangile et l'histoire des Eglises en Europe.

(*) Ecrivain et journaliste.

Pourquoi un septennat de gauche ?

par STANISLAS MANGIN (*)

DEPUIS un demi-siècle la la société française a changé, mais ses structures n'ont pas changé.

C'est là que réside le problème politique : il ne s'agit pas d'opérer un « changement de société », mais de changer des structures qui ne correspondent plus à la société nouvelle.

Dès le départ de de Gaulle, il était évident que seule une vague de fond, venue du peuple lui-même et qui porterait, par conséquent, la gauche au pouvoir pourrait ébranler nos structures.

Mendès France et Chaban-Delmas (« la société bloquée ») ont bien vite été renvoyés sans avoir rien pu faire, et, si le président Giscard d'Estaing est resté sept ans, c'est parce qu'après avoir passé quelques mois à rêver le changement il s'est réveillé juste à *temps pour repartir en flèche* dans la direction imposée... opposée.

Quant à de Gaulle, il a travaillé au changement, mais il était seul : des modifications radicales ne peuvent être dictées d'en haut ; il y faut une poussée de la base... et surtout comment discerner celles qui sont nécessaires sans que la base exprime clairement ses besoins ?

Et pourtant il avait tenu en lisière la classe dominante, préalable indispensable (mais celle-ci savait bien que ce n'était qu'une parenthèse...).

N'est-il pas significatif que de Gaulle se soit fait battre — volontairement peut-être — dans un référendum sur la décentralisation ?

Le fait est là : un siècle après l'avènement des « nouvelles couches sociales » annoncé par Gambetta — cette minorité de petits notables jusqu'alors sans pouvoir politique, — c'est toute la populatoin qui réclame sa place dans la gestion de la République : *tous les salariés qui ont atteint un* niveau de *formation* et d'information qui leur en donne la capacité.

Encore fallait-il attendre qu'ils le veuillent : qu'ils aient conscience d'avoir quelque chose à dire, à faire faire.

C'est bien cela qu'annonce l'élection du 10 mai et que vont confirmer sans doute les élections législatives. Mais il faut maintenant que la prise de conscience s'amplifie de la portée de ces deux grands votes complémentaires chez ceux mêmes qui les ont exprimés.

Car les structures vont se défendre à tout prix, avec l'aide, peut-être, des multinationales, ainsi que des gouvernements et des services secrets qui les assistent (rappelons-nous, avec des données toutes différentes il est vrai, 1936 : la Cagoule, puis Vichy, après que Weygand eut recommandé l'armistice « pour empêcher la prise du pouvoir par les communistes... », alors que les armées hitlériennes entraient à Paris !)

Jusqu'à présent la classe dominante a tenu en main la majorité de la population par cette articulation simple qui maintient les sociétés de hiérarchies et de privilèges : chacun regarde au-dessus de soi, y prend modèle, imite, et n'ambitionne que de « s'élever » : c'est la pompe aspirante.

Pourtant depuis quelques années, il y a démythification. *Les cadres supérieurs s'interrogent* : sont-ils solidaires de ceux qui les emploient ou des autres salariés ? Et voyez la Suède : on a conservé des grands capitalistes, mais la pompe aspirante ne fonctionne plus depuis près de quarante ans ; ils ont cessé d'être à eux seuls la classe dominante, et un changement de majorité ne *peut suffire à revenir là-dessus.*

La nôtre, en France, est-elle prête à tout pour maintenir son rôle ? Mai 68, ce cri délirant, n'a pas été reçu comme un avertissement salutaire : bien au contraire, elle lui a opposé ce septennat des privilégiés, caricature de l'ancienne société.

Prenons l'exemple culturel, c'est un révélateur essentiel de l'état des choses.

Malraux, dont le rôle a été si utile à son heure, n'a pas cru possible, alors, de faire autre chose que de l'élitisme : offrir à tous de s'élever à la culture établie.

Il me l'a dit clairement lorsque lui-même, Pierre Massé et Henri Hoppenot m'ont chargé, il y a vingt ans, de rapporter le premier plan d'équipement culturel : *« Ne cherchez pas à ce que les maisons de la culture s'ouvrent aux apports de leurs affiliés : il faut seulement qu'elles leur apprennent à goûter ce que notre patrimoine contient de meilleur. »*

Et lorsque, douze années plus tard, Edgar Faure, alors ministre des affaires sociales, m'a demandé d'animer un groupe de recherches sur *« les besoins culturels du monde du travail »*, nous avons proposé, avec l'équipe de chercheurs qui m'avait fait assez confiance pour composer ce groupe, que l'on s'attache à découvrir, sous la mode imposée à l'ensemble des salariés, c'est-à-dire derrière la « culture octroyée » et derrière les modèles de la société de consommation copiés sur les privilégiés (les « happy few », disaient les Anglais du siècle dernier) ; oui, derrière les « besoins » dictés par les médias, quels étaient les besoins nouveaux encore inconscients, et les capacités créatrices qui devront tôt ou tard sourdre chez ces hommes et ces femmes qui ont enfin du temps libre, de l'argent pour l'employer à volonté, et qui sont le nombre ?

« Ce temps, ces moyens, ces gens, où vont-ils aller ? » demandions-nous dès octobre 1967 (conférence aux étudiants de l'université de Montréal).

Car enfin, notre Musée des arts et traditions populaires, nos cathédrales n'attestent-ils pas que dans notre patrimoine tout n'a pas été produit que pour les privilégiés et par « leurs » artistes ?

Notre proposition ne pouvait avoir de suite parce qu'elle mettait en cause le système établi... la pompe aspirante.

La Révolution française n'a pas eu d'autre cause que le refus d'abolir les structures féodales dans une société qui ne l'était plus. A la même époque — non sans à-coups, et tout en affrontant la guerre, — l'Angleterre modifiait ses structures sans révolution.

Aujourd'hui, les institutions de la Ve République nous offrent, avec un président qui a des pouvoirs, une chance de réussir cette adaptation sans révolution.

Encore faudra-t-il que les dirigeants communistes, alliés nécessaires, acceptent les contraintes qui leur permettront de contribuer d'une manière constructive à ces transformations sans lesquelles notre pays perdra son rang ; faudra-t-il aussi que les Français qui ont de la fortune ne commettent pas l'erreur de la perdre en jouant contre le franc pour obéir aux conseils des plus riches, qui les envoient *au sacrifice* afin d'empêcher à tout prix le succès de l'entreprise... le partage de leur domination. Il faudra enfin que tous ceux qui composent la nouvelle majorité persévèrent dans l'expression de leurs exigences avec la même prudence, en même temps qu'avec toute la fermeté nécessaire.

Il faut en somme que le nouveau président de la République obtienne le 21 juin la majorité la plus large, cohérente et stable, possible pour cette grande œuvre que la vie économique et nos alliances indissolubles ne faciliteront pas et que seul un septennat de gauche peut engager d'une manière irréversible.

Le 1er juin 1981.

(*) Conseiller d'Etat honoraire.

Le Monde

étranger

L'ATTAQUE ISRAÉLIENNE CONTRE LE CENTRE NUCLÉAIRE IRAKIEN

Le bombardement du centre de recherches nucléaires irakien de Tamuz a provoqué de nombreuses réactions dans le monde.

● AUX NATIONS UNIES, M. Waldheim a estimé que le raid israélien « devait être condamné ». Cette action, a ajouté le secrétaire général, « doit être considérée avec le plus grand sérieux, non seulement en tant que telle, mais aussi quant à ses conséquences possibles pour la paix et la sécurité internationales ».

● AU CAIRE, la présidence de la République a publié, lundi soir 8 juin, une déclaration dénonçant « un acte provocateur, en contradiction avec les normes du droit international et l'esprit de paix ». « Cet acte injustifié provoque un esprit d'animosité entre les peuples, au moment où les fondements de la paix doivent être renforcés pour un avenir de stabilité dans la région », ajoute le communiqué.

● Le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chadli Klibi, qui se trouvait au Liban, a annoncé que cette organisation allait convoquer une réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères dans les trois jours. Le roi de Jordanie, le président Bourguiba, l'O.L.P. et même le gouvernement syrien, malgré son différend avec l'Irak, ont condamné l'opération israélienne. Damas dénonce les « visées agressives de l'Etat hébreu sur la nation arabe ».

● A LONDRES, le gouvernement a réprouvé « ce manquement grave aux lois internationales, qui peut avoir de sérieuses conséquences », dans une déclaration du Foreign Office publiée lundi soir. Dans ses éditoriaux de ce mardi, la presse insiste notamment sur le fait que la décision de M. Begin pourrait se retourner contre Israël, qui, note le « Daily Telegraph » (conservateur), « a placé les Etats-Unis, son grand protecteur, dans une situation difficile, s'est aliéné des alliés fidèles et utiles et a refait contre lui l'unité des Arabes et des musulmans ».

● A PARIS, où le gouvernement a, lui aussi, condamné le raid israélien (lire d'autre part), l'Association de solidarité franco-arabe a élevé une « protestation indignée » contre cette opération militaire et demandé que « l'Europe, et particulièrement la France, prenne des mesures, politiques ou économiques, à l'encontre d'Israël, qui menace la paix du monde ».

● Le président en exercice du conseil ministériel de la C.E.E., M. Van der Klaauw, a condamné, ce mardi, l'attaque israélienne. M. Van der Klaauw, ministre néerlandais des affaires étrangères, arrivé peu auparavant à Abu-Dhabi venant de Doha, dans le cadre de sa tournée dans les pays du Golfe, a en outre indiqué qu'il a contacté ses collègues des Dix en vue de publier un communiqué condamnant cette attaque. Il a assuré que « cet acte inquiétant constitue une grave progression de la crise du Proche-Orient et entrave les efforts déployés pour rétablir la paix dans la région ».

L'État hébreu invoque la légitime défense

(Suite de la première page.)

Cela explique notamment l'ignorance de l'existence d'une victime française et l'annonce d'un succès total alors qu'à Paris on indique qu'une partie des installations et l'un des réacteurs sont restés presque intacts. Chacun ici a salué avec une fierté non dissimulée le nouvel exploit de l'armée, se souvenant des précédents coups d'audace tels que la destruction d'une partie de la flotte aérienne libanaise sur l'aéroport de Beyrouth en 1968, la capture d'une station de radars égyptienne pendant la « *guerre d'usure* », la « *liquidation* » de trois dirigeants de l'O.L.P. en plein cœur de Beyrouth en 1973 et, bien sûr, le raid sur Entebbe en 1975 pour délivrer les victimes d'une prise d'otages.

La presse, ce mardi, et, à quelques exceptions près, les représentants de la plupart des partis qu'ils soient ou non de l'opposition jugent cette opération remarquable. Curieusement, on n'a guère relevé que le choix de la date, quelque trois semaines avant les élections, pouvait répondre à des préoccupations intérieures de M. Begin. Nombre d'Israéliens ont semblé avoir pour le moment oublié les griefs qu'ils faisaient récemment à ce propos au premier ministre, lui reprochant de prendre depuis quelques mois des initiatives dans un seul souci de propagande.

On ne s'est guère inquiété ici des réactions presque toutes négatives à l'étranger. Les Israéliens ne détestent pas être seuls au monde bien qu'ils s'en plaignent et M. Begin sait fort bien que ses concitoyens resserrent toujours les rangs devant l'adversité.

M. BEGIN : maintenant ou jamais.

Dans la perspective du scrutin du 30 juin, le premier ministre n'ignorait pas le profit qu'il pouvait tirer de l'opération. Mais l'éditorialiste du *Jerusalem Post*, par exemple, estime avec un mépris significatif que soulever cette question est un « *argument pour l'étranger* ».

M. Begin, interrogé lundi soir à la radio, a balayé d'un mot toute allusion : « *C'était maintenant ou jamais* », a-t-il dit, mais parce que, selon lui, le réacteur Osiris pouvait être « activé » dès le mois de juillet. Il a mis l'accent sur les risques que pourrait faire courir à Israël la fabrication d'armes nucléaires par l'Irak en précisant que « *trois, quatre ou cinq bombes atomiques pulvériseraient les centres urbains, détruiraient l'essentiel de l'infrastructure industrielle et décimeraient l'armée* ». Pour le premier ministre, le raid a donc été « *littéralement une opération de survie* ».

Selon l'entourage de M. Begin, le projet a été élaboré il y a plus d'un an et la décision définitive d'agir aurait été prise en octobre 1980, après — M. Begin n'a pas manqué d'insister sur ce point — « *l'échec des démarches diplomatiques* » entreprises auprès du gouvernement français pour le dissuader de poursuivre son assistance à l'Irak dans le domaine nucléaire. Après le mois d'octobre, un comité ministériel restreint avait été chargé de coordonner les préparatifs. A plusieurs reprises, la date de l'opération a été différée pour des raisons qui n'ont pas été précisées, a révélé par ailleurs, ce mardi matin, la radio. On a appris dans les milieux diplomatiques que plusieurs ministres s'étaient opposés à la décision, alors que le ministre de l'agriculture, M. Ariel Sharon, le plus « faucon » d'entre eux, menaçait, il y a trois semaines, de donner sa démission si l'ordre de lancer le raid était une nouvelle fois différé.

Pour sa part, M. Shimon Peres, président du parti travailliste, a eu quelque peine à expliquer sa position. En effet, on a appris que, récemment informé des projets gouvernementaux en tant que chef de l'opposition, il avait adressé une lettre à M. Begin pour contester le choix de la date du 10 mai.

M. Peres a dû préciser qu'il ne remettait pas en cause le bien-fondé de l'opération, mais avait jugé inopportun de la lancer le jour même des élections présidentielles en France. Le gouvernement israélien ne semble pas craindre outre mesure les condamnations de ce raid, notamment celles des Etats-Unis et de l'Egypte. On estime à Jérusalem que Washington et Le Caire ne peuvent que dénoncer l'initiative israélienne, mais que les réactions négatives auraient pu être « *bien pires* ». On pense que le président Sadate ne pourra pas remettre en cause gravement le processus de paix, même s'il se trouve sous le fâcheux soupçon d'avoir donné l'impression de couvrir l'opération en rencontrant, trois jours avant celle-ci, M. Begin à Charm-el-Cheikh.

Pas de crainte de sanctions américaines

D'autre part, on ne craint guère de sanctions de la part des Etats-Unis. Accessoirement, on remarque avec satisfaction que les avions-radar AWACS en service en Arabie Saoudite n'ont pas été en mesure de détecter le passage des appareils israéliens.

A propos de la France, on laisse entendre dans les milieux diplomatiques israéliens que les premières réactions ne sont pas aussi graves qu'on pouvait le redouter. On note que M. Mauroy n'a pas fait allusion à un éventuel report du voyage de M. Mitterrand et que, pour l'instant, des sanctions françaises ne sont pas envisagées.

D'autre part, on a appris avec une certaine satisfaction que l'une des premières mesures prises par la France avait été de rapatrier ses techniciens en poste à Bagdad. De source gouvernementale, on a tenu à faire savoir que la relève politique en France n'avait pas influencé la décision israélienne et qu'il n'y avait « *pas d'autre choix* » que d'attaquer la centrale de Tamuz. En effet, observe-t-on ici, si M. Mitterrand avait bien promis de réexaminer le dossier de l'aide française à l'Irak, M. Cheysson avait, lui, indiqué que la France respecterait les engagements pris par le précédent gouvernement.

On fait observer enfin dans les milieux dirigeants de Jérusalem que le raid doit être considéré également comme un avertissement à la Syrie, à propos de l'affaire des missiles stationnés au Liban. Israël estime avoir à nouveau prouvé que son armée pouvait à tout moment frapper ses adversaires, quelles que soient les difficultés.

FRANCIS CORNU.

Un centre destiné à la recherche et à la formation

La coopération nucléaire entre la France et l'Irak, dans laquelle s'était engagé le gouvernement de M. Chirac, date de 1975 : le 18 novembre 1975, les deux pays signèrent un accord de coopération « *pour l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques* ». Le 11 septembre 1976, un échange de lettres vint compléter cet accord. Il prévoyait que les garanties d'utilisation pacifique des matériels que la France pourrait livrer seraient mises en œuvre par l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.), dans le cadre du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (T.N.P.), que l'Irak a ratifié en octobre 1969.

Un accord commercial est alors signé entre l'Irak et la société Technicatome, filiale du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.). Ce contrat, d'une valeur globale de 1,45 milliards de francs, prévoit la livraison « clés en mains » d'un centre de recherches nucléaires. Celui-ci, construit dans la banlieue de Bagdad, et qui devait être opérationnel cette année ou au cours de l'année prochaine, avait été équipé du réacteur Osirak, de 70 mégawatts de puissance thermique (il s'agit d'une « pile-piscine », dérivée du réacteur Osiris qui fonctionne à Saclay), et d'un petit réacteur (« *maquette critique* ») de 800 kilowatts de puissance ; ces deux réacteurs sont appelés respectivement Tamuz-I et Tamuz-2 par les Irakiens. Seule la maquette critique avait fonctionné à l'automne 1980 pendant quelques dizaines de minutes à pleine puissance.

Ces deux réacteurs ne produisaient pas d'électricité : comme tous les réacteurs « de recherche », ils servaient essentiellement à produire des faisceaux de particules — des neutrons — servant à faire diverses expériences. Celles-ci peuvent être fondamentales (études sur la structure de la matière) ; elles peuvent aussi être très orientées, et aider par exemple à la mise au point de matériaux ou de procédés relevant de la technologie nucléaire, civile ou militaire.

Protégé militairement, surtout depuis septembre dernier, quand il avait *été* bombardé, au début du conflit irano-irakien, par des avions américains Phantom de nationalité iranienne, le centre de recherches était entouré d'un important talus.

En plus des deux réacteurs, et de leurs installations annexes, le centre de recherches comportait aussi quatre petits laboratoires construits par l'Italie, aux termes d'un contrat signé en février 1978, et notamment un laboratoire « chaud » pouvant permettre l'extraction et le façonnage de quantités limitées de plutonium (quelques centaines de grammes par an) à partir d'uranium irradié.

Sans compter les charges d'uranium très enrichi — à 93 % — que livre la France pour les deux réacteurs, l'Irak dispose d'uranium naturel ou appauvri que lui a fourni l'Italie. Le Portugal, d'autre part, a vendu à l'Irak, en 1980, 100 tonnes de concentré d'uranium.

Bagdad, capitale nucléaire du monde arabe

Le contrat franco-irakien, qui tend à faire de Bagdad la capitale nucléaire du monde arabe — le centre de recherches devait notamment pouvoir héberger six cents ingénieurs et techniciens en formation — a depuis le début provoqué remous et protestations, tant du gouvernement israélien que de certains milieux juifs français. Des menaces ont été proférées contre les entreprises et les techniciens travaillant à ce contrat, menaces parfois suivies d'effets.

Ainsi, le 5 avril 1979, un attentat à l'explosif avait détruit à la Seyne (Var), des éléments importants du cœur d'Osirak (*le Monde* daté 8-9 avril 1979). Cette action, manifestement menée par un commando expérimenté, avait été attribuée, par certaines sources, aux services secrets israéliens. Le 14 juin 1980 était assassiné à l'hôtel Méridien, à Paris, un ingénieur égyptien, M. Yayia El Mesha, qui travaillait pour la Commission à l'énergie atomique irakienne (*le Monde* du 19 juin 1980).

En août 1980, un « comité de sauvegarde de la révolution islamique » revendiquait deux attentats, à Rome et à Paris (*le Monde* du 9 août 1980), visant « *des collaborateurs du régime renégat en Irak* ». A Paris, il visait un libraire, homonyme d'un chercheur du Commissariat à l'énergie atomique travaillant en Irak. A Rome, c'est le siège d'une société travaillant dans le domaine nucléaire avec l'Irak qui était atteint. Le même « comité » devait ensuite proférer, à plusieurs reprises, des menaces téléphoniques contre des sociétés participant au contrat franco-irakien. — X. W

M. BERNARD PONS : déplorable.

M. BERNARD PONS, secrétaire général du R.P.R. : « Autant nous comprenons le souci qu'a l'Etat d'Israël de sa sécurité et autant nous sommes prêts à l'aider pour la lui garantir, autant nous paraît déplorable le bombardement du centre de recherches nucléaires irakien.

» Le gouvernement français, en livrant à l'Irak un réacteur de recherches, avait pris toutes dispositions pour que celui-ci ne puisse être détourné à des fins militaires. De plus, cette activité de recherches était soumise au contrôle permanent de l'Agence internationale de Vienne. C'est pourquoi nous comprenons mal et nous regrettons que le gouvernement israélien ait pris une initiative susceptible de compromettre encore davantage les chances de la paix au Proche-Orient. »

LE COMMUNIQUÉ OFFICIEL DE JÉRUSALEM

« Nous avons été contraints de nous défendre contre la fabrication d'une bombe »

Le gouvernement israélien a diffusé lundi 8 juin la déclaration suivante citée dans le texte de l'agence Reuter :

« *L'aviation israélienne hier (dimanche) a attaqué et anéanti le réacteur nucléaire « Osirak » situé près de Bagdad. Tous nos appareils ont regagné indemnes leurs bases de départ.*

» *Le gouvernement s'est trouvé dans l'obligation de fournir des explications afin d'éclairer l'opinion publique sur les raisons qui l'ont poussé à lancer cette opération spéciale.*

» *Longtemps, nous avons suivi avec beaucoup de préoccupation la construction du réacteur « Osirak ». Des sources tout à fait dignes de foi nous ont dit qu'il avait pour objet, malgré des déclarations en sens contraire, de produire des bombes atomiques.*

» *L'objectif de ces bombes était Israël. Cela a été explicitement dit par les dirigeants irakiens. Après que les Iraniens eurent légèrement endommagé le réacteur,* (le président) *Saddam Hussein a fait remarquer qu'il était sans objet pour les Iraniens d'attaquer le réacteur pour la bonne raison que celui-ci était construit pour attaquer le seul Israël.*

» *En conséquence, le gouvernement israélien a décidé d'agir sans plus attendre pour garantir la sécurité de notre peuple. L'opération a été soigneusement préparée. Elle avait été fixée pour dimanche en tablant sur l'absence du chantier, durant le jour de repos des chrétiens, des cent à cent cinquante experts étrangers travaillant sur le réacteur. Cette hypothèse s'est avérée. Aucun technicien étranger n'a été touché (1).*

» *Deux gouvernements européens ont aidé le dictateur irakien, contre du pétrole, à fabriquer des armes nucléaires. Une fois de plus, nous leur demandons d'y renoncer. En aucun cas, nous ne permettrons à un ennemi de mettre au point des armes de destruction massive dirigées contre le peuple d'Israël. Nous défendrons les citoyens d'Israël en temps voulu et avec tous les moyens à notre disposition.*

» *Les bombes atomiques que ce réacteur aurait été en mesure de produire avec de l'uranium enrichi ou du plutonium devaient être du type de celle lâchée sur Hiroshima. Cela mettait en danger l'existence même d'Israël.*

» *Des sources irréprochables nous ont communiqué deux dates pour l'achèvement du réacteur et sa mise en opération. La première étant début juin 1981, la seconde début septembre de cette même année.*

» *Dans un très court délai, le réacteur irakien aurait été opérationnel. Dans de telles conditions, aucun gouvernement israélien n'aurait pu décider de le faire sauter. En effet, une telle initiative aurait provoqué une énorme radioactivité à Bagdad et nui à sa population innocente.*

» *De ce fait, nous avons été contraints de nous défendre par nos propres moyens contre la fabrication d'une bombe atomique en Irak, un pays qui lui-même n'aurait pas hésité à utiliser cet engin contre Israël et ses centres urbains.* »

(1) En fait un technicien français a été tué. — (*N.D.L.R.*)

BAGDAD : « Les ennemis de l'Irak ne l'empêcheront pas de poursuivre son progrès technologique »

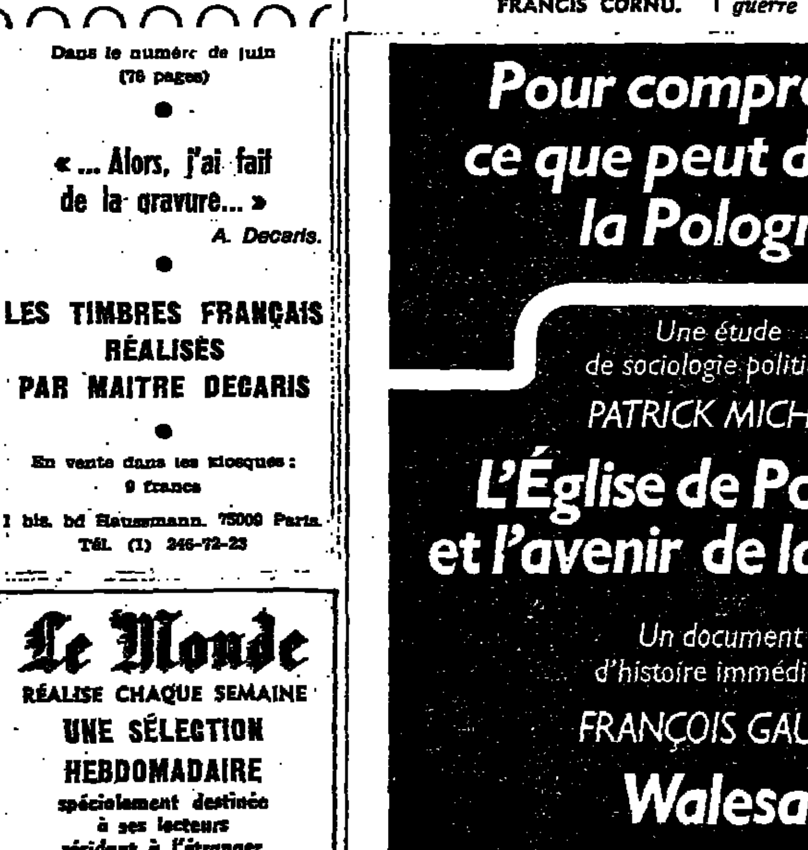
Le bombardement par neuf avions israéliens de la centrale nucléaire de Tamuz a été confirmé par Bagdad, lundi 8 juin, dans la soirée, par un communiqué du Conseil de commandement de la révolution (C.C.R.) diffusé par l'agence irakienne d'information INA. « *Les ennemis de l'Irak ne pourront pas empêcher ce pays de poursuivre son progrès technologique et scientifique ainsi que son développement économique et social* », affirme ce communiqué dont la publication tardive, selon un porte-parole, a été due à « *la nécessité d'un complément d'information* ».

Selon ce texte, il était « *connu, depuis le début, que certaines parties locales et internationales, dont Israël, se tiennent derrière l'Iran dans son conflit avec l'Irak, et derrière la poursuite de la guerre irako-iranienne* ».

L'Irak a, parallèlement, réclamé la réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi que celle de la Ligue arabe. Dans sa requête, auprès de l'ONU, le ministre irakien des affaires étrangères, dénonçant « *cet acte de barbarie* », a attiré l'attention du Conseil de sécurité sur « *le refus constant d'Israël de signer et de ratifier le traité de non-prolifération des armes nucléaires* », dont l'Irak, pour sa part, est signataire.

Un porte-parole a précisé que « *l'identité des avions sionistes qui avaient effectué le raid de dimanche, avait été vite détectée par les radars irakiens et jordaniens, surtout quand ces avions sont retournés en Israël* ».

Le haut commandement avait remarqué, a-t-il ajouté, que les deux raids de septembre 1980 sur les installations nucléaires irakiennes « *différaient par la nature et le style* » des opérations iraniennes. Il a également assuré que « *le dispositif de sécurité de certains avions abattus auparavant était bloqué, ce qui causait la mort des pilotes* ». — (*A.F.P.*)



L'AMBASSADEUR D'ISRAËL A ÉTÉ CONVOQUÉ PAR M. CHEYSSON

L'ambassadeur d'Israël à Paris, M. Rosenne, qui avait été convoqué dans la nuit, a été reçu ce mardi matin, à 8 h. 45, pendant une demi-heure par M. Cheysson, qui lui a demandé des explications sur le bombardement de Tamuz.

M. Rosenne était accompagné du ministre conseiller, M. Sher, et le ministre des affaires extérieures avait près de lui M. Boisdevaix, directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au Quai d'Orsay. M. Boisdevaix est rentré récemment de Bagdad, où il a remis un message du président Mitterrand au président irakien.

En quittant le Quai d'Orsay, M. Rosenne s'est refusé à toute déclaration. Le ministère des affaires extérieures n'a fait aucun commentaire, mais le gouvernement a, dès lundi, condamné l'attaque israélienne comme « inacceptable et très grave ». Outre l'attaque elle-même, la mort d'un technicien français est évidemment jugée très sévèrement dans les milieux français, d'autant que, estime-t-on, les Israéliens, contrairement à leurs affirmations, ne pouvaient ignorer que le dimanche n'était nullement un jour de congé.

PROCHE-ORIENT

L'ATTAQUE ISRAÉLIENNE CONTRE LE CENTRE

M. MAUROY : un acte inacceptable et très grave

M. Mauroy, premier ministre, interrogé lundi 8 juin au « Club de la presse d'Europe 1 » sur le bombardement du centre nucléaire irakien, a déclaré :

« Je voudrais insister sur le fait qu'il s'agit d'un centre de recherches soumis au contrôle de l'Agence internationale pour l'énergie atomique, dont le siège est à Vienne. Cette Agence y avait d'ailleurs effectué récemment une visite de contrôle. S'agissant d'une attaque menée en territoire étranger, l'initiative du gouvernement israélien constitue un acte inacceptable et très grave que le gouvernement français condamne. Un tel raid ne peut qu'accroître la tension dans cette région du monde.

» On connaît la position du gouvernement français, qui souhaite le rétablissement de la paix au Moyen-Orient par la garantie de la sécurité d'Israël dans des frontières sûres et reconnues, par le droit du peuple palestinien à disposer d'une patrie, par l'unité du Liban. La situation y est très difficile depuis bien des années, elle s'était singulièrement aggravée depuis bien des mois. Cet acte inacceptable et très grave ne peut que compliquer une situation qui était déjà explosive. C'est la raison pour laquelle nous condamnons cet acte. »

Comme on lui demandait si la France prendrait des sanctions contre Israël et remplacerait le matériel détruit, M. Mauroy a ajouté :

« Nous venons d'apprendre ce raid. Il est parfaitement clair que nous le condamnons. C'est une condamnation que nous portons pour un raid qui est tout à fait inacceptable. En ce qui concerne la demande qui pourrait être faite par l'Irak, elle serait étudiée. Des problèmes étaient d'ailleurs déjà posés par cette centrale nucléaire. Nous avons la volonté, non seulement de ne pas conduire une politique d'armement, mais de renforcer le contrôle des centrales nucléaires. Ce dossier, manifestement, mérite donc d'être étudié, non seulement en fonction de ce raid inacceptable des Israéliens, mais également en fonction de la politique que nous entendons suivre sur ce plan, politique qui est de respecter la parole de la France en ce qui concerne les contrats qui ont été conclus dans le domaine des armements. Cette politique consiste aussi à ne pas nous enfermer dans une situation qui prolongerait cette sorte de course dans une région qui est déjà bien difficile et bien explosive. »

Après avoir souligné la volonté du gouvernement de « *moraliser* » les ventes d'armes, M. Mauroy, à qui l'on demandait si les réacteurs irakiens pouvaient « *construire l'arme nucléaire* », a refusé de se prononcer. Comme on lui demandait si ce raid « *remettait en question* » le projet de voyage de M. Mitterrand à Jérusalem, il a répondu :

« Nous n'en sommes pas là. Je dis simplement que nous condamnons ce raid. Vous savez que dans cette partie du monde il existe de graves difficultés et de graves tensions. Il est clair qu'un raid de cette ampleur, de cette nature, ne peut que donner cours à des événements imprévisibles dans leurs suites et dans leurs conséquences. Nous en sommes à la condamnation de ce raid, pour le moment, il n'est pas question de prendre d'autres mesures qu'une condamnation ferme. »

LE QUAI D'ORSAY : un des réacteurs est « apparemment indemne ».

Dans la nuit de lundi à mardi, le ministère des relations extérieures a publié le communiqué suivant :

« Ainsi que l'a déclaré lundi soir le premier ministre, à la suite du bombardement du centre de recherche nucléaire irakien de Tamuz, toute attaque sur le territoire d'un Etat étranger constitue une violation du droit et est donc condamnable. L'initiative du gouvernement israélien constitue un acte grave que le gouvernement français juge inacceptable. En outre, ce bombardement accroît la tension qui affecte l'ensemble de la région.

» M. Chaussepied, technicien français, a trouvé la mort au cours de ce bombardement. Le président de la République et le gouvernement s'inclinent devant la mort de ce compatriote et adressent leurs très vives condoléances à sa famille et à ses camarades de travail.

» Les dispositions nécessaires ont été prises immédiatement pour assurer le rapatriement des techniciens dont la présence n'est pas indispensable au maintien de la sécurité des installations

» Les premières informations dont nous disposons indiquent que, sur les deux réacteurs, le premier est apparemment indemne ; le second, qui ne contenait pas de combustible et se trouvait donc « hors neutrons », aurait été sérieusement endommagé. Il s'agit de réacteurs à irradiation de matériaux, comme il en existe une cinquantaine d'autres répartis dans le monde, et destinés à des recherches physiques en vue de l'utilisation de l'énergie nucléaire.

» Ces installations sont placées sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui a effectué sa dernière visite en début d'année. Il est rappelé que l'Irak a signé le traité de non-prolifération et a ainsi accepté le contrôle de l'A.I.E.A. Dès son entrée en fonctions, le président de la République a lui-même insisté sur la nécessité de predre les mesures indispensables pour garantir l'utilisation de ces installations à des fins pacifiques et éviter tout détournement.

» Le ministre des relations extérieures a contacté immédiatement l'ambassadeur d'Israël pour lui exprimer l'émotion du gouvernement à la suite de la mort d'un ressortissant français et lui a demandé de se rendre au Quai d'Orsay dès mardi pour fournir les explications nécessaires. »

WASHINGTON : condamnation, embarras et inquiétude

De notre correspondant

Washington. — Le gouvernement des Etats-Unis affirme n'avoir été informé du raid israélien que dimanche après-midi, après le retour des bombardiers à leur base. Il a attendu l'annonce officielle, le lendemain, pour « condamner » cet acte « *dont le caractère sans précédent ne peut que sérieusement accroître la tension dans la région* ».

On pense généralement que Washington n'ira pas plus loin, malgré la « *possible violation* » — selon le département d'Etat — d'un accord entre les deux pays, qui interdit à Israël d'utiliser du matériel militaire de fabrication américaine à d'autres fins que sa défense. Ce serait, en effet, des Phantom F-4 qui auraient attaqué la centrale irakienne. Attaqué et entièrement détruit, précise-t-on ici, mais avec des effets radioactifs « *probablement minimes et limités à la proximité immédiate de l'installation* ».

Un rapport détaillé sera transmis au Congrès. Si Israël a violé l'accord bilatéral, les fournitures d'armes peuvent être suspendues, soit par le président, soit par le Congrès. L'administration Ford avait « puni » la Turquie de la sorte, en 1975, après l'invasion de Chypre. On voit assez mal M. Reagan en faire autant, alors que les amis d'Israël lui reprochaient déjà de vendre des avions — radar Awacs — à l'Arabie Saoudite. Quatre de ces appareils, prêtés à Ryad depuis la fin de l'année passée, survolent le territoire saoudien avec la collaboration des techniciens américains. Théoriquement, ils auraient pu se trouver, dimanche, sur le parcours des Phantom et non aux alentours du golfe Persique.

Plusieurs membres du Congrès estiment d'ailleurs qu'Israël a mené non seulement un raid de légitime défense mais une opération d'assainissement, « *la prétendue communauté internationale se lavant les mains et lui laissant faire le sale travail* », selon l'expression d'un éditorialiste. N'était-il pas établi ici que la centrale irakienne pouvait produire du matériel militaire ? Sa destruction « *ne devrait être une surprise pour personne* », a déclaré le sénateur (démocrate) Alan Granston, de Californie.

Washington n'a jamais apprécié que la France livre de l'urnium enrichi à l'Irak. Le porte-parole du département d'Etat y a fait une allusion lundi, sans citer de nom de pays, en affirmant que l'acquisition d'un tel matériel pouvait « *accroître les risques de prolifération nucléaire* », surtout dans une région aussi explosive. Mais les Etats-Unis viennent justement d'amorcer une coopération nucléaire avec l'Egypte. Le jour même du raid israélien, un accord a été conclu au Caire pour la fabrication de deux centrales nucléaires d'une puissance totale de 2 000 mégawatts. L'Egypte et l'Irak ont signé le traité de non-prolifération, alors qu'Israël n'y adhère pas. La thèse de l'autodéfense s'en trouve d'autant plus affaiblie que, selon le porte-parole du département d'Etat, les Américains n'ont « *pas de preuves que l'Irak a violé le traité* ».

Le « consensus stratégique » compromis

A l'embarras des dirigeants s'ajoutent de sérieuses inquiétudes. Comment poursuivre la mission de M. Habib, qui reprend son bâton de pélerin après deux semaines de consultation ? M. Begin avait promis à l'envoyé spécial de la Maison Blanche de suspendre les actions militaires contre les missiles syriens, mais voilà qu'il lance, sans avertir, une opération beaucoup plus spectaculaire en Irak. Comment empêcher, d'autre part, un sérieux refroidissement dans les relations entre l'Egypte et Israël ? Pour l'administration Reagan, qui n'a pas encore de véritable politique proche-orientale, ces bonnes relations sont le pilier sur lequel elle fonde tous ses espoirs.

Comment préserver enfin les efforts entrepris par les Etats-Unis depuis quelques années ? Efforts en direction de l'Irak, pour rétablir des relations diplomatiques rompues en 1967 et éloigner le pays de Moscou ; efforts en direction des régimes arabes modérés, notamment l'Arabie Saoudite, pour les rassembler — avec Israël — dans un « *consensus stratégique* » contre l'« *expansionnisme soviétique* ».

On est pas loin de penser ici que, pour des raisons surtout électorales, M. Begin a fait un cadeau inattendu aux Soviétiques, grâce à du matériel militaire américain. Rarement un premier ministre d'Israël aura autant agacé le département d'Etat.

L'administration Reagan pensait pouvoir attendre calmement les élections israéliennes et définir alors une nouvelle politique au Proche-Orient. Mal préparée, elle se retrouve avec une tragédie libanaise sur les bras, un monde arabe en ébullition et un interlocuteur israélien indiscipliné qui compte précisément sur son intransigeance pour être reconduit.

ROBERT SOLÉ.

Libres opinions

Une politique extrémiste

par CHARLES SAINT-PROT (*)

POUR *la seconde fois, l'Etat d'Israël vient de bombarder le centre de recherche nucléaire de Tuvaïta, après avoir violé l'espace aérien irakien. La première attaque, qui avait échoué, avait eu lieu, le 30 septembre dernier, à l'occasion de la guerre irako-iranienne. L'Etat israélien a eu l'audace de revendiquer la seconde attaque, qui a eu lieu le 7 juin.*

C'est avec raison que le gouvernement français a jugé cette agression « *inacceptable* », comme est inacceptable l'agression permanente commise par l'armée israélienne au Sud-Liban, comme est inacceptable la politique de colonisation poursuivie dans les territoires occupés. Aujourd'hui, il est clair que le régime de M. Begin a fait un nouveau pas dans l'escalade, et que la situation au Proche-Orient prend un caractère alarmant.

Pour ce qui concerne le bombardement contre le centre de recherche irakien, il semble nécessaire de rappeler qu'Israël a commis un acte d'autant plus intolérable qu'il s'est attaqué à un centre pacifique. En effet, c'est en *1974* que la France engage des négociations pour la vente à Bagdad de deux réacteurs, parce que les Irakiens, qui ne produisent pas assez d'électricité, ont décidé, à l'époque, de s'intéresser à l'énergie nucléaire et de faire confiance à la France, qui est très en avance dans ce domaine. Comme Bagdad a signé le traité de non-prolifération (T.N.P.) depuis 1969, et se soumet régulièrement au contrôle de l'Agence internationale de l'énergie nucléaire (A.I.E.A.), un accord est signé le 18 novembre 1975.

Depuis cette date, les milieux pro-israéliens mènent une campagne de désinformation et de terrorisme : un réacteur est saboté à La Seyne-sur-Mer, en 1979 ; le 14 juin 1980, un ingénieur égyptien travaillant pour l'Irak est assassiné à Paris ; en juillet 1980, une campagne est organisée contre la prétendue bombe irakienne. Aujourd'hui, Israël est passé officiellement aux actes, alors que tous les observateurs reconnaissent, selon un rapport récent de l'A.I.E.A., que « *l'Irak se soumet au contrôle de l'Agence et que les normes des équipements livrés par la France ne permettent pas à Bagdad de s'en servir à des fins militaires* ».

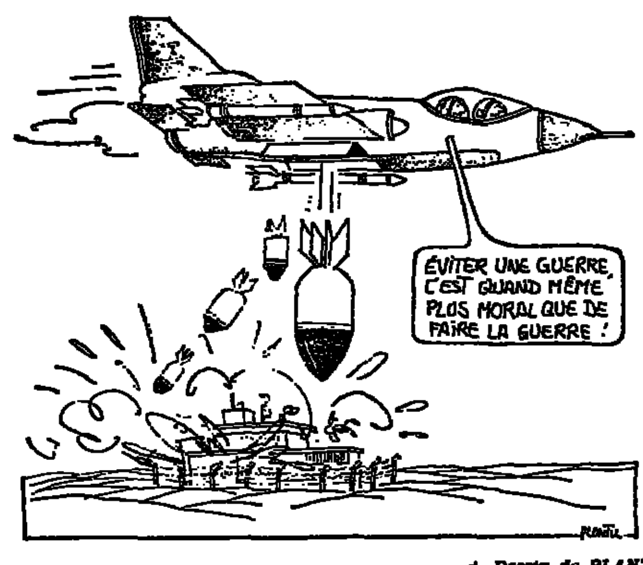
Dans ces conditions, on peut se demander pourquoi l'Etat d'Israël a pris un tel risque en menant une action qui lui vaut la condamnation de toute la communauté internationale ?

En réalité, Israël, qui a mis au point une bombe nucléaire dans le Neguev, en collaboration avec l'Afrique du Sud, et qui a refusé de signer le T.N.P., a voulu freiner le développement technologique de son principal adversaire au Proche-Orient. Le premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, nous confiait récemment que « *la seule bombe qui fait trembler l'Etat israélien, c'est la perspective qu'un Etat arabe s'engage sur la voie du développement technologique* ».

Israël n'a pu s'imposer dans la région qu'avec l'aide de la technologie occidentale, notamment celle des Etats-Unis, et il a tout intérêt à ce que les Arabes restent sous-développés. Le centre *de recherche irakien doit former plus de cinq cents ingénieurs et* techniciens arabes, voilà ce qu'Israël a voulu empêcher. Comme s'il était possible de freiner l'essor scientifique de tout un peuple !

Pour l'heure, les Israéliens ont démontré, une fois de plus, le caractère profondément extrémiste de leur politique, et il est grave que les chefs de l'opposition aient approuvé un acte irresponsable.

(*) Ecrivain, directeur de la *Revue d'études des relations internationales*.



★ *Dessin de PLANTU.*

Contrôles et risques de détournement

Signataire du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (T.N.P.), qu'elle a ratifié en octobre 1969, la République irakienne s'est engagée auprès des autorités françaises à se soumettre aux contrôles de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) de Vienne (Autriche). En d'autres termes, Bagdad acceptait, ainsi qu'en témoigne un échange de lettres de 1976 entre les gouvernements français et irakien, que les inspecteurs de l'A.I.E.A. aient accès aux installations nucléaires construites en Irak par les Français en application d'un accord signé le 29 février 1972 entre l'Irak et l'A.I.E.A. de manière à garantir « *l'utilisation pacifique et non explosive des matières nucléaires, installations, équipements et connaissances technologiques* » fournis par la France.

En mars de cette année, le directeur général de l'A.I.E.A., M. Eklund, avait fait état d'une mission accomplie en janvier par ses inspecteurs sur les réacteurs Tamuz-1 et Tamuz-2, contrôles qui avaient permis de constater qu' « *Il était dûment rendu compte de toutes les matières nucléaires* ».

Pour ce faire, l'Agence a essentiellement recours à des méthodes de comptabilité et d'identification des matières nucléaires, complétées par des techniques de confinement (poses de scellés, systèmes permettant de garantir l'intégrité d'un lieu, etc.) et de surveillance humaine ou automatique.

Cela suffit-il ? L'Agence, dans ses publications, tout en affirmant qu'il est difficile de tourner les règlements, évoque certaines possibilités de détournement réalisés grâce au remplacement d'éléments combustibles réels par des éléments factices, à l'arrêt non déclaré du réacteur permettant des déchargements de matières nucléaires ou à l'irradiation d'éléments combustibles non déclarés dans le cœur du réacteur.

Pour les réacteurs de recherche du type de ceux construits par les Français en Irak, une des premières précautions à prendre consiste à *éviter que les charges de combustible* — une douzaine de kilos d'uranium enrichi par l'usine militaire d'enrichissement de Pierrelatte — ne soient détournées à des fins autres que civiles. Le taux d'enrichissement — plus de 90 % — requis pour ces réacteurs est en effet équivalent à celui de l'uranium utilisé pour les armements nucléaires.

Pour éviter de telles manœuvres — si tant est que l'Irak en ait eu l'intention, — les charges destinées au cœur de ces réacteurs seraient, selon certaines sources, préalablement irradiées, ce qui en rend le maniement dangereux. D'autre part, ces charges de combustible dont la durée de vie n'est que de quelques mois, ne sont livrées qu'une par une.

Il convient toutefois de noter que, pour *les futurs réacteurs de recherche* que la France pourrait avoir à livrer à l'étranger, ce type de problème ne devrait plus se poser. Les ingénieurs et les techniciens du *Commissariat à l'énergie atomique* ont, en effet, mis au point pour ce type d'appareil scientifique un nouveau combustible nucléaire — caramel — dont l'enrichissement particulièrement faible (moins de 8 %) exclut toute hypothèse de détournement. Le réacteur Osiris de Saclay, sur le principe duquel a été réalisé l'un de ceux fournis à l'Irak fonctionne avec du caramel.

Si le taux d'enrichissement de l'uranium utilisé dans les réacteurs de recherche irakiens est une contrainte, il apparaît, cependant, que le plus grand danger — si danger *il y a, compte tenu des contrôles* que les inspecteurs de l'A.I.E.A. sont habilités à faire — tient aux possibilités qu'offrent ces outils de recherche de produire par bombardement *neutronique des éléments transuraniens* et notamment du plutonium, un des composants fondamentaux des armements nucléaires (1).

Il suffit pour cela de placer à la périphérie du réacteur de l'uranium naturel que l'on décharge régulièrement pour en extraire par voie chimique le plutonium. Les responsables de l'A.I.E.A., et avec eux les gens du C.E.A., affirment que l'opération est difficile en raison des contrôles effectués et du temps qu'il faudrait pour en produire suffisamment à des fins militaires.

Thèse que les Israéliens réfutent, arguant du fait que les Irakiens ont commandé en Italie des laboratoires « chauds » pour travailler sur les transuraniens et par voie de conséquence sur le plutonium.

Mais, au-delà de cette action israélienne, cet événement ne met-il pas en évidence un manque de confiance de certains pays dans le système de contrôle établi par l'agence de Vienne ? — J.-F. A.

(1) Un réacteur électrogène de 1 000 mégawatts en produit environ 200 kilogrammes par an.

UNE CENTAINE DE TECHNICIENS FRANCAIS TRAVAILLENT A TAMUZ

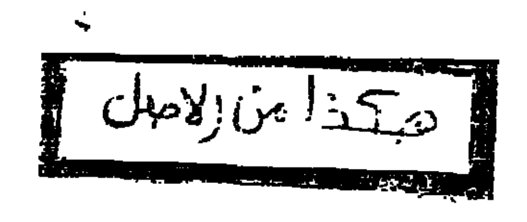
Le technicien français qui a été tué lors de l'attaque israélienne du centre nucléaire irakien était M. Damien Chaussepied, appartenant à la société Air Liquide. Ses parents, qui habitent Saintes (Charente-Maritime), ont été prévenus lundi par les autorités françaises. M. Chaussepied, âgé de vingt-cinq ans, était célibataire. Ingénieur INSA, membre depuis un an de la division « Techniques avancées » de l'Air Liquide, il installait en sous-traitance du C.E.A. un système de circulation d'hydrogène et d'hélium refroidissant le réacteur.

Les autres Français de Tamuz — techniciens et familles — précise-t-on de source informée, sont sains et saufs. Le nombre des techniciens est d'environ une centaine.

Contrairement à ce qu'a indiqué le gouvernement israélien, les techniciens français travaillent le dimanche au centre nucléaire de Tamuz. Le seul jour de repos hebdomadaire est le vendredi, comme dans tous les pays musulmans. Cependant, l'attaque a eu lieu hors des heures de travail habituelles.

Les techniciens français et leurs familles résident dans une cité située à 500 mètres du centre nucléaire.

● *Le Parlement égyptien* a notifié lundi 8 juin l'accord de coopération *égypto-français sur l'énergie* nucléaire signé en mars. Selon l'accord, la France doit livrer à l'Egypte deux centrales nucléaires de 1 000 mégawatts chacune. — (*A.F.P.*).



PROCHE-ORIENT

NUCLÉAIRE IRAKIEN

UNE QUESTION CONTROVERSÉE OU OCCULTÉE A JÉRUSALEM

Comment et pourquoi Israël se serait doté de l'arme nucléaire

De notre correspondant

Jérusalem. — Et maintenant ? Quelle sera l'attitude d'Israël et qu'a-t-elle été auparavant ? Depuis longtemps considéré comme le principal expert israélien dans le domaine du nucléaire civil ou militaire, le professeur Youval Neeman a déclaré, le lundi 8 juin, que l'Irak pourrait reconstruire la centrale de Tamuz dans un délai de trois ans. A cette échéance, l'aviation israélienne renouvellera-t-elle l'opération du 7 juin ?

D'autres opérations devront-elles être entreprises contre les pays arabes et islamiques qu'Israël soupçonne de se préparer à fabriquer « la » bombe dans l'intention, un jour, de l'utiliser contre l'Etat hébreu ? La question se pose à propos du Pakistan, qui, selon les Israéliens, représente la menace la plus immédiate, et aussi au sujet de la Libye, de l'Egypte et d'autres Etats qui, disait-on, l'an dernier, à Jérusalem, sans les nommer tous, pourraient non seulement se doter prochainement d'une arme nucléaire mais encore disposer d'ici à la fin de cette décennie des vecteurs (avions ou fusées) nécessaires à leur utilisation opérationnelle. L'Egypte, par exemple, serait en mesure de devenir une puissance nucléaire et a déjà, dans le passé, tenté de construire un réacteur avec l'aide soviétique, rapportait M. Zeev Schiff, correspondant militaire du quotidien *Haaretz* (1).

Il est douteux qu'Israël envisage sérieusement de s'opposer à chaque fois — comme il l'a fait dimanche — aux efforts déployés par ses adversaires. Par simple déduction, on peut penser que Jérusalem a déjà songé à posséder la bombe dans un souci de dissuasion et d'équilibre des forces au Proche-Orient. M. Moshe Dayan, alors ministre des affaires étrangères, l'avait, d'ailleurs, en 1979, laissé entendre en reprenant la formule officielle élaborée quinze ans plus tôt par le premier ministre Levi Eschkol : « *Nous n'avons jamais prétendu que nous n'utiliserions pas d'arme atomique ou que nous serions les derniers à l'employer, nous avons seulement déclaré que nous ne serions pas les premiers à l'introduire au Proche-Orient.* » Phrase bien sibylline.

Des motivations financières

Autres indications intéressantes : des analyses reproduites par la presse israélienne l'été dernier, notamment par le *Jerusalem Post*, à propos de considérations budgétaires alors que les dirigeants de Jérusalem commençaient à mener une vigoureuse campagne contre les livraisons françaises d'équipements nucléaires à l'Irak. Selon différents auteurs, Israël, dont le budget de défense est démesuré et met de plus en plus en péril l'économie du pays, devrait constituer un « armement nucléaire tactique » qui serait moins coûteux, en fin de compte, que les armements conventionnels. Récemment, le gouvernement israélien, dénonçant la fourniture par les Etats-Unis de matériels militaires (F-15 et AWACS) à l'Arabie Saoudite, a souligné à plusieurs reprises qu'il risque de ne plus pouvoir faire face à l'actuelle « course aux armements » au Proche-Orient.

Israël a-t-il déjà choisi ou est-il sur le point de le *faire* ? Le secret est bien gardé et la censure très stricte. Pour avoir publié quelques informations sur ce point, un correspondant européen de la chaîne de télévision américaine C.B.S. a été sanctionné l'an dernier. Deux autres journalistes ont, à la même époque, présenté devant la cour suprême une requête pour mettre fin à la censure de leur livre consacré au problème nucléaire. Pourtant, cet ouvrage n'est essentiellement que la compilation d'informations publiées à l'étranger. Il s'agit-là d'un subterfuge qui parfois est autorisé, et le professeur Aronson, personnalité souvent consultée, y a eu recours en écrivant, il y a six mois, dans le journal *Haaretz*, une série d'articles fort documentés et donc très remarqués.

Dans sa conclusion en trois volets, le professeur Aronson prenait position pour l'« option nucléaire ». Il rappelait que les experts du ministère des finances estimaient que l'« atome » était moins cher à terme que les armes non nucléaires les plus perfectionnées qu'Israël se sent obligé d'acquérir actuellement. Sur le plan militaire, il a affirmé qu'il faudrait un jour ou l'autre relever le défi irakien et que, sur le plan politique, seule la dissuasion nucléaire pourrait amener un jour les Etats arabes à reconnaître Israël.

Il évoquait ainsi l'un des aspects d'un vieux débat dont il refaisait méthodiquement l'histoire, citant toujours avec scrupule des « sources étrangères », bien souvent américaines. Toute l'affaire avait commencé en 1962 lorsque les Américains avaient découvert qu'une « usine textile », près de Dimona, dans le Neguev, dissimulait en réalité un réacteur nucléaire en construction — avec l'aide de la France — capable de produire chaque année une bombe de la puissance de celle de Hiroshima. Le général de Gaulle avait d'abord interrompu cette assistance avant de la laisser reprendre jusqu'au terme du contrat, à la demande pressante de David Ben Gourion.

Le grand débat de 1963

En 1963, une discussion très vive devait diviser le gouvernement. Les confidents de Levy Eschkol étaient opposés à l'option nucléaire, Israël risquant de la « lier les mains ». En cas de guerre nucléaire avec un ou des pays arabes, eux aussi dotés des moyens de riposte adaptés, Israël serait perdant. En effet, l'Etat juif pourrait être totalement détruit, vu l'exiguïté de son territoire, alors que l'adversaire, mieux avantagé de ce point de vue, pourrait survivre. Refusant de prendre le risque du « tout ou rien » de la guerre nucléaire, Levy Eschkol et ses amis préféraient l'hypothèse d'un conflit traditionnel permettant plus de souplesse, accompagné de rectifications de frontières. Cet argument était prémonitoire, car, cinq ans plus tard, la guerre de six jours devait lui donner raison avec la conquête du Sinaï, de la Cisjordanie et du territoire de Gaza, qui dotait Israël d'une « profondeur stratégique inespérée ».

En revanche, David Ben Gourion et ses amis croyaient aux vertus de la dissuasion nucléaire, seul moyen de compenser, selon eux, les handicaps d'Israël au niveau territorial et démographique. Ils estimaient en outre que cette option avait l'avantage de ne pas rendre indispensable la conquête de territoires arabes. Mais Ben Gourion était déjà minoritaire au sein du gouvernement, et plus tard M. Moshe Dayan, vieux partisan des modifications de frontières, jouait une fois de plus les trouble-fête, en se prononçant pour une combinaison de l'option nucléaire et des choix conventionnels. Peu après la guerre de six jours, Nasser aurait acquis la conviction qu'Israël disposait de l'arme atomique, et qu'en conséquence l'Egypte devait faire preuve d'une certaine modération, malgré la promesse des Soviétiques d'accorder aux Egyptiens leur « parapluie » atomique en cas de besoin.

La « tentation » de 1973

Le professeur Aronson a mentionné quelques-unes des diverses indications publiées en Grande-Bretagne, en Allemagne de l'Ouest et aux Etats-Unis en 1978 et 1980 (2), selon lesquelles Israël fut tenté de faire usage de bombes atomiques contre l'Egypte et la Syrie dans les tout premiers jours de la guerre de 1973, au moment où une défaite pouvait paraître inévitable tant sur le front du Sinaï que sur celui du Golan. Le gouvernement de Golda Meir aurait abandonné ce projet, d'une part en considérant que l'armée israélienne reprenait le dessus et, d'autre part, parce que les Etats-Unis auraient exercé de très fortes pressions sur Israël pour l'empêcher de se lancer dans une aventure pouvant dégénérer en conflit mondial.

Ayant décidé une alerte nucléaire, le gouvernement américain, pour désamorcer la crise, aurait prévenu l'U.R.S.S. des préparatifs israéliens de manière à amener Moscou à livrer des ogives nucléaires pour équiper les missiles SCUD que possédait l'Egypte. L'équilibre ainsi créé par ce stratagème imaginé par le Pentagone et le département d'Etat aurait eu un effet dissuasif tant sur Le Caire que sur Jérusalem.

Depuis cette affaire, les militaires auraient conservé une forte rancune à l'égard des Etats-Unis, estimant avoir été manœuvrés par Washington, notamment quand, à la fin du conflit de 1973, ils avaient été obligés de relâcher leur pression sur la IIIe armée égyptienne encerclée dans le Sinaï. Selon certains observateurs, l'« *indépendance* » qu'aurait manifestée Israël envers les Etats-Unis lors du raid de dimanche serait l'une des conséquences des « *mauvais souvenirs* » conservés depuis cette époque par l'état-major et le gouvernement israéliens reprochant à Washington d'avoir exercé une pesante tutelle.

Plaidant enfin pour l'arme nucléaire, le professeur Aronson a souligné que, si le président Sadate, prolongeant l'analyse faite par Nasser, avait limité en 1973 les objectifs de l'armée égyptienne à la reconquête d'une partie des territoires perdus en 1967 et s'était décidé à venir proposer à Jérusalem la paix à M. Begin en 1977, c'est que le raïs était certain que l'armée israélienne était entrée dans l'âge nucléaire.

F. C.

(1) *Haaretz*, 27 juin 1980.
(2) Dans un livre publié à Londres par trois journalistes du *Sunday Times* (*The plumbat affair*), un article du magazine ouest-allemand *Stern*, et un ouvrage paru à Washington, *Weapons*, écrit par un journaliste anglais, M. Russell Warren Have.

A travers le monde

Panama

- FERMETURE DE L'UNIVERSITE. — Les autorités ont ordonné, lundi 8 juin, la fermeture pour trois jours de l'université de la capitale afin de contenir les manifestations d'étudiants. Des affrontements ont eu lieu dans le centre de la ville avec des lycéens, dont trois on été arrêtés. Les étudiants exigent une participation accrue à la gestion de l'université. *(Reuter.)*

Zimbabwe

- SUCCES ELECTORAL DE M. N'KOMO DANS SON FIEF DE BULAWAYO. — La ZAPU-P.F. a remporté, dimanche 7 juin, une victoire écrasante dans son fief de Bulawayo deuxième ville du Zimbabwe, en s'attribuant les quinze sièges en jeu au cours d'élections municipales reportées à deux reprises. Le parti de M. N'Komo dispose désormais de la majorité au sein d'un conseil municipal comprenant vingt-trois membres (huit conseiller municipaux sont blancs). D'autre part, à l'occasion d'un congrès, réuni à Salisbury samedi, le Front rhodésien de M. Smith, qui fut au pouvoir pendant les dix-sept ans de rébellion contre la Couronne, a changé de nom pour devenir le Front républicain. — *(Reuter.)*



EUROPE

L'AGGRAVATION DE LA CRISE

EN ADRESSANT UN NOUVEL AVERTISSEMENT A VARSOVIE

Moscou espère encore susciter une « solution intérieure »

De notre correspondant

Moscou. — L'existence, et *a fortiori*, le contenu de la lettre du P.C. soviétique au comité central du POUP n'ont été ni confirmés ni démentis à Moscou. La presse observe, ce mardi 9 juin, un silence total sur la Pologne, si l'on excepte le journal *Troud*, qui consacre un article au récent voyage de M. Walesa au Japon, nouvelle occasion de s'en prendre à Solidarité.

Selon toute vraisemblance, la décision d'envoyer cette lettre a été prise à la réunion du bureau politique du P.C. jeudi dernier. L'accélération des événements ces dernières semaines a poussé les dirigeants à sortir de leur apparente réserve, après avoir porté à son comble une irritation qui transparaissait largement dans la presse. Après avoir dénoncé les *« orientations »* de Solidarité et les éléments révisionnistes à l'intérieur du parti, le Kremlin avait clairement fait savoir de quel côté il penchait, en donnant une large publicité aux thèses du forum de Katowice.

La prise de position des dirigeants du POUP, critiquant comme *« nuisible »* cette rencontre publiquement soutenue par Moscou, témoignait du fossé grandissant entre les deux partis. La mise en liberté provisoire de quatre dissidents, dénoncés par les Soviétiques comme des contre-révolutionnaires et des agents de l'étranger, a été considérée ici comme une *« nouvelle concession »* inadmissible. Enfin, la déliquescence du parti, l'impuissance des forces de l'ordre, qui s'organisaient même en syndicat indépendant, la montée de l'antisoviétisme, ont convaincu les dirigeants qu'il était temps de réagir.

Sans que cela justifie en quoi que ce soit l'intervention directe de l'U.R.S.S. dans les affaires intérieures polonaises, il faut bien admettre que la patience du Kremlin a été mise à rude épreuve, et qu'à plusieurs reprises, depuis août 1980, les observateurs ont eu le sentiment que la limite du tolérable était atteinte. Mais, jusqu'à ces derniers temps, les Soviétiques entretenaient l'espoir, ou l'illusion, que l'équipe Kania-Jaruzelski pouvait encore, sinon *« retourner le cours des événements »*, du moins arrêter la dérive.

Aujourd'hui, ils ont perdu confiance dans un premier ministre qu'ils avaient d'abord bien accueilli, en pensant que le chef de l'armée serait le garant de l'ordre. Ils n'étaient pas opposés à une politique de souplesse pour ramener le calme, mais ils ne pouvaient accepter que, pour éviter le pire, le gouvernement fasse concession sur concession aux *« ennemis du socialisme »*. Il est significatif que, depuis quelques semaines, les noms de MM. Kania et Jaruzelski ne sont plus mentionnés dans la presse soviétique.

La lettre du comité central du P.C. soviétique constitue-t-elle le dernier avertissement politique ? La forme solennelle qu'elle revêt permet de le penser, même si on a trop souvent parlé du *« dernier sursis »* depuis le début de la crise. Le Kremlin s'est laissé enfermer dans un dilemme impossible. Il ne peut *« laisser faire »* sans se renier, ni intervenir militairement sans prendre des risques considérables. Aussi fait-il une tentative ultime pour s'en sortir en lançant un appel au sens des responsabilités des *« communistes honnêtes »* en Pologne. Ce n'est qu'en cas d'échec de cette *« solution intérieure »* que les Soviétiques envisageraient des mesures dramatiques.

DANIEL VERNET.

LA LETTRE DU P.C. SOVIÉTIQUE

« L'offensive des forces antisocialistes menace notre sécurité commune »

Voici le texte intégral de la lettre adressée par le comité central du parti communiste soviétique au comité central polonais en date du 5 juin 1981 :

Chers camarades,

Le comité central du parti communiste de l'Union soviétique s'adresse à vous par cette lettre en ressentant une inquiétude profonde pour le sort du socialisme en Pologne, pour la Pologne en tant que pays libre et indépendant.

Notre démarche est dictée par l'intérêt que nous portons, comme membres du parti, aux affaires du parti des communistes polonais, de toute la nation sœur polonaise et de la Pologne socialiste comme partie prenante du traité de Varsovie et du Conseil d'assistance économique mutuelle (Comecon). Les communistes soviétiques et polonais ont agi au coude à coude dans le combat contre le fascisme et ont été liés durant toutes les années d'après-guerre. Notre parti et les Soviétiques ont aidé leurs camarades polonais dans la construction d'une vie nouvelle. Et nous ne pouvons pas ne pas être inquiets du danger mortel qui pèse actuellement sur les conquêtes révolutionnaires de la nation polonaise.

Nous le disons ouvertement : certaines tendances dans le développement de la République populaire de Pologne, en particulier dans le domaine de l'idéologie et de la politique économique de sa précédente direction, avaient déjà provoqué notre inquiétude pendant plusieurs années.

En plein accord avec l'esprit des relations existant entre le P.C.U.S. et le POUP, nous en avions parlé aux dirigeants au cours d'entretiens au plus haut niveau et d'autres rencontres. Malheureusement ces avertissements amicaux, ainsi que les déclarations profondément critiques au sein du POUP lui-même n'ont pas été pris en considération et ont même été ignorés. En conséquence une crise profonde a éclaté en Pologne, qui s'est étendue à toute la vie politique et économique du pays.

Le changement de toute la direction du POUP, l'effort développé pour surmonter les graves erreurs liées à la violation des règles de la construction du socialisme afin de recouvrer la confiance des masses et, avant tout, celle de toute la classe ouvrière dans le parti, et pour renforcer la démocratie socialiste, ont trouvé notre pleine compréhension.

Dès les premiers jours de la crise, nous jugions important que le parti s'oppose de façon décidée aux tentatives des ennemis du socialisme de profiter, pour leurs buts à long terme, des difficultés apparues. Mais on ne l'a pas fait. Les concessions incessantes aux forces antisocialistes et à leurs exigences ont conduit à ce que le POUP recule, pas à pas, sous la pression de la contre-révolution interne, qui trouve son soutien auprès des centres étrangers de diversion impérialistes.

Un complot criminel contre le pouvoir populaire

Actuellement, la situation est non seulement dangereuse, mais elle a conduit le pays à une situation critique. Il n'est pas possible de porter une autre appréciation. Les ennemis de la Pologne socialiste ne se cachent pas, et en particulier ne cachent pas leurs intentions. Ils mènent un combat pour le pouvoir et le conquièrent déjà. Ils prennent le contrôle d'une position après l'autre. La contre-révolution se sert de l'aile extrémiste de Solidarité comme force de frappe. En les bernant, elle a entraîné les ouvriers qui sont entrés dans un syndicat professionnel dans un complot criminel contre le pouvoir populaire. Une vague d'anticommunisme et d'antisoviétisme se développe. Les forces impérialistes entreprennent des tentatives de plus en plus audacieuses d'ingérence dans les affaires intérieures de la Pologne.

Le danger sérieux qui pèse sur le socialisme en Pologne constitue également une menace pour l'existence même d'un Etat polonais indépendant. Si le pire se produisait et que les ennemis du socialisme arrivaient au pouvoir, si la Pologne ne bénéficiait plus de la défense des pays socialis-avides de l'impérialisme se portes, alors tout de suite les mains avides de l'impérialisme se porteraient sur elle. Qui alors pourrait garantir l'indépendance, la souveraineté, les frontières de la Pologne en tant qu'Etat ? Personne.

Vous avez à l'esprit, camarades, la rencontre des dirigeants des partis frères des pays de la communauté socialiste qui s'est déroulée à Moscou le 5 décembre 1980. Le 4 mars 1981, se sont déroulés les entretiens de la direction soviétique avec la délégation du POUP au vingt-sixième congrès du P.C.U.S. Le 23 avril de cette année, une délégation du P.C.U.S. a rencontré la direction polonaise dans sa totalité (1). Au cours de ces rencontres, ainsi qu'au cours d'autres contacts, nous avons fait part de notre inquiétude croissante devant les agissements des forces contre-révolutionnaires en Pologne. Nous avions parlé de la nécessité de surmonter la confusion dans les rangs du POUP, de défendre de façon décidée ses cadres contre les attaques des ennemis et de défendre le pouvoir populaire en lui offrant un rempart de chaque poitrine.

En particulier l'attention avait été attirée sur le fait que l'adversaire a subordonné à son contrôle les moyens d'information de masse qui pour le plus grand nombre sont devenus l'instrument d'activités antisocialistes et dont on se sert pour saper le socialisme et décomposer le parti. L'attention avait été attirée sur le fait qu'on n'a pas gagné la bataille pour le parti tant que la presse, la radio et la télévision travaillent non pas pour le POUP, mais pour ses ennemis.

On cède une position après l'autre

Nous avions mis en avant avec vigueur la nécessité de renforcer dans le pays l'autorité des organes de l'ordre public, de l'armée et de les défendre contre les ambitions des forces contre-révolutionnaires. Laisser approcher du succès les tentatives de calomnier et de décomposer les organes de la sécurité, de la milice puis aussi de l'armée implique pratiquement le désarmement de l'Etat socialiste et son abandon à la merci des ennemis de classe.

Nous souhaitons souligner que dans toutes les questions abordées, S. Kania, W. Jaruzelski et les autres camarades polonais avaient exprimé leur accord avec nos points de vue. Mais, en fait, tout est resté inchangé, et l'on n'a apporté aucune rectification à la politique de concessions et de compromis. On cède une position après l'autre, sans tenir compte des documents des derniers plénums faisant état d'une menace contre-révolutionnaire. Aucune mesure n'a été prise, jusqu'à présent, dans la pratique pour la contrer, et l'on ne désigne pas directement les organisateurs de la contre-révolution.

Ces derniers temps, la situation au sein du POUP même est devenue un sujet de préoccupation particulière. Il ne reste pas beaucoup plus d'un mois d'ici au congrès. Malgré cela, ce sont de plus en plus les forces hostiles au socialisme qui donnent le ton dans la campagne électorale. Il n'est pas rares que des personnes choisies au hasard et prônant ouvertement des points de vue opportunistes entrent dans les directions des organisations locales du parti et comptent au nombre des délégués aux conférences et au congrès. Ce fait ne peut pas ne pas inquiéter. En résultat des multiples manipulations des révisionnistes et opportunistes, ennemis du POUP, des activistes expérimentés, pleinement dévoués à la cause du parti, possédant une réputation et une moralité irréprochables, sont mis à l'écart.

Le fait que parmi les délégués élus pour le congrès qui s'approche se trouve un nimbre extrêmement faible de communistes venant du milieu ouvrier inquiète aussi profondément. Le cours des préparatifs pour le congrès est compliqué par le soi-disant mouvement des *« structures horizontales »* qui constituent l'instrument du démantèlement du parti mis à profit par les opportunistes pour promouvoir au congrès les gens qui leur sont indispensables et orienter ses travaux sur la voie qui les favorise.

Il ne faut pas exclure que, au cours du congrès lui-même, puisse être lancée une tentative de porter un coup décisif aux forces marxistes-léninistes du parti afin de conduire à sa liquidation.

Antisoviétisme en tout genre

Nous voulons dire en particulier que depuis ces derniers mois les forces de la contre-révolution diffusent activement de l'antisoviétisme en tout genre destiné à effacer tous les résultats de l'activité de nos deux partis, à ressusciter les sentiments nationalistes et antisoviétiques dans différentes couches de la société polonaise. Ces calomniateurs et menteurs ne reculent devant rien. Ils soutiennent que l'Union soviétique, soi-disant, *« pille la Pologne »* et on dit cela sans tenir compte du fait que l'Union soviétique a apporté et apporte une énorme aide matérielle supplémentaire dans cette période difficile. On dit cela du pays qui, par ses livraisons de pétrole, de gaz, de minerai, de coton, à des prix une et demie à deux fois plus bas que les prix mondiaux, approvisionne en fait les principales branches de l'industrie polonaise.

Respectés camarades, en nous adressant à vous par cette lettre nous n'avons pas seulement à l'esprit notre inquiétude pour la situation de la Pologne sœur, pour les conditions et perspectives à venir de la coopération soviéto-polonaise. A un degré non moins élevé nous sommes, ainsi que les partis frères, inquiets du fait que l'offensive des forces antisocialistes ennemies en R.P.P. menace les intérêts de toute notre communauté, sa cohésion, son intégrité et la sécurité de ses frontières. Oui, notre sécurité commune.

La réaction impérialiste soutient et stimule la contre-révolution polonaise, ne dissimule pas ses espoirs de changer par cette voie en sa faveur un rapport de force en Europe et dans le monde. L'impérialisme se sert activement de la crise polonaise dans le but de calomnier le système économique, les idéaux et les principes du socialisme. On s'en sert pour de nouvelles attaques contre le mouvement communiste international.

Ainsi ne repose pas seulement sur le POUP une responsabilité historique pour le sort de son propre pays, son indépendance et son progrès, pour la cause du socialisme en Pologne. Une énorme responsabilité pour les intérêts communs de la communauté socialiste repose également sur vous, camarades.

Mobiliser toutes les forces saines

Nous estimons que la possibilité existe encore de ne pas en arriver au pire et d'éviter une catastrophe nationale. Dans le POUP il y a beaucoup de communistes honnêtes et décidés, prêts à combattre en actes pour les idéaux du marxisme-léninisme, pour la Pologne indépendante. En Pologne, il y a de nombreuses personnes dévouées à la cause du socialisme. La classe ouvrière, les travailleurs — même parmi ceux qui ont été attirés par tromperie dans les machinations des ennemis — suivront, toute réflexion faite, le parti.

Il s'agit maintenant de mobiliser toutes les forces saines de la société afin de contrer l'adversaire de classe et de combattre la contre-révolution. Ceci exige en premier lieu une volonté révolutionnaire du parti, de ses militants et de sa direction. Oui, de sa direction. Le temps n'attend pas. Le parti peut et devrait trouver en lui-même les forces pour renverser le cours des événements et les remettre avant même le congrès dans la bonne voie.

Nous voudrions avoir la conviction que le comité central du parti communiste de la Pologne sœur saura être à la hauteur de ses responsabilités historiques !

Nous souhaitons vous assurer, chers camarades, de ce que, dans ces jours difficiles, comme toujours par le passé, le C.C. du P.C.U.S., tous les communistes soviétiques et toute la nation soviétique sont solidaires de votre combat. Notre point de vue a été exprimé avec précision dans la déclaration du camarade L.I. Brejnev au vingt-sixième congrès du P.C.U.S. : *« Nous ne laisserons pas porter atteinte à la Pologne socialiste et n'abandonnerons pas dans le malheur un pays frère. »*

(1) Cette délégation était dirigée par M. Souslov, membre du bureau politique et secrétaire du P.C.U.S.

LE COMITÉ CENTRAL SE RÉUNIT

(Suite de la première page.)

« Aucune mesure n'a été prise » tionnaires, poursuit le texte du P.C. soviétique, la presse est devenue *« l'instrument d'activités antisocialistes »* et *« l'Etat socialiste est abandonné à la merci des ennemis de classe »*. Enfin la situation au sein du parti est devenue *« un sujet de préoccupation particulière »* puisque *« les forces hostiles donnent le ton à la préparation du congrès »* et que les élections éliminent les *« activistes expérimentés »* au profit d' *« opportunistes »*.

Le rétablissement exige donc de *« mobiliser toutes les forces saines de la société »*, ce qui exige *« une volonté révolutionnaire du parti, de ses militants et de sa direction. Oui, de sa direction »*, dit enfin ce mémorandum, en appelant à *« renverser le cours des événements avant même le congrès »*, tant qu'existe *« encore la possibilité d'éviter une catastrophe nationale »*.

Cette insistance sur la direction et le fait que les noms du premier secrétaire et du premier ministre soient les seuls cités dans ce flot de reproches laissent peu de doutes sur ce que le Kremlin souhaiterait voir décider par ce onzième plénum.

Placés devant cette *« responsabilité historique »*, les membres du comité central peuvent aussi bien ne pas tenir compte de ce souhait, l'interpréter en ne procédant qu'à des changements limités ou, au contraire, modifier de fond en comble l'équilibre au sein du bureau politique, remettant ainsi en question la préparation du congrès.

Le rôle-clé de MM. Moczar et Olszowski

La position adoptée par M. Kania dans son rapport introductif pèsera très lourd dans la balance. Le premier secrétaire, si l'on se fie aux indications données par le dernier discours de M. Rakowski (*le Monde* du 9 juin), devrait élever le ton pour tenter de préserver l'essentiel de sa ligne. Mais, quoi qu'il dise, la réaction des membres du comité central est très aléatoire dans la mesure où, élus en février 1980, ils ont d'abord été très réticents en face de la *« politique d'attente »* prônée par la nouvelle direction, puis que nombre d'entre eux — on l'avait vu au neuvième plénum, pendant l'affaire de Bydgoszcz — ont, portés par le climat général du pays, spectaculairement évolué. Ce plénum, au cours duquel les *« communistes honnêtes »* devraient se sentir encouragés à se faire entendre, risque de n'avoir d'autre choix que de mécontenter l'U.R.S.S. ou une base en ébullition. Ou encore les deux à la fois, s'il se termine, comme les deux précédents, par un match nul entre les deux grands courants libéral et conservateur du parti.

Deux hommes pourraient jouer dans cette situation un rôle-clé dans les décisions qui seront prises. Le général Moczar, d'abord, homme d'ordre, pourfendeur des forces contre-révolutionnaires, mais qui a su multiplier les déclarations en faveur du renouveau et les phrases bienveillantes à l'égard de Solidarité.

M. Olszowski ensuite et surtout, qui a maintenant pour lui un nombre impressionnant d'atouts. Il fait partie de ces hommes — auxquels le mémorandum soviétique rend indirectement hommage — qui avaient fait avant la crise des déclarations *« profondément critiques »* et prémonitoires en ce sens et avaient été mis à l'écart pour cela par M. Gierek. Revenu à la direction en août à la faveur des grèves, il s'était fait le porte-drapeau des conservateurs au point de devenir, au moment de l'affaire de Bydgoszcz, la bête noire de la base. Il a su enfin, à la faveur de la déclaration du forum de Katowice, à l'égard duquel il a pris ses distances, en le qualifiant de *« dogmatique »*, glisser verc le centre en adoucissant son ton au point de ne plus paraître aussi opposé à M. Kania qu'auparavant.

BERNARD GUETTA.

UN PRÉCÉDENT : LA LETTRE DES « CINQ » A M. DUBCEK IL Y A TREIZE ANS

Un *« danger mortel »* qui pèse sur les *« conquêtes socialistes »*, des médias qui sont devenus l' *« instrument d'activités antisocialistes »*, des *« fidèles communistes »* écartés des postes de direction, enfin la *« sécurité commune »* de tous les pays socialistes mise en danger par les rituels complots des *« centres étrangers de diversion impérialiste »*... Ces formules tirées de la lettre de Moscou à Varsovie rappellent presque mot pour mot celles des avertissements que le Kremlin — dont les principaux dirigeants étaient les mêmes qu'aujourd'hui — adressait il y a treize ans au parti tchécoslovaque, qui tentait alors, sous la direction de M. Dubcek, de mener à bien le « printemps de Prague ».

Ces critiques avaient trouvé leur forme officielle dans la lettre que cinq pays alliés — U.R.S.S., Pologne, R.D.A., Hongrie et Bulgarie — avaient adressée à Prague à l'issue d'une réunion tenue par leurs dirigeants... à Varsovie, les 14 et 15 juillet 1968. Le ton en était un peu plus dur encore que celui de l'avertissement d'aujourd'hui : la situation à Prague y était qualifiée d' *« absolument inacceptable »* et la lettre des « cinq » formulait très explicitement quatre exigences qui ne figurent pas aussi directement dans l'avertissement adressé à M. Kania, même si elles portaient sur les mêmes chapitres : offensive contre les forces « antisocialistes », contrôle des médias, cohésion du parti, etc.

En revanche, M. Dubcek n'était pas pris à partie directement, à la différence des deux principaux dirigeants polonais actuels. On sait que cela ne rendit pas son sort plus enviable lorsque, cinq semaines après l'envoi de cette lettre, les troupes des mêmes « cinq » entrèrent en Tchécoslovaquie.

Comme aujourd'hui en Pologne, la Tchécoslovaquie préparait alors, un congrès extraordinaire du parti qui devait, en septembre 1968, chasser les conservateurs de la direction et consolider le renouveau. Les élections des délégués avaient même été menées de manière accéléré, de sorte que, dès juillet, une nouvelle légitimité s'affirmait face à l'ancien comité central conservateur : certains membres du bureau politique encore en place à Prague, tel M. Kalder, avaient été battus aux élections dans leurs cellules.

La procédure suivie avant l'intervention soviétique du 21 août 1968 peut en tout cas servir d'exemple : en fait, la lettre de Varsovie avait été précédée de messages séparés, non publiés, adressés à Prague par les partis soviétique, est-allemand, polonais, etc., dès le début de juillet. Le sommet des « cinq » avaient donné à ces démarches un tour colectif et public, mais le résultat avait été un raidissement de l'ensemble du parti tchécoslovaque de l'époque. Son comité central avait répondu quelques jours plus tard par une fin de non-recevoir courtoise mais ferme aux admonestations des alliés.

M. Brejnev avait alors tenté un ultime effort de règlement par une pression directe sur la direction de Prague à la fin de juillet, les deux bureaux politiques quasi au complet s'enfermaient pour trois jours à la station-frontière de Cierna-nad-Tisou. Au prix de quelques concessions — formelles — de M. Dubcek, la crise paraissait s'éloigner. Un accord aussitôt ratifié par les « cinq » à Bratislava, le 4 août, noyait le désaccord sous de vagues promesses, à cette réserve près que la défense du socialisme y était qualifié de *« devoir international »* de tous les P.C. On discute encore sur le point de savoir si ce « compromis pourri » aurait pu éviter l'invasion, ou si la décision du Kremlin était prise de longue date.

Si l'on s'en tient à ce schéma, la situation en Pologne rappelle celle qui prévalait entre Prague et Moscou au début de juillet 1968 ; celle des premiers avertissements directs, mais avant l'avertissement collectif du 15. Cette seconde étape pourrait être franchie à l'occasion du sommet communiste prévu à Sofia. A cette réserve près que le pays qui avait refusé de s'associer aux démarches d'il y a treize ans, la Roumanie, devra faire un choix encore plus difficile.

MICHEL TATU.

Irlande du Nord

● NOUVEAU GREVISTE DE LA FAIM. — Tom McIlwee, ancien membre de l'IRA, condamné en 1977 à la prison à perpétuité, a commencé, le lundi 8 juin, une grève de la faim à la prison de Long Kesh, près de Belfast. Il rejoint ainsi le mouvement de quatre autres détenus, MM. Joe McDonnell, Kieran Doherty, Kevin Lynch et Martin Hurson, qui ont remplacé les quatre grévistes de la faim morts en mai. — *(A.F.P.)*

EUROPE

POLONAISE

UN ACCORD PROVISOIRE EST CONCLU SUR LE CONFLIT DE BYDGOSZCZ

Varsovie *(A.F.P.)*. — Quelques heures avant la réunion du comité central ce mardi à Varsovie, un accord est intervenu entre la délégation de Solidarité et le gouvernement polonais pour reporter au 3 juillet, au plus tard, la solution du conflit de Bydgoszcz.

Cet accord a été conclu dans la nuit au siège du conseil des ministres, où la délégation de Solidarité était retournée à minuit, après avoir eu des consultations au siège de l'épiscopat polonais. L'évêque capitulaire de Varsovie, Mgr Miziolek s'est porté garant de ce compromis de dernière minute.

Après des négociations infructueuses qui avaient duré toute la journée de lundi, les deux parties ont reconnu la « *nécessité de maintenir la paix sociale* » en Pologne et le désir de « *rechercher des solutions constructives dans l'affaire de Bydgoszcz* », où le 19 mars, trois syndicalistes avaient été brutalisés au cours d'une intervention des forces de l'ordre, lors d'une session du conseil régional. Le professeur Jan Szczepanski, président de la commission de supervision de l'application des accords de Gdansk, Szczecin et Jastrzebie, s'est engagé à proposer au gouvernement des « solutions » à ce litige.

De leur côté, les délégués syndicaux demanderont aux sections locales de Solidarité de la région de Poméranie (Bydgoszcz, Torun, :loclawek et Plock) de surseoir à la grève d'avertissement de deux heures dont le mot d'ordre avait été lancé pour jeudi prochain.

M. Walesa, qui a quitté Genève pour Varsovie lundi après-midi, a voulu rassurer sans dramatiser. « *Il faut qu'il y ait de l'ordre en Pologne* », a-t-il précisé en réponse aux questions sur la mise en demeure du Kremlin, « *et c'est aux Polonais de le faire* ». La situation est « *difficile, mais elle n'est pas désespérée* », a-t-il ajouté.

Vingt-quatre intellectuels parmi lesquels le cinéaste Andrzej Wajda, ont publié lundi 8 juin une déclaration dans laquelle ils affirment que la « *voie du renouveau* » constitue « *la seule issue* » à la crise que traverse la Pologne. Ce document, adressé au premier ministre, M. Jaruzelski, ne fait aucune allusion directe à la lettre du Kremlin au parti polonais, mais qualifie de « *profondément injustes* » les « *soupçons de tendances anarchiques* » exprimés au sujet des Polonais, et souligne que ceux-ci ont donné au cours des mois écoulés « *de nombreuses preuves de sagesse et de réflexion* ».

Espagne

L'extrême droite multiplie les manifestations publiques

De notre correspondant

Madrid. — L'extrême droite espagnole s'agite de plus en plus. Alors qu'une campagne est en cours dans les casernes pour exploiter l'action des putschistes militaires du 23 février, leurs sympathisants civils multiplient manifestations et congrès.

Dimanche 7 juin, plusieurs milliers de personnes ont assisté à Valladolid à un rassemblement national organisé par le parti d'extrême droite Fuerza nueva en hommage à Onesimo Redondo, l'un des fondateurs de la Phalange. Les membres de la jeunesse du mouvement ont défilé groupés en escouade avec uniformes paramilitaires et drapeaux. Le principal dirigeant de Fuerza nueva, le député Blas Pinar, a passé ses « troupes » en revue sur fond de musique militaire, avant de formuler dans un discours de violentes critiques contre le gouvernement. Il a affirmé que l'Espagne connaît « *non pas une démocratie, mais une porcherie* ».

D'autre part a eu lieu à Madrid les samedi 6 et dimanche 7 juin l'assemblée de la Confédération nationale des anciens combattants. Son président, l'ancien ministre du travail de Franco, M. Jose Antonio Giron, a affirmé à la tribune : « *Les hommes du 23 février se sont mis en marge de la loi, mais leur action doit s'analyser en termes politiques face à cette situation de catastrophe publique qui a incité ceux qui ont pu se sentir appelés à intervenir pour défendre l'essentiel.* » L'assemblée s'est terminée avec l'hymne phalangiste *Cara al sol* et le salut fasciste. On notait plusieurs officiers à la retraite, dont le général Santiago y Diaz de Mendivil, qui fut le premier vice-président du gouvernement de la monarchie chargé des affaires militaires après la mort de Franco, et d'anciens ministres franquistes.

Enfin, une réunion sur le thème « Phalange, une voie pour le futur » a eu lieu dimanche dans un théâtre de Madrid en présence d'un millier de jeunes, membres pour la plupart de l'organisation de jeunesse de la Phalange et de l'ancien syndicat étudiant unique de l'époque franquiste. — Th. M.

Après la déclaration de M. Mauroy sur l'extradition d'un militant basque

L'AMBASSADEUR DE FRANCE A MADRID EST CONVOQUÉ PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Madrid *(A.F.P.)*. — M. Delaye, ambassadeur de France à Madrid, a été convoqué, lundi 8 juin, par le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Perez Llorca, pour s'expliquer sur l'attitude prêtée au gouvernement français dans l'affaire de l'extradition d'un membre de l'ETA. M. Tomas Linaza, apprend-on de source officielle à Madrid.

L'entretien a porté sur « *les déclarations faites lundi après-midi par le premier ministre français, M. Pierre Mauroy, laissant entendre que le gouvernement français refusera l'extradition du membre de l'ETA Thomas Linaza, demandée par les autorités espagnoles et acceptée, en principe, par la justice française* », précise-t-on de même source.

M. Linaza, membre présumé de l'ETA militaire, réfugié en France, est accusé en Espagne de participation à l'assassinat de six gardes civils en 1980. La chambre d'accusation de Paris avait donné mercredi dernier un avis favorable à son extradition *(le Monde* du 9 juin). M. Perez Llorca a convoqué l'ambassadeur de France après avoir consulté le chef du gouvernement espagnol, M. Calvo Sotelo.

[M. Mauroy a précisé lundi, au « Club de la presse » d'Europe 1 : « Il n'est pas question que les terroristes basques opèrent à partir du territoire français. Le gouvernement (français) ne manquera pas de prendre des mesures énergiques. » Toutefois, a-t-il ajouté, c'est une chose de combattre ces activités sur le sol français et l'extradition est une autre affaire. »]

Grande-Bretagne

M. JENKINS SERA LE PREMIER CANDIDAT SOCIAL-DÉMOCRATE A UNE ÉLECTION LÉGISLATIVE PARTIELLE

(De notre correspondant.)

Londres. — M. Roy Jenkins, ancien ministre travailliste, ancien président de la Commission européenne, a confirmé lundi 8 juin sa candidature à l'élection partielle de Warrington, sous l'étiquette du nouveau parti social-démocrate (S.D.P.).

Ce siège est un solide bastion travailliste, puisque le député sortant, dont la nomination comme juge a rendu le siège vacant, l'avait emporté en 1979 avec une majorité de dix mille voix. Aussi bien Mme Shirley Williams, elle aussi cofondateur du S.D.P., qui était sollicitée, a refusé de se lancer dans une bataille considérée comme perdue d'avance.

Les sondages indiquent que M. Jenkins obtiendrait 25 % des suffrages, contre 64 % aux travaillistes et 10 % aux conservateurs. M. Jenkins, intellectuel, a une réputation de bon vivant, et n'a peut-être pas le meilleur profil de candidat pour ce siège situé dans une région industrielle.

« *Le siège sera difficile à gagner*, a-t-il dit, *mais, dans l'intérêt du parti, c'est un risque qu'il faut prendre...* » Même s'il échoue, M. Jenkins a de bonnes chances d'entamer substantiellement la majorité travailliste, ce qui renforcerait le S.D.P. et sa position propre à la tête de ce parti, actuellement dirigé collectivement. En revanche, un échec trop net serait un coup sévère pour le parti et pour l'ancien ministre. La date de l'élection n'a pas encore été fixée, mais il est vraisemblable qu'elle aura lieu le 16 ou le 23 juillet. — H. P.

DIPLOMATIE

APRÈS SES ENTRETIENS DE ROME

M. Cheysson attaque vivement la politique monétaire américaine

De notre correspondant

Rome. — Au lendemain de son retour des États-Unis, M. Cheysson, ministre français des relations extérieures, s'est rendu à Rome le 8 juin pour y rencontrer son collègue italien, M. Colombo.

Il s'agissait, d'une part, d'évoquer les problèmes — et notamment celui du budget communautaire — qui seront abordés les 29 et 30 juin au Conseil européen de Luxembourg, mais le ministre tenait aussi à montrer par cette visite la volonté du gouvernement français de ne plus privilégier au sein de la Communauté les seuls rapports avec l'Allemagne fédérale. « *L'Europe doit aller plus loin*, a-t-il affirmé. *La dimension de l'Europe n'a pas été assez utilisée.* » L'Italie se sentait exclue de ce qu'elle considérait un proconsulat franco-allemand sur la Communauté et elle a d'autant plus apprécié d'être la première informée de la teneur des entretiens entre M. Cheysson et les Américains.

M. Cheysson a souligné que la politique monétaire américaine, la hausse des taux d'intérêt et l'ascension du dollar « *créent des problèmes communs* ». Evoquant les problèmes de l'inflation et de l'augmentation du chômage qui en découlent, il a affirmé : « *Il s'agit là d'une guerre de plus où l'on envoie à la bataille les plus pauvres. Nous ne pouvons pas accepter que la lutte à l'inflation se fasse à leurs dépens.* »

Affirmant avoir tenté de faire comprendre à l'administration américaine « *les problèmes que cette politique nous cause* », il a insisté sur le fait que ceux-ci, d'économiques, peuvent devenir politiques, notamment pour le parti socialiste élu sur ses promesses de relance. M. Cheysson a évoqué aussi les problèmes du monde méditerranéen avec M. Colombo. Il a transmis « *un message respectueux et affectueux* » au président Pertini, de la part de M. Mitterrand.

MARC SEMO.

● *Le Prince Charles d'Angleterre* devait être reçu, ce mardi 9 juin, par M. Mitterrand. Arrivé à Paris lundi, il a assisté à un bal organisé par l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris au profit des « Collèges du monde uni ». Le Prince de Galles a succédé à son oncle Lord Louis Mountbatten, assassiné en 1979, à la présidence de cette organisatoin.

● *La République du Vanuatu*, indépendante depuis juillet 1980, a présenté, lundi 8 juin, sa candidature aux Nations unies. Selon la charte de l'ONU, cette candidature devra être acceptée par le Conseil de sécurité, à l'unanimité des cinq membres permanents, et approuvée par l'Assemblée générale.

● *M. Nothomb*, ministre belge des affaires étrangères, s'entretiendra à Moscou avec les dirigeants soviétiques à la mi-juin, a annoncé, lundi 8 juin, l'agence Tass. — *(Reuter.)*

● *L'Argentine et le Chili ont échangé seize prisonniers*, le lundi 8 juin, en vue de réduire la tension née d'une querelle de frontière, au sud de la Terre de Feu. Les ministres des affaires étrangères des deux pays ont indiqué qu'ils avaient remis chacun huit prisonniers, tous accusés d'espionnage, à des représentants du Vatican. Le Saint-Siège fait office de médiateur dans la dispute argentino-chilienne sur trois îlots, dits du chenal du Beagle : Picton, Lennox et Nueva. — *(Reuter.)*

ASIE

Thaïlande

Le P.C. pro-chinois est en plein désarroi

Bangkok vient d'annoncer la capture, en mars, d'un des sept membres du bureau politique du P.C. thaïlandais, M. Damri Ruangsutham, connu sous le nom de guerre de « camarade Daeng » (en thaï, « *daeng* » signifie rouge). Il s'agit du coup le plus dur porté à la résistance pro-chinoise depuis la défection d'un membre du comité central (M. Pin Bua-On, alias Amnat Yutwiwat) il y a une dizaine d'années. M. Damri a été arrêté près de Surat Thani, dans le sud du pays, alors qu'il s'apprêtait à entrer dans une zone de guérilla communiste. Selon les services de renseignements de Bangkok, il était responsable d'une des principales bases située non loin du Laos, dans le secteur des « trois provinces ».

Cet incident intervient à un moment où la vague de défections qui frappe cette résistance prend la forme d'une véritable hémorragie *(le Monde* du 21 mars). De tant de politiciens de gauche, d'intellectuels, d'étudiants et de syndicalistes non-communistes qui avaient rejoint le P.C.T. après le coup d'Etat militaire sanglant du 6 octobre 1976, il ne reste plus grand-chose. Le dirigeant étudiant i important, ancien secrétaire de l'association estudiantine N.S.C.T., M. Kriangkamon Laochaphairot, un journaliste connu, M. Anut Aphaphirom, et une dizaine de leurs amis se sont rendus aux autorités à la fin mai. En un mois, « *cent quatre-vingt-quatre terroristes ont fait leur soumission* », ont annoncé les militaires.

A Stockholm vient d'autre part de réapparaître M. Sri Inthapanti. Ancien haut fonctionnaire lié à de précédents régimes militaires, journaliste, il avait lui aussi pris le maquis en 1976. Il était devenu le porte-parole et l'un des membres du Comité de coordination des forces patriotiques et démocratiques (C.C.P.D.F.) qui regroupait communistes, socialistes et sans-parti. Avec son départ, il ne reste plus du C.C.P.D.F. que ses deux membres communistes.

M. Inthapanti, qui résidait à Kunming, dans le sud de la Chine, où se trouvent plusieurs dirigeants communistes thaïlandais et d'où émettait jusqu'en 1979 la radio du P.C.T., a fait des déclarations au rédacteur en chef de la revue *Journal of Contemporary Asia*. Il estime que l'éclatement du front uni a été cause par des raisons idéologiques et de personnes : « *Certains pensaient que la direction* (par le P.C.T.) *ne devait pas être une relation de maître à esclave, mais d'égalité et de respect mutuel.* » Reconnaissant ce fait, un membre du bureau politique qui se trouvait en Chine, M. Virat Angkhathâwon, lui a dit : « *Notre parti a des difficultés avec la démocratie car la plupart de nos cadres sont des paysans, dont la mentalité étroite et féodale devrait être changée.* »

Mais la divergence la plus grave semble toucher la question des relations avec les pays communistes voisins. Le P.C.T. est pro-chinois alors que M. Inthapanti et ses amis « *estiment que le mouvement révolutionnaire doit représenter les intérêts de la nation thaïlandaise, ce qui signifie que nous devrions être indépendants et avoir des relations amicales avec tout pays ou parti communiste* ». Cette polémique s'est développée après l'occupation du Cambodge par le Vietnam. D'autant que les cadres du P.C.T. rencontrés par M. Inthapanti en Chine « *ont été fortement influencés par la révolution culturelle* ».

Il est certain que nombre d'opposants de gauche au régime, y compris au sein du P.C.T., ont été surpris de l'appui que Bangkok a reçu de la Chine, soucieuse avant tout de contrer le Vietnam. M. Inthapanti affirme que des responsables du P.C. chinois ont reconnu, dès 1979, soutenir « *militairement* »

Selon certaines informations, le P.C.T. avait donné instruction à ses cadres de soutenir — y compris par des opérations militaires — les putschistes du 1er avril s'ils avaient réussi à se maintenir à Bangkok pendant plusieurs jours. Il estimait que les « jeunes Turcs » — d'extrême droite mais antivietnamiens — et le général Sant Chitpatima s'étaient ralliés à la « *cause du peuple* » en prenant des mesures politiques très libérales. Or, les auteurs de la tentative de coup d'Etat avaient commencé par dissoudre le Parlement et les partis. Ils n'avaient changé de tactique que lorsqu'ils avaient vu qu'ils ne recevaient pas le soutien espéré des autres unités militaires. Ces informations cadrent avec celles du *Bangkok Post* selon lesquelles M. Damri aurait voulu rencontrer une ancienne personnalité de gauche, M. Sang Pathanothai, qui avait proposé, il y a un certain temps, que le P.C.T. suspende ses activités de guérilla pour coopérer avec les autorités face à la menace vietnamienne. Une telle ligne ne serait pas pour déplaire à Pékin (1), mais risquerait de mettre encore plus à mal la fragile unité du P.C.T. Le quatrième congrès, annoncé depuis bientôt deux ans, n'a toujours pas eu lieu, sans doute en raison des désaccords qui secouent le parti.

PATRICE DE BEER.

(1) Après l'occupation du Cambodge par le Vietnam, Pékin avait rappelé à l'intention des Thaïlandais qu'en 1937, pour faire face à la menace japonaise, le P.C.C. avait conclu un accord avec le Kuomintang.

AFRIQUE

Namibie

M. NUJOMA ACCUSE LE PRÉSIDENT REAGAN DE « SAPER » LES EFFORTS DE PAIX DE L'ONU

M. Nujoma, président de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), a accusé, lundi 8 juin, le président Reagan de « saper » les efforts de l'O.N.U. pour régler le conflit namibien. « *Dans les circonstances actuelles, la seule façon d'accorder à notre peuple une indépendance authentique est d'intensifier la lutte armée* », a ajouté M. Nujoma, au cours d'une conférence de presse, tenue à Salisbury à l'issue d'une semaine au Zimbabwe.

La veille, le chef de la SWAPO avait demandé à Paris de retirer ses techniciens, qui « *fabriquent des armements français sous licence* » en Afrique du Sud, et de mettre fin à la fourniture, à Pretoria, de pièces détachées de chasseurs-bombardiers Mirage et d'hélicoptères Alouette. De son côté, M. Mugabe, premier ministre du Zimbabwe, a déclaré que son pays n'est pas « *intimidé par les menaces de l'Afrique du Sud* », en raison du soutien qu'il apporte aux mouvements de guérilla d'Afrique australe.

Pour sa part, à l'issue d'une tournée dans le nord de la Namibie, M. Pieter Botha, premier ministre sud-africain, a affirmé, lundi, que ce secteur était complètement sous le contrôle des forces de sécurité de Pretoria et de Windhoek. Enfin, alors que M. Clark, « numéro deux » du département d'Etat américain, quitte, mardi, Washington pour Pretoria et Windhoek, le ministère angolais de la défense a affirmé qu'entre les 26 mai et 3 juin une série de raids sud-africains sur le Sud-Angolais avaient fait trente et un morts. —*(A.F.P., Reuter.)*

AMÉRIQUES

LE DÉBUT DE JUIN A ÉTÉ PARTICULIÈREMENT MEURTRIER AU SALVADOR ET AU GUATEMALA

Le début du mois de juin a été particulièrement sanglant au Salvador, où, du 1er au 7, on a retrouvé les cadavres de deux cents personnes, la plupart des jeunes gens non identifiés, victions de guérilla de gauche, a d'extrême droite. Les sources gouvernementales qui ont fourni ce chiffre précisent que nombre d'entre elles sont « *probablement membres d'organisations populaires ou de groupes de guérilla* ».

Ce décompte ne tient pas compte des guérilleros qui ont été tués lors de l'opération militaire effectuée durant la semaine sur les pentes du volcan Chinchontepec, à 65 kilomètres à l'est de San-Salvador, qui aurait fait plus de cent morts parmi les rebelles, selon un porte-parole de l'armée. Le Front Farabundo Marti de libération nationale (F.M.L.N.), qui réunit toutes les organisations de guérillas de gauche, a toutefois affirmé, dans un communiqué publié à San - José (Costa-Rica), que les victimes sont des civils.

Au Guatemala également, on assiste depuis le début de juin à une flambée de violence et à une escalade des activités de la guérilla. En une semaine, le neveu du président de la République, M. Nerry Lucas, a été enlevé ; un massacre de paysans a eu lieu dans la province de Huehuetenango, au nord-ouest du pays (il y a eu trente-six morts), et cinq affrontements, dans diverses localités, ont opposé l'armée à des guérilleros, faisant, selon des sources militaires, seize morts, dont dix soldats, et dix blessés parmi les forces de l'ordre.

Le président de la République, M. Romeo Lucas, a reconnu dans diverses déclarations à la presse que la guérilla avait augmenté ses activités, affirmant qu'elle recevait une assistance de l'étranger, « *de Cuba en particulier* ».

Aucun groupe n'avait encore revendiqué, le 7 juin, l'enlèvement du neveu du chef de l'Etat. On ignore également quel groupe est à l'origine du massacre de trente-six paysans à la mitraillette, dans le village d'Ixtatan.

Situations électorales

EN MÉTROPOLE

L'U.N.M. a investi 385 candidats uniques et a organisé 88 primaires

Les négociations menées par le R.P.R. et l'U.D.F. ont abouti à un accord, dans le cadre de l'Union pour la nouvelle majorité, dans quatre cent soixante-treize des quatre cent soixante-quatorze circonscriptions de métropole. La seule à ne pas être concernée est la vingt-sixième circonscription de Paris, dont le député sortant, M. Joël Le Tac, qui avait pris position en faveur de M. Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle, a reçu le soutien du R.P.R. et où se présente, pour l'U.D.F., M. Yves Verwaerde (P.R.).

Alors qu'aux législatives de mars 1973, l'U.R.P. (Union des républicains de progrès), qui regroupait pour la majorité l'U.D.R., les R.I. et le C.D.P., avait présenté quatre cent cinq candidats uniques et qu'à celles de mars 1978 on comptait cent cinquante-huit circonscriptions où R.P.R. et U.D.F. ne se concurrençaient pas, on dénombre, pour le scrutin du 14 juin, trois cent quatre-vingt-cinq candidats uniques. Les deux formations composant la majorité parlementaire sortante se sont entendues pour organiser des primaires dans quatre-vingt-huit circonscriptions *dont quinze qu'elle détient.*

C'est le cas pour huit députés qui sollicitent le renouvellement de leur mandat : MM. Paul Granet (U.D.F., Aube 3e), Jean Bozzi (R.P.R., Corse du Sud 1re), Philippe Pontet (U.D.F., Eure 3e), Martial Taugourdeau (R.P.R., Eure-et-Loir 2e), Charles Miossec (R.P.R., Finistère 5e), Guy Guermeur (R.P.R., Finistère 7e), Michel Durafour (U.D.F., Loire 1re) et Georges Tranchant (R.P.R., Hauts-de-Seine 2e). Dans sept autres circonscriptions, la succession de députés qui ne se représentent pas, donne lieu à des primaires : Ardèche 1re, Bouches-du-Rhône 1re, Loiret 2e et 3e, Haute-Savoie 2e, Paris-9e et Essonne 2e (dont le sortant, M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., est candidat dans la vingt-deuxième circonscription de Paris).

Une cinquantaine de « bavures »

Hors du cadre de ces primaires organisées, on compte une cinquantaine de « bavures », c'est-à-dire d'infractions à l'accord, commises par un adhérent de l'une ou l'autre des deux formations. U.D.F. et R.P.R., conformément à ce que les deux partis avaient décidé, ont désavoué les auteurs de ces infractions.

Parmi ces manquements à la règle établie par les deux partenaires de l'U.N.M. figurent des candidatures de R.P.R. ou de proches du mouvement gaulliste, qui se présentent contre des candidats uniques de l'U.N.M. appartenant à l'U.D.F. Ainsi M. Gabriel Péronnet, député sortant (U.D.F.-rad., Allier 4e), se voit opposer M. Roger Meaudre ; M. Jean-Claude Gaudin, député sortant (U.D.F.-P.R., Bouches-du-Rhône 2e), M. Pierre Lucas, ancien député ; *M. Jean-Pierre Fourcade,* sénateur des Hauts-de-Seine, président des clubs Perspectives et Réalités, candidat dans la deuxième circonscription du Lot-et-Garonne, M. Pierre Wind ; M. Paul Lequimme, candidat dans la cinquième circonscription du Nord, M. Georges Bris ; M. Claude Birraux, député sortant (U.D.F.-rad., Haute-Savoie 3e), M. Pierre Mazeaud ; M. Gilles de Robien, candidat U.D.F.-P.R. dans la première circonscription de la Somme, M. Gérard Montigny ; M. Jacques Briat, candidat dans la deuxième circonscription du Tarn-et-Garonne, M. Roland Evin ; Mme Lucienne Carmouze, candidate U.D.F.-rad. dans la première circonscription de la Haute-Vienne, M. Claude Granet ; M. François Goetz, candidat dans la septième circonscription de la Seine-Saint-Denis, M. Jacques Moret.

A l'inverse, des candidats R.P.R., seuls à bénéficier de l'investiture U.N.M., se voient concurrencés *par des giscardiens. Ainsi* M. Emmanuel Aubert, député sortant (R.P.R., Alpes-Maritimes, 4e) par M. Hervé de Charette ; M. Régis Perbet, député sortant (R.P.R., Ardèche, 2e) par M. Hubert de Montgolfier ; M. Albert Liogier, député sortant (R.P.R., Ardèche, 3e) par M. Jean-Marie Comte ; M. Rolland Vuillaume, député sortant (app. R.P.R., Doubs, 3e) par M. André Cuinet ; M. André Guillou, suppléant de M. François Le Douarec, député sortant (R.P.R., Ille-et-Vilaine, 2e) par M. Alain Galesne ; M. Bernard Marie, député sortant (R.P.R., Pyrénées-Atlantiques, 4e) par M. Thierry Moulonguet ; M. René Caille, député sortant (R.P.R., Rhône, 1re) par M. Emile Vasques ; M. Michel Noir, député sortant (R.P.R., Rhône, 3e) par M. Patrick Van Haecke ; M. Bernard Pons, député sortant de la deuxième circonscription de l'Essonne, candidat dans la vingt-deuxième circonscription de Paris, par M. Henry Estingoy ; M. Jean de Préaumont, député sortant (R.P.R., Paris, 23e) par M. Jean-Marie Benoist ; M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale (Hauts-de-Seine, 9e) par Mme Isabelle de Kerviler.

Des décisions mal accueillies par l'U.D.F.

Au sein même de l'U.D.F., certaines décisions ont été mal accueillies. Dans la première circonscription du Doubs, M. Raymond Tourrain, député sortant R.P.R., qui bénéficie de l'investiture unique de l'U.N.M., se voit concurrencé par M. Timothée Franck, proche de l'U.D.F., et M. Jean-Richard Sulzer, rad. Dans la deuxième circonscription du Loiret, où une primaire était prévue, un troisième candidat modéré est en lice.

Dans la troisième circonscription de la Manche, face au député sortant U.D.F., seul investi, M. Henri Baudouin, M. Hervé Lecler, rad. est candidat. Dans la septième circonscription du Rhône dont le sortant U.D.F., M. Frédéric Dugoujon *se présente* comme suppléant du candidat unique de la majorité, M. Pierre Rigaud (U.D.F.), Mme Nicole Pasquier (P.R.), ancien secrétaire d'Etat chargé du travail féminin est en lice. A Paris quatorzième circonscription), outre MM. François Ferrus (R.P.R.) et Roland Laskar (U.D.F.), *candidats* de l'U.N.M., M. René Dubail (P.R.) fait acte de candidature. Dans la cinquième circonscription de la Seine-Maritime, M. Charles Revet, député sortant U.D.F.-P.R. affronte le maire giscardien de Fécamp, M. Jean-Pierre Deneuve.

De même au R.P.R., l'investiture *accordée dans la Haute-*Vienne (3e circonscription) à M. Marc Buchet n'a pas été acceptée par M. Pierre Baillot d'Estivaux qui a déposé sa candidature.

Dans l'Orne, l'U.N.M. avait décidé d'accorder son investiture aux trois seuls députés sortants. Ces derniers se voient concurrencés : M. Daniel Goulet (R.P.R.) par M. Philippe Augier (P.R.) dans la première ; M. Francis Geng (U.D.F.-C.D.S.) par M. Michel Bruguière (R.P.R.), dans la seconde et M. Hubert Bassot (U.D.F.-P.R.), par M. Jacques Lasne (R.P.R.) dans la troisième. A l'Orne, s'ajoutent deux départements, le Bas-Rhin et le Haut-Rhin, où les cas d'indiscipline se sont multipliés. — A. Ch.

EN GIRONDE

Mme Catherine Lalumière ou le charme discret d'un itinéraire socialiste

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — C'est indéfinissable. Mais pourquoi tenter de définir ? Elle a du charme, voilà tout. C'est vrai que, de prime *abord*, la « camarade Catherine » ne symbolise pas la « fraternité socialiste ». Question d'apparence sans doute. A la voir déambuler dans le quartier de la place Saint-Michel ou dans les rues de Talence, blazer bleu marine, jupe plissée, col blanc, *tête haute et maintien rigide, il* il faut un effort pour se persuader que la cohorte de militants qui est dans son sillage l'accompagne. Là, dans les boutiques de commerçants, les yeux très clairs, le sourire éclatant, font merveille...

Comment résister ? Et puis quoi, le « peuple de gauche » n'est-il pas profondément divers ? Faut-il, pour être un authentique socialiste, avoir obligatoirement passé sa jeunesse dans les corons du Nord et milité, très tôt, à la S.F.I.O. ? Mme Catherine Lalumière, *secrétaire d'Etat chargée de la fonction publique* et des *réformes administratives*, est candidate du parti socialiste dans la troisième circonscription de la Gironde, qu'on se le dise...

Mais oui, c'est vrai aussi que son itinéraire, son cheminement socialiste a été un peu atypique et qu'elle n'a pas été « *précoce* » dans son engagement à gauche. Et alors ? Pouvait-elle l'être *en* ayant grandi (à Rennes) dans une « *famille de droite classique et non sectaire, spontanément assez conservatrice* » ?

Croit-on qu'avec un père centralien, deux grands-pères centraliens, un frère centralien, un autre polytechnicien, une mère qui « *aurait pu* » faire Centrale, croit-on qu'il ne faut pas du temps pour se faire accepter comme le « *petit canard de la famille* » ? Son socialisme, elle le situe « *dans la lignée de Jaurès et de Blum. Et de Mitterrand.* » Cela veut dire qu'elle « *ne récuse pas le marxisme : sous bénéfice d'inventaire* ». Elle y est venue doucement, par le mariage : « *C'est mon mari qui m'a amenée au socialisme* ». Lui, Pierre Lalumière, était d'une « *famille de gauche* » et s'est inscrit à la S.F.I.O en 1962. Sans heurts, au travers d'un militantisme presque naturel, parce que nourri d'amitiés, par l'imprégnation d'une « *certaine vision de l'histoire* », par « *osmose* » en fait, elle est entrée en socialisme.

Elle vient à Bordeaux. L'université, où elle a acquis le titre de docteur en droit, qui lui permettra, plus tard, de devenir chargée de conférences à l'université de Paris-I, l'ennuie un peu. Le côté « *un peu vieille France* » de ce milieu de juristes est « *très agréable* », mais il est aussi « *un peu immobile* » et elle veut en sortir. Alors elle milite et adhère au P.S. en 1973.

L'année suivante, elle participe à la campagne présidentielle de M. Mitterrand. Au quartier *général de la tour Montparnasse, elle* a pour tâche de rédiger les lettres en réponse aux demandes d'information sur la politique du parti. Mais comme « *Il y avait plus de têtes d'œuf que de dactylos* », elle tape aussi à la machine. Devenue membre du « groupe des experts », elle sera nommée, en 1975, déléguée du P.S. à la fonction publique.

Est-ce à cette *époque* qu'elle a appris à « aimer » la politique ? En tout cas, son inclination cesse d'être théorique : « Parachutée » en 1978 dans la cinquième circonscription du Val-de-Marne (« *On m'avait dit :* « C'est gagnable », *et puis le parti voulait des femmes* »), elle réussit à passer devant le candidat communiste au premier tour. Compte tenu du rapport de forces traditionnel entre communistes et socialistes dans cette circonscription, ce n'est pas une mince victoire. Au second tour, elle recueille 46,90 % des voix.

Retour en Gironde

L'expérience l'a passionnée. Elle veut poursuivre, mais souhaite aussi revenir en Gironde. Lors des élections municipales de mars 1977, son mari est élu *maire (socialiste) du Bouscat* et elle figure, de son côté, sur la liste de Me Roland Dumas, qui échouera dans sa tentative pour enlever la mairie de Bordeaux. Elle ne se décourage pas. Les Lalumière commencent — un peu — à être connus. l'Aquitaine se « *socialise* » *et le souffle du* 10 mai parvient même à incommoder les Chartrons. Il faut en profiter. Fin mai, elle est candidate aux élections législatives. Disons-le, cela ne s'est pas fait dans une parfaite harmonie : « *Certains ont pu avoir le sentiment que j'apparaissais avec mes gros sabots* » (quelle image !).

Après quelques péripéties, le député socialiste sortant, M. Henri Deschamps, soixante-treize ans, maire de Talence, se résigne à ne pas être candidat. Désignée « à la base » par les sections, elle est officiellement candidate, quand, avec une demi-surprise, elle apprend qu'elle est nommée secrétaire d'Etat. Comme d'autres, elle est « *un peu matraquée par la fonction qui* [lui] *incombait* ». Pour cette raison peut-être, c'est davantage la « *candidate socialiste* » que le « *ministre* » qui fait campagne.

« *Pas Bretonne pour rien* », donc « *superstitieuse* », elle se refuse à dire que c'est gagné. Mais la circonscription est présumée « facile » (en 1974, M. Mitterrand *y a obtenu 53,90 % des* suffrages ; en 1978, M. Deschamps a été élu avec 52,91 % des voix (1) ; le 10 mai, le candidat socialiste a recueilli 57,45 % des suffrages) et elle pense que, de toute façon, depuis l'élection de M. Mitterrand, « *c'est moins la personnalité du candidat qui est importante que l'étiquette qu'il porte* ». Qu'importe même si elle « *croit profondément* » que ce qu'elle fait « *ne sert à rien* », elle le fait avec application.

« *Mes beaux-parents étaient maraîchers, vous savez...* » (...). « *Ici, vous n'êtes pas gênés par les grandes surfaces ?* » (...). « *Vous avez des entrecôtes superbes* » (...) « *Vous n'allez pas me dire que vous craignez d'être nationalisés, quand même !* » (...) « *Le crédit ? Oui, c'est une véritable guerre économique avec les U.S.A.* » (...) « *J'ai toujours été là, mais dans l'ombre* » (...). « *Bordeaux n'est pas une ville très riche et elle s'est lancée dans des opérations de prestige* » (Mériadec et le Lac).

Bordeaux, c'est-à-dire la gestion de son maire, constitue l'un des axes de sa campagne. Et si M. Chaban-Delmas « *n'a jamais souhaité attirer dans Bordeaux des populations qu'il ne contrôlerait pas politiquement* » (les jeunes), c'est probablement parce qu'il a été atteint, à son tour, par le syndrome du « *principe de Peter* » (2). Ainsi, tout en affirmant que l'« *esprit girondin* » ne supporte pas l'« *agressivité* », Mme Lalumière décoche, de temps en temps, quelques traits acérés.

Socialiste, elle pense que, « *dans la doctrine du P.C.F., il y a des éléments inquiétants, au regard des libertés, indépendamment de la sincérité des hommes et de leur bonne volonté. Cela ne veut pas dire que l'on ne peut pas faire un bout de chemin, un long bout de chemin, avec eux.* » Ministre, elle a des « *idées directrices* » sur la mission qu'elle aura à accomplir : « *De ce point de vue là, je suis relativement armée.* » Epouse (sans enfants), elle partagera son temps entre Paris et *Bordeaux. Avec son mari, qui* vient d'être nommé délégué ministériel pour la décentralisation, elle sera, ils seront, un peu « *comme deux bagnards à la tâche...* ».

Après tout, quelle importance si Mme Lalumière n'est pas « *favorable à une familiarité déplacée* ». Elle a un si joli sourire...

LAURENT ZECCHINI.

(1) Les résultats de mars 1978avaient été les suivants : 1er TOUR : inscr., 50 278 ; vot., 38 756 ; suff. expr., 38 109. MM. Henri Deschamps, d. s., P.S., 12 285 ; Robert Dussart, R.P.R., 9 931 ; Guy Lacour, P.C., 6 351 ; Alain Guglielmi, P.R., 4 492 ; Didier Cambonne, C.D.S., 3 043 ; Mme Nadine Bordes, « Choisir », 1 002 ; MM. André Demarcq, P.S.D., 788 ; Louis Le Gall, L.O., 595 ; Pierre Lecomte, O.C.T., 472. — 2e TOUR : inscr., 50 281 ; vot., 39 491 ; suff. expr., 38 808. MM. Deschamps, 20 534, *réélu* ; Dussart, 18 274.

(2) *Principe de Peter* : le professeur Laurence T. Peter était, en 1970, assistant à l'université de Caroline du Sud, aux Etats-Unis. A cette époque, il publia, avec M. Raymond Hull, un livre intitulé *le Principe de Peter*. Pour l'essentiel, le principe de Peter énonce le postulat suivant : « *Dans une hiérarchie, tout employé a tendance à s'élever à son niveau d'incompétence.* »

DANS LE PUY-DE-DOME

M. Giscard d'Estaing soutient M. Wolff

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — M. Valéry Giscard d'Estaing s'est adressé lundi 8 juin à Beaumont (Puy-de-Dôme) à ceux de ses « compatriotes » d'Auvergne qui l'avaient soutenu. Il a déclaré : « *Ce soutien, vous l'avez apporté aux idées que je défendais. Elles sont au nombre de cinq, comme les doigts de la main, et je vais vous les rappeler : la liberté, la sécurité des Français, la justice sociale et civile, le progrès économique et scientifique, la dignité de la France.* » Il a ajouté : « *Si une main n'a qu'un ou deux doigts, elle ne peut, hélas, servir. C'est pourquoi vous devez demeurer attachés à ces idées. Sur cette main, si elle reste celle de la France, alors on pourra tracer de nouveau une ligne de chance.* »

M. Giscard d'Estaing s'est engagé dans la campagne législative, puisque, dès mardi 9 juin, il a tenu à accompagner dans sa tournée M. Wolff (U.N.M.), conseiller général de Rochefort-Montgane, maire de Chamalières, qui brigue les suffrages des électeurs de la deuxième circonscription du département.

Cette circonscription législative (Clermont montagne), dont *M. Giscard d'Estaing* a été député de 1956 à 1973 (il avait succédé à M. Jacques Bardoux, son grand-père, qui en détenait le siège depuis 1946), est pratiquement la seule du département qui puisse être conservée à l'ancienne majorité ; dans les quatre autres, en effet, les candidats du parti socialiste sont favoris.

Aussi n'est-ce pas le fait du hasard si M. Giscard d'Estaing, dès mardi, a accompagné M. Wolff (à titre privé, comme il l'a souligné), à Aurières, Orcival et Briffon. Le combat sera dur. Certes, en 1978, M. Jean Morellon (parti républicain) l'avait emporté dès le premier tour avec 51,83 % des suffrages exprimés ; certes cette circonscription, lors de la dernière élection présidentielle, a voté à 55,70 % pour M. Giscard d'Estaing. Mais depuis, plusieurs éléments sont venus perturber le jeu politique.

En premier lieu, de nombreux électeurs ont été surpris du fait que M. Morellon, ancien suppléant de M. Giscard d'Estaing, dont il est l'ami et le compagnon de route, ne se représente pas avec M. Wolff pour suppléant. Non sans une certaine amertume, l'ancien député avait décidé de « *passer la main* » en 1983, mais M. Wolff, lui, avait décidé d'être candidat dès 1981...

*Face à M. Wolff, le parti socia*liste a désigné M. Serge Godard, adjoint au maire de Clermont-Ferrand qui, recevant l'appui direct sur le terrain de M. Roger Quilliot, sénateur et maire de Clermont-Ferrand, ministre du logement, mène campagne tambour battant. Pour lui, il importe que le candidat de l'U.N.M. soit mis en ballottage au premier tour. En 1978, M. Morellon avait gagné avec une avance de 1,83 point d'avance.

(1) En mars 1978 les résultats avaient été les suivants : inscr., 74 742 ; vot., 63 689 ; suff. expr., 52 588. MM. Morellon, d. s., U.D.F.-P.R., 32 439, REELU ; Viallet, P.S., 13 486 ; Nicolas, P.C.F., 8 376 ; Vullaud, Eco 78, 3 137 ; Laporte, M.R.G., 2 126 ; Séguy, L.O., 1 262 ; Félix, U.F.B.S., 848 ; Waterlot, F.N., 666 ; Mamou, L.D.S., 228 ; Richard, écol. 20.

EN ALSACE

Les candidats de l'U.N.M. contestés

De notre correspondant

Strasbourg. — Au soir du 10 mai dernier, l'Alsace apparaissait comme le bastion le plus ferme du giscardisme en France : le Bas-Rhin accordait 65,11 % des voix à M. Giscard d'Estaing et le Haut-Rhin 59,71 %.

Dans ces conditions, la majorité sortante ne se sent pas menacée. Ce n'est cependant pas d'enthousiasme que, d'un côté comme de l'autre, les partenaires centristes et R.P.R. ont accepté les candidats imposés au nom de l'U.N.M. Dans huit des treize circonscriptions alsaciennes, des candidatures « sauvages » altèrent plus ou moins profondément le consensus établi par les états-majors parisiens.

Dans le Haut-Rhin, c'est le cas dans la circonscription de Mulhouse-ville, où le sortant, l'ancien maire et candidat à la présidence de la République, M. Emile Muller (M.D.S.), se voit contester son label U.N.M. par MM. Alphonse Kienzler (P.R.) et Laurent Horter (R.P.R.). Situation comparable dans la *circonscription* de Guebwiller - Munster, dont le député sortant R.P.R., M. Charles Haby, seul investi par l'U.N.M., doit affronter au premier tour un concurrent P.R., M. Jean-Martin Jeagle.

Il en va de même dans la circonscription de Thann-Altkirch, dont le sortant, M. Pierre Weisenhorn (R.P.R.), se voit opposé à un conseiller général gaulliste indépendant, M. Jean-Luc Reitzer, et dans celle de Mulhouse-campagne, où un conseiller général centriste, M. Jean-Jacques Weber, vient défier le sortant R.P.R., M. Antoine Gissinger, seul investi.

Le Bas-Rhin n'est pas en reste de « *bavures* ». La plus importante se situe dans la circonscription de Sélestat-Erstein pour laquelle l'investiture U.N.M. est revenue à M. Germain Gengenwin (C.D.S.), devenu député à la suite du décès accidentel, en octobre dernier, de Georges Klein. La décision parisienne a provoqué l'alliance inattendue du vice-président R.P.R. du conseil général, M. Guy Sautter, qui *se présente* comme candidat *sans étiquette.*

Autre accroc à la discipline U.N.M. : la deuxième circonscription de Strasbourg, où le centriste réformateur, M. André Vierling, s'oppose au député sortant R.P.R. et ancien ministre, M. André Bord, augmentant ainsi les chances du socialiste M. Jean Oehler de figurer en bonne place à l'issue du premier tour. C'est un adjoint au maire centriste, M. François Bilger, exclu depuis du C.D.S., qui conteste, dans la première circonscription de Strasbourg, l'investiture U.N.M. au député sortant C.D.S., M. Emile Koehl. Un conseiller général centriste, M. Marcel Schmidt, essaie, pour sa part, de ravir, sous le label « Fidélité à Giscard d'Estaing », le monopole majoritaire à M. François Grussenmeyer, député sortant R.P.R. de la circonscription de Wissenbourg.

D'une *manière* générale, ces primaires ne devraient pas mettre en danger les sortants. Seuls périls : Mulhouse-ville, où l'éven*tualité* d'une *triangulaire* pourrait favoriser au deuxième tour le candidat socialiste, M. Jean-Marie Bockel ; et la deuxième circonscription de Strasbourg, où M. Bord paraît menacé par son challenger socialiste, qui a considérablement renforcé ses positions depuis 1978 (41,74 % des voix au deuxième tour), *en obtenant* un mandat de conseiller général et un siège au Parlement européen.

JEAN-CLAUDE HAHN.

DANS LE LOIR-ET-CHER

La succession de M. Pierre Sudreau

De notre correspondante

Blois. — La première circonscription de Loir-et-Cher est à prendre depuis que M. Pierre Sudreau (*U.D.F.*), maire de Blois, a annoncé qu'il ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat (*le Monde* du 26 mai). Il avait fallu attendre la veille de la date limite du dépôt des candidatures pour connaître le nom du représentant de l'Union pour la nouvelle majorité, à savoir, M. Jacques Blot, né à Blois, ancien porte-parole adjoint de l'Elysée.

M. Blot (C.D.S.) qui dispose du soutien actif du député sortant, affronte M. Gérard Belorgey qui fut préfet de Loir-et-Cher, de 1975 à 1977. M. Belorgey se présente sans étiquette et a, d'ores et déjà annoncé que, s'il était élu, il siégerait à l'Assemblée nationale comme député non inscrit.

Il bénéficie de l'appui de certains membres du R.P.R. et de l'U.D.F. qui condamnent ce qu'ils considèrent, malgré les attaches vieilles de trois générations de M. Blot à la ville de Blois, comme un « *parachutage* ». L'investiture accordée à M. Blot par l'U.N.M. a provoqué un certain nombre de démissions au sein du R.P.R., notamment celle de M. Roger Gœmaere, vice-président du conseil régional Centre, qui avait été pressenti pour être suppléant. Tout en se refusant à prendre parti pour l'un ou l'autre des candidats, il a dénoncé « *l'absurdité d'une stratégie électorale dirigée depuis les états-majors parisiens* ». MM. Blot et Belorgey affronteront, au premier tour, M. François Mortelette, candidat du parti socialiste, après l' « *aller-retour* » de Me Gisèle Halimi (*le Monde* daté 31 mai-1er juin et du 2 juin), M. Pierre Sabourtin pour le parti communiste et M. Yves Elbory pour le P.S.U. Dans cette circonscription où M. Sudreau avait été élu au premier tour, en 1973 et en 1978 (1), M. François Mitterrand *a obtenu, le 10 mai, 52,15 % des* voix.

BÉATRICE HOUCHARD.

(1) Les résultats de mars 1978 avaient été les suivants : 1er TOUR : inscr., 77 964 ; vot. 66 387 ; suff. expr., 64 899. MM. Pierre Sudreau, d. s., U.D.F., 33 604, *réélu* ; Alain Bannou, (P.S., 15 367 ; Pierre Sabourin, P.C., 12 568 ; Yves Elbory, F.A., 1 555 ; Ludovic Szotowski, L.O., 1 127 ; Lionel Martin, L.C.R., 678.

هكذا من الاصل

POLITIQUE

La préparation

Situations électorales

AUX HERBIERS

Des Vendéens en état de choc

Les Herbiers (Vendée). — Aux Herbiers, une petite ville de douze mille habitants, au cœur du bocage vendéen, qui a voté le 10 mai à 72 % en faveur de M. Giscard d'Estaing, seul le clergé reste très discret sur les perspectives ouvertes par cette élection. Légitime prudence : les prêtres y passent pour être de gauche. *« Ils ont,* entend-on, *une tendance de ce côté-là. »* L'un d'entre eux achèterait même *l'Humanité* tous les jours. Un comble dans un pays où Georges Marchais, le 26 avril, n'a obtenu que 3,29 % des voix. C'est dire que les Herbretais n'auraient pas aimé des prises de position de leur clergé, pas plus qu'ils n'ont compris cette religieuse qui a mené dans un établissement de la ville le syndicat C.F.D.T., pas plus qu'ils n'ont toléré *« cette communauté de prêtres concubins »* d'un village voisin. L'« équipe » du presbytère s'est contentée de recommander avant l'élection *« une ouverture plus grande vers les pauvres, les écrasés et les petits ».*

Cette recommandation n'a pas choqué : les chouans n'ont pas attendu le 10 mai pour être socialistes. Comprenons-les bien : socialistes *« dans le bon sens du terme »,* socialistes *« de la vie quotidienne ».* Rien n'agace davantage Mme Landreau, l'épouse déterminée et volubile d'un industriel retraité, que ce nouveau thème du partage. Comme si cette mère de sept enfants n'avait pas, en créant il y a dix ans un club du troisième âge, pratiqué le partage *« de sa disponibilité et de beaucoup de son argent ». « J'ai donné,* dit-elle, *tout mon temps libre aux plus démunis. »* Elle a fait, bien avant M. Mauroy, du « social ». Et de le claironner ! Comme si l'existence du ministre de la solidarité était une offense personnelle, le déni de toute cette vie à l'abri de la Sainte Vierge illuminée qui orne son salon. Au-delà, il y a bien sûr ce fils chirurgien qui voulait acheter une clinique, cet autre fils « chasseur » de grosses têtes, qui risque d'être victime de l'*« impérialisme de l'ANPE ».*

Même discours humaniste chez

De notre envoyé spécial

M. Cunaud, le jeune directeur financier des Etablissements Albert, le deuxième employeur de la ville, un ancien élève de l'Ecole supérieure de commerce de Paris. Son entreprise est depuis longtemps à l'avant-garde en matière sociale. M. Cunaud, en chemise à manches courtes et cravate, en veut pour preuve le parking de l'usine et ses rutilantes cylindrées dont la taille mesurerait l'effort accompli.

Non, décidément, M. Cunaud avec ses 15 000 francs de salaire mensuel ne saurait être un « exploiteur » : *« On peut,* dit-il, *être généreux et de droite. »* N'a-t-il pas, comme président du Lion's club, organisé des conférences sur la région ? N'est-il pas secrétaire d'une association *« pour les investissements sociaux du Haut bocage » ?* En un mot, Giscard plus Rocard, tel aurait été pour cet homme du centre l'équation politique idéale. Si les « illuminés », les Chevènement et les Joxe l'ont définitivement écarté, s'il en était besoin, du socialisme nouveau, il aurait bien eu quelque faiblesse pour MM. Delors et Cheysson. *« Eux,* dit-il, *au moins, sont des réalistes. »*

« De quel socialisme s'agit-il, demande pour sa part le président de l'Union des commerçants ! *Il y a pour moi un socialisme libéral, respectueux des autres, le socialisme chrétien. S'il s'agit de promouvoir une plus grande justice, d'accord. S'il s'agit de prendre aux uns pour donner aux autres, non. »* Son prospère magasin d'électroménager (treize employés) explique cette crainte du « partage » chez un homme qui n'hésite pas à créditer Giscard, socialiste selon son cœur, d'avoir pratiqué une politique de resserrement des revenus par l'impôt. Pour lui, qui siège au conseil d'administration d'un établissement scolaire, une des questions essentielles est celle de l'école privée pardon de l'école libre.

Le pied mère et le greffon

« La liberté ne se divise pas » : la catholique Vendée se battra pour ces principes. Les Herbiers défendront leurs sept écoles primaires privées, leur collège catholique de mille deux cents place (contre six cents dans le public), et leur lycée privé Jean-XXIII. Mais l'école privée est aussi là-bas l'école des humbles, celle où a été élevée cette vieille dame du foyer des Genêts, dont le mari était ouvrier forgeron, et qui a commencé à travailler à l'âge de douze ans : *« Nous sommes un pays de libertés. Notre plus grande chance c'est de pouvoir donner à nos enfants des principes ».* Sa chambre, est pleine des fleurs apportées à l'occasion de la fête des mères par ses fils, tous élevés à l'école privée grâce aux travaux de couture qu'elle effectuait jusqu'à deux heures du matin pour payer les pensions, à l'époque où il n'y avait pas d'aide de l'Etat. Cette vieille dame est en paix. Sur sa table, le bulletin paroissial, et sur le buffet, les photos de ce fils prêtre en outre-mer témoignent de sa fidélité.

L'école privée fait partie de la tradition vendéenne, et la tradition, en pays chouan, n'est pas un vain mot. Une citation d'un obscur écrivain local, sur un des trois moulins du mont des Alouettes, à quelques kilomètres des Herbiers, où les chouans ont été décimés par les républicains, en témoigne : *« La tradition c'est le pied mère, le progrès c'est le greffon. »* Le pied mère en Vendée rejette quelquefois le greffon : on se bat encore ici contre l'avortement, *« qui fait chaque année autant de morts que la guerre de 1914 ».*

Autre citation, celle-là de la chambre de commerce de Vendée, autre motifs de crainte, plus alimentaires : *« Omnia succedunt Mercurio favente »* (Tout va bien, quand Mercure est prospère). Or, aujourd'hui, la Vendée, du moins ses notables, craint, comme ce petit artisan maçon, que *« tout dégringole ».* Crainte de ce chirurgien dentiste libéral de trente-six ans, sec et nerveux, qui travaille de 9 heures du matin à 8 heures du soir pour honorer les traites qu'il paie chaque mois *« pour sa maison, sa voiture, son cabinet et son matériel ».* Peut-être même devra-t-il se séparer de son employée de maison. Inquiétude de ce directeur général des établissements Jeanneau, le principal employeur de la ville, qui craint pour la compétitivité de son entreprise : *« Il faut être offensif »,* dit-il. Sur le plan politique ? *« Non,* répond-il, *chacun son job. »* Son personnel, pourtant, a été dûment informé par ses soins de la chute des commandes qui, selon lui, a suivi l'élection de M. Mitterrand.

Peur enfin du maire des Herbiers, M. Pierre Chatry (modéré), pharmacien de son état, de voir les pharmacies réduire leurs stocks et faire de la surenchère auprès des malades : *« Le socialisme véritable,* dit-il, *c'est la fin du patrimoine et, selon Proudhon, la fin de la propriété. Faudrait le dire. »* Et de verser une larme sur *« ces grands ancêtres du socialisme qui avaient quelque chose dans le ventre ».* Ce maire, qui en est à son quatrième mandat municipal, suscite un certain respect en ville : il y a du curé, dit-on, en cet homme, le compliment, en Vendée, est de poids.

La peur du rouge

L'état de grâce aux Herbiers ressemble à l'état de choc. Seul M. Alcide Rondeau, un modeste fermier, semble optimiste : *« Il n'y a pas eu,* dit-il, *le chambardement que tout le monde craignait »,* même s'il redoute l'arrivée de communistes au gouvernement. *« C'est que,* explique-t-il, *je suis français ! »* L'inquiétude de M. Rondeau tient moins au socialisme qu'à l'installation sur ses terres de son fils aîné qui n'a pu trouver de ferme à exploiter, et au mauvais temps depuis un mois.

Un contremaître de trente-cinq ans, qui en est à sa septième place et à sa sixième faillite, est, lui, bien décidé à se défendre : *« C'est grave pour la France,* dit-il. *52 % des électeurs ont été pris en otages ».* Les Français, d'après lui, ont mangé leur pain blanc. On va tout droit vers les quatre millions de chômeurs, *« mais qu'on ne vienne pas toucher à mes biens »,* dit cet homme qui a retapé une petite maison du bocage. Et d'accuser Mitterrand de ne pas payer ses salariés dans les fermes que, paraît-il, il posséderait : *« Je me tais, je ne veux pas en dire plus »,* déclare-t-il avec un air entendu.

Son patron, un homme d'une cinquantaine d'années, énergique et cordial, qui a créé il y a cinq ans une petite entreprise de menuiserie, ne veut pas être en reste. Il explique à l'intention de la douzaine de jeunes apprentis : *« Je ferai tout pour éviter d'embaucher un communiste à l'atelier. Il n'a qu'à aller en Russie. »* Un des jeunes renchérit : *« De toute façon, les communistes vous les reconnaîtrez à leur visage ».* Un autre, qui affirme que Dassault gagne sans doute un peu trop d'argent, se fait sévèrement remettre en place par le contremaître : *« Je préfère,* dit ce dernier, *vivre avec un patron milliardaire que crever sur la route. »* Personne ne dit mot. Le climat de la petite menuiserie s'est imperceptiblement alourdi. La cinquième semaine de congés payés, les jeunes le sentent, n'est pas à l'ordre du jour. M. Maroni les a prévenus : *« La petite fabrique, menacée par les nouvelles charges et le dollar qui augmente, ne pourrait pas le supporter. »*

NICOLAS BEAU.

Les candidatures

Le P.S.U. s'allie à d'autres groupes sous l'étiquette Alternative 81

Nous publions ci-dessous la liste des cent quatre-vingt-deux candidats que le P.S.U. présente ou soutient aux élections législatives, en accord avec d'autres groupes. Il s'agit de militants ou de groupes du réseau des Amis de la Terre, signataires de l'appel lancé par M. Pierre Radanne, animateur des A.T. de Lille (« le Monde » des 21 et 26 mai). Dans cet ensemble se situent aussi le Mouvement pour une alternance non violente (MAN), certains militants du parti communiste révolutionnaire (P.C.R., d'inspiration maoïste) et de la C.F.D.T. L'étiquette commune à tous ceux qui participent à cette initiative est Alternative 81. En mars 1978, le P.S.U. était le principal partenaire d'une coalition analogue, le Front autogestionnaire, au sein de laquelle il était également associé à des écologistes.

Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire nationale du P.S.U., bénéficie, dans la 1re circonscription de la Loire, du retrait du candidat socialiste, M. Etienne Chovet, qui se présente en tant que suppléant de l'ancienne candidate à l'élection présidentielle. En mars 1978, c'était le P.C.F. qui avait retiré ses candidats en faveur de ceux du P.S.U. dans la 6e circonscription du Rhône et dans la 4e circonscription des Yvelines.

● AIN. — 1re (Bourg) : *Mme Micheline Antonucci* ; 3e (Ambérieu) : *M. Daniel Vericel.*

● ALPES-MARITIMES. — 3e (Nice VI) : *M. Jean-Claude Berges* ; 6e (Grasse) : *Mme Anne-Marie Dubois.*

● ARDENNES. — 1re (Mézières, Rethel)) : *M. Pierre Clouet* ; 3e (Sedan) : *M. Jean-Pierre Jaillet.*

● AVEYRON. — 2e (Villefranche) : *M. Michel Poux.*

● BOUCHES-DU-RHONE. — 9e (Aix) : *M. Patrick Cordoue* ; 10e (Salon) : *M. Christian Caroz.*

● CALVADOS. — 1re (Caen) : *M. Guy Fortin.*

● CHARENTE-MARITIME. — 1re (La Rochelle) : *M. Latreille* ; 2e (Rochefort) : *M. Jean-Marc Roirant.*

● CORREZE. — 1re (Tulle) : *M. Daniel Espinat.*

● COTE-D'OR. — 1re (Dijon ouest et sud) : *M. Jean-Michel Pierret.*

● COTES-DU-NORD. — 1re (Saint-Brieuc) : *M. Jacques Gallaup* ; 3e (Loudéac) : *M. Jean Robin.*

● DOUBS. — 1re (Besançon) : *Mme Madeleine Laude* ; 2e (Montbéliard) : M. Georges Minazzi ; 3e (Pontarlier) : M. Gérard Magnin.

● DROME. — 1re (Valence, Dié) : *M. Jean Delhomme* ; 2e (Nyons, Montélimar) : *M. Michel Freydier* ; 3e (Romans) : *M. Denis Donger.*

● ESSONNE. — 1re (Corbeil-Essonnes) : *Mlle Monique Smolar* ; 2e (Evry, Arpajon) : *M. Dominique Lalanne* ; 3e (Longjumeau, Savigny) : *Mme Annie Rambion* ; 4e (Palaiseau, Limours) : *M. Jean-Claude Le Scornet.*

● EURE. — 1re (Evreux) : *M. Jean Vasseur* ; 4e (Les Andelys) : *M. Roger Coulon.*

● FINISTERE. — 1re *M. Henri Guillou* ; 4e (Morlaix) : *M. Michel Marzin* ; 7e (Douarnenez) : *M. Paul Beaucou.*

● GARD. — 1re (Nîmes) : *M. Jacques Guiraudou* ; 3e (Alès) : *M. Jean-Louis Fiole.*

● HAUTE-GARONNE. — 2e (Toulouse-Nord) : *M. Bertrand Verdier* ; 3e (Toulouse-Sud) : *M. Jean-Pierre Gilly* ; 4e (Toulouse-Ouest) : *M. Jean-Claude Gallard.*

● GERS. — 2e (Condom) : *M. Michel Ghirardi.*

● GIRONDE. — 2e (Bordeaux-III et IV) : *M. Henri Per Escamp.*

● HAUTS-DE-SEINE. — 1re (Villeneuve) : *M. Roland Piquet* ; 2e (Asnières) : *M. Francis Souty* ; 4e (Clichy, Levallois) : *M. Dominique Plihon* ; 5e (Courbevoie) : *M. Gérard Frétellière* ; 6e (Neuilly, Puteaux) : *M. Constant Portigliatti* ; 7e (Nanterre, Suresnes) : *M. Gilles Requile* ; 8e (Rueil, Garches, Saint-Cloud) : *M. Pierre Richard* ; 9e (Sèvres, Meudon) : *M. Jean-François Laval* ; 10e (Boulogne) : *M. Jacques Magagnosc* ; 11e (Issy-les-Moulineaux) : *M. Bruno Goussault* ; 12e (Clamart, Sceaux) : *M. Denis Chamonin* ; 13e (Antony, Montrouge) : *M. Alban Jacquin.*

● HERAULT. — 1re (Montpellier, Lunel) : *M. Yves Larbiou* ; 2e (Lodève, Montpellier-III) : *M. Liam Fauchard.*

● ILLE-ET-VILAINE. — 1re (Rennes-Nord, Saint-Aubin) : *M. Alain Ruellan.*

● INDRE-ET-LOIRE. — 1re (Tours) : *M. Paul Olivier.*

● ISERE. — 1re (Grenoble-Est) : *M. Yves Delahaye* ; 4e (Grenoble-Nord) : *M. Vincent Comparat* ; 5e (Vienne-Nord) : *M. Daniel Pothin.*

● JURA. — 2e (Dole) : *M. Hubert Guyet.*

● LOIR-ET-CHER. — 1re Blois : *M. Yves Elbory.*

● LOIRE. — 1re (Saint-Etienne-Nord) : *Mme Huguette Bouchardeau* ; 4e (Firminy) : *M. Jean-Paul Chartron.*

● LOIRE-ATLANTIQUE. — 1re (Nantes-I, II, III) : *Mme Marie-Françoise Gonin* ; 2e (Nantes, Saint-Herblain) : *M. Jean Brizais* ; 3e (Nantes, Rézé) : *M. Joachim Lebot* ; 4e (Ancenis) : *M. Patrick Cotrel* ; 5e (Châteaubriant) : *M. André Raoul* ; 6e (St-Nazaire) : *M. Pierre Gilbert.*

● LOT-ET-GARONNE. — 3e (Villeneuve-sur-Lot) : *M. Claude Leriche.*

● LOZERE. — 1re (Mende) : *M. Michel Valette* ; 2e (Marvejols) : *M. Pierre Garrigues.*

● MAINE-ET-LOIRE. — 1re (Angers Nord et Est) : *M. Didier Lessieux* ; 5e (Cholet) : *M. Michel Robichon.*

● MANCHE. — 1re (Saint-Lô) : *M. Philippe Ricordeau.*

● MARNE. — 2e (Reims II, III et IV) : *M. Etienne Blocquaux* ; 3e (Châlons-sur-Marne) : *M. Serge Boussagol.*

● HAUTE-MARNE. — 1re (Chaumont) : *M. Vital Covelli.*

● MEURTHE-ET-MOSELLE. — 2e (Nancy-Ouest) : *M. Michel Boutonnet* ; 3e (Nancy Est et Sud) : *M. Jean Leblanc* ; 5e (Toul) : *M. Pierre-Yves Cazin* ; 8e (Briey) : *M. Roger Pelligrini.*

● MEUSE. — 1re (Verdun) : *M. Jean-Claude Demailly.*

● MOSELLE. — 1re (Metz) : *M. Michel Mercier.*

● NORD. — 7e (Roubaix Est) : *M. Jean-François Faba* ; 8e (Roubaix Nord et Ouest) : *M. Dominique Poul* ; 9e (Tourcoing Nord-Est et Sud) : *M. Louis Willemetz* ; 14e (Douai Nord et Ouest) : *M. Charles Lantoine* ; 19e (Saint-Amand) : *M. Pascal Cobert* ; 23e (Le Quesnoy) : *M. Jean Vaillant.*

● OISE. — 2e (Compiègne, Noyon) : *M. Jean-François Cochet* ; 3e (Clermont, Crépy) : *M. Michel Bouvier.*

● PARIS. — 1re (Ier et IIe arr.) : *M. Yves Buannic* ; 2e (IIe et IIIe arr.) : *Mme Sigrine Genest* ; 3e (Ve arr.) : *Mme Nicole Bontemps* ; 4e (VIe arr.) : *Mme Marie-Françoise Pirot* ; 5e (VIIe arr.) : *M. Louis Jouve* ; 7e (IXe arr.) : *M. Dominique Godineau* ; 8e (Xe arr.) : *Mme Chantal Labat-Gest* ; 10e (XIe arr.) : *M. Jean-Paul Lefèvre* ; 11e (XIIe arr.) : *M. Bernard Ravenel* ; 13e (XIIIe arr.) : *Mme Viviane Cartairade* ; 14e (XIIIe arr.) : *M. Jean-Jacques Boislaroussie* ; 15e (XIVe arr.) : *M. Jacques Arnol* ; 16e (XIVe arr.) : *M. Marc Tondriaux* ; 17e (XVe arr.) : *Mme Sylvie Rémy* ; 18e (XVe arr.) : *Mme Martine Petit* ; 19e (XVe arr.) : *Mme Marie Relandeau* ; 24e (XVIIe arr.) : *M. Christian Norgé* ; 25e (XVIIIe arr.) : *Mme Josette Senecot* ; 26e (XVIIIe arr.) : *M. Charlie Cimerman* ; 28e (XIXe arr.) : *M. Bertrand Jullien* ; 29e (XIXe arr.) : *M. Gérard Andrieux* ; 30e (XXe arr.) : *M. Guy Philippon* ; 31e (XXe arr.) : *Mme Christine Desportes.*

● PAS-DE-CALAIS. — 1re (Arras) : *Mme Bernadette Durand* ; 6e (Boulogne-Nord) : *M. Achille Chassot* ; 12e (Liévin) : *M. Dominique Lancers* ; 13e (Lens) : *M. Jacques Baudoin* ; 14e (Hénin-Liétard) : *M. André Dufour.*

● PUY-DE-DOME. — 1re (Clermont-Ferrand-Est et Sud) : *Mme Monique Deydier.*

● HAUTES-PYRENEES. — 1re (Tarbes) : *Mme Suzanne Lacroix* ; 2e (Lourdes) : *M. Jean-François Perrud.*

● PYRENEES-ORIENTALES. — 1re (Perpignan-Est, Céret) : *M. Gérard Lopez* ; 2e (Perpignan-Ouest, Prades) : *Mme Maryse Glory.*

● BAS-RHIN. — 1re (Strasbourg-Nord et Sud) : *M. Jean-Michel Hornos.*

● HAUT-RHIN. — 5e (Wittenheim) : *M. Dirr.*

● RHONE. — 2e (Lyon-II, V et VI) : *M. Jacques Fuchs* ; 3e (Lyon-III et IV) : *M. Jean Chabert* ; 6e (Villeurbanne) : *M. Gilbert Veyron* ; 7e (Limonest) : *Mme Michèle Duby* ; 12e (Francheville) : *M. Alain Pontazian* ; 13e (Bron) : *Mme Monique Seignobasc.*

● SAONE-ET-LOIRE. — 1re (Mâcon) : *M. Pierre Conte* ; 5e (Chalon) : *M. Gilbert Fournier.*

● SARTHE. — 1re (Le Mans I) *Mme Jocelyne Fouqueruy* ; 4e (Le Mans II, Sablé) : *Mme Roseline Brossard.*

● HAUTE-SAVOIE. — 1re (Annecy) : *M. Gérard Fumex.*

● SEINE-MARITIME. — 1re (Darnétal, Rouen II, IV, V) : *M. Maurice Deliquaire* ; 3e (Rouen I, III, VI, Sotteville) : *Mme Anne-Marie Cordon* ; 4e (Maromme) : *Mme Madeleine Wable* ; 5e (Fécamp) : *M. Joël Fouache* ; 7e (Le Havre III et IV) : *M. Jean-Philippe Sourd.*

● SEINE-ET-MARNE. — 1re (Melun) : *M. Claude Bouchet.*

● SEINE-SAINT-DENIS. — 1re (Saint-Ouen) : *M. Maurice Lombard* ; 2e (Saint-Denis) : *Mme Sylvie Delsart* ; 3e (Aubervilliers) : *M. Jacques Salvator* ; 5e (Bondy) : *Mme Catherine Schwoeng* ; 6e (Bagnolet) : *M. Jean-Michel Sikora* ; 7e (Montreuil) : *M. Roger Parmentier* ; 8e (Aulnay) : *Mme Thérèse Dion* ; 9e (Noisy-le-Grand) : *M. Thierry Martin.*

● SOMME. — 1re (Amiens) : *M. Yves Briançon* ; 5e (Péronne) : *M. Patrick Rohaut.*

● TARN. — 3e (Gaillac) : *Mme Nicole Roques.*

● VAL-DE-MARNE. — 1re (Arcueil, Villejuif) : *M. Marc Dufumier* ; 2e (Choisy-le-Roi) : *M. Rodriguez* ; 3e (Ivry, Vitry) : *M. Gérard Maroncle* ; 5e (Créteil) : *M. Michel Jousset* ; 6e (Champigny) : *M. Jacques Aubert* ; 7e (Vincennes) : *Mme Micheline Balastre* ; 8e (Villeneuve-le-Roi) : *M. André Jondeau.*

● VAL-D'OISE. — 1re (Pontoise, L'Isle-Adam) : *M. Bernard Rossel* ; 2e (Taverny) : *M. Jean-Pierre Barentin* ; 3e (Argenteuil, Bezons) : *M. Christian Sarthe-Mouriou* ; 4e Montmorency, Enghien) : *M. François Marmèche* ; 5e (Sarcelles) : *M. Dominique Blondel.*

● VENDEE. — 1re (La Roche-sur-Yon) : *M. Jean Coirier* ; 2e (Fontenay-le-Comte) : *M. André Aubineau* ; 4e (Les Herbiers) : *M. Gérard Lhériteau.*

● VIENNE. — 1re (Poitiers) : *M. Jean-François Robin* ; 2e (Châtellerault) : *M. Dominique Noble* ; 3e (Montmorillon) : *M. Guy Gévaudan.*

● HAUTE-VIENNE. — 1re (Limoges, Saint-Léonard) : *M. Angelo Campaner* ; 3e (Limoges-Ouest, Bellac) : *M. André Christophe.*

● YONNE. — 1re (Auxerre) : *M. Daniel Laprade* ; 3e (Sens) : *M. André Ponchel.*

● YVELINES. — 4e (La Celle-Saint-Cloud, Marly) : *M. Bernard Besançon* ; 5e (Versailles-Nord et Ouest) : *M. Jean-Jacques Ughetto* ; 6e (Versailles-Sud et Est) : *M. Michel Arnaud* ; 7e (Mantes-la-Jolie) : *M. Thierry Grumbach* ; 8e (Rambouillet, Montfort-L'Amaury) : *M. Jean-Yves Métayer.*

● TERRITOIRE-DE-BELFORT. — 1re (Belfort) ; *Mme Colette Lugand* ; 2e (Delle) : *M. Bernard Loye.*

L'état des forces politiques avant le scrutin

EXTRÊME GAUCHE : regain d'intérêt

Aux yeux de l'extrême gauche, l'élection de M. François Mitterrand ouvre une période d'ébranlement des structures du pouvoir qui devrait être favorable à son action. Le retour vers les principales organisations de militants qui s'étaient retirés de l'action politique, l'arrivée de nouvelles recrues témoignent d'un regain d'intérêt pour des perspectives de transformations sociales et politiques qui, dans la période précédente, paraissaient bien éloignées des possibilités du moment. L'action de l'extrême gauche est cependant gênée par la position d'attente adoptée aussi bien dans les entreprises que dans les universités et les lycées depuis le 10 mai.

Certaines organisations peuvent se prévaloir d'une participation active à la victoire de la gauche. C'est le cas de l'Organisation communiste internationaliste (O.C.I., trotskiste), qui avait appelé à voter pour M. Mitterrand dès le premier tour, et de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R., trotskiste), qui avait fait campagne pour un engagement de désistement entre le P.C.F. et le P.S. et pour le candidat socialiste au second tour. Ces deux organisations ont bénéficié, au cours de la campagne et après le 10 mai, d'un courant d'adhésions tel que l'O.C.I. annonçait un chiffre de près de six mille militants au 30 avril, la L.C.R. n'indiquant pas, pour sa part, de chiffre précis.

Ces deux formations ont adopté des attitudes différentes pour les élections législatives. L'O.C.I. ne présente pas de candidats et appelle à voter pour le P.S. ou le P.C.F. au premier tour et, au second, pour le candidat de gauche arrivé en tête, s'il appartient à l'un de ces deux partis. La L.C.R. présente trente-six candidats et n'a pas fait connaître son choix, pour le premier tour, dans les quatre cent cinquante-cinq autres circonscriptions.

Les positions des trotskistes

L'O.C.I. et la L.C.R. se prononcent toutes deux pour la constitution d'une majorité communiste et socialiste à l'Assemblée nationale et pour un gouvernement associant ces deux partis, à l'exclusion *des groupes ou personnalités « bourgeoises »* que sont, à leurs yeux, les radicaux et les gaullistes de gauche. Elles considèrent, en effet, comme dangereuse la participation au pouvoir d'hommes politiques qui pourraient, le cas échéant, s'opposer à des transformations sociales voulues par la base du P.C.F. et du P.S.

Pour la L.C.R., le P.S. et le P.C.F. pourraient alors se servir de la nécessité de ménager l'aile droite de leur coalition comme d'un alibi pour refuser des revendications ouvrières. Petite organisation trotskiste de quelques centaines de militants, les Comités communistes pour l'autogestion (C. C. A.), qui présentent quatre-vingt-trois candidats, en vue, essentiellement, de participer à la campagne officielle radio-télévisée, font campagne, eux aussi, pour un gouvernement *socialiste et communiste sans* gaullistes ni radicaux de gauche.

Le thème de la méfiance vis-à-vis du nouveau pouvoir est exploité de façon plus radicale par *une autre formation* trotskiste, Lutte ouvrière (L.O.), dont la candidate à l'élection présidentielle, Mlle Arlette Laguiller, avait recueilli 2,30 % des suffrages exprimés le 26 avril. Ce score marque d'ailleurs un léger tassement électoral de ce courant, dans la mesure où Mlle Laguiller et M. Alain Krivine (L.C.R.) avaient totalisé 2,69 % des suffrages *en 1974 et 3,08 %* à l'élection européenne de juin 1979.

Il est vrai que, cette année, M. Krivine, qui n'avait pas pu, faute de parrainage d'élus, se présenter à *l'élection présidentielle*, avait appelé à voter à gauche, au premier tour, sans autre précision. L.O., qui présente cent cinquante-huit candidats aux élections législatives, avait appelé à voter pour M. Mitterrand, le 10 mai, *« sans illusion »* et compte, le 14 juin, sur un vote de défiance vis-à-vis du P.S. et du P.C.F. Cette formation, dont l'activité militante, axée sur les entreprise, est discrète, exprime un rejet des pratiques et des structures politiques en vigueur à gauche, plutôt que l'adhésion à un *projet*.

Le courant maoïste

Le courant maoïste, qui, depuis quelques années, cherche à sortir du rôle du missionnaire de l'expérience chinoise qui avait été longtemps le sien, est, lui aussi, divisé. Le parti communiste marxiste-léniniste (P.C.M.L.), le plus proche de la Chine jusqu'aux transformations intervenues dans ce pays après la mort de Mao-Zedong, avait tenté de présenter *un candidat, M. Pierre Bauby*, à l'élection présidentielle.

N'ayant pu recueillir les parrainages nécessaires, M. Bauby avait dû renoncer, et il se présente, pour les élections législatives, dans la 1re circonscription du Loiret, l'une de celles où l'extrême gauche obtient ses meilleurs scores. Le programme *du P.C.M.L. est orienté* vers l'élaboration d'un projet socialiste qui se démarque des archaïsmes qu'il décèle dans les références des partis de gauche, mais en demeurant fidèle à ce qu'il considère comme certains acquis du maoïsme.

Le Parti communiste révolutionnaire (P.C.R.) va, lui, plus loin dans la remise en cause de ses traditions maoïstes et cherche avec d'autres courants de l'extrême gauche, mais aussi avec des militants communistes et socialistes, des convergences qui puissent déboucher sur l'émergence d'une *« gauche nouvelle »*. Le P.C.R. présente ou soutient, sous ce sigle, dix-sept candidats aux élections législatives.

Dans les circonscriptions où il n'est pas représenté, le P.C.R. appelle à voter soit pour des candidats socialistes ou communistes, soit pour ceux qui se présentent sous l'étiquette Alternative 81. Il s'agit, pour l'essentiel, de militants du P.S.U., cette formation ayant adhéré à un regroupement dont l'initiative avait été prise, au *lendemain du 10 mai*, par des écologistes des Amis de la terre.

Le P.S.U., dont la secrétaire nationale, Mme Huguette Bouchardeau, avait réuni 1,10 % des suffrages exprimés le 26 avril, a choisi de signer une déclaration politique commune avec le parti socialiste, lequel laisse le champ libre à Mme Bouchardeau dans la première circonscription de la Loire. Proche du P.S., dont il se distingue, par ses positions en matière de défense et d'énergie, le P.S.U., dont il se raître comme un pôle de regroupement pour des courants qui, s'estimant mal représentés par les grands partis de gauche, souhaitent cependant participer à l'expérience ouverte le 10 mai.

PATRICK JARREAU.

La réforme des collectivités locales

Un entretien avec M. Gaston Defferre

(Suite de la première page.)

— *Un texte qui prendra la forme d'une loi-cadre ?*

— Non. La Constitution de 1958 ne permet pas, contrairement à celle de la IVe République (et c'est une de ses faiblesses), de faire voter des lois-cadres. Une loi-cadre énonce des principes, ensuite appliqués par des décrets, qui ne sont exécutoires qu'après avoir été ratifiés par le Parlement. C'est ce que j'avais fait pour la loi-cadre de l'outre-mer *en 1956 et sans* mettre le Parlement devant le fait accompli, j'avais pu ainsi gagner du temps.

— *Allez-vous vous inspirer du texte sur la réforme des collectivités locales préparé par le gouvernement précédent et voté par le Sénat ?*

— Non. Ce n'est pas mon intention.

— *Vous présenterez donc un projet complètement nouveau ?*

— Oui. Dans le texte auquel vous venez de faire allusion, il y a beaucoup de dispositions que nous condamnons. Quelques-unes que nous approuvons, mais il s'agissait, en réalité, de faux-semblants, comme cela arrivait souvent avec le gouvernement précédent. Je veux agir avec loyauté et définir avec précision dans le nouveau projet de loi les objectifs à atteindre.

— *Quel sens donnez-vous à la nomination de M. Lalumière comme délégué ministériel à la décentralisation ?*

— C'est un professeur agrégé de droit, spécialiste des questions de finances locales. Notre projet de loi aurait pu être rédigé par mon cabinet, pour les grandes orientations politiques, et par les services du ministère pour l'ensemble du texte. La direction générale des collectivités locales, assurée par un homme brillant, a déjà la lourde charge de traiter les affaires courantes. Si M. Pierre Richard — il s'agit de lui — est assurément fort compétent, il n'est pas, comme M. Lalumière, un spécialiste des finances. Or, *ce n'est pas l'aspect le plus simple* de la réforme. M. Lalumière nous apportera donc ses connaissances d'expert et tracera des perspectives d'avenir afin que le projet de loi soit complet.

— *Mais il s'intéressera inévitablement aussi à l'aménagement du territoire ?*

— L'aménagement du territoire est, comme la planifaciton, un aspect important de notre projet de décentralisation, mais ce n'est pas la partie principale. Il faut d'abord procéder à la modifica*tion profonde des structures ad*ministratives et politiques. Il faut changer la fiscalité locale, en abrogeant entre autres la taxe d'habitation et la taxe professionnelle et en les remplaçant par des impôts plus justes ; il faut transférer des ressources de l'Etat aux collectivités locales, en supprimant le système des subventions qu'engendre forcément une tutelle. Enfin, il faudra aussi aboutir à une décentralisation du plan et de la DATAR.

Transformation de la DATAR

— *La DATAR devra donc elle aussi modifier ses méthodes et sa structure ?*

— Oui. Mais ce ne sera pas le seul organisme ministériel à le faire. Le projet concerne aussi bien l'intérieur que les finances, l'équipement, la santé publique, l'agriculture, les lettres et les arts, les sports et bien d'autres...

— *Et l'industrie, pour les plans énergétiques...*

— Ceci est à étudier dans le cadre du plan national et des besoins en énergie de l'ensemble *de la France. Mais il faudra* que tous les ministères concernés — c'est une des clefs du projet de décentralisation — ferment certains de leurs bureaux parisiens, ce qui nous conduira bien sûr à négocier avec les syndicats et à prendre des mesures afin que personne ne soit lésé par ces changements.

— *Dans votre schéma, il y aura donc des relais régionaux, du plan et de la DATAR ?*

— Distinguons deux choses : il y aura d'une part des plans régionaux dans chaque région, et, d'autre part, un plan national voté à Paris par le Parlement, après avoir été préparé par le *gouvernement et soumis* pour avis aux régions, plan applicable à toute la France. Il y aura donc un système de concertation entre la base et le sommet. Je vous cite quelques aspects du rôle du plan.

» La décentralisation ne supprimera pas le Plan, au contraire puisqu'une coordination et une péréquation entre les régions est nécessaire, mais elle supprimera des services ministériels parisiens qui devront, je le répète, fermer. Faute de quoi, il n'y aura jamais de décentralisation véritable. Car, aussi longtemps que ces bureaux fonctionneront, ils « appelleront » à eux les dossiers. Or, un dossier adressé à Paris pour trancher, c'est une tutelle renforcée, du temps et de l'argent gaspillés. Or, c'est précisément ce dont le gouvernement actuel ne veut plus. Il ne veut plus de tutelle sur les assemblées élues.

Commissaires de la République et nouveau statut pour les T.P.G.

— *Voulez-vous changer le nom des préfets ?*

— Ils pourraient désormais s'appeler commissaires de la République (1). Ils n'administreront plus les départements. Cette fonction sera remplie par les bureaux des conseils généraux, à l'image des maires qui administrent leur commune, mais cette fois sans tutelle. Les préfets demeureront les représentants des grands services de l'Etat : la police (il faudra bien sûr une consultation régulière sur ce point avec les maires), les douanes, les finances, la monnaie, l'armée, etc.

— *Que deviendront les services de l'Etat déconcentrés dans les départements ? Faut-il les faire disparaître ?*

— Dans une grande ville comme Marseille, cela ne me gênerait guère, mais les petites villes et les villages, peu équipés, n'ont pas les moyens d'entretenir tout un personnel pour remplir ces fonctions. Si bien que je pense *qu'il faudra maintenir* ces services en province, lesquels actuellement échappent souvent à l'autorité des préfets.

— *Sous l'autorité de qui ?*

— Je n'ai pas encore arrêté ma position. Le gouvernement n'en a pas délibéré. Ce pourrait être, ou tout ou en partie, sous l'autorité du président du conseil général et du maire de la commune ou d'un syndicat de communes, du conseil régional, ou bien encore du préfet devenu commissaire de la République. Je réfléchis à la question.

» Peut-être pourrait-on confier au préfet l'autorité sur les services départementaux d'Etat sans correspondants à Paris. De la sorte, on bâtirait un système de décentralisation et de déconcentration véritable et équilibré. Chef de certains services départementaux, le préfet aurait à travailler en terme d'égalité avec le président du conseil général et le maire, mais il *n'aurait plus à prendre* ses instructions dans les ministères parisiens.

— *Confirmez-vous le maintien des sous-préfets ?*

— Oui. Ils jouent un rôle d'animation important pour les petites communes dans le secteur rural, s'occupent du génie rural, de l'eau, de l'E.D.F., etc. Ils pourront continuer à jouer ce rôle sous l'autorité du commissaire de la République.

— *Dans bien des cas, la tutelle financière des trésoriers payeurs généraux (T.P.G.) est plus lourde encore que celle des préfets.*

— Vous avez raison, et cela complique encore les choses. Car voilà des fonctionnaires qui, nommés par le ministère des finances, lui obéissent aveuglément. Certains d'entre eux ont pris pour habitude de ne respecter ni décrets, ni circulaires, pourvu qu'ils soient d'accord avec le *ministère des finances*. Il ne faudrait pas qu'à travers eux la décentralisation soit mise en échec. Je vais donc proposer pour eux un nouveau statut, afin qu'ils ne puissent plus s'opposer à une décision régulièrement prise par un conseil municipal, général ou régional.

— *Mais responsabilité accrue des élus implique, logiquement, un contrôle accru s'ils commettent des fautes ?*

— Les élus qui ne respecteront pas la loi seront sanctionnés. On peut fort bien confier aux commissaires de la République le pouvoir de saisir une juridiction indépendante du pouvoir exécutif. Cela veut dire que le commissaire de la République devra être informé des décisions prises par les assemblées élues, décisions exécutoires de plein droit dont le commissaire de la République, ni le trésorier payeur général ne pourront plus empêcher l'exécution.

» De plus, les assemblées seront dorénavant à l'abri des contrôles *a priori*. Il faudra, en revanche, systématiser les contrôles *a posteriori*. Et cela de manière complète et tous les ans. Conséquences : je vais proposer d'élargir les compétences de la Cour des comptes, d'accroître ses effectifs. Le commissaire de la République pourra saisir cette juridiction, ou toute autre juridiction indépendante à mettre en place éventuellement, pour obtenir un jugement de sanction si des erreurs ont été commises, si la loi a été violée. Il devra exister des sanctions qui pourront aller jusqu'à la révocation. La démocratie ne saurait être ni le laisser-aller ni la démagogie.

— *A propos des régions, est-il prévu d'élire les conseillers régionaux au suffrage universel ?*

— Chaque chose en son temps. En juillet je présenterai d'abord les textes sur la décentralisation à l'échelon communal et départemental et, si je le peux, un projet de loi sur les régions. Ce sont des créations récentes dont il faudra définir les compétences et les ressources financières.

— *L'Etat devra-t-il transférer aux collectivités décentralisées des ressources nouvelles ?*

— Pour faire la vraie réforme des finances locales, il n'y a pas d'autre solution que d'abroger ce qui existe. Les précédentes réformes ont été un « ratage ». La taxe professionnelle — que M. Chirac a proposée et fait voter malgré notre opposition — ou la taxe d'habitation sont des impôts insupportables et de surcroît d'un mauvais rendement. Tout cela est à supprimer. L'Etat doit transférer certaines de ses ressources aux collectivités locales, comme le font la plupart des pays d'Europe.

» En France, quand on prend le total des recettes fiscales payées par les contribuables à divers titres, on s'aperçoit que la part transférée aux collectivités locales est très inférieure à ce qu'elle est dans les pays modernes voisins. Le système fiscal actuel est tellement critiquable et tellement mal supporté, qu'il ne sera pas difficile de faire admettre par l'opinion, une réforme en profondeur.

— *Mais tout cela ne reste-t-il pas un peu théorique ?*

— Non, les faits sont là, la décentralisation est une nécessité envisagée favorablement par les Français et par les élus.

Un allégement pour les chefs d'entreprise

— *Le gouvernement est-il unanime sur la nécessaire décentralisation ?*

— Oui. De plus, les élus et beaucoup de nos compatriotes en ont assez de la centralisation. Les chefs d'entreprise, par exemple, sont obligés d'aller presque toutes les semaines à Paris pour traiter leurs affaires ou faire avancer leurs dossiers.

— *Une organisation à l'allemande ou fédérale permettrait-elle de mieux résoudre les graves difficultés économiques du moment ?*

— Pour la France, il n'y a pas de modèle étranger. Il faut une création originale adaptée aux besoins des Français. Cela dit, il est souhaitable d'avoir en France, comme c'est le cas en Italie ou en Allemagne fédérale, des capitales régionales authentiques, des centres de décisions dans les domaines administratif, économique, social et culturel, afin que les élus et les chefs d'entreprise ne soient pas obligés d'avoir tout le temps *recours à Paris pour obtenir des* décisions. La décentralisation permet d'aboutir à cela et ainsi, outre la transformation des structures administratives, il est souhaitable d'aboutir à une modification des habitudes économiques qui permettrait un développement nouveau.

» En plus d'investissements lourds, la décentralisation permettra à la France de créer une industrie de fabrication de microprocesseurs, pour développer le secteur de la micro-informatique. Ce type moderne d'industrie peut être réparti sur tout le territoire et permettra de créer des emplois nombreux et durables dans des entreprises de taille moyenne tournées vers l'avenir.

» Et comme l'écrivent dans leur rapport conjoint M. Jean-Jacques Servan-Schreiber et le professeur Seymour Papert du MIT (Institut de technologie du Massachusetts) : *« Ainsi se dessinerait à moyen terme un changement rapide dans la répartition du capital de connaissances, donc de créativité aussi bien entre les nations développées et sous-développées, qu'entre les classes sociales et les individus à l'intérieur d'une même collectivité. Si cette nouvelle vision, qu'autorise l'informatique, se vérifie comme réalisable, elle débouche sur la transformation des rapports de pouvoir économique et politique à l'intérieur des sociétés et entre les nations. »*

— *Les élections des conseils régionaux au suffrage universel impliquent une limitation des mandats. Y êtes-vous favorables ?*

— Oui. D'ailleurs, le parti socialiste a déjà proposé de limiter à deux les mandats : un mandat parlementaire et un mandat local. Mais comme les conseillers régionaux, pour le moment, ne sont pas élus au suffrage universel, ils n'entrent pas dans la catégorie des mandats dont je viens de parler.

— *Faut-il, selon vous, modifier la taille des régions ?*

— Ce serait souhaitable, mais actuellement, ce qui importe en priorité, c'est d'aller jusqu'au bout de la discussion des textes sur la décentralisation. Inutile d'accumuler les difficultés avec un redécoupage des régions ou des départements. De même, ce serait une grave erreur de poser à nouveau le problème de la fusion des communes.

— *Pour terminer, monsieur le ministre, une question très politique. Trop de décentralisation ne risque-t-elle pas de mettre en péril l'unité nationale ?*

— Au contraire. La régionalisation préservera cette unité. Prenons des exemples *concrets* en France. Qui s'élève contre les structures actuelles ? Les Corses, un peu les Occitans, les Bretons et les Alsaciens...

— *Les Basques ?*

— Des Basques, oui ; mais le problème basque est complètement différent, car ils sont plus de trois millions en Espagne et quelques centaines de milliers en France. Si nous donnons à toutes les régions françaises le statut que le parti socialiste propose, la plupart des revendications régionales seront satisfaites. Cela détendra la situation dans les régions concernées. L'enseignement des langues locales créera sur place une plus grande activité intellectuelle, une vie régionale *plus active et une vie nationale* renforcée. Croyez-moi, c'est la centralisation excessive dans laquelle nous vivons que tiennent pour une grande part les conflits actuels.

La politique la plus originale

— Vous avez pu remarquer que le gouvernement de M. Mauroy, sous l'autorité du président de la République, M. Mitterrand, présente cette rare caractéristique : il respecte les engagements pris et cela dans tous les domaines. Il était nécessaire *sans* doute d'augmenter le SMIC, les allocations familiales, l'allocation logement, l'indemnité vieillesse. Il s'agit d'augmentations et de mesures sociales dans des domaines connus. De même en ce qui concerne les nouvelles nationalisations, elles viendront s'ajouter à celles qui existent déjà.

» La nouveauté, la création, la politique originale, différente de tout ce qui a été fait en France dans le passé, ce sera la décentralisation, la régionalisation. Cela mérite donc qu'on y consacre du temps et de la peine. Les habitants de la province deviendront enfin des êtres majeurs et responsables. Les Français, y compris les Parisiens, verront s'ouvrir devant eux des possibilités nouvelles. La France aura plus de chances de devenir une nation moderne, compétitive, capable de soutenir la comparaison et la concurrence avec les Etats les plus avancés.

» Enfin, la *décentralisation* donnera leur véritable signification démocratique à nos institutions, à la tête desquelles se trouve le chef de l'Etat, élu au suffrage universel pour l'ensemble des Françaises et des Français.

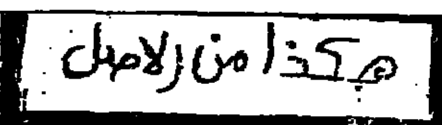
» Ainsi l'équilibre entre le pouvoir central et les collectivités locales d'opinions très diverses sera harmonieusement établi. L'unité nationale sera — juste retour des choses — renforcée par la confiance manifestée à nos compatriotes par le président de la République et le gouvernement. »

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSRICHARD.

● *M. Gaston Defferre*, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a démenti, le samedi 6 juin, devant le conseil municipal de Marseille, l'intention qui lui a été prêtée d'abandonner ses fonctions de maire. *« Il n'en est aucunement question,* a-t-il déclaré. *Bien au contraire, j'espère pouvoir les exercer dans de meilleures conditions encore que dans le passé. Je vous dirai en confidence que, si j'avais à choisir entre un portefeuille ministériel et la mairie de Marseille, je n'aurais pas une seconde d'hésitation : c'est Marseille que je choisirais. »*

(1) La fonction de commissaire de la République n'est pas nouvelle. Créée par une ordonnance prise à Alger le 10 janvier 1944, les commissaires régionaux de la République *« constituent un corps administratif provisoire dont les membres sont révocables « ad nutum »... Ils sont chargés essentiellement, sous réserve des pouvoirs dévolus à l'autorité militaire, de prendre toutes mesures propres à assurer la sécurité des armées françaises et alliées, à pourvoir à l'administration du territoire, à rétablir la légalité républicaine et à satisfaire aux besoins de la population »*.

A la fin du mois de mai 1968, au cœur des « événements », le général de Gaulle, président de la République, avait prononcé une allocution dans laquelle il demandait notamment que les préfets deviennent ou redeviennent commissaires de la République... (*le Monde* du 1er juin 1968). —



et la décentralisation

LES PRÉFETS DANS LE CHANGEMENT

Le conseil des ministres du 3 juin a nommé trois préfets. Ce fut le premier mouvement préfectoral depuis l'installation de M. François Mitterrand à l'Elysée. Il a surpris par son caractère restreint puisque deux postes de préfet de département (Meurthe-et-Moselle et Ain) et deux postes de préfet de région (Ile-de-France et Languedoc-Roussillon) ont été laissés vacants. Au lendemain de la victoire du candidat socialiste, certains s'attendaient à des changements plus radicaux. Le corps préfectoral lui-même, s'il conserva une attitude en apparence impassible, fut agité de vives inquiétudes, et nombreux furent les préfets qui furent tentés d'arracher, tant qu'il en était encore temps, des « mises en congé spécial » leur permettant de conserver pendant un certain temps leur traitement.

Quand, le vendredi 29 mai, le premier ministre, M. Pierre Mauroy, et le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, M. Gaston Defferre, réunirent l'ensemble des préfets du pays, ils les prirent donc à contre-pied : pas question de « chasse aux sorcières », mais un rappel des devoirs de leur charge : il leur faudra montrer, notamment au cours des prochaines élections législatives, qu'ils traitent sur un pied d'égalité nouvelle majorité et nouvelle opposition.

Cela pour l'immédiat ; pour l'avenir, les préfets savent maintenant que les promesses du nouveau président de la République seront tenues. Ils vont perdre une grande partie de leur pouvoir qui tenait autant à leur prestige de représentant de l'Etat qu'à leur rôle d'« exécutif » des assemblées régionales et départementales.

Les plus anciens du corps préfectoral vont devoir s'habituer non pas à un changement mais à une révolution ; les plus jeunes vont devoir suivre une carrière bien différente de celle qu'ils avaient choisie. Changement aussi dans la vie quotidienne. Aspect non négligeable : la loi prévoit que les départements doivent fournir aux préfets et aux sous-préfets logement et frais de représentation. Partout, ils le font sans lésiner : le plus bel hôtel de la ville est pour eux ; ni le personnel de service ni les voitures ne leur sont mesurés. Du jour où les préfets ne seront plus au service des départements mais au seul service de l'Etat, les conseils généraux n'auront plus de raison de les traiter aussi généreusement, et l'on sait que l'Etat a l'habitude d'être plus pingre avec ses collaborateurs.

Voilà quelques-unes des questions qu'apporte le « changement » parmi ces hauts fonctionnaires, piliers traditionnels de l'Etat. Nous sommes allés voir sur place comment l'un d'eux réagissait.

DANS LE CALVADOS

A Caen, avec un homme de terrain

De notre envoyé spécial

Caen. — *« Je suis au service de l'Etat et de la République. »* Depuis plus de trente-sept ans M. Paul-Louis-Juste Feuilloley est resté fidèle à cette ligne de conduite. Exactement depuis le 1er décembre 1944 quand il est devenu chef de cabinet du préfet de la Vienne, après avoir passé avec succès le concours que le régime de Vichy venait d'organiser pour réduire le « piston » qui seul jusqu'alors présidait au choix des collaborateurs des préfets. Bienheureux concours qui a permis à cet instituteur normand, qui avait mis à profit son temps libre pour devenir docteur en droit et en sciences politiques, d'endosser pour ne plus le quitter l'uniforme chamarré de feuilles de chêne, symbole de la pérennité de l'Etat et de la puissance de ses représentants.

Autant dire que préfet de Basse-Normandie, préfet du Calvados depuis avril 1978, il s'est sans trop de difficultés — *au moins apparentes* — adapté à l'après-10 mai 1981. *Il sera — nul n'en doute — un fidèle serviteur du nouveau président de la République et de son gouvernement, comme il l'a été de leurs prédécesseurs.*

M. Feuilloley est — il est vrai — une espèce rare dans la race des préfets de la Ve République : non seulement il n'a pas fait l'ENA, mais jamais il n'a appartenu à un cabinet ministériel. Sa carrière, il l'a menée aux quatre coins de la France de sous-préfecture en préfecture au gré des volontés des gouvernements successifs. Et si plusieurs fois il s'est approché de Paris pour administrer la banlieue, il s'est toujours tenu éloigné de ces postes dans les bureaux ministériels où tant de ses confrères ont pensé qu'il était bon de faire un petit tour... près du Bon Dieu.

Le préfet Feuilloley préfère être « sur le terrain ». Vraiment sur le terrain. Jamais de mémoire de Normand on n'avait autant vu la voiture préfectorale sillonner rues, routes et chemins creux. Les photographes de la presse régionale ont pu s'en donner à cœur joie. Revêtu du « bleu » et du casque traditionnel, le préfet est descendu au fond de la dernière mine de fer de la région. Protégé par des cuissardes, il a été se pencher sur les écloseries de homards. Il a tour à tour enfilé la blouse de l'atomiste pour visiter l'usine de retraitement des déchets atomiques de La Hague, et celle du boucher pour découvrir un gros abattoir. Grimper dans la nacelle d'un ballon pour survoler le château de Balleroy, dans le Bessin, ne lui a pas fait peur, lui qui a tenu à découvrir « sa » région du haut d'un hélicoptère et du large en longeant la côte dans une vedette.

Il n'y a guère de ville, de bourg ou de village qui ne l'ait vu arpenter les rues, sa haute silhouette dominant un cortège de notables et de fonctionnaires empressés. Toutes les occasions ont été bonnes. Jamais les organisateurs de cérémonies, de congrès, de réunions, de banquets n'ont été à telle fête. Eux qui souvent n'invitaient « le préfet » que par courtoisie étaient tout surpris de recevoir une réponse positive.

M. Paul Feuilloley n'est jamais aussi heureux que lorsqu'il préside une réunion cantonale. Les maires ruraux lui expliquent leurs difficultés, lui soumettent les dossiers en instance. Les directeurs départementaux sont priés d'en prendre bonne note, de justifier leurs décisions et de répondre « très vite » aux questions posées et sans faux-fuyants. Gare à eux s'ils ne respectent pas les engagements pris. Partout, le préfet se fait expliquer les choses avec les mots les plus simples, et d'un revers de main repousse le langage hermétique des technocrates.

Au ras des pâquerettes

Un tel comportement n'a pu que surprendre. Cette sorte d'intelligence pragmatique, « au ras des pâquerettes », n'est pas toujours appréciée à notre époque. *« Il ne comprend rien »,* ont commencé par dire les esprits forts. Mais bien vite il a fallu se rendre à l'évidence : « la méthode Feuilloley » avait du bon. Non seulement les maires l'appréciaient, mais le préfet réglait ainsi de nombreux dossiers sur lesquels ses prédécesseurs s'étaient cassé les dents. Ainsi, la brucellose, cette maladie du bétail qui depuis toujours offre aux conseillers généraux l'occasion de leurs plus belles envolées, commence à régresser. La baie des Veys, ce morceau de côte devant Isigny, si pollué que les mythiliculteurs ne pouvaient commercialiser directement leurs moules, a pu être en partie reclassée en zone salubre. A force d'« enquiquiner » les uns et les autres, M. Feuilloley a réussi là où tant d'autres avaient échoué.

Le verger cidricole disparaissait petit à petit des campagnes normandes. Chacun le regrettait, mais n'y pouvait mais... le préfet, lui, a renversé une tendance qui paraissait irréversible. Et puisque le Lion's Club et aussi le Rotary l'invitaient si gentiment à leurs soirées en smoking, il les a mis au pied du mur : *« Vous parlez de social, j'ai un problème de nomades que je n'arrive pas à régler seul, il faut m'aider. »* Administration et élus ont dû travailler au coude à coude avec eux. De nouveaux logements ont été trouvés ; le terrain « sauvage » a été équipé.

Pas de samedi et de dimanche pour un tel préfet... ni pour ses collaborateurs qu'il épuise au travail. A la préfecture, on aime bien celui que respectueusement on surnomme Papy, même si parfois on souhaiterait souffler un peu et retrouver une vie plus paisible.

Le gouvernement de M. Barre a décidé de maintenir en fonctions M. Feuilloley alors que celui-ci, le 1er mai 1981, fêtait ses soixante-cinq ans. Et la défaite de M. Giscard d'Estaing, le 10 mai, ne l'a même pas conduit à marquer une pause. Dès le surlendemain — à la grande surprise de ses collaborateurs, — il présidait la traditionnelle réunion mensuelle de comité pour l'emploi, comme si de rien n'était. Il est vrai que lorsque l'on a vu son bureau « pris d'assaut » par le préfet de la Libération et que l'on a dû amener le pavillon français sur sa préfecture algérienne un certain jour de 1962, le « changement » ne saurait vous surprendre. M. Feuilloley aime aussi à rappeler qu'il était sous-préfet des Andelys quand le grand homme du département était un certain Pierre Mendès France et qu'il a su travailler avec les socialistes du Var, alors même qu'il fallait les habituer à ce que la préfecture quitte leur fief de Draguignan.

M. Feuilloley n'est pas un « préfet politique » au sens habituellement donné à cette expression. S'il n'a jamais mis sous le boisseau — bien au contraire — son rôle de représentant du gouvernement, il n'en a pas pour autant considéré qu'il devait systématiquement contrer les initiatives des élus de l'opposition. Tenir une réunion dans une mairie communiste ne l'effraie pas et sa porte est toujours ouverte à tous. Question de doigté peut-être, mais ses rapports personnels avec les membres de l'ancienne opposition ont toujours été bons. Même si — évidemment — les « amis » du gouvernement bénéficiaient d'une écoute particulièrement attentive.

Comment faire autrement quand on a dans son département deux anciens ministres, MM. Stirn et d'Ornano, et que l'un d'eux, président du conseil général de surcroît, est un intime du président de la République. Impossible d'éviter que les membres du gouvernement ne considèrent que le représentant de celui-ci doit être aussi au service de leurs intérêts politiques locaux... Il faut être « fidèle »... même si tout d'un coup il faut l'être aussi avec le leader de l'opposition devenu ministre, M. Louis Mexandeau, par exemple, député du Calvados, et qui vient de prendre en charge les P.T.T. dans le gouvernement de M. Pierre Mauroy.

THIERRY BRÉHIER.

Au « Club de la presse » d'Europe 1

M. MAUROY : il appartiendra au P.C. de dire la voie qu'il entendra suivre selon les résultats du scrutin

M. Pierre Mauroy, qui était, lundi soir 8 juin, à Lille, l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, a réaffirmé qu'il appartiendra, d'abord, aux électeurs de « trancher » la question de la participation éventuelle des communistes au gouvernement et, ensuite, au P.C. lui-même de dire, compte tenu des résultats du scrutin, « la voie qu'il entendra suivre ». Le premier ministre a exclu, en revanche, la participation de centristes au gouvernement, estimant qu'« on peut difficilement avoir souhaité un autre président de la République et une autre politique puis se retrouver au gouvernement ».

M. Mauroy devait présider, mardi matin 9 juin, un comité interministériel préparatoire au prochain conseil des ministres puis poursuivre ses consultations syndicales en recevant, à 11 heures, les dirigeants des organisations agricoles et, à 12 heures, une délégation de l'Union nationale des associations familiales. — A. R.

Interrogé, à propos du raid israélien en Irak (lire page 4), sur la politique que son gouvernement suivra en matière de ventes d'armes, M. Mauroy a notamment déclaré : « *C'est la volonté de la France de moraliser ses ventes d'armes. Pour autant, nous ne voulons pas ne pas respecter les engagements qui ont été pris au nom de la France (...) Je dois d'ailleurs dire que l'initiative qui a été prise récemment par le président de la République, lors de la présentation des avions au Bourget, demandant qu'ils soient désarmés, était certes un geste symbolique mais qui était bien en harmonie avec la politique qu'entend suivre le gouvernement. (...) Quant à la sagesse à avoir sur le plan de l'économie, nous l'avons. La raison essentielle pour laquelle nous ne pouvons pas immédiatement abandonner la fabrication des armes, c'est la volonté de respecter nos contrats, mais c'est aussi la volonté de ne pas mettre en difficulté un certain nombre d'entreprises françaises. Il y a là des problèmes de conversion qui sont toujours délicats, que nous devons conduire avant même d'arrêter les fabrications. Par conséquent, sur ce plan-là, nous essayons d'allier la sagesse économique à la morale politique.* »

« Les temps nouveaux »

Justifiant, à nouveau, les premières mesures socbiales prises par le gouvernement, le premier ministre a insisté sur sa volonté de réduire à trente-cinq heures la durée hebdomadaire de travail : « *Cette question est véritablement au centre de notre politique (...). Nous savons que cette mesure ne peut pas s'improviser, mais c'est véritablement la préparation des temps nouveaux. Et ne pas accepter cette préparation de temps nouveaux, c'est, manifestement, subir la mutation technique et industrielle comme on a subi la première, celle de la machine à vapeur, c'est-à-dire dans les pires conditions pour les travailleurs, pour les salariés, pour tous ceux qui subissent la machine et son évolution (...). C'est pourquoi ce gouvernement a un ministère du temps libre, que M. Chirac appelle le ministère du temps perdu. Mais c'est que M. Chirac ne comprend pas ces évolutions ; il se met dans la même situation que ceux qui, en 1936, osaient dire que donner quinze jours de congés payés aux ouvriers, c'était leur donner quinze jours de paresse et quinze jours de bistrot. Les bourgeois d'alors n'ont pas compris, et M. Chirac n'a pas compris cette évolution vers des temps nouveaux, qui est indispensable sur le plan économique, sur le plan social et sur le plan culturel.* »

A propos du projet de loi de décentralisation et de régionalisation qu'il se propose de soumettre rapidement à l'examen de l'Assemblée nationale, M. Mauroy a précisé que ce texte préconisera l'élection au « *suffrage universel et à la proportionnelle* » des assemblées régionales.

« Une goutte d'eau »

En réponse à une question sur le droit d'asile politique, M. Mauroy a affirmé que la France, « *qui est une terre d'asile pour tous ceux qui sont proscrits, pour tous ceux qui sont des condamnés politiques, doit rester (...) fidèle à son histoire et fidèle à son message* ». (Lire, page 7, les déclarations du premier ministre sur la demande d'extradition par l'Espagne d'un militant basque.)

Evoquant l'accord de désistement conclu entre le P.S. et le P.C., le premier ministre a déclaré : « *Les communistes, pendant un peu plus de deux ans, ont apporté beaucoup de soin à nous montrer les divergences qu'il pouvait y avoir entre eux et les socialistes. Ces divergences ont été telles qu'il n'est pas possible de les réduire du jour au lendemain, même lorsqu'une formation politique prend en compte les résultats du 10 mai (...). Compte tenu de ce que les Français décideront* [aux élections législatives], *il appartiendra au parti communiste de savoir exactement la voie qu'il entendra suivre. Je crois que c'est à lui d'apporter la réponse. Il appartient aux Français de trancher, il appartient au parti communiste d'apporter la réponse et il nous appartient, à nous, d'une certaine manière, de la sanctionner (...). Les options et les orientations du gouvernement sont connues ; nous n'avons pas à les négocier puisque François Mitterrand (...) a été élu sur celles-ci. D'une certaine manière, ceux qui ont voté pour lui savent bien que c'était la prise en considération de ces options et de ces orientations (...). Le problème qui se posera lors des élections législatives, c'est ce que les Français vont infirmer ou, au contraire, confirmer, comme je le pense et comme je le souhaite. Par conséquent, les choses sont claires (...). La grande question pour le parti communiste est de savoir exactement où il va se situer au lendemain du scrutin.* »

Interrogé sur l'éventualité de la participation de centristes au gouvernement après les législatives, M. Mauroy a répondu : « *Tous ceux qui se sont rassemblés pour approuver les options du président de la République ont vocation à être au gouvernement ; tous ceux qui les ont combattues n'ont pas cette même vocation. (...) On peut difficilement avoir souhaité un autre président de la République, avoir souhaité une autre politique, puis se retrouver au gouvernement.* »

Enfin, rappelant les décisions prises par le gouvernement pour rétablir la situation du franc et évoquant les déclarations faites à ce sujet par M. Chirac, le premier ministre a indiqué : « *Depuis que nous avons la gestion, le franc se maintient et j'affirme que ce qui est sorti de la Banque de France, c'est une goutte d'eau par rapport à ce qui en est sorti auparavant* (avant l'installation du nouveau gouvernement). *M. Chirac le sait bien, d'ailleurs, si bien que je ne comprends pas comment (...) il peut émettre des contrevérités qui sont aussi contraires à l'intérêt bien compris de la France.* »

L'anniversaire du 18 juin

M. MITTERRAND AU MONT-VALÉRIEN

Les cérémonies commémoratives de l'Appel lancé, il y a quarante et un ans, par le général de Gaulle sur les ondes de la B.B.C., auront lieu le jeudi 18 juin :

● *A l'Arc de triomphe de l'Etoile*, à 18 heures, sous la présidence de M. Jean Laurain, ministre des anciens combattants, la flamme sera ranimée par l'Association des Français libres et d'autres associations.

● *Au Mont-Valérien*, à 19 heures, en présence de M. François Mitterrand, président de la République et des membres du gouvernement, une cérémonie aura lieu devant le Mémorial de la France combattante (1). Le général d'armée Jean Simon, chancelier de l'ordre de la Libération, ranimera la flamme avec le glaive que lui aura présenté un compagnon de la Libération.

(1) Un service gratuit d'autobus R.A.T.P. est organisé par l'Ordre de la Libération. Il assurera le transport des invités munis de cartes, de la sortie droite du métro du Pont-de-Neuilly jusqu'au Mont-Valérien, et, au retour, départ du Pont-de-Neuilly toutes les cinq minutes, de 16 h. 30 à 18 h. 30, et au retour, de 19 h. 45 à 20 h. 45.

LA FASTI RÉCLAME LE DROIT DE VOTE ET D'ÉLIGIBILITÉ POUR LES IMMIGRÉS

La Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), réunie pour son huitième congrès du 6 au 8 juin à Carignan (Gironde) a demandé le droit de vote et d'éligibilité pour les immigrés, ainsi que le droit d'association.

La FASTI, qui fédère environ cent cinquante associations locales de solidarité — au total cinq mille militants français et étrangers — se réjouit du « *changement politique du 10 mai* » et considère comme « *un bon départ* » la suspension des expulsions. Mais elle souhaite en outre l'abrogation de « *toutes les lois répressives et discriminatoires* », la « *régularisation de tous les sans-papiers* », la délivrance aux immigrés d'une carte d'identité « *equivalente à celle des Français* », et pour les enfants des immigrés la « *double nationalité* ».

M. MICHEL JOBERT A PRÉSIDÉ L'ANNIVERSAIRE DU DÉBARQUEMENT

Les cérémonies organisées à Ouistreham (Calvados) pour marquer le trente-septième anniversaire du débarquement, le 6 juin 1944, ont été présidées par M. Michel Jobert, ministre d'Etat chargé du commerce extérieur. Evoquant le souvenir de « *tous ceux qui, dans leur éternelle jeunesse, vinrent au secours de la France* », M. Jobert a invité l'assistance à réfléchir « *sur les causes de ce conflit qu'on a vu monter dans notre jeunesse et qu'on a été impuissant à endiguer* ».

En présence de M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., qui participait à la cérémonie, le ministre d'Etat a également rappelé qu'avant ce 6 juin 1944, il y avait eu le 18 juin 1940, « *souvenir commun à tous les Français, point de repère pour chaque conscience, chaque espérance* ».

Ce trente-septième anniversaire du débarquement allié en Normandie a été célébré officiellement cette année en secteur anglais et il a été l'occasion de rappeler plus particulièrement les exploits de la sixième division aéroportée britannique qui avait reçu pour misison, dans la nuit du 5 au 6 juin, de créer une tête de pont près de Ouistreham afin de couvrir tout le plan est de la zone de débarquement.

● *Un comité universitaire de soutien aux candidats de l'U.N.M.* s'est constitué. Selon ses promoteurs, il rassemble six cents professeurs d'université. Ce comité appelle à voter pour les candidats de l'U.N.M. « *qui seuls peuvent sauvegarder la liberté et la prospérité de la France* » et « *éviter que notre pays ne subisse le sort des autres pays qui ont fait l'expérience socialiste* ».

● *L'Association des écrivains bretons*, qui regroupe, sous la présidence de M. Yann Brekilien, cent vingt-neuf auteurs de toutes opinions, réaffirme, « *au moment où l'espoir apparait enfin de voir la France s'orienter dans la voie de la décentralisation régionale qui, à l'heure actuelle, est seule en mesure d'assurer une véritable démocratie* », son vœu « *en faveur de la réunion des cinq départements bretons au sein d'une même région administrative* ». Elle demande ainsi le rattachement de la Loire-Atlantique à la région Bretagne.

LA C.G.C. : la nationalisation de Dassault-Breguet serait synonyme de régression.

« Une nationalisation serait synonyme de régression ou, au mieux, de stagnation », conclut le syndicat C.G.C. du groupe privé Dassault-Breguet dans un document diffusé, lundi 8 juin, au Salon international de l'aéronautique et de l'espace du Bourget. Dans une étude d'une douzaine de pages la C.G.C. considère que « l'évolution récente des secteurs nationalisés montre que, devant la mondialisation des marchés et la concurrence de plus en plus dure qui s'établit, la gestion des secteurs nationalisés est de moinns en moins « service public » et de plus en plus capitaliste. Cette contradiction avec les buts mêmes de la nationalisation a conduit certains pays à dénationaliser des secteurs entiers ».

« Il est important de noter cependant qu'à moins d'accepter les analyses du marxisme-léninisme la nationalisation ne peut se justifier que lorsque aucun autre moyen de contrôle ne peut être trouvé par l'Etat », observe la C.G.C.

Or, estime la C.G.C., qui rappelle que l'Etat possède déjà 20 % du capital de *Dassault-Breguet* et que la société dépend techniquement, économiqement et commercialement des interventions publiques, « le sort de notre entreprise est en fait, et souvent en droit, déjà sous le contrôle de l'Etat ».

LA C.F.D.T. : engager la mobilisation pour des droits nouveaux.

La commission exécutive de la C.F.D.T., dans une déclaration du 5 juin, précise sa position sur les élections législatives. Il faut, dit-elle, « *dès maintenant engager la mobilisation pour la conquête de droits nouveaux* » et intensifier l'action syndicale sur les salaires et la durée du travail. « *Le changement ne pourra venir seulement d'en haut* ».

Tout en invitant les salariés à élire une assemblée qui « *mette en œuvre* » la politique inaugurée par le nouveau gouvernement, la C.F.D.T. souligne que le patronat « *est résolu à s'opposer aux transformations pour lesquelles luttent les travailleurs. (...) Dès aujourd'hui, il faut agir dans chaque entreprise et localité pour que le nouveau SMIC soit réellement appliqué partout* [et] *imposer des négociations sur les répercussions de son augmentation dans chaque grille de salaire en les limitant à deux fois sa valeur (soit 5 800 F).* »

CORRESPONDANCE

Une lettre de Me Isorni

Me Jacques Isorni nous écrit :

Chargé par le maréchal Pétain, dans sa prison de l'île d'Yeu, de poursuivre jusqu'au bout, soutenu par l'immense majorité du peuple français, qui n'a pas oublié, la révision de la condamnation prononcée par la Haute Cour le 15 août 1945 pour trahison, mais démuni de moyens, j'adresse à tous les électeurs qui ont encore le souci de la justice un pressant appel.

Je leur demande, au cours de la campagne électorale qui s'ouvre, d'intervenir auprès de tous les candidats qui sollicitent leurs suffrages, soit par lettre, soit par leur participation aux réunions publiques, afin qu'ils prennent un engagement sur ce grave problème.

Pour s'opposer à la révision, tous les gardes des sceaux, de René Pleven (1972) à Alain Peyrefitte (1981), ont délibérément violé la loi (art. 622 du code de procédure pénale). Ils ont déclaré en effet irrecevable la demande du vainqueur de Verdun en révision de son procès, et entendent laisser à l'histoire le soin de réviser la condamnation ! Ils violent ainsi un des droits de l'homme les plus sacrés : le droit à la justice.

La révision de la condamnation par les voies ordinaires de la justice, telles qu'elles sont inscrites dans les codes, est nécessaire à l'unité de la France.

L'appel de M. le président de la République en faveur du rassemblement de tous les Français ne peut prendre une autre signification.

Libres opinions

Une affaire capitale

par HENRI FISZBIN (*)

L'ORIENTATION politique du parti communiste français pour l'élection présidentielle a conduit beaucoup de militants — j'étais du nombre — à ne pas s'engager personnellement dans la bataille. Il n'est donc pas superflu que j'exprime aujourd'hui ma position : j'appelle à voter et à faire voter pour les candidats du P.C.F. aux élections législatives. J'approuve, en effet, sans réserve l'objectif que celui-ci se fixe actuellement : rassembler l'ensemble de son électorat et contribuer par l'élection de nombreux députés communistes à la constitution d'une solide majorité de gauche. J'entends participer pleinement à sa réalisation.

L'élection de François Mitterrand a débloqué la situation. De grands espoirs sont nés, mais rien n'est encore définitivement acquis. La gauche au pouvoir se heurtera obligatoirement aux difficultés que la crise et la contre-offensive prévisible, en France et à l'étranger, des grands intérêts privés, ne manqueront pas de créer. Elle devra conduire le changement en évitant de s'engluer dans une dérive de type social-démocrate, tout en se refusant aux surenchères et au volontarisme désagrégateur.

L'existence d'une gauche pluraliste forte et unie est une condition majeure pour le succès de l'expérience dans laquelle est engagé notre pays. La réalisation des transformations sociales et démocratiques voulues par la majorité des Français exige, au côté d'un P.S. devenu majoritaire, un P.C.F. puissant, pleinement impliqué, présent à tous les niveaux de responsabilité et au gouvernement du pays. Le parti communiste a vocation, en effet, à faire bénéficier l'œuvre transformatrice commune de sa capacité d'impulsion, de proposition et de mobilisation populaire.

Une telle perspective corerspond, n'en doutons pas, aux aspirations de tous les communistes, quelles que soient, par ailleurs, leurs différences d'appréciation sur tel ou tel problème. Elle répond aussi, je le crois, aux désirs de tous les électeurs communistes, qu'ils aient ou non voté pour le candidat communiste en avril dernier. Il est donc possible de regagner leur confiance à tous.

On ne doit cependant pas se masquer la difficulté de la tâche. L'élection présidentielle a montré que la crise qui affecte le P.C.F. depuis 1977, loin d'être un phénomène purement intérieur, touche de la même manière et pour les mêmes raisons son électorat.

Le parti communiste s'est placé dans une situation paradoxale : des objectifs essentiels fixés par la stratégie de ses vingt-deuxième et vingt-troisième congrès ont été atteints sans que le parti y joue un rôle moteur ; il se trouve aujourd'hui en difficulté pour assumer avec dynamisme et initiative ses responsabilités. La crédibilité du P.C.F. est atteinte. Il faut tout faire pour la retrouver en montrant par la parole et les actes que les leçons nécessaires ont été tirées et l'effort de redressement engagé.

Faire confiance aux travailleurs et aux communistes est la condition nécessaire pour que les difficultés actuelles du parti communiste soient surmontées. Le courage politique, la rigueur, la capacité à procéder aux mises à jour nécessaires sont attendus de lui. En manifestant clairement son identité et en faisant valoir son apport spécifique de parti révolutionnaire, le parti communiste peut créer les conditions pour que l'appel à voter communiste soit entendu et massivement suivi. C'est une affaire capitale.

(*) Conseiller (P.C.) de Paris, président de Rencontres communistes.

SIX CENTS INTELLECTUELS APPELLENT A VOTER COMMUNISTE

L'Humanité publie, mardi 9 juin, un appel de six cents intellectuels à voter communiste le 14 juin. *Le vote communiste*, indique cet texte, donnera « *tout son sens à l'union de la gauche et toutes ses chances au changement réel* ». Cet appel est signé de personnalités telles que Aragon, Isabelle Aubret, Diego Masson et Albert Soboul, de membres et de collaborateurs du comité central du P.C.F., mais aussi de quatre fondateurs de Rencontres communistes, que préside M. Henri Fiszbin : MM. *Maurice Goldring* universitaire, François Hincker, ancien membre du comité central, Eddy Kenig, ancien membre du secrétariat de la fédération communiste de Paris, et Jean-Pierre Marchand, réalisateur de télévision.

PLUS D'ASSOCIATION ANTENNE 2 - EUROPE 1 POUR LES DEUX SOIRÉES DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Antenne 2 et Europe 1, qui avaient associé leurs rédactions pour les soirées de l'élection présidentielle du 26 avril et du 10 mai, reprendront leur indépendance pour les deux soirées des élections législatives, les dimanche 14 et 21 juin. Au cours d'une assemblée générale qui s'est réunie le 12 mai dernier, une majorité de rédacteurs d'Europe 1 ont souhaité que l'accord avec Antenne 2 ne soit pas renouvelé, afin de retrouver le pluralisme de l'information. On avance la même raison à Antenne 2.

M. LOUIS LEMOINE DIRECTEUR ADJOINT DU CABINET DE Mme CRESSON

M. Louis Lemoine, ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts, a été nommé directeur adjoint du cabinet de Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture. Le cabinet est encore complété par Mme Françoise Fournié, MM. Michel Drouet, *Jean-Louis Porry* et *Jacques* Sturm, conseillers techniques, et par Mme Dominique Danic-Careil, attachée de presse.

[Agé de quarante-cinq ans, polytechnicien et IGREF, M. Louis Lemoine fut ingénieur à Grenoble de 1962 à 1969, chef du service technique du Comité centrafricain d'étude hydraulique de Ouagadougou jusqu'en 1972, directeur à la Société pour la mise en valeur de la Corse jusqu'en 1974, directeur général des services techniques de la ville de Grenoble jusqu'en juin 1977, puis directeur départemental de l'agriculture de l'Isère.]

● *Au cabinet de M. Maurice Faure*, ministre de la justice, M. Jean-Marc Sauvé, *auditeur au* Conseil d'Etat, est nommé conseiller technique.

LA CAMPAGNE OFFICIELLE

MARDI 9 JUIN

— France-Inter, TF 1, Antenne 2 et FR. 3 : *M. Alain Madelin* (U.D.F.), treize minutes.; *M. Paul Laurent* (P.C.), sept minutes : *Mme Véronique Neiertz* et *M. Paul Quilès (P.S.)*, six minutes ; *M. Jean-Marie Le Pen* (Rassemblement pour les libertés et la *patrie*), *sept minutes*.

MERCREDI 10 JUIN

— France Iner, TF 1, entenne 2 et FR 3 : P.S., treize minutes, R.P.R., treize minutes, Lutte ouvrière, espt minutes.

Tribunes et débats

MARDI 9 JUIN

— *M. Jean Lecanuet*, président de l'U.D.F., est reçu à l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h. 10.

— *MM. Edgar Faure*, ancien président de l'Assemblée nationale et *Jean-Pierre Chevènement*, ministre de la recherche et de la technologie, sont reçus en direct de Belfort sur Europe 1 à 19 h. 15.

— *M. Lionel Jospin*, premier secrétaire du P.S., *est l'invité du* « Grand Jury » sur R.T.L., à 20 h. 30.

— *M. Claude Cheysson*, ministre des relations extérieures, est l'invité du journal de 18 heures sur R.T.L.

— *M. Michel Pinton*, délégué général de l'U.D.F., est reçu à l'émission « Concret » sur R.M.C. à 19 heures.

MERCREDI 10 JUIN

— *Mme Huguette Bouchardeau* (P.S.U.), *MM. Michel Durafour* (P.R.) et *Paul Chomat* (P.C.), candidats dans la circonscription de Saint-Etienne, sont invités à l'émission « Points chauds » sur R.M.C., à 8 h. 30.

— *M. Lionel Jospin*, premier secrétaire, du P.S. participe au « Face au public », sur France-Inter, à 19 h. 10.

— *Mme Catherine Lalumière*, secrétaire d'Etat à la fonction publique et aux réformes administratives, et *M. Jean-Pierre Fourcade*, président des clubs Perspectives et Réalités, sont invités, en direct de Bordeaux, sur Europe 1, à 19 h. 15.

— *M. Paul Laurent*, membre du *secrétariat du comité central du* P.C., participe au « Grand Jury » sur R.T.L., à 20 h. 30.

Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

LES MIRAGES GRAVITATIONNELS

Quand les astronomes voient double

A l'instar de nombreuses sciences, l'astronomie doit une partie de ses découvertes aux hasards de l'observation plus qu'à la théorie. Ainsi en a-t-il été, par exemple, de la découverte de ces puissantes bouffées de rayonnements — les sursauts gamma — qui nous parviennent du fond de l'espace.

Il est en revanche des découvertes qui doivent plus à la théorie et pour lesquelles l'explication des phénomènes précède, parfois de longue date, leur observation. C'est le cas de la découverte, *fortuite* certes, mais prévue par les calculs, du fameux rayonnement à 3 °K, reste fossile de l'explosion gigantesque (« big bang ») qui aurait donné naissance à l'univers. De même, ce n'est qu'il y a peu que des astronomes ont pu prouver que les mirages gravitationnels existaient en montrant que deux quasars connus, sur lesquels ils travaillaient pour de toutes autres raisons, étaient en fait l'image d'un même objet que la nature, par un caprice singulier, faisait voir double aux astronomes.

IL a suffi d'une campagne d'observation astronomique parmi tant d'autres pour démontrer enfin l'existence d'un phénomène décrit par la théorie depuis plus de quarante ans : les mirages gravitationnels. Certes, le hasard a bien fait les choses. Comment d'ailleurs MM. Denis Walsh, de l'observatoire de radio-astronomie de Jodrell-Bank (Grande-Bretagne), Robert Carswell, de l'université de Cambridge (Grande-Bretagne), et Ray Weymann, de l'université de l'Arizona (Etats-Unis), auraient-ils pu un instant imaginer qu'ils allaient mettre en évidence la réalité de ce concept quelque peu oublié ? Comment auraient-ils pu croire que les deux quasars (1) qu'ils observaient étaient en fait la double image d'un même objet ?

Un instant étonnée, voire sceptique vis-à-vis des résultats obtenus par les trois chercheurs, la communauté scientifique paraît, dans sa grande majorité, avoir accepté aujourd'hui leurs conclusions : les quasars jumeaux répondant au nom peu poétique de 0957 + 561 A et B sont bien le premier mirage gravitationnel que l'on ait jamais observé. Une simple illusion d'optique. Un singulier caprice de la nature qui, à l'image de ce que font certaines lentilles, déforme et travestit la réalité. De tels mirages sont bien connus des spécialistes de l'optique, qui les reproduisent à loisir avec des lentilles de verre convenablement taillées.

Dans l'univers, en revanche, le problème, bien qu'analogue, fait appel à une physique plus complexe et aux thèses de la relativité générale. Celle-ci postule en effet que le champ gravitationnel (champ d'attraction) d'un objet massif, qu'il soit étoile ou galaxie, modifie la trajectoire des rayons lumineux qui passent à son voisinage immédiat. Cette déflexion, indépendante de la longueur d'onde de la lumière, est faible et réclame pour être observable des masses... astronomiques. Ainsi les photons émis par une source lumineuse suffisamment intense pour être observée depuis la Terre — étoile, quasar, etc. — suivent-ils à ce moment-là une trajectoire courbe au lieu de rester sur une trajectoire rectiligne.

Einstein et les autres

Au *début du siècle*, Albert Einstein a établi les *fondements* théoriques de ce phénomène, dont l'astronome britannique Arthur Eddington démontra en 1919 la réalité à l'occasion d'une éclipse totale du Soleil. Comme l'exprime la théorie, il nota alors que la lumière de l'étoile qu'il observe juste avant son occultation par le disque solaire semble provenir d'un point du ciel différent de celui qu'occupe réellement l'astre étudié.

Toutefois, dans le cas où la masse *déflectrice* est de faible dimension angulaire — c'est-à-dire suffisamment éloignée de nous pour paraître petite, — l'observateur peut alors voir deux faisceaux lumineux et, par voie de conséquence, deux images de l'astre qu'il observe. Ce phénomène de *mirage* gravitationnel, où le corps déflecteur prend le nom de lentille gravitationnelle (2), Eddington, sans qu'il soit possible de réellement l'affirmer, semble l'avoir suggéré. Doit-on réellement lui en accorder la paternité ? Peu importe. Toujours est-il qu'Einstein a travaillé en 1937 sur le sujet, tout comme un astronome français de l'Institut d'astrophysique de Paris, François Link, à qui l'on doit une théorie presque complète des phénomènes observables.

Parallèlement à ces études, l'Américain *Fritz Zwicky* aura le premier l'idée de transporter ces thèses au domaine extragalactique en imaginant le cas où la lentille gravitationnelle déflectrice n'est plus une étoile mais un ensemble d'étoiles, une galaxie. Forts de ces travaux, certains expérimentateurs ont tenté en vain de découvrir ce « merle blanc » que sont les mirages gravitationnels. Einstein avait estimé que les chances réelles de les observer étaient négligeables. En dépit de cet avertissement pessimiste, comment les astronomes de l'époque auraient-ils pu y parvenir, faute de disposer de moyens d'observation performants ? Même aujourd'hui, les astronomes évaluent leurs chances d'observer ces mirages à 1 % seulement. De plus, les quasars, ces objets extrêmement brillants qui diffusent depuis les confins de l'univers des torrents d'énergie, n'avaient pas encore été découverts.

De ce point de vue, 0957 + 561 A et B, les quasars jumeaux, comme on les surnommé, étaient de bons candidats. Même si, au moment où l'équipe américano-britannique les étudiait, elle était loin de chercher des exemples de mirages gravitationnels et tentait plutôt d'associer à ces sources radio connues de longue date des objets visibles par des moyens optiques (télescopes, etc.). Certes, ce ne sont pas les seuls quasars qui soient appariés, mais la distance angulaire qui les sépare — six secondes d'arc seulement, soit à peu de chose près quelques centièmes du diamètre de la pleine Lune vue depuis la Terre — est très petite. De plus, ils présentent, ce qu'ont démontré MM. Walsh, Carswell et Weymann, des analogies troublantes.

Tout d'abord, les deux jumeaux ont des décalages vers le rouge (*redshift*) étrangement semblables. Ce phénomène, bien connu des astronomes, est une conséquence de l'effet Doppler, qu'illustre par exemple le passage d'une locomotive en train de siffler : la fréquence du son qu'elle émet paraît changer selon que le convoi s'approche *ou* s'éloigne. De même, le décalage vers le rouge témoigne de la vitesse à laquelle les objets astronomiques s'éloignent de nous. Pour 0957 + 561 A et B, le *redshift* des raies d'émission des deux quasars est identique au millième près — 1,413 contre 1,412 — et correspond à une vitesse de fuite de plus de 210 000 kilomètres à la seconde, soit plus des deux tiers de la vitesse de la lumière.

A cette *singularité*, s'en ajoute une plus importante encore par ses conséquences sur les spectres des deux quasars. Ces paramètres, caractéristiques des phénomènes d'excitation auxquels sont soumis les atomes et les molécules de l'objet observé, se présentent sur les plaques photographiques comme des séries de raies brillantes (émission) ou sombres (absorption). Or le spectre de chaque quasar est unique et constitue en quelque sorte sa signature. Aussi, quel ne fut pas l'étonnement de MM. Walsh, Carswell et Weymann lorsqu'ils constatèrent que les raies d'émission des deux quasars étaient identiques et que l'intensité de chaque raie était égale d'un spectre à l'autre. Il n'en fallait pas plus pour s'interroger sur de telles analogies et suspecter l'existence d'un de ces mirages gravitationnels décrits par la théorie.

Près de dix mois de vérifications, de calculs, de contre-expertises, d'observations à l'aide des télescopes optiques et des radiotélescopes les plus modernes — notamment le télescope à miroirs multiples du mont Hopkins (Arizona) et le Very Large Array (V.L.A.) du Nouveau-Mexique, avec ses vingt-deux antennes de grand diamètre ainsi que l'interféromètre à très longue base (V.L.B.I.) — ont permis aux astronomes de conforter leur jugement. Le double quasar ayant été reconnu comme un mirage gravitationnel, restait à identifier la lentille qui lui donnait naissance. Sur ce point, la tâche n'a pas été aisée. Pourtant, deux équipes sont parvenues presque en même temps à photographier, après de patientes heures d'observation, un objet très pâle dont la trace est pratiquement *confondue* avec l'une des deux images du quasar. Une étude plus détaillée des résultats a montré que cette lentille appartenait à un groupe de galaxies relativement proche, situé à mi-chemin entre la Terre et les deux jumeaux. Les mesures faites sur son éclat ont donné une idée de sa masse et permis de montrer que l'hypothèse selon laquelle cette galaxie était bien la lentille attendue n'était pas absurde.

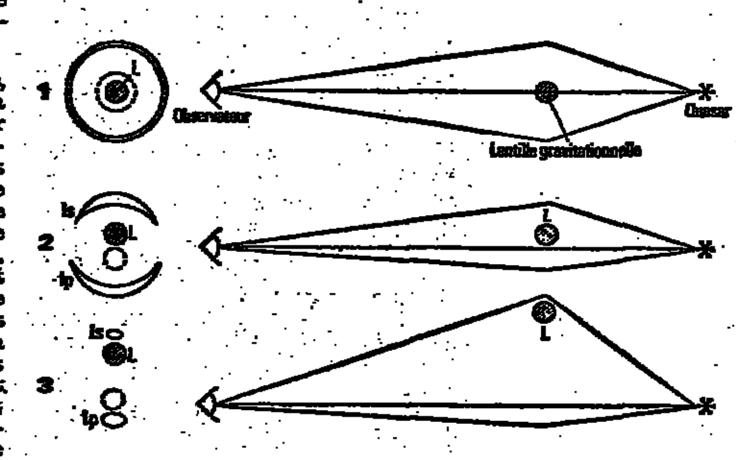
Malgré ces remarquables résultats, le sujet est loin d'être épuisé. Il reste encore beaucoup à dire sur 0957 + 561 A et B et sur les mirages gravitationnels. Sans doute faut-il y voir une des raisons pour lesquelles le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) a décidé de lancer une recherche coopérative sur programme (R.C.P.) sur ce thème avec les observatoires de Meudon, du pic du Midi et de Nice. Les astronomes espèrent bien, par exemple, faire de la triangulation cosmique, c'est-à-dire mesurer avec précision la position du double quasar. La distance à laquelle sont réellement situés les quasars est l'objet de vives discussions. Aussi une mesure plus précise que celles habituellement effectuées pourrait-elle faire avancer le débat.

Pour cela, la communauté astronomique pourrait mettre à profit une particularité qu'ont les quasars d'émettre des flashes. Ces signaux reçus sur terre arriveront à des périodes différentes selon qu'ils emprunteront l'un ou l'autre des trajets suivis par la lumière pour donner naissance aux deux images. Or de la mesure de ce « décalage temporel » on peut déduire, par triangulation cosmique, des distances et, partant, des conséquences sur l'expansion de l'univers. Malheureusement, ce décalage est, compte tenu des distances parcourues, vraisemblablement de l'ordre de un à cinq ans.

L'observer est donc une opération complexe, car elle demande l'utilisation régulière d'un télescope, ce qui n'est pas sans poser des problèmes à une communauté scientifique en permanence à la recherche d'instruments disponibles pour observer d'autres phénomènes astronomiques. D'autre part, la galaxie déflectrice identifiée dans l'affaire des quasars jumeaux appartient à un amas de galaxies qui perturbe sans doute sensiblement la trajectoire des rayons lumineux et rend par conséquent plus difficile encore la mesure du décalage temporel.

C'est en effet un des inconvénients des schémas théoriques que de simplifier les choses à l'extrême, pour ensuite buter sur la réalité. Il en va ainsi du nombre des images du quasar 0957 + 561 A et B. En effet, si une lentille gravitationnelle ponctuelle peut donner deux images d'un même objet, une lentille gravitationnelle étendue comme une galaxie en donnera toujours trois ou plus. Cette troisième image, pourtant cherchée activement, n'a pas été découverte. Le sera-t-elle prochainement ? Sans doute, tant l'intérêt qu'on porte à ce sujet est important. D'autant qu'un nouveau candidat au mirage gravitationnel, le quasar triple PG 1115 + 08 a été découvert pendant le printemps 1980. L'existence de plusieurs autres est également soupçonnée. Aussi les astronomes français, comme leurs collègues du monde entier, s'apprêtent-ils à observer un certain nombre de quasars multiples que les instruments du futur Space Telescope ne manqueront pas d'analyser dans le détail dès sa mise en service opérationnelle.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.



La théorie des mirages gravitationnels établit que les images données par une lentille gravitationnelle sont variables en forme et en nombre selon la position que celle-ci occupe par rapport à la ligne de visée de l'observateur. Dans le cas d'une hypothèse simplificatrice où la lentille est considérée comme ponctuelle, trois possibilités peuvent se présenter : 1) « La lentille est sur la ligne de visée » et l'observateur voit alors autour de la lentille (L) une sorte d'anneau représentant l'objet étudié, comme l'indique le dessin situé en haut à gauche du schéma. Le pointillé symbolise ce que serait l'image de l'objet en l'absence de toute lentille ; 2) « La lentille est légèrement décalée par rapport à l'axe de visée ». Ce sont alors deux images en forme de croissant qui apparaissent ; elles sont indiquées sur la figure par les lettres Ip (image primaire) et Is (image secondaire) ; 3) « La lentille est fortement décalée par rapport à l'axe de visée ». Deux images relativement normales de l'objet observé sont alors reçues.

Dans la réalité, il en va autrement dans la mesure où les objets astronomiques massifs — galaxies par exemple — susceptibles de jouer le rôle d'une lentille gravitationnelle ne sont pas ponctuels. C'est la raison pour laquelle le quasar double actuellement étudié, 0957+561 A et B, doit avoir des images multiples. Les deux premières ont été photographiées. La troisième, prévue par la théorie, fait toujours l'objet d'une recherche.

(1) Environ 1 500 quasars sont actuellement répertoriés. Ce sont des objets extrêmement brillants, situés, pense-t-on, aux confins de l'univers, et dont certains pensent qu'ils sont des noyaux de galaxie. Ces objets émettent des quantités impressionnantes de rayonnements de toutes sortes et sont observables dans le domaine optique et, parfois, dans le domaine radio. Parce qu'ils paraissent ponctuels, les Américains leur avaient donné le nom de « quasi stellar objects » (quasars).

(2) L'éclat des images formées par ces lentilles gravitationnelles est plus brillant que celui de l'astre lui-même. D'où leur nom, par analogie aux lentilles optiques qui produisent des effets semblables.

Avant le colloque national sur les grands choix scientifiques

Points de repère pour une nouvelle politique de la recherche

L'ALTERNANCE politique va-t-elle donner naissance à une nouvelle stratégie de la recherche scientifique et technique ? M. Mitterrand, quand il n'était encore que candidat, l'avait promis. Et la communauté scientifique, traditionnellement ancrée à gauche, l'espère vivement. En témoignent les premières propositions formulées par les organisations syndicales, que le ministre de la recherche et de la technologie a longuement reçues la semaine dernière.

M. Jean-Pierre Chevènement ne connaît pas encore précisément les attributions qui seront dévolues à son ministère d'Etat. Mais c'est à lui qu'il reviendra finalement de jouer le rôle majeur de redéfinition, d'impulsion et de coordination de la politique de recherche. Des mesures — en particulier des recrutements de personnels — devraient déjà être inscrites au collectif budgétaire qui sera soumis au Parlement en juillet, et le budget de la recherche pour 1982 donnera d'autres indications précieuses sur les choix du gouvernement. Cependant, l'expression majeure de la nouvelle politique sera la loi de programmation de la recherche dont les Assemblées devraient être saisies au cours de l'année prochaine.

S'adressant, le 22 avril, au Sénat, à une assemblée de scientifiques, M. François Mitterrand avait esquissé « *quelques lignes d'action* », qui s'appuyaient elles-mêmes sur une « *interrogation générale* » en deux volets : 1) « *Quelle place pour la France dans la « division internationale du savoir » ?* » ; 2) « *Comment libérer l'homme par la science et par la technique ?* » La réponse à la première question fut nette : « *A la tête du peloton* ». Les premières décisions budgétaires permettront de juger dans quelle mesure — dans une situation économique délicate — le gouvernement a la volonté de gager cette ambition par des ressources suffisantes.

La réponse à la deuxième question fut évidemment moins précise. Soulignant sa foi dans les possibilités de la science (*« Je ne serais pas socialiste si je n'étais convaincu que tout ce qui sort de l'imagination créatrice des savants du monde entier peut provoquer un extraordinaire progrès »*), le candidat dut surtout reconnaître qu'« *il faut imaginer de nouvelles structures de décision* ».

Les syndicats de chercheurs ont depuis longtemps posé la question qui, aujourd'hui, s'adresse non seulement à la communauté scientifique, mais aussi (surtout ?) au pouvoir politique, et intéresse finalement l'ensemble de la population quotidiennement soumise à l'impact — positif et négatif — du développement de la science et des techniques : comment réorienter l'effort de recherche au profit des besoins économiques, sociaux et culturels de l'ensemble de la nation ?

Une conception « utilitariste »

Dans les premières années de la Ve République, qui permirent le véritable « décollage » de la recherche française, la politique, celle du général de Gaulle, était d'abord une politique de « grandes ambitions » et de « grands programmes ». Sous la direction de Georges Pompidou, et dans les premières années du septennat de M. Giscard d'Estaing, l'ambition s'effaça : la croissance économique générale était, d'abord, tellement triomphante que ses fruits paraissaient suffisants (en particulier la hausse du niveau de vie) ; la crise qui succéda, après 1974, fut si brutale qu'elle laissa peu de loisir aux hommes politiques pour qu'ils puissent s'intéresser aux problèmes du long terme (à quelques exceptions notables, en particulier pour ce qui concerne la politique de l'énergie).

M. Giscard d'Estaing, assurément conscient des problèmes du « troisième millénaire », redressa tardivement la situation, et lança, à la fin de son septennat, une remise en ordre de l'appareil public de recherche, accompagnée, faiblement en 1980, plus nettement en 1981, d'un redressement du budget de la recherche.

Son ambition était probablement louable. L'action fut nettement critiquable : maladroite, elle prit complètement à rebrousse-poil une communauté scientifique découragée par l'insuffisance criante de ses moyens de travail et doutant d'elle-même sous la poussée de mouvements sociaux d'inspiration « anti-sciences ». Surtout, elle fit la part trop belle à une conception très « utilitariste » de la recherche. *Pour* simplifier, seuls les besoins économiques étaient pris en compte ; les besoins sociaux et *culturels* attendraient des jours meilleurs.

A court terme, comme à long terme, l'économie a, évidemment, besoin de la recherche, le passage à un régime socialiste n'y changera rien. Les nouveaux responsables (comme leurs partenaires communistes) en sont parfaitement conscients : il suffit, pour en juger, de constater que le conflit principal de compétence entre le ministre de la recherche et de la technologie et son collègue de l'industrie, M. Pierre Joxe, porte justement sur la recherche industrielle et sur les grands programmes de développement technologique.

Une « *politique socialiste de la recherche* » devrait, assurément, changer les règles du jeu dans ce domaine de la recherche industrielle, crucial pour l'avenir de nombreuses branches de l'activité économique. Comment valoriser des résultats de recherches inexploités ? Quel rôle donner à un secteur public élargi, qui devrait rassembler une part majoritaire de la recherche du secteur industriel ? Comment inciter le secteur privé, en particulier dans ses branches les plus traditionnelles, à investir dans la recherche, tout en contrôlant mieux l'utilisation des deniers publics qui peuvent lui être accordés ? Comment, enfin, articuler une politique de recherche à une politique industrielle ? Autant de questions qui méritent débats, réflexions, et qui appellent des solutions.

Le parti socialiste n'avait pas, sur ces problèmes, entrepris ne serait-ce qu'un travail de défrichage aujourd'hui urgent. Des propositions concrètes existent dans certaines fédérations syndicales. L'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (U.G.I.C.T.-C.G.T.), bien implantée dans les milieux de la recherche publique et privée, est sans doute l'organisation qui a poussé le plus loin la réflexion dans ce domaine : elle a remis, la semaine dernière, à M. Chevènement, un mémorandum d'une douzaine de pages. Elle y propose notamment la mise en place de « *contrats de programmes nationaux* ». Leur définition pourrait relever du Parlement et entrer dans le cadre du Plan. Leur mise en œuvre devrait se faire dans des conditions de « transparence » et de « contrôle démocratique », en particulier en faisant intervenir « des représentants des organisations syndicales, des usagers, des consommateurs » dans les commissions d'attribution des aides, et en donnant un certain pouvoir d'initiative et de contrôle aux comités d'entreprise des sociétés bénéficiaires.

Un certain redéploiement de la recherche devra *surtout* prendre en considération les secteurs sacrifiés qui s'intéressent directement, ou indirectement, aux grands problèmes culturels et sociaux de la vie contemporaine ; on peut penser, prioritairement, à l'impact des nouvelles technologies sur l'organisation et les conditions du travail, thème auquel sont, aujourd'hui, très sensibles les grandes confédérations syndicales. Mais on peut aussi citer, pêle-mêle, les problèmes démographiques, l'économie de la santé et l'épidémiologie... Autant de thèmes qui intéressent directement la collectivité nationale.

C'est bien là *qu'il faudra*, notamment, imaginer de nouvelles formes de concertation. Hypothèse d'école : faire entrer, au conseil du Centre national de la recherche scientifique, aux côtés du P.-D. G. de Matra, le secrétaire général d'une grande confédération syndicale ne manquerait ni de sel ni d'intérêt. Ce type de mesures ne saurait, à l'évidence, être suffisant.

M. Mitterrand avait promis aux scientifiques qu'il leur rendrait voix au chapitre. Et c'est pour tenir cet engagement que M. Chevènement vient d'annoncer l'organisation, à la fin de cette année, d'un « *colloque national sur les grands choix scientifiques* » auquel sera associé l'ensemble de la communauté scientifique. Mais celle-ci, qui n'échappe pas toujours aux pièges du corporatisme, ou à la tentation du ghetto, n'est pas la seule intéressée à la définition d'une nouvelle politique de recherche, qui doit mobiliser l'ensemble de la nation. La balle est dans le camp de l'imagination.

XAVIER WEEGER.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

GRACE AUX FORAGES DES GRANDS FONDS

L'océan est sorti de l'imaginaire pour entrer dans le réel

Grâce aux forages scientifiques des grands fonds océaniques réalisés depuis 1968 par le navire américain « Glomar Challenger » dans le cadre du Deep Sea Drilling Project (D.S.D.P.), « l'océan est sorti de l'imaginaire pour entrer dans le monde du réel ». Cette formule de M. Jean Aubouin, professeur à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI) et président du comité scientifique français de l'International Phase of Ocean Drilling (IPOD), résume bien les progrès extraordinaires dans la connaissance de notre planète dont la communauté scientifique internationale est redevable à ce bateau unique en son genre (« le Monde » du 5 octobre 1974 et du 9 août 1978).

Entre sa soixante-dix-neuvième et sa quatre-vingtième campagne, le « Glomar Challenger » vient de faire une escale d'une semaine à Brest, donnant ainsi à MM. Gérard Piketty, président-directeur général du Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO), Aubouin, Yves Lancelot et Frank C. Mac Ternan, ces deux derniers respectivement directeur scientifique et directeur adjoint du D.S.D.P., l'occasion de faire le point sur le passé et l'avenir du programme.

LE D.S.D.P. a été lancé en 1968 par la National Science Foundation des Etats-Unis, mais, dès son début, des scientifiques non américains ont été invités à participer aux campagnes du *Glomar Challenger*. En 1975, le D.S.D.P. s'est « internationalisé », sous le nom d'IPOD : la France, la République fédérale d'Allemagne, le Japon, l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne, représentés chacun par une institution de recherche (la France par le CNEXO), pour 1 million de dollars (1,2 million actuellement, 2 millions prochainement) (1) par an, sont devenus partie prenante du D.S.D.P. au même titre que neuf institutions universitaires américaines. Des spécialistes des six pays participent selon leurs compétences, aux différents comités qui décident les programmes des campagnes.

Dès le début, les résultats des forages ont été si importants et si nombreux que le D.S.D.P., prévu initialement pour dix-huit mois, a été prolongé grâce à des « rallonges » successives jusqu'en 1983. D'abord, les forages ont permis de vérifier la théorie, alors toute nouvelle, de la tectonique des plaques. Depuis plusieurs années, ils servent à affiner cette théorie en cherchant à comprendre les processus géodynamiques globaux de la planète.

Outre ces informations purement scientifiques, le D.S.D.P. a apporté des connaissances susceptibes d'applications pratiques : c'est lui qui dès août 1968 a révélé, à la surprise totale des spécialistes, que les grands fonds océaniques pouvaient recéler des gisements d'hydrocarbures ; c'est encore lui qui, en 1970, a mis au point la technique de la « réentrée » qui permet au *Glomar Challenger* — et aux navires de forage des pétroliers — de réintroduire, sous plusieurs milliers de mètres d'eau, le train de tiges muni d'un nouveau trépan dans un puits en cours de forage ou même de retrouver, comme cela a été fait tout récemment dans l'Atlantique, un puits de 570 mètres de profondeur, foré en 1976 dans le basalte et abandonné depuis lors, pour y installer des sismographes ; c'est lui aussi qui a mené à bien, en 1980, la réalisation d'un carottier hydraulique à piston capable de prélever sans les perturber de longs échantillons de sédiments meubles ; c'est lui enfin qui vient de mettre au point un carottier pressurisé permettant de remonter des échantillons en les maintenant aux très fortes pressions (300 bars parfois) auxquels ils sont soumis *in situ*. Toutes les innovations technologiques dues au D.S.D.P. sont d'ailleurs mises à la disposition de l'industrie, sans royalties à payer.

En douze ans et demi, les forages des grands fonds océaniques ont prouvé qu'ils étaient un outil de travail indispensable parmi la panoplie dont ne peuvent maintenant se passer les spécialistes des sciences de la Terre : les carottes remontées des forages renseignent sur la composition, sur le mode de dépôt, souvent sur l'âge des sédiments empilés sous les océans et éventuellement sur le socle sous-jacent basaltique (ou granitique des marges continentales). Les profils sismiques donnent des informations sur la structure des fonds océaniques. Les dragages prélèvent des échantillons dans les formations géologiques affleurantes. Le sonar Seabeam dresse la carte précise de la topographie sous-marine. Les sous-marins permettent la vue directe des fonds et le choix des lieux de prélèvements d'échantillons.

Le problème de l'avenir du D.S.D.P. se pose cependant. Aussi performant soit-il, le *Glomar Challenger* — qui a presque treize ans — a des possibilités limitées. Actuellement, son train de tiges est long au maximum de 7 600 mètres : il ne peut donc forer dans les fossés les plus profonds et, bien entendu, la longueur du puits foré est très limitée lorsque la profondeur de l'eau atteint 7 000 mètres. Un nouveau train de tiges long de 9 000 mètres est en cours de réalisation. Mais, là encore, le *Glomar Challenger* ne pourra forer la série entière des sédiments empilés dans le bas de certaines marges continentales sur des épaisseurs atteignant parfois 15 000 mètres.

Poursuivre IPOD après 1983 est le souhait de tous les spécialistes des sciences de la Terre. D'abord, notre planète comporte encore beaucoup d'inconnues. Ensuite, le travail en commun à l'échelle internationale a beaucoup contribué à augmenter le niveau des équipes de chercheurs des six pays participant au D.S.D.P. En outre, aucun de ces pays, sauf peut-être les Etats-Unis, n'a la capacité financière, scientifique et technique de monter son programme particulier. Enfin, le *Glomar Challenger*, en dépit de ses limites, a encore devant lui des années d'utilisation, et il existe un navire, le *Glomar Explorer*, dont les capacités seraient nettement supérieures à celles du *Glomar Challenger*.

Le *Glomar Explorer* est ce navire américain qui avait été prétendument construit et mis en service en 1974 pour ramasser les nodules polymétalliques des grands fonds océaniques et qui, en fait, avait été commandé par la C.I.A. pour repêcher un sous-marin soviétique coulé dans le Pacifique sous plus de 5 000 mètres d'eau. Depuis la demi-réussite de sa pêche extraordinaire, le *Glomar Explorer*, qui appartient à l'administration américaine, est pratiquement inutilisé. Les scientifiques l'emploieraient volontiers à des forages sous-marins. Le *Glomar Explorer* pourrait, en effet, forer avec un riser de 4 000 mètres et il pourrait supporter un train de tiges long de 10 000 mètres : il aurait donc accès à des zones interdites au *Glomar Challenger*. Mais il devrait subir des transformations (87 millions de dollars, auxquels il faut ajouter 31 millions de dollars pour le riser de 4 000 mètres et les vannes de sécurité), et son coût journalier est estimé à 65 000 ou 70 000 dollars (peut-être sensiblement plus), alors que celui du *Glomar Challenger* est de l'ordre de 30 000 dollars.

Les capacités mêmes du *Glomar Explorer* modifieraient totalement le programme des forages. Le temps nécessaire au forage d'un puits est fonction de la profondeur atteinte. Au lieu d'une trentaine de forages par an comme en fait le *Glomar Challenger*, le *Glomar Explorer* n'en ferait qu'un ou deux, ce qui limiterait considérablement le nombre d'équipes directement impliquées dans le projet.

Le travail du *Glomar Explorer* serait beaucoup plus directement lié à l'exploration pétrolière : une dizaine de compagnies pétrolières américaines sont déjà prêtes à financer la moitié du programme (488 millions de dollars pour dix ans), qui pourrait être confié au *Glomar Explorer*. Ce qui risquerait de poser le problème de la participation d'institutions non américaines et celui de la publication des résultats.

En novembre prochain, une conférence spéciale se réunira au Texas (à Houston probablement) pour étudier la suite à donner au D.S.D.P. après 1983. Le comité scientifique français — comme ses homologues étrangers — prépare déjà les suggestions qu'il y présentera. Mais il est probable que la décision d'utiliser ou non le *Glomar Explorer* sera prise par les Américains seuls. Reste alors à savoir si, de toute façon, on continuera à employer le *Glomar Challenger*. Si le D.S.D.P. devait s'arrêter, la perte serait énorme pour la communauté scientifique en général, et française en particulier. Ne serait-il pas souhaitable, comme l'a fait remarquer M. Piketty, de monter à l'échelle de l'Europe un programme analogue auquel pourrait participer l'industrie pétrolière européenne ?

YVONNE REBEYROL.

(1) Le budget d'IPOD est, cette année, de 19,6 millions de dollars. Il sera de 22,2 millions de dollars en 1982. Le coût total du programme depuis 1968 est de 190 millions de dollars.

En toute logique

Antimagie

PROBLEME N° 199

21	18	6	17	4
7	3	13	16	24
5	20	23	11	1
15	8	19	2	25
14	12	9	22	10

Ce carré est « antimagique ». Les sommes de ses lignes, colonnes et diagonales principales, au lieu d'être égales, sont toutes différentes et ont des valeurs qui se suivent, de 59 à 70.

Saurez-vous construire un tel carré d'ordre 6, c'est-à-dire avec les entiers de 1 à 36 ?

(Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)

SOLUTION DU PROBLEME N° 198

Imaginons qu'un nombre différent de 12 890 625 est tel que lorsqu'un nombre se termine par lui, toutes ses puissances entières font de même. Appelons n le nombre 12 890 625 et p l'autre nombre. On a :

$$p(p-1) = 10^8 . q$$
$$n(n-1) = 10^8 . r$$

Supposons, par exemple, que p est supérieur à n :

$$p^2 - n^2 - (p - n) = 10^8 . s$$
$$(p - n)(p + n - 1) = 10^8 . s$$

Comme

$$p + n < 2 \times 10^8$$
$$\text{et } p - n < 10^8$$

on peut poser :

$$p + n = 10^8 + 1$$
$$p = 87\,109\,376$$

(p < n conduit à une contradiction : la même valeur de p).

Effectivement :

$$p = 2^8 \times 340\,271$$
$$p - 1 = 5^8 \times 223$$

PIERRE BERLOQUIN.

L'ACTUALITÉ MÉDICALE

CENTRÉE SUR LA CAPITALE ESPAGNOLE

L'épidémie de pneumonie atypique continue de s'étendre

De notre correspondant

Madrid. — L'épidémie de « pneumonie atypique », dont le premier cas avait été signalé en Espagne le 1er mai, continue ses ravages. Deux mille neuf cents personnes sont actuellement hospitalisées dans tout le pays à cause de cette affection qui a fait jusqu'ici vingt-trois morts.

Une douzaine d'autres cas ont été signalés au Portugal, surtout à la frontière nord.

La rotation des malades est particulièrement rapide. Les hôpitaux accueillent en moyenne, chaque jour, deux cents à deux cent cinquante personnes touchées par l'épidémie et en libèrent une quantité légèrement inférieure. La proportion de cas graves oscille toujours autour de 10 %, tandis que celle des décès (aucun n'a été enregistré ces derniers jours) tend à diminuer lentement.

La zone la plus atteinte est celle de Madrid (72 % des cas). Viennent ensuite, suivant un axe nord-ouest depuis la capitale, les provinces de *Ségovie, Valladolid et Léon* : cette dernière est proportionnellement la plus touchée. En revanche, la situation est plus encourageante dans les régions qui attirent traditionnellement le tourisme : la maladie est en franche régression en Andalousie, notamment à Séville, où des cas avaient été signalés, tandis que la Costa-Brava (Catalogne) et la Costa-del-Sol (Malaga) n'ont pratiquement pas été touchées.

Les recherches concernant l'agent propagateur de l'affection ne semblent guère avoir progressé (*le Monde* daté 24-25 mai). On ignore toujours l'origine et les caractéristiques exactes du germe infectieux responsable de la maladie. La thérapeutique reste donc basée sur les antibiotiques. THIERRY MALINIAK.

∴

A l'heure actuelle trois hypothèses sont avancées pour expliquer cette épidémie : un germe connu que l'on n'est pas encore parvenu à identifier (vraisemblablement un type pathogène de mycoplasme) ; un germe inconnu qui resterait à découvrir ; un phénomène infectieux compliqué de manifestations allergiques.

En France, il semble qu'aucun cas de pneumonie atypique n'ait à ce jour été recensé. Le centre lyonnais de référence O.M.S. dirigé par le professeur Michèle Aymard n'a noté depuis le début du mois de mai aucune hospitalisation anormale pour infections respiratoires dans l'ensemble des centres hospitaliers universitaires du sud de la Loire. A aucun moment mention n'a été faite de pathologie infectieuse pulmonaire « non-étiquetée ». Au ministère français de la santé on estime que les précisions de l'O.M.S. sont toujours valables. L'organisation internationale avait fait savoir qu'aucune précaution particulière n'était à prendre tant vis-à-vis des denrées alimentaires en provenance d'Espagne qu'en ce qui concerne les voyages effectués vers ce pays.

Certains responsables français soulignent cependant que compte tenu des caractéristiques géographiques de l'épidémie, les touristes auraient tout intérêt à éviter la région madrilène et à ne pas fréquenter les zones surpeuplées. Ils conseillent d'autre part, aux personnes souffrant d'une insuffisance respiratoire chronique de ne pas entreprendre de voyage vers la péninsule ibérique. — J.-Y. N.

L'HOPITAL ET L'ARGENT

II. — *Des remèdes risqués*

par CLAIRE BRISSET

Au cours des vingt dernières années, les hôpitaux publics ont connu en France une extension qui a pris, en certains cas, un caractère anarchique. D'autre part, la mécanique de financement de ces mêmes hôpitaux, qui incite notamment à la multiplication des actes médicaux, a rendu la maîtrise des coûts pratiquement impossible. Aujourd'hui, les hôpitaux absorbent plus de la moitié des dépenses de santé. C'est la raison pour laquelle les pouvoirs publics ont entrepris de limiter la croissance des dépenses hospitalières (« le Monde » du 8 juin).

Combien y a-t-il de lits en trop dans les hôpitaux publics ? A cette question, aucun administrateur, aucun syndicaliste, aucun médecin ne se hasarde à répondre, sauf à donner des estimations anonymes. Il est vrai que, dans un domaine aussi mal connu, rien n'est plus difficile que de tenter une telle évaluation. Aussi, les réponses fournies varient-elles de trente mille pour les plus prudents à... deux cent mille pour les plus pessimistes. Les experts du VIIIe Plan avancent, quant à eux, l'hypothèse d'un excédent de 68 400 lits « actifs » dans le secteur public. Toujours est-il que le dernier gouvernement de M. Barre avait mis au point, pour amorcer la décroissance, un système ingénieux : toute action de rénovation, de modernisation, d'« humanisation » (suppression des salles communes) devra se solder par une diminution de 10 % de la capacité d'hébergement. En outre, il ne devra en résulter, dans l'unité modernisée, aucun « surcoût », aucun engagement de personnel supplémentaire : sur ce chapitre on se contentera de ce qu'on avait déjà. Tant pis si le cloisonnement d'une vaste salle commune en chambres demande un travail accru...

Auparavant, le jour même de sa démission du gouvernement, Mme Simone Veil avait signé un arrêté aux termes duquel il était décidé que toute création d'un service nouveau dans un hôpital devrait faire l'objet d'une dérogation. Halte aux dédoublements destinés à justifier un titre hospitalo-universitaire. Halte au gonflement des établissements par ce biais, si largement utilisé.

Mais la pièce maîtresse du dispositif d'économies décidé par M. Barre et appliqué depuis le 25 juillet 1979 par MM. Barrot, ministre de la santé, et Farge, secrétaire d'Etat, était de plus vaste portée et d'une simplicité monastique : désormais l'augmentation des dépenses hospitalières, qui évoluait autour de 19 % à 20 % chaque année, devrait s'aligner sur celle du produit intérieur brut, à savoir quelque 12,5 %. Pour verrouiller l'édifice, on décidait que les hôpitaux devraient rembourser au plus tôt à la Sécurité sociale les avances permanentes qui leur permettaient de faire face à leurs difficultés de trésorerie. Enfin, on décidait que les augmentations annuelles des effectifs du personnel devraient se réduire considérablement ; les chiffres en témoignent : 15 000 employés de plus dans les hôpitaux en 1979, 7 000 en 1980, 4 000 à 5 000 en 1981.

Les résultats de ces mesures ne sont pas immédiatement apparus. Mais il est possible de tenter, aujourd'hui, de les évaluer. Les données chiffrées, tout d'abord, sont là pour expliquer certains communiqués victorieux du dernier gouvernement de M. Barre. La décélération des dépenses hospitalières, a-t-on dit au cours de ces derniers mois au ministère de la santé, s'est amorcée. Le rythme d'augmentation des frais hospitaliers, lit-on dans les communiqués de la Caisse nationale d'assurance maladie, qui atteignait 19,5 % en 1979, est tombé à 16,9 % en avril 1981.

Sans doute, répondent les hospitaliers — syndicats, administrateurs, directeurs, médecins, — mais à quel prix ! Selon M. Philippe Cadène, délégué national de la Fédération hospitalière de France, les mesures prises sont si brutales qu'elles mettent en péril l'outil hospitalier lui-même. Les directeurs d'établissement ont dû, pour subvenir à leurs besoins courants, puiser dans leurs réserves, dans leurs provisions d'amortissements, réduire les frais d'entretien, voire entamer le patrimoine, vendre des biens. La situation des personnels, déjà tendue, s'est considérablement dégradée.

En outre, les perspectives de suppressions de lits entretiennent une inquiétude sur l'avenir de l'emploi, et l'on trouve même, dans un tract de la C.G.T., la formule suivante : « *Si on laisse faire, dans le cadre du VIIIe Plan, 70 000 lits d'hôpitaux généraux et 35 000 lits d'hôpitaux psychiatriques doivent être supprimés, ce qui impliquerait la suppression de 185 000 emplois.* » La C.F.D.T. et le Syndicat national des cadres hospitaliers protestent avec la même vigueur contre les fermetures de lits projetées. Mais le dernier gouvernement, sur la réduction des équipements hospitaliers, n'avait jamais donné une seule information chiffrée. L'hypothèse selon laquelle ces suppressions se solderaient par des licenciements, d'autre part, est, en l'état actuel des prévisions, exclue.

MM. Barrot et Farge, au cours des mois derniers, ont nié avec la dernière énergie que les mesures d'austérité mises en œuvre dans les hôpitaux aient porté atteinte à l'outil lui-même et à la qualité des soins. « *L'action que je conduis*, avait ainsi déclaré M. Barrot (1), *vise non pas à rationner, mais à rationaliser la gestion de l'hôpital. Jamais les hôpitaux n'ont eu autant de moyens qu'aujourd'hui.* » « *Pour rigoureuses qu'elles aient été*, ajoutait de son côté M. Jean Farge (2), *ces mesures n'ont pas compromis le niveau de qualité des soins de l'hôpital public et n'ont pas altéré l'égalité d'accès de tous les assurés sociaux à l'hôpital public.* »

Des pratiques comptables archaïques

De telles affirmations pèchent par leur rapidité. En effet, il semble que ces mesures ne soient tolérables pour le système hospitalier que si elles sont transitoires et débouchent sur de réelles réformes de structures, à commencer par une modification radicale de la tarification et même des pratiques comptables des hôpitaux, que l'ensemble des partenaires s'accordent à trouver archaïques.

Les remèdes adoptés comportent en effet des risques considérables pour l'avenir du système hospitalier lui-même. En premier lieu, parce qu'ils sont infiniment trop centralisés. Appliquer un pourcentage d'augmentation uniforme pour toute la France, pour tous les types d'établissements, c'est engendrer de grandes inégalités, étant donnée l'hétérogénéité de l'appareil hospitalier français. Appliquer 12 % de majoration à un C.H.U. déjà fortement doté en personnel et en équipements, c'est beaucoup, c'est peut-être trop. Appliquer le même pourcentage à un établissement resté à l'écart de toute dotation au cours des récentes années, où d'importants travaux restent à accomplir, où les effectifs sont squelettiques, c'est entretenir, c'est aggraver la pénurie. Beaucoup d'hospices et d'hôpitaux psychiatriques sont dans ce cas, qui depuis des mois, sont dans une situation intenable.

A cet argument — à cette réalité — on objectait début mai, au ministère de la santé, que les situations les plus difficiles seraient prises en compte et feraient l'objet de dérogations. Cinq cent trente-cinq ont été accordées en 1980, soit une sur huit demandes. Est-ce suffisant ? Surtout, la formule qui consiste à faire remonter tout dossier épineux à Paris, et à le faire régler d'un bureau du ministère, est-elle adaptée aux réalités ? Eût-il été inconcevable de rechercher des solutions locales, quitte à décentraliser réellement ce type de décision ? A cette évocation, on levait les bras au ciel à l'administration centrale, et l'on rappelait immédiatement que la vie des hôpitaux ne fait qu'un avec la politique locale, qu'il est impossible, sur place, de résister à d'amicales pressions...

Un autre risque de cette politique mérite d'être pris en considération. D'ores et déjà, ce que l'on sait des programmes de suppressions de lits affecte surtout les petits établissements, les hôpitaux locaux, dont les faibles dimensions inhibent toute faculté de résistance à l'austérité ambiante. Ici, aucun effet de masse, aucune réserve de trésorerie, aucune possibilité d'autofinancement. De même, dans les grands établissements vétustes, les asiles, les hospices, dont les prix de journée ont toujours été bas en moyenne, malgré des divergences souvent considérables de service à service, il est difficile de vivre sur des réserves très limitées. La comptabilité y relève aujourd'hui de l'acrobatie permanente.

Le risque est donc de voir ces établissements se dévitaliser davantage. Plus démunis encore qu'ils ne le sont, ils adresseront leurs malades, dès qu'une difficulté, même mineure, surgira, au C.H.U. ou au C.H.R. du département. Ce mouvement est déjà amorcé, et les services de malades aigus reçoivent des personnes âgées, des malades mentaux, que les asiles ou les hospices peuvent de moins en moins prendre en charge dès lors qu'ils présentent un problème organique, même dénué de gravité réelle. D'un pur point de vue économique, et sans souligner l'effet psychologique désastreux de telles déportations, il y a là une ruineuse aberration.

Des mesures brutales

Le dernier gouvernement de M. Barre avait pourtant pris un certain nombre de mesures pour médicaliser les établissements destinés aux personnes âgées : la dépense affectée à ce poste a triplé entre 1979 et 1980. Mais les besoins sont tels, en ce domaine, que cet effort ne portera réellement ses fruits que dans plusieurs années, à la condition, bien entendu, qu'il soit maintenu. D'autre part, l'orientation récente selon laquelle il est urgent de développer les solutions alternatives à l'hôpital mérite, elle aussi, d'être soutenue et amplifiée.

Les priorités qui s'imposent à cet égard au nouveau gouvernement sont donc d'une triple nature : améliorer les conditions de séjour des malades hospitalisés, tout particulièrement celles des malades chroniques ; élaborer et mettre en œuvre une planification plus rationnelle, singulièrement pour le long et le moyen séjour ; parallèlement, développer les structures (hospitalisation à domicile, hôpitaux de jour et de nuit, foyers) qui permettront de limiter le recours à l'hôpital.

Il y a là un courant, administratif tout autant que politique, à remonter, si l'on veut éviter de concentrer l'essentiel des moyens sur les malades aigus au détriment des chroniques, des invalides, des vieillards, des malades mentaux, pour qui la médecine de pointe — celle que l'on ne veut pas sacrifier — ne peut pas grand-chose. « *C'est que nous avons des « invendus »*, nous disait une femme chef de service à l'hôpital psychiatrique d'Amiens. *Mais un dément qui meurt a aussi besoin qu'on lui tienne la main...* » Or M. Choussat, directeur général de la santé et des hôpitaux, déclarait ainsi, peu de temps après sa prise de fonction : « *Mon opinion personnelle est que l'hôpital de demain devra, plus que par le passé, concentrer ses moyens et ses interventions sur les cas « lourds »*... (3).

Concentrer les moyens hospitaliers sur les cas lourds, n'est-ce pas risquer de léser toute une population de chroniques pour qui l'hôpital est, autant qu'un instrument de survie, un milieu de vie ? Tel est le risque auquel exposent, à n'en pas douter, les remèdes adoptés il y a deux ans. Telle devra-t-elle être la rançon d'une politique passée ?

FIN

(1) *Concours médical*, 21 février 1981.

(2) *Gestions hospitalières*, décembre 1980.

(3) *Gestions hospitalières*, décembre 1980.

Les projets socialistes

Les projets du parti socialiste en matière d'hospitalisation ont fait l'objet de longues réflexions. Les notions qu'exprimait, à cet égard, en décembre dernier M. Clément Michel, devenu directeur du cabinet de M. François Autain, secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale, trouveront-elles toutes une application concrète dans les mois ou les années à venir ? Si telle est l'intention du gouvernement, les négociations qui devront s'amorcer avec les milieux hospitaliers pourraient être particulièrement âpres.

Il conviendra désormais, indiquait M. Clément Michel, de rationaliser la planification hospitalière, ce qui sera le rôle non seulement de l'Etat, mais des régions « à qui il reviendra de déterminer les opérations de suppression, construction, aménagement, etc., à entreprendre ou à financer ». « La tutelle *a priori* exercée par les préfets sera supprimée afin de donner aux assemblées régionales élues la responsabilité entière de l'équipement sanitaire : parallèlement, les ressources d'investissements seront transférées de l'Etat et de la Sécurité sociale aux régions. »

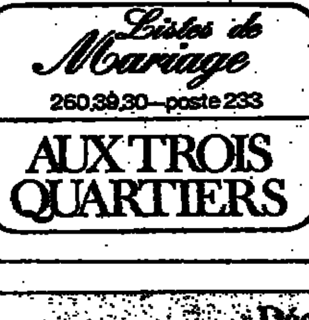
Ainsi, ajoutait M. Michel, le parti socialiste préconise-t-il en ce domaine une véritable décentralisation et des modifications profondes du fonctionnement interne des hôpitaux. En premier lieu, le « budget global » *sera appliqué* : « Une certaine somme sera allouée à l'établissement en début d'exercice, et les recettes seront versées par douzièmes, chaque mois, aux hôpitaux, par la Sécurité sociale », *en attendant la réforme régionale, et par les collectivités locales ensuite. A l'avenir, le conseil d'administration des hôpitaux comprendra des représentants des collectivités locales, des usagers et du personnel, et les comités consultatifs médicaux verront leur composition élargie aux représentants du personnel.*

D'autre part, le système actuel « strictement hiérarchisé en services, *ajoute le document*, devrait être réformé en départements. Les nominations aux postes de responsabilité (chefs de département et d'unité) seraient prononcées pour une durée déterminée (...) ; les carrières médicales ne seraient plus limitées au seul cadre hospitalier : elles prendraient en compte des activités réalisées à l'extérieur (centres de santé intégrés, services collectifs de prévention et de soin).

Enfin, indiquait M. Michel : « Nous savons que les qualifications et les effectifs actuels sont souvent inférieurs aux besoins. Le P.S. n'avait-il pas d'ailleurs préconisé, dans son plan de lutte contre le chômage, la création de plusieurs dizaines de milliers d'emplois hospitaliers ? »

Le P.S., concluait-il, se préoccupe bien entendu des dépenses de la santé : « Il ne nie pas qu'il y ait un problème du coût des soins », *mais* « l'accroissement des dépenses de santé n'est pas condamnable en soi ; il est supportable par un pays comme le nôtre, à condition de chercher à obtenir la meilleure efficacité sanitaire à coût égal ».

● *ERRATUM.* — Une erreur de transmission nous a fait écrire, dans *le Monde* du 9 juin, qu'il restait 10 000 lits en salles communes dans les hôpitaux publics. C'est de 70 000 lits qu'il s'agit.





Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	256 F	417 F	579 F	740 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	466 F	837 F	1 209 F	1 580 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	296 F	497 F	699 F	900 F
II. — SUISSE, TUNISIE	368 F	642 F	916 F	1 190 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication,
Jacques Sauvageot.
Claude Julien.

Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IXe



Commission paritaire n° 57 437.

Le Monde

société

Le congrès de l'Union des athées

L'Union des athées a réuni deux cents personnes, à Paris, pour son congrès annuel, le dimanche 7 juin, jour de la Pentecôte. Sous la présidence du professeur Francis Perrin, membre de l'Institut, les participants ont débattu du thème « La lutte contre le cléricalisme ». Le principal objectif de l'Union des athées examiné au cours de cette journée est l'octroi d'un temps d'antenne à la radio et à la télévision. Déplorant le monopole actuel du dimanche matin à la télévision par les catholiques, les protestants et les juifs, l'Union des athées, dans une motion adoptée par le congrès, « espère que le nouveau gouvernement, qui proclame son attachement à la laïcité, remédiera au plus tôt à cette anomalie antidémocratique » et propose « l'institution d'émissions équivalentes accordées aux athées ».

FERVEUR ET HÉRÉSIE

Un public de fervents applaudit — on serait tenté de dire religieusement — à chaque sortie contre les forces d'obscurantisme qui menacent. Les griefs s'accumulent. Les uns sont « consistants » : la description de la France, dans la bouche d'un président de la République, comme « *fille aînée de l'Eglise* »; le salaire de fonctionnaire versé aux prêtres, pasteurs et rabbins des départements concordataires; l'utilisation des deniers publics pour subventionner le voyage du pape en France, en 1980, ou le prochain congrès eucharistique ; la présence officielle des corps constitués à des cérémonies religieuses...

D'autres le sont moins : la rémunération par l'Etat des aumôniers dans les hôpitaux et les prisons ; la place d'honneur accordée au nonce apostolique comme « doyen du corps diplomatique » ; la possibilité pour les soldats de faire un pèlerinage à Lourdes...

D'autres, enfin, relèvent de la manie de persécution : le calendrier qui date notre histoire avant et après Jésus-Christ ; la présence de calvaires et de statues religieuses dans des lieux publics ; l'utilisation, à la radio et à la télévision, de phrases comme « *Dieu merci* », « *Grâce à Dieu* », « *Dieu m'en garde* », « *Ma foi* », ainsi que la mention, après le bulletin météorologique, du saint du jour ! Voltaire faisait preuve de plus d'humour lorsqu'il se déclarait « *athée grâce à Dieu* ».

Le plus vieux métier du monde...

« *La chasse au cléricalisme*, a fait remarquer le vice-président de l'Union des athées, *me fait penser à la lutte contre les maisons closes, car le plus vieux métier du monde n'est pas celui de prostituée, mais de prêtre. Mais la loi Marthe Richard, en fermant les bordels, n'a pas fait disparaître pour autant le besoin qu'ils satisfaisaient. De même pour la religion, il ne suffit pas de bannir le cléricalisme pour éteindre le besoin religieux.* »

Insuffisant, peut-être, mais nécessaire, estime le président de l'Union, M. Albert Beaughon, qui a annoncé la création d'une Association pour la décléricalisation des institutions républicaines (ADIR) (1), *qui a déjà...* cinquante-cinq adhérents.

Seule note discordante dans cette assemblée de convaincus : la décision de M. Louis Christiaens, qui écrit sous le nom de Louis-Gabriel, de démissionner de l'Union. Il nous en a fourni les raisons : « *Le niveau extrêmement primaire de l'association, ainsi que le manque d'envergure de son président, et l'amalgame déplacé, dans les interventions, de politique et d'athéisme.* » En outre, M. Christiaens contesta le nombre d'adhérents annoncé au congrès (mille trois cent trente-trois) : pour lui, ils ne sont que huit cents.

Même les organisations qui se veulent le plus rationalistes n'échappent donc pas au schisme et à l'hérésie...

ALAIN WOODROW.

(1) Association pour la décléricalisation des institutions républicaines, 03330 Bellenaves. (Même adresse que l'Union des athées).

Solitude et suicide

Le nombre des appels à « S.O.S.-Amitié » a augmenté de 25 % en un an

De notre correspondant régional

Nice. — Un appel téléphonique sur trois de « suicidaires » — qui représentent un quart du total des appelants — est motivé notamment par le chômage ou la crainte du chômage. Telle est l'une des constatations faites par l'association S.O.S.-Amitié, qui a réuni son congrès national du 6 au 8 juin à Nice, sous la présidence de M. Eugène Claudius-Petit.

S.O.S.-Amitié, qui fête cette année son vingtième anniversaire, a enregistré, en 1980, trois cent cinquante mille appels de personnes en proie à l'isolement et à la solitude, contre deux cent quatre-vingt mille en 1979, soit une augmentation de 25 %. Le développement de son action, qui répond à un intense besoin de communication, est cependant freiné par le manque d'écoutants bénévoles, estimé à trois cents pour mille huit cents membres de l'association dans trente-deux villes de France.

Evoquée dans une enquête récente de l'Institut national d'études démographiques (*le Monde* du 16 mai), la corrélation entre la montée brutale du nombre de suicides en France — dix mille cinq cents en 1980 — et celle du chômage ne fait aucun doute pour les responsables de S.O.S. Amitié :

« *Nous sommes les témoins d'une angoisse diffuse qui ne cesse de croître et qui ne dépend jamais d'une seule cause*, déclare M. Michel Serfass, secrétaire fédéral, *mais nous constatons depuis quelques années que les difficultés de l'emploi en France en sont un facteur aggravant. La crainte même de se retrouver sans travail est d'ailleurs amplifiée par rapport à la montée réelle du chômage.* »

Environ 60 % des appels S.O.S. Amitié proviennent de personnes angoissées, dont un peu moins de 40 % sont considérés comme des « suicidaires directs » ou « indirects » — employant ou non le terme de suicide — parmi lesquelles un tiers impute notamment au chômage leur désespoir.

Les 2 à 3 % de suicidants, eux, veulent être accompagnés à la mort par la dernière personne qui les écoute. S.O.S. Amitié reçoit relativement peu d'appels des ouvriers eux-mêmes, mais de plus en plus fréquemment de leurs épouses. Quant aux conséquences les plus durement vécues du chômage, elles sont d'abord d'ordre moral (la perte de dignité) plutôt que matérielles (la crainte de ne plus pouvoir subvenir aux besoins de sa famille). Beaucoup d'hommes de cinquante à soixante ans téléphonent pour exprimer leur angoisse de l'avenir. A l'autre bout du fil, ils trouvent des écoutants dont le sacerdoce — c'en est un — est de « *les aider à se dire* ». Selon le beau mot de l'écrivain et théologien protestant, Mme France Quéré : « *Ils créent des points d'eau dans le désert* ».

GUY PORTE.

ÉDUCATION

La fin du congrès de la Fédération Andrieu de parents d'élèves

Défense de l'école laïque et participation à la vie scolaire

De notre envoyé spécial

Saint-Etienne. — Le trente-cinquième congrès de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (F.C.P.E.) s'est achevé, lundi 8 juin, à Saint-Etienne, avec les adieux de celui qui durant un quart de siècle présida aux destinées de l'organisation et lui prêta son nom : M. Jean Cornec (il avait conservé une vice-présidence). La F.C.P.E. repart donc sur des bases nouvelles, dans un contexte politique nouveau aussi, même si les débats qu'elle a menés à Saint-Etienne sont anciens : la défense de l'école laïque et la participation des parents à la vie scolaire.

L'arrivée de la gauche au pouvoir place les parents laïcs devant un choix : ou bien saisir l'occasion pour réclamer tout de suite un certain nombre de mesures promises, quitte *à embarrasser un gouvernement* ami ; ou bien adopter une attitude « *responsable* » et éviter la surenchère pour ne pas gêner une action qui, de toute façon, ira « *dans le bon sens* ».

C'est cette dernière attitude qu'ont choisie les responsables de la fédération, tant les majoritaires proches des socialistes que les minoritaires proches des communistes. « *On ne nationalise pas l'école comme une entreprise* », a expliqué le président, M. Jean Andrieu, en réponse aux militants de base qui réclament l'intégration immédiate de l'école privée. « *On ne nationalise pas les mentalités, on les délivre. C'est à vous, sur le terrain, de faire avancer les choses.* » Le porte-parole de l'opposition communiste, M. Christian Roulette, s'est franchement opposé à toute croisade laïque : « *L'enseignement confessionnel n'est pas la cible de notre fédération.* » Pour les communistes, en effet, il apparaît plus important d'arracher des adolescents à la « *main mise du patronat* » que les jeunes enfants à l'influence de l'Eglise. Ils préfèrent demander la nationalisation des centres de formation professionnelle et la « *budgétisation de la taxe d'apprentissage* » plutôt que de s'en prendre à l'école catholique en cette période de « main tendue ».

A la grande indignation de certains militants de la base, M. Roulette s'est même félicité que la résolution générale du congrès, approuvée le 8 juin à une écrasante majorité (1 315 mandats sur 1 487 exprimés), n'ait pas repris le slogan « *les fonds publics à l'école publique, les fonds privés à l'école privée* ». La résolution se contente de demander dans les « *dispositions d'urgence* » que les « *ouvertures des sections, classes et écoles nécessaires à la scolarisation de tous les élèves qui le désirent deviennent un droit* ». Quant à la nationalisation de l'enseignement privé, la résolution indique seulement que « *la réalisation progressive au cours de la prochaine législature d'un grand service public unifié et laïc de l'éducation nationale (...) doit s'accompagner d'une transformation profonde de l'école publique et d'une évolution constante des mentalités* ».

Les responsables de la F.C.P.E. vont très loin dans le sens de l'apaisement : « *Il faut que les cloisons tombent* », a dit l'ancien président, M. Cornec. Et son successeur, M. Andrieu, se déclare prêt à rencontrer les parents de l'enseignement libre pour leur proposer une « *nouvelle alliance* » entre « *ceux qui veulent répandre les vérités de la foi et ceux qui veulent répandre la vérité tout court* ». C'est au point que beaucoup, à Saint-Etienne, ont accusé le congrès d'avoir oublié les déclarations d'Albi (1) et de trop se préoccuper de considérations électorales. Les dirigeants de la fédération se retranchent derrière le slogan présidentiel : la force tranquille — aux couleurs de la laïcité, bien sûr.

Le droit de copropriété

Les militants départementaux ont cherché leur revanche en réclamant une plus grande participation à la vie scolaire. « *Je revendique le droit à la copropriété !* », s'est écrié un délégué du Nord, irrité d'entendre une directrice de maternelle parler constamment de « son » école, de « ses » institutrices et de « ses » enfants. Sur ce point aussi — mais c'est devenu une habitude à la F.C.P.E. — les dirigeants de la fédération ont dû retenir leurs troupes. Une seule concession leur a été faite : une « annexe » à la résolution *générale précisant que la collaboration* parents-enseignants « *ne doit pas se limiter aux seules démarches revendicatives* » et appelant les enseignants à faire « *clairement connaître, dès le début de l'année scolaire, leurs intentions pédagogiques* ». Cette information « *permettra aux parents de comprendre le projet pédagogique du maître ou du professeur et de contribuer à sa réussite* ». Ce à quoi plusieurs ont répondu : « *Nous ne voulons pas seulement comprendre mais participer. Et pas une fois lors de la rentrée, mais toute l'année.* »

A la « *force tranquille* » de l'état-major s'oppose l'impatience des troupes fraîches, ces « *soldats de l'An II* » que M. Andrieu a conviés au combat laïc, mais qui préfèrent souvent le droit de regard dans la vie scolaire.

ROGER CANS.

(1) *Le Monde* du 31 mai et du 1er juin 1977.

Pour la session 1981

Pas de changement du baccalauréat

Aucun changement notable n'affecte la structure et le déroulement de la session 1981 du baccalauréat, qui, dans son organisation générale, reste semblable à celles de 1978, 1979 et 1980. Cette continuité est conforme à l'engagement pris le 19 novembre 1980 par M. Jean Saurel, directeur des lycées au ministère de l'éducation, et maintenu à ce poste dans le nouveau ministère de l'éducation nationale (« le Monde » du 21 novembre 1980) : plutôt que de réformer le baccalauréat comme l'avait souhaité en son temps M. René Haby. Il devait s'agir plutôt de faire fonctionner le système actuel en permettant « à chacune des sessions de jouer son rôle et d'évoluer indépendamment des autres à égalité de dignité et en fonction des besoins constatés ».

Comme en 1980, les épreuves sont échelonnées dans le temps selon un regroupement des vingt-sept académies en trois zones. Elles se dérouleront du 10 juin au 7 juillet pour les épreuves du baccalauréat de l'enseignement général et du 15 juin au 3 juillet pour celles du baccalauréat de technicien. Les derniers résultats définitifs devraient être connus le lundi 13 juillet au plus tard.

Les seules novations introduites cette année concernent les épreuves facultatives pour lesquelles n'entrent en ligne de compte que les points excédant la note 10. Au baccalauréat d'enseignement général, une épreuve facultative de travail manuel a ainsi été introduite, conformément à l'engagement pris en 1980 par M. Christian Beullac lors de la quatrième semaine du travail manuel (*le Monde* daté 2 et 3 mars 1980). Cette épreuve, qui comporte deux options (mécanique et menuiserie), doit, précise le ministère, « *valoriser l'exercice du travail manuel dans le cadre d'activités personnelles* ».

Pour les deux baccalauréats — d'enseignement général et de technicien — l'épreuve facultative d'audition musicale est modifiée, valorisant l'écoute plutôt que la dictée musicale et exigeant de ce fait moins de connaissances techniques. L'épreuve facultative de dessin du baccalauréat d'enseignement général est intitulée désormais d'« *arts plastiques* », et sa réglementation, qui datait de 1941, est rénovée de façon à tenir compte de l'évolution de cette discipline. Enfin, l'épreuve facultative d'éducation artistique du baccalauréat de technicien variera en fonction de la série préparée par le candidat.

Les mesures proposées par le haut comité de la langue française pour développer l'enseignement du français ont, d'autre part, quelques incidences sur les recommandations données aux correcteurs : il a été demandé aux recteurs « *de veiller à ce que soit prise en compte dans l'évaluation du niveau atteint par les élèves, dans chaque discipline, la qualité de l'expression écrite et orale* ».

365 500 candidats

L'estimation des effectifs des inscrits à cette session, effectuée par les services ministériels à partir des effectifs des classes terminales, annonce une légère augmentation, plus sensible pour le baccalauréat de technicien. On dénombre 365 500 candidats, soit une augmentation de 2 % par rapport à l'an dernier, dont 253 700 pour les séries (A, B, C, D, D', E) du baccalauréat d'enseignement général (+ 1,5 %) et 111 800 pour les séries (F, G, H) du baccalauréat de technicien (+ 3 %). La répartition par série reproduit quelques évolutions déjà sensibles les années précédentes. La série A (philosophie, lettres) connaît une augmentation (+ 3 % d'inscrits par rapport à 1980) pour la troisième année consécutive, confirmant ainsi son redressement après une longue période de baisse de 1970 à 1978. La série B (économique et sociale) croît plus rapidement que les autres séries du baccalauréat d'enseignement général (+ 7,6 %).

Les séries D (mathématiques et sciences naturelles) et D' (option agronomique) *sont les seules à* connaître une baisse sensible de leurs effectifs (— 1,9 %) mais elles restent les premières par le nombre de candidats. Les effectifs de l'autre série scientifique, la série C (mathématiques et sciences physiques) se tassent aussi (— 0,8 %), confirmant une tendance apparue il y a deux ans. Cette série réputée comme la plus prestigieuse est ainsi pour la première fois légèrement dépassée par la série F (11 spécialités du baccalauréat de technicien), qui croît de 3 % par rapport à 1980 et regroupe 46 300 candidats (46 156 pour la série C).

M. Beullac et la « forteresse syndicale »

L'ancien ministre de l'éducation, M. Christian Beullac, est, comme il le dit lui-même, « *au chômage* ». S'il a finalement renoncé à se présenter aux élections législatives — les candidatures uniques ayant réduit l'éventail des possibilités, — il n'esquive pas pour autant le combat politique. C'est ainsi qu'il a participé activement — et vigoureusement — au colloque organisé, le 3 juin à Paris, par les étudiants des grandes écoles, partisans de l'Union pour la nouvelle majorité.

Laissant à d'autres le soin de défendre l'école catholique au sens strict, l'ancien ministre a surtout défendu le principe de la concurrence, moteur de l'innovation. « *Si Renault a réussi*, a affirmé l'ancien directeur adjoint de la Régie, *c'est parce qu'il y a Peugeot, Citroën, Chrysler, Ford et la General Motors.* » L'entreprise Education nationale, pour être performante et ne pas se scléroser, doit donc laisser subsister des concurrents.

M. Beullac se déclare inquiet pour son successeur, M. Alain Savary (« *un homme fort respectable et que je connais depuis longtemps* »). Pourquoi cette sollicitude ? A cause de la « *forteresse syndicale* » que constitue la Fédération de l'éducation nationale, qui manifeste « *une volonté de puissance et de monopole affolante* ». L'ancien ministre craint pour la France le « mal anglais » (« *Si l'Angleterre est à la dérive, c'est aux Trade Unions qu'elle le doit* »), et il imagine déjà les syndicalistes de la FEN « *reprendre ce que peu à peu j'avais essayé de leur reprendre moi aussi* ».

Mais qu'on ne s'y trompe pas : M. Beullac, « *après vingt-cinq ans de commandement à la régie Renault* », n'est pas contre les syndicats. Il reconnaît qu'un chef d'entreprise, tout absorbé qu'il est par les courbes de production, oublie parfois le coût social de ses décisions. « *Les syndicats sont nécessaires, à condition qu'ils restent à leur vraie place.* » Tout est là : « *Les syndicats sont, par essence, corporatistes et non pas défenseurs de l'intérêt général. C'est le patron qui défend l'intérêt général. C'est au ministre de l'éducation d'être le patron, pas aux syndicats.* » M. Savary doit se le tenir pour dit s'il ne veut pas être dévoré par la pieuvre. Sinon, « *il nous faudra quinze ans pour réparer les dégâts* ».

R. C.

Le Monde

culture

CINÉMA

Paul Newman dans « Le Policeman », de Daniel Petrie

A New-York, dans le Bronx, une prostituée portoricaine que l'usage de la drogue a rendue folle tue deux agents appartenant au poste de police du quartier, un poste surnommé *« Fort-Apache »* tant il est cerné par la délinquance, la criminalité. La meurtrière ne sera jamais retrouvée, mais le nouveau commandant de « Fort-Apache » intensifie les opérations de contrôle, les arrestations, jusqu'à provoquer une émeute des habitants du quartier. Et un flic, Murphy (dix-huit ans de service, dont douze dans le Bronx-Sud), va remettre en question son métier, après avoir vu deux de ses collègues précipiter du haut d'un toit un jeune Portoricain.

Murphy, c'est Paul Newman. Il revêt, pour la première fois à l'écran, l'uniforme d'agent de police, mais ce n'est pas pour ajouter à sa carrière de star un rôle inhabituel. C'est pour apporter une réflexion sur ce métier de policier, *« difficile et nécessaire »*, dit-il, dans un quartier de New-York particulièrement déshérité, livré à la pioche des démolisseurs et où toute une population cloîtrée dans des taudis, ne demandant qu'à vivre une vie normale, se trouve, en quelque sorte, condamnée à l'enfer. Vols, prostitution, trafic de drogue, meurtres, tout cela — le film de Daniel Petrie, solidement mis en scène, le montre d'une façon très claire et sans sombrer dans le sensationnel, la violence pour la violence — résulte d'une désastreuse situation urbaine.

Ces champs de gravats, ces maisons vétustes, ces rues surpeuplées où patrouillent les voitures de police toujours en alerte, sont un dépotoir qui provoque l'indignation. La drogue circule jusqu'au sein d'un hôpital, le cadavre de la prostituée criminelle, ficelé dans un tapis, échoue sur un tas d'ordures. Inspiré des expériences de deux policiers du Bronx-Sud, Thomas Mulhearn et Pete Tessitore, ce film ne raconte que des choses vraies mais filtrées par les propres conceptions de Paul Newman, son souci de défendre les droits civiques et les valeurs humaines.

Le rôle de Murphy, tel qu'il l'interprète (d'abord témoin passif s'efforçant de ne jamais envenimer les choses, n'usant pas de brutalités puis peu à peu concerné, par sa liaison avec une infirmière portoricaine qui est, elle aussi, contaminée par l'environnement), tient, il le reconnaît, autant à l'acteur qu'à l'homme, à son métier de comédien qu'à sa personnalité profonde. De passage à Paris pour la sortie du film, il s'en est expliqué :

« Un environnement d'une telle dureté, dit Paul Newman, *provoque, en général, pour les gens qui habitent ces quartiers, une anesthésie des relations humaines. Murphy est un « héros » parce qu'il ne se laisse pas anesthésier. Un moment vient où sa conscience lui commande de r é a g i r, moralement, comme il doit le faire, dans l'amour, le travail, les relations avec son coéquipier, ses collègues, et la population du Bronx. Cela ne va pas sans problème : il lui faudra dénoncer les deux flics qui ont jeté — ce n'était qu'un Portoricain ! — le garçon du haut du toit. La scénario a été souvent remanié ; nous avons travaillé, le réalisateur, le scénariste et moi-même, avec Thomas Mulhearn et Pete Tessitore. De nouvelles idées nous venaient souvent. En tournant certaines séquences, nous nous sommes aperçus qu'il en fallait d'autres, plus humaines, plus personnelles. Dans une certaine mesure, nous avons été influencés par l'ambiance oppressante du quartier, ses drames quotidiens. C'est vrai que je me sentais plus qu'un acteur. »*

Le Policeman n'est pas un simple film policier véhiculant, selon une tradition bien américaine, ce qu'on appelle des « idées généreuses ». Il prend parti contre les attitudes racistes et les causes d'une délinquance ravageuse s'étendant comme un cancer. Et pourtant, avant son succès aux Etats-Unis, il a suscité des réactions hostiles, il a été taxé de racisme, il a provoqué une « affaire » que Paul Newman a voulu tirer au clair. Le film lui tient trop à cœur.

« La première version du scénario avait été envoyée à toutes les Eglises, à toutes les associations, à tous les comités de quartier représentant les habitants du Bronx. L'un de ces comités s'est senti offensé par une ou deux scènes qui, détachées du contexte auraient été, évidemment, inadmissibles, mais il fallait juger de l'ensemble. Il y a eu une réaction passionnelle. Deux fois, des contestataires — une quinzaine de personnes — ont essayé d'interrompre le tournage en extérieur. Un jour, j'avais demandé à une assistante d'écarter des photographes qui gênaient le travail. Elle a levé les bras pour les faire partir, disant : « Je vous en prie. » Or elle a été photographiée et un journal, le New York Post, *a publié cette photographie comme si le geste de refus s'adressait aux contestataires. L'un des membres du comité hostile au film était un responsable de la télévision portoricaine. Il a gonflé la chose par les médias.*

» Frank Merrero, Portoricain représentant les immigrés, a vu, ensuite, le film, avec José Ferrer (qui est Portoricain d'origine). *Il a fait un éditorial à la télévision, pour déclarer que toute cette agitation n'était pas fondée, que rien n'était offensant, ni raciste. Mais il y avait, alors, à New-York, des élections locales. Certains politiciens ont essayé d'utiliser le film — et ma présence — pour une autre controverse parfaitement démagogique : ils cherchaient à recueillir des voix en se rendant importants. Plus fort encore : la Ville de New-York a condamné le film sans savoir ce qu'il était réellement. Les médias ont annoncé cette condamnation. Heureusement, des conseillers municipaux sont allés voir* le Policeman.

» Deux jours avant la sortie du film, sur neuf salles qui devaient le présenter dans le Bronx-Sud, une seule l'a retiré par peur d'incidents. Mais certaines communautés ont fait défiler des piquets de grève pour empêcher les spectateurs d'entrer. Moi qui avais travaillé si durement pour arriver le vingtième sur la liste des ennemis politiques de Nixon, je me sentais disqualifié !... »

Le cinéma, pour Newman, ce n'est pas seulement le cinéma, ce peut être, comme dans le film de Petrie, une façon de se battre pour des choses nécessaires. S'il est admirable dans *le Policeman*, il tient à préciser qu'il a participé à un travail d'équipe et, d'ailleurs, c'est évident, mise en scène, interprétation, tout se tient si bien qu'on regrette que cette œuvre ne soit pas allée au Festival de Cannes.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

MUSIQUE

Vladimir Ashkenazy et le Philharmonia de Londres

Il y a quelques jours, Maurizio Pollini donnait deux sonates de Beethoven (la Tempête et l'Aurore) *aux Champs-Elysées ; jeu parfait, d'une très haute conception, taillé dans le marbre pour l'éternité, mais l'on s'étonnait de ne plus sentir vivre la musique sous les notes. Un pianiste ne saurait ainsi se figer ; peut-être une certaine saturation explique-t-elle le palier où se trouve Pollini, mais il est trop grand artiste pour ne pas rebondir.*

Si nous avions quelque doute sur notre fraîcheur d'écoute, Vladimir Ashkenazy l'aurait dissipé le 8 juin en jouant (toujours dans l'excellente série des Concerts quatre étoiles) le dernier Concerto pour piano *de Mozart (en si bémol K. 595), si parfaitement lui aussi et si discrètement comme il convient à cette œuvre ultime, pâle et ombrée de mélancolie malgré sa volonté de sourire encore. Sans le moindre écart de style, par le seul fait d'un phrasé vivant, fragile comme l'existence, d'un toucher mobile de vif argent, Ashkenazy réincarne la musique à chaque note, trouve mille nuances dans le mezzo-piano et le mezzo-forte, modèle le chant sur le souffle intérieur et, dans le final, fait chanter les oiseaux en roulades radieuses, une dernière fois, quand Mozart multiplie les cadences comme s'il ne pouvait se résoudre à les abandonner.*

Grand pianiste, on le savait, Ashkenazy s'est révélé grand chef d'orchestre, non plus simplement avec un ensemble de chambre, mais dans la 5e Symphonie *de Tchaïkovsky. On se souvient alors qu'il est né en Russie, à des signes impalpables, à la sonorité de ses cordes aux espaces infinis, à la justesse native de ses phrasés. Il a de la foudre dans ses bras, mais n'en néglige pas pour autant d'ourler un trait jubilant de flûte ou d'arrondir la courbe gonflée de sève d'une mélodie. Il sent et vit de l'intérieur l'impact émotif de cette musique tumultueuse qu'il déploie sans la moindre gaucherie ou inégalité, avec un art inné de chef d'orchestre, et certaines pages ont rarement atteint une telle puissance visionnaire, nous jetant au visage ce poème d'une énergie indomptable déployée sur cette immense toile de fond d'un destin tragique où elle a parfois la tentation de se laisser couler, et toujours ressuscite.*

Mais la m a î t r i s e technique d'Ashkenazy (équilibre des masses sonores, lisibilité de chaque plan, cohésion des rythmes et du discours) avait la chance de s'épanouir dans un orchestre admirable, le Philharmonia de Londres, aux sonorités merveilleuses, au jeu ultra sensible ; de grands virtuoses et un bel instrument qui faisait preuve de ses qualités, aussi bien dans le Concerto *de Mozart, et dans le délicieux* Concerto pour double orchestre à cordes, *de Michael Tippett, qui ouvrait le concert, une sérénade à l'anglaise, pointue comme du Britten, dansante et enjouée, où les deux orchestres s'opposent, s'entrelacent ou s'étayent avec beaucoup de grâce. Un grand souffle d'été et de bonheur, avec un andante d'où montent de paisibles respirations alternées et un chant aussi pur et idéal que le* Nocturne *de Shylock, de Gabriel Fauré.*

JACQUES LONCHAMPT.

★ Signalons quelques très beaux enregistrements récents d'Ashkenazy chez Decca : les *Concertos K 459* et *K 491*, de Mozart, avec le Philharmonia (390.267), sept Sonates de Beethoven en trois disques (390.272, 373, 321), les *Deuxième* et *Troisième Concertos*, de Bartok, sous la direction de Solti (390.318) et le « Volume 14 » de son intégrale Chopin, un disque éblouissant et exquis de pièces posthumes (mise à part la *Première Sonate op. 4*, qui reste un peu indigeste) merveilleusement recréées (390.283).

★ Le récital que devait donner Alfred Brendel ce mardi 9 aux Champs-Elysées est reporté au 28 juin.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

SALLE GAVEAU Elim. du 8 au 10 juin Finale le 12 9 h. et 14 h. CH.-ELYSEES Finale avec Orchestre sam. 13 juin 14 h. 30, 20 h. 30. (Valmalète)	CONCOURS INTERNATIONAL Marguerite Long Jacques Thibaud VIOLON
SALLE GAVEAU Eliminatoires du 8 au 17-6 et finales les 12 et 19 juin Théâtre des CH.-ELYSEES Finales avec ORCHESTRE 13 et 20 juin (Valmalète)	CONCOURS INTERNATIONAL Marguerite Long Jacques Thibaud VIOLON et PIANO
SALLE GAVEAU Jeudi 11 juin à 21 heures. (Valmalète)	Récital exceptionnel Horacio GUTIERREZ Beethoven, Chopin Ravel, Liszt
SALLE GAVEAU Vendredi 12 juin à 21 heures. (Valmalète)	1er RECITAL A PARIS DU 1er GRAND PRIX CHOPIN - VARSOVIE 1980 DANG THAI SON Chopin
ABBAYE DE ROYAUMONT (Val-d'Oise) 12 km au sud de Chantilly Dimanche 14 juin à 17 h. 30. (p.e. Werner)	CLEMENCIC CONSORT Dir. Mus. R. CLEMENCIC Mise en scène L. BROGI DRAMES LITURGIQUES MÉDIÉVAUX Loc. 3 FNAC et 035-30-16
EGLISE DES BILLETTES Dimanche 14 juin à 17 heures. (p.e. Kiesgen)	MARTINE ROCHE Clavecin J.-S. BACH - COUPERIN PLATTI - JEOFFROY
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES Jeudi 25 juin à 20 h. 30. (p.e. OAI, Valmalète)	Unique récital Margaret PRICE Soprano Piano : Geoffrey PARSONS
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES Mardi 23 juin à 20 h. 30. (p.e. OAI, Valmalète)	Le violoniste ITZHAK PERLMAN Piano : Bruno CANINO
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES Lundi 22 juin à 20 h. 30. (Valmalète)	CONCOURS INTERNATIONAL M. LONG-J. THIBAUD GRAND CONCERT DE GALA avec le concours des PREMIERS GRANDS PRIX de piano et violon ORCHESTRE DES CONCERTS PASDELOUP Dir. : Gérard DEVOS
EGLISE ST-SEVERIN Tous les mardis à 21 heures. Loc. : face Eglise. (Werner)	« Saison parisienne 1981 » ORCHESTRE et CHORALE KUENTZ 16 : chefs-d'œuvre Mus. de Chbre. Solistes de l'Orchestre 23 : MOZART MESSE UT min.
PRINCIPAUTE de MONACO PALAIS PRINCIER et CENTRE de CONGRES Auditorium — Du 15 juillet au 12 août 1981 en soirée — Renseign. : Opéra de Monte-Carlo Téléphone (93) 50-69-31 — (p.e. Dandelot)	CONCERTS du PALAIS PRINCIER ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE MONTE-CARLO 15-7 : … (Requiem de Verdi) 19-7 : Dir. R. Frubeck de Burgos Sol. Henryk Szeryng 22-7 : Dir. Lawrence Foster Sol. Mstislav Rostropovitch 26-7 : Dir. Gary Bertini. Sol. Bruno-Leonardo Gelber 9-8 : Dir. Aldo Ceccato. Sol. Martha Argerich. 12-8 : Dir. M. Tilson Thomas Sol. Alexis Weissenberg. C.C.A.M 30-7 : Dir. G. Masini Sol. Martina Arroyo et Ruggero Raimondi
Vieil Hôpital (13e siècle) TONNERRE (Yonne) Samedi 25 juillet à 20 h. 45. (Dandelot)	Concert exceptionnel dans un cadre prestigieux Vivaldi - Bach - Mozart Yehudi MENUHIN Orchestre de Chambre CAMERATA LYSY (Gstaad) Location par correspondance Rens. 563-47-19 et 563-20-08 Un train spécial est prévu de Paris

G. E. R. M.
Coproduction : Pro-Helvetia
The Swiss Music Library New-York
11 - 12 JUIN
à 20 h 30
CONCERTS MANIFESTES
11 juin : E. RADERMACHER (soprano)
BERNER KLAVIERTRIO
12 juin : E. MAUDENSCHILD (violon)
E. SHUMSKY (alto)
ZELENKA - SCHNEIDER
MARIETAN - STREIFF - MOZART
MARTINU...
Porte de la Suisse
11 bis, rue Scribe

IRCAM
PIERRE BOULEZ eic
MUSIQUE du XXe siècle
saison 81/82
abonnements
BROCHURE - ABONNEMENTS SUR DEMANDE
EIC 9, rue de l'Echelle Paris 9e
tél. 260.94.27
M. ____
adresse ____

CONCERTS

Radio france

ORCH. NATIONAL DE FRANCE
en COPRODUCTION avec l'IRCAM

RADIO FRANCE Grand Auditorium Mercredi 10 juin à 19 h. 30.	STRAVINSKY P. Bryn-Julson, E. Bainbridge J. Gilmore, B. Carmeli M. Béroff, J.-C. Pennetier G. Pludermacher, A. Queffélec R. Lawson Quatuor InterContemporain Chœurs de Radio France Dir. : Pierre BOULEZ

PRESTIGE DE LA MUSIQUE

SALLE GAVEAU Mercredi 10 juin à 20 h. 30.	Récital JESSYE NORMAN G. PARSONS, piano Quatuor J. PRAT, E. BALMAS D. PONS, D. RACLOT Wolf - Mahler Chausson - Offenbach

CYCLE ACOUSMATIQUE

RADIO FRANCE Grand Auditorium Lundi 15 juin (Entrée libre)	20 h. 30 : concert J. Maticic A. Savouret 22 h. 30 : Rencontre GRM/JAZZ J. Schwarz avec C. AUSTIN et J. GALIVAN

MUSIQUES TRADITIONNELLES

RADIO FRANCE Grand Auditorium Jeudi 18 juin à 20 h. 30.	INDE DU NORD BAUL : LES FOUS DE DIEU Chanteurs mystiques du BENGALE Ensemble Tradition Populaire de RANA PRATAP

JOURNEE FRANCE MUSIQUE
« VIENNE, par Alfred BRENDEL »

SALLE GAVEAU Samedi 20 juin à 17 h. 30.	HAYDN - BEETHOVEN Imogen COOPER piano QUATUOR TALICH
RADIO FRANCE Grand Auditorium à 20 h. 30.	MOZART - SCHUBERT - HAYDN A. BRENDEL, I. COOPER P. AMOYAL, G. CAUSSE Orchestre de Chambre de la Philharmonie de Berlin Violon solo : S. GAWRILOFF

Loc. : RADIO FRANCE, salles et agences

RÉOUVERTURE LE 12 JUIN
STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES
SUZANNE FLON
MARTINE SARCEY
Le cœur sur la main
de LOLEH BELLON
Mise en scène de JEAN BOUCHAUD
Décor et costumes de ANDRÉ ACQUART
avec
ALAIN MAC MOY
GILBERT PONTÉ
MADELEINE CHEMINAT
Loc. Studio, Agences et par tél. 723.35.10
Location ouverte

BOBINO
BOBINO JAZZ
le 9 juin MAX ROACH
le 11 juin LESTER BOWIE
le 12 juin DAVE BRUBECK
le 13 juin ETHNIC TRIO
le 15 juin DOLLAR BRAND
le 16 juin ANTHONY BRAXTON
le 17 juin CHICO FREEMAN
le 18 juin MINGUS DYNASTY
à partir du 23 juin RCA
DICK ANNEGARN
5 concerts à 20 h 45

SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Les Ventes ambulantes : Carré Sylvia Monfort (531-28-34). 20 h. 30 ; Faisons un rêve. Athénée (742-67-27), 21 h. : Spectres. Théâtre - 18 (226-47-47), 20 h. 30

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 9 juin

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-57-50), 21 h. : Récital Leona Mitchell.
Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30 : Sertorius.
Chaillot (727-81-15), 20 h. 30 : Calderon ; salle Gémier, 20 h. 30 : la Méprise.
Petit-Odéon (325-70-32), 18 h. 30 : Ainsi Solange ; Paris ou ailleurs.
TEP (797-96-06), 20 h. 30 : Semaine internationale de la critique française.
Théâtre de la Ville (274-11-24), 18 h. 30 : Cuarteto Cedron ; 20 h. 30 : Kei Takei's Moving Earth, danse.

Les autres salles

Antoine (208-77-71), 20 h. 30 : Potiche.
Artistic-Athevains (355-27-10), 20 h. 30 : l'Orage.
Astelle-Théâtre (202-34-21), 20 h. 30 : les Bonnes.
Atelier (606-49-24), 21 h. : les Trois Jeanne.
Bouffes-du-Nord (239-34-50), 20 h. 30 : la Cerisaie.
Cartoucherie, Aquarium (374-99-61), 20 h. 30 : Un conseil de classe très ordinaire. — Théâtre de la Tempête (328-36-36), 20 h. 30 : D'un Céline à l'autre. — Chaudron (328-97-04), 20 h. 30 : Demeter II.
Cinq-Diamants (580-18-62), 20 h. 30 : Metropolitan Opera.
Cité internationale universitaire (589-33-69), Resserre, 20 h. 30 : Conversation chez les Stein sur M. Goethe absent. — Galerie, 20 h. 30 : Lotte à Weimar.
Comédie Caumartin (742-43-11), 21 h. : Reviens dormir à l'Elysée.
Comédie des Champs-Elysées (723-37-21), 20 h. 45 : Madame est sortie.
Comédie de Paris (281-00-11), 20 h. 30 : Boris Supervian.
Croq'-Diamants (272-20-06), 22 h. : la Voix humaine.
Ecurie des abattoirs de Vaugirard (250-26-76), 21 h. : la Dynastie des malpropres.
Edouard-VII (742-57-49), 21 h. : Deburau.
Espace-Gaîté (327-95-94), 20 h. 15 : E. Depardieu, P. Bernheim ; 21 h. 45 : Ivres pour vivre.
Espace-Marais (271-10-19), 22 h. 15 : le Funambule unijambiste.
Fondation Deutsh-de-la-Meurthe (540-62-22), 20 h. 45 : Avis de rencontre.
Fontaine (874-74-40), 20 h. 30 : J'aimerais bien aller à Nevers ; 22 h. : les *Aviateurs*.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 20 h. 15 : Elle voit des nains partout ; 22 h. : Tranches de vie.
Galerie-55 (326-63-51), 20 h. 30 : le Chant du bouc.
Huchette (326-23-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.
Lucernaire (544-57-34). Théâtre noir, 18 h. 30 : Ecoute Israël ; 20 h. 30 : les Amis. — Théâtre rouge, 18 h. 30 : Ella Telegrammes ; 22 h. 30 : Shérazade. — Petite salle, 18 h. 30 : Parlons français.
Madeleine (265-07-09), 20 h. 45 : Arsenic et vieilles dentelles.
Marigny (256-04-41), 21 h. : Domino. — Salle Gabriel (225-20-74), 21 h. : le Garçon d'appartement.
Mathurins (265-90-00), 21 h. : Huis clos ; Pétition.
Michel (265-35-02), 21 h. 15 : On dînera au lit.
Michodière (742-95-22), 21 h. : les Mystères de l'amour.
Montparnasse (320-89-90), 21 h. : Exercice de style. — Petite salle, 20 h. 30 : Pierrot d'Asnières.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h. 30 : Joyeuses Pâques.
Roquette (805-78-51), 20 h. 30 : Pentablogues ; 22 h. 30 : Angel.
TAI Théâtre d'Essai (278-10-79), 18 h. 30 : l'Objet aimé ; 20 h. 30 : l'Ecume des jours.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 30 : Y'en a marre ; 22 h. : Nous, on fait où on nous dit de faire.
Théâtre en rond (387-88-14), 20 h. 30 : Douze Hommes en colère.
Théâtre du Marais (278-03-53), 20 h. 30 : le Pique-Assiette.
Théâtre Marie-Stuart (508-17-80), 20 h. 30 : Euphorie poubelle ; 22 h. : la Marelle.
Théâtre de la Mer (589-70-22), 20 h. 30 : Toi et tes nuages.
Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h. 30 : Vu du pont.
Théâtre de Plaisance (320-00-06), 20 h. 30 : la Chasse au snark.
Théâtre Présent (203-02-55), 20 h. 30 : le mime Pradel ; 21 h. : Changement à vue.
Théâtre du Rond-Point (256-70-80), 20 h. 30 : l'Amour de l'amour. — II, 20 h. 30 : Oh ! les beaux jours !
Théâtre Saint-Médard (783-50-02), *20 h. 30 : Ubu président.*
Variétés (233-09-92), 20 h. 45 : l'Intoxe.
Petit Casino (278-36-50), I. 20 h. 30 : Phèdre à repasser ; 22 h. 15 : T'as pas vu mes bananes ; II, 22 h. : Des bigoudis à l'intérieur de la tête.
Pied bleu (285-32-16), 20 h. : la Caisse du chat ; 21 h. 15 : Ah ! si j'avais su..
Point-Virgule (278-67-03), 22 h. 45 : Du Ronron sur les blinis.
Splendid (887-33-82), 20 h. 15 : Tendresse ; 22 h. : le Troisième Jumeau.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), *20 h. 30 : Un polichinelle dans le tiroir* ; 21 h. 30 : la Grande Shirley ; 22 h. 30 : les Petites Filles modules ; 23 h. 30 : Moi, mes monstres sacrés et moi.
Tremplin de Paris (281-56-79), 20 h. 15 . Vous avez dit ringard ? ; 21 h. 30 : D. Riey.
La Vieille Grille (707-60-93), 21 h. 30 : Une cocaïne allemande.

Les cafés-théâtres

Au Bec-fin (296-29-35), 20 h. 30 : Jamais deux sans moi ; 21 h. 30 : Woody Folies ; 22 h. 45 : la Revanche de Nana.
Blancs-Manteaux (887-17-84), 20 h. 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : A. Didier ; 22 h. 30 : les Bulles dans l'encrier. — II, 21 h. 30 : Sardines grillées ; 22 h. 30 : R. Mattera.
Café d'Edgar (320-85-11), 18 h. 30 : M. Havet ; 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : la Jacassière ; 22 h. 30 : les Suisses.
Café de la Gare (278-52-11), 21 h. : le Grand Vide sanitaire.
Connétable (277-41-40), 20 h. 30 : A la rencontre de Marcel Proust.
Coupe-Chou (272-01-73), 19 h. : le Bel Indifférent ; 20 h. 30 : le Petit Prince ; 21 h. 45 : Va-t-en, je t'aime.
Le Fanal (233-91-17), 20 h. : la Chasse est ouverte ; 21 h. 15 : le Président

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. . Sept ans de bail. . bye bye.
Deux-Anes (606-10-26), 21 h. : Quand les ânes voteront.

La danse

American Center (321-42-20), 20 h. 30 : Atelier Susan Buirge.
Centre culturel du Marais (272-73-52), 21 h. : le Corps et la percussion, danse africaine.
Centre Mandapa (589-01-60) 20 h. 45 : la Légende de Rama et Sita.
Roquette (805-78-51), 20 h. 30 : Shiro Daimon.

Le music-hall

Aire libre (322-70-78), 22 h. 15 : Alain Aurenche.
Casino Saint-Martin (208-21-93), 21 h. . Stone et Charlotte Julian ; 22 h. : Génération Hollywood.
Lucernaire (544-57-34), 20 h. 30 : Sylvie Joly.
Moderne (874-10-75), 20 h. 45 : le Chant du peuple juif assassiné.
Palais des Sports (828-40-48), 21 h. : les Harlem Globe Trotters.
Théâtre Montparnasse (322-77-30), 22 h. : Pepe de Cordoba.
Potinière (261-44-16), 20 h. 30 : R. Bahri et J.-L. Lahaye.
Théâtre La Bruyère (874-76-99), 21 h. : Popeck.
Théâtre de la Roquette (805-78-51), 21 h. : Auguste.

IRCAM
Forum de la Création
jeudi 11 juin 20 h 30
l'Itinéraire
direction
Michel Decoust
créations de
Bousch - Kessler
Miereanu - Risset
ESPACE DE PROJECTION
31, rue St-Merri 4e loc. 278.79.95

GEORG SOLTI
A PARIS
ORCHESTRE DE PARIS
BERLIOZ - ROMÉO ET JULIETTE
(Extraits symphoniques)
BRUCKNER - SYMPHONIE N° 4 «ROMANTIQUE»


PALAIS DES CONGRÈS
JEUDI 11 - VENDREDI 12 JUIN A 20H30
LOCATION AUX CAISSES DE 11H A 18H - PAR TÉLÉPHONE DE 13H A 17H AU 758.27.08

— MERCREDI —

UN CRI POUR LA LIBERTE !
VIVA LA MUERTE
ARRABAL

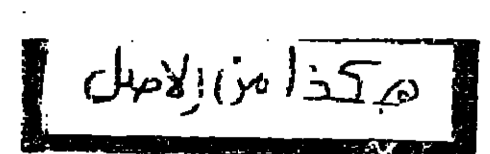
Radio france
concerts
saison 81 - 82
abonnements
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
MUSIQUES SACRÉES - SAISON LYRIQUE
PRESTIGE DE LA MUSIQUE - MUSIQUE DE CHAMBRE
ABBADO • ACCARDO • AMY • BACQUIER • BERGANZA • BERMAN
BERNSTEIN • BEROFF • BOUR • COLLARD • FORRESTER
GARDINER • GELBER • HELFFER • JANOWITZ • JANOWSKI
JOCHUM • JORDAN • KAGAN • KRIVINE • LEITNER • MAAZEL
MACAL • MARRINER • MATHIS • OHLSSON • PENDERECKI
POMMIER • PRETRE • PRICE • PRIN • RICHTER • ROSTROPOVITCH
ROWICKI • SANDERLING • SANTI • SEGAL • SOUDANT • STAPP
WALLEZ • WAND • YO YO MA • ZYLIS-GARA
CHŒURS ET MAITRISE DE RADIO FRANCE
18 séries - 81 concerts
Pour tous renseignements :
• Dans le grand hall de la Maison de Radio France, au Théâtre des Champs-Elysées et Salle Pleyel
• Par correspondance à :
Radio France - bureau 7324 - 116, avenue du Président Kennedy 75786 PARIS CEDEX 16

ORCHESTRE DE L'ILE-DE-FRANCE


IXe SYMPHONIE DE L. BEETHOVEN
Direction JEAN FOURNET
Caroline DUMAS (soprano)
Gisèle ORY (mezzo)
Georges FRIEDMANN (ténor)
Armand ARAPIAN (basse)
CHŒURS DE L'ILE-DE-FRANCE
(92) LEVALLOIS-PERRET — Palais des Sports — Vendredi 12 juin 81 à 21 h.
(78) FONTENAY-LE-FLEURY — Espaces verts de l'Hôtel de ville — Samedi 13 juin 81 à 17 h.
(93) AULNAY-SOUS-BOIS — Maison de la Culture — Mardi 16 juin 81 à 21 h.

TT théâtre de la tempête cartoucherie 328 36 36
un spectacle Orbe Théâtre
D'UN CELINE L'AUTRE
textes de L.F. Celine

CUARTETO CEDRON
Polydor
THEATRE DE LA VILLE
Du 9 au 20 juin à 18 h 30 - 22 F
1 heure sans entracte.
NOUVEL ALBUM



SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot (704-24-24), 15 h. : la Couronne de fer, de A. Blasetti ; 20 h. : le cinéma grec contemporain : « Megalexandros », de Th. Angelopoulos.

Centre Beaubourg (278-35-57). Relâche.

Les exclusivités

LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
ALLEMAGNE, MERE BLAFARDE (All.), v.o. : Marais, 4e (278-47-86) ; Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Olympic, 14e (542-67-42).
L'AMOUR HANDICAPE (All.-Suis.), v.o. : Marais, 4e (278-47-86).
LES ANNEES LUMIERE (Suis.), v. angl. : Forum-Halles, 1er (297-53-74) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Balzac-Olympic, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LE BAHUT VA CRAQUER (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) : Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LA BOUM (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).
BRIGADE ANTI-VIOL (A.) (**), v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
LA CAGE AUX FOLLES No 2 (Fr.) : U.G.C Opéra, 2e (261-50-32).
LES CHARIOTS DE FEU (A.), v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), Mer., J. ; Quintette, 5e (354-35-40), Mer., J. ; Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Mer., J. ; Nation, 12e (343-04-67), Mer., J.
COMME UN HOMME LIBRE (A.), v.o. : U.G.C Rotonde, 6e (633-08-22) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
LE CONCOURS (A.), v.o. : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
DES GENS COMME LES AUTRES (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LE DERNIER METRO (Fr.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
DIVA (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70).
DON GIOVANNI (Fr.-It.) v. it. : Vendôme, 2e (742-97-52).
ELEPHANT MAN (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Concorde, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Wepler, 18e (522-46-01) Mer., J.
L'ESPRIT DU VENT (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) H. Sp. — V.F. : St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43)
L'ETUVE (Autr., v.o.) . Olympic, 14e (542-67-42) H. Sp.
EXCALIBUR (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67). — V.F : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) : Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
FAME (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées Point-Show, 8e (225-67-29)
FANTOME D'AMOUR (It., v.o.) : UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.F. : St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27). Mer., J.
FAUT S' FAIRE LA MALLE (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Studio Raspail, 14e (320-38-98). — V.F. : UGC Opéra, 2e (261-50-32).
LA FEMME DE L'AVIATEUR (Fr.) : Olympic-Entrepot, 14e (542-67-42).
FONDU AU NOIR (A., v.o.) (**) : Movies-Halles, 1er (260-43-99), Saint-Germain Village, 5e (633-63-20), Parnassiens, 14e (329-83-11).
LA FUREUR DU JUSTE (A., v.f.) (*) : Maxéville, 9e (770-72-86).
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
L'HOMME FRAGILE (Fr.) : Quintette, 5e (354-35-40).
KASSBACH (Autr., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
IN GIRUM NOCTE ET CONSUMIMUR IGNI (Fr.) : Quintette, 5e (354-35-40).
JACKY CHAN LE MAGNIFIQUE (H.-Kong, v.f.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LILI MARLEEN (All., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), Studio Cujas, 5e (354-89-22), Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
MAC VICAR (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
MALEVIL (Fr.) : Movies-Halles, 1er (260-43-99) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LES MARGINAUX (Ind., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).
NEIGE (Fr.) (*) : Forum Halles, 1er (297-53-74) ; Rio, 2e (742-82-54) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Murat, 16e (288-64-44) ; Secrétan 19e (206-71-33).
ON M'APPELLE MALABAR (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-56-86).
OUT OF THE BLUE (A., v.o.) (**) : Studio Logos, 5e (354-26-42) ; Forum, 1er (297-53-74).
PLEIN SUD (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52).
LA PORTE DU PARADIS (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75), mer., J.
POSSESSION (Fr.-all., v.o.) (**) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76), mer., J. ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
PULSIONS (A., v.o.) (**) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) — V.f. : Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Maxéville, 9e (770-72-86), mer., J.
QUARTET (Fr.-Angl., v. angl.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Broadway, 16e (527-41-16). — V.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Convention-St-Charles, 15e (579-33-00) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
QUELQUES JOURS DE LA VIE D'OBLOMOV (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80), h. sp.
QUELQUE PART DANS LE TEMPS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82), mer., J. ; Elysées-Point Show, 8e (225-67-29). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
RESURRECTION (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
LE RISQUE DE VIVRE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : Studio Gît-Le-Cœur, 6e (326-80-25).
SAN ANTONIO NE PENSE QU'A ÇA (Fr.) (*) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98)
SAUVE QUI PEUT (LA VIE) (Fr.-Suisse) (**) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), jeudi, sam., mardi.
SI C'EST ÇA LE DESTIN (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
SIGNE FURAX (Fr.) : U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22).
LE SOLITAIRE (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Elysée, 8e (359-12-15). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) : mer., jeudi ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).
THE ROSE (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Fauvette, 13e (331-56-86), mer., jeudi.
TROIS FRERES (It., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), mer., vend., dim., lundi.
UN COSMONAUTE CHEZ LE ROI ARTHUR (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Forum-Halles, 1er (297-53-74) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Studio-Alpha, 5e (354-39-47) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25)
VIVRE VITE (Esp. v.o.) (**) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Parnassiens, 14e (329-83-11), mercr., jeudi
LES YEUX DE LA TERREUR (A., v.o.) (**) : Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Haussmann, 9e (770-47-55) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

FILMS NOUVEAUX

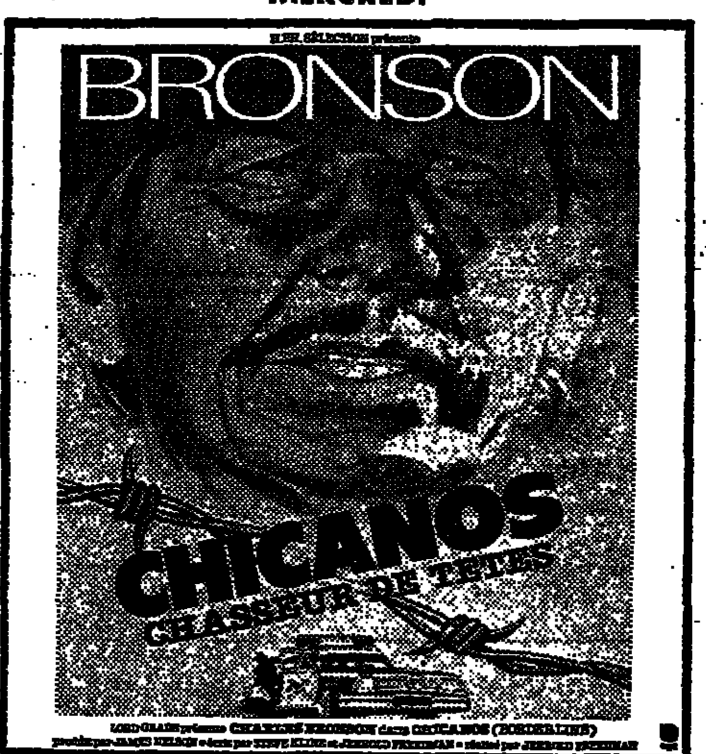
L'AMOUR EN 1re CLASSE, film franco-italien de Salvatore Samperi. — V.f. A.B.C., 2e (236-55-54) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LES FRUITS DE LA PASSION, film franco-japonais de Shuji Terayama (**). — V.o. : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Helder, 9e (770-11-24), (v.o., sous-titres) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02). — V.f. : Normandie, 8e (359-41-18) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01)
LABYRINTHE, film français de Philippe Jaulmes (procédé Panrama). — Espace-Gaîté, 14e (327-95-94).
POURQUOI PAS NOUS, film français de Michel Berny. — Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e 206-71-33).
SHOW BUS, film américain de Jerry Schatzberg. — V.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LE POLICEMAN, film américain de Daniel Petrie. — V.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Montparnasse 83, 6e (544-25-02) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

Les grandes reprises

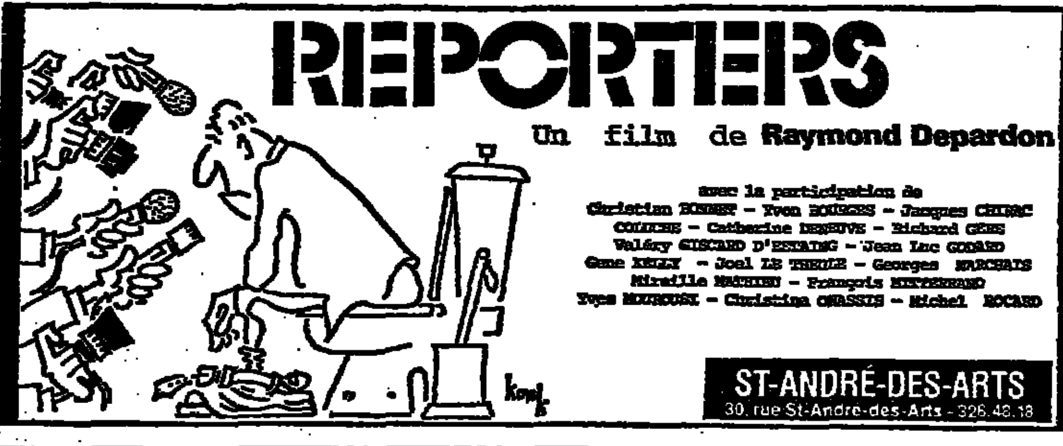
A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
AGUIRRE, LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
BABY DOLL (A., v.o.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
BELLISSIMA (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
BONAPARTE ET LA REVOLUTION (Fr.) : Escurial, 13e (707-28-07).
CASABLANCA (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83).
CINQ SOIREES (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).
LA CITE DES FEMMES (It., v.o.) (**) : Lucernaire 6e (544-57-34) ; A.-Bazin, 13e (337-74-39).
CITIZEN KANE (A., v.o.) : Olympic-Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic, 14e (542-67-42).
LE CHAINON MANQUANT (Fr.-B.) : Acacias, 17e (764-97-83).
DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
LES DENTS DE LA MER (A., v.o.) (*) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56).
EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
FLESH GORDON (A., v.f.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55).
FRANÇAIS SI VOUS SAVIEZ (Fr.) (1re époque : mer., D. ; 2e : J., S., L. ; 3e : V., Mar.) : Noctambules, 5e (354-42-34).
FURIE (A., v.o.) : Nickel-Odéon, 6e (633-22-13).
HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).
GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
LA HORDE SAUVAGE (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Actua-Champo, 5e (354-51-60).
L'HOMME DE MARBRE (Pol., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
LOLITA (A., v.o.) (*) : Action Christine, 6e (325-85-78), Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).
LOULOU (Fr.) Ciné-Seine, 5e (325-95-99).
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81). — V.f. : Tourelles, 20e (364-51-98). J. 21 h.
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
LA PARTY (Ang., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82).
LE PONT DE LA RIVIERE KWAI (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).
LES PRODUCTEURS (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
SOLDAT BLEU (A., v.o.) (*) : Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82), George-V, 8e (562-41-46), Parnassiens, 14e (329-83-11).
SOLEIL VERT (A., v.o.) (*) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).
LA STRADA (It., v.o.) : Lucernaire, (544-57-34).
TROIS FEMMES (A., v.o.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99).
UN ENFANT ATTEND (A., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
UNE FEMME SOUS INFLUENCE (A., v.o.) : Théâtre Présent, 19e (203-02-55).
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Biarritz, 8e (723-69-23), Montparnos, 14e (327-52-37), Secrétan, 19e (206-71-33).
VIVA ZAPATA (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81). — V.f. : Cinéac Italiens, 2e (296-80-27).
WEST SIDE STORY (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Kinopanorama, 15e (306-50-50), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

Les festivals

HISTOIRES ITALIENNES (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : le Saut dans le vide.
JOURNEES CINEMATOGRAPHIQUES DE L'IMMIGRATION (v.o.). Saint-Séverin, 5e (354-50-91) : le Bus ; la Noire...
H. BOGART (v.o.) Action La Fayette, 9e (878-80-50) : le Mystérieux docteur Clitterhouse.
F. LANG (v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Cape et Poignard.
RITA HAYWORTH (v.o.), Mac-Mahon-Ecoles, 5e (325-72-07) : la Blonde ou la rousse.
MARX BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : Plumes de cheval.
A. WAJDA (v.o.), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) : Sans anesthésie.
FESTIVAL WESTERNS (v.o.), Cluny-Palace, 5e (354-07-76) : le Trésor de la Sierra Madre.
ACTION REPUBLIQUE, 11e (805-51-33) : le Milieu du monde.
HOMMAGE A BOB MARLEY (v.o.), Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) : Exodus ; Reggae Sunsplash.









RADIO-TÉLÉVISION

Vu

Incroyable

Incroyable mais vraie, l'histoire inscrite, lundi soir, au sommaire de « L'enjeu », le magazine économique de T.F. 1. L'histoire de Mauru, un îlot de 20 kilomètres carrés, une tache ronde et brune sur les eaux bleues du Pacifique, depuis 1968 une République dont les cinq mille habitants jouissent du revenu le plus élevé du monde. Un revenu tiré, dans un paysage dentaire, hérissé de canines géantes et d'énormes molaires, de l'alliage extrêmement précieux de crottes d'oiseau et de débris de corail. Pour quoi faire ? Du phosphate pur, des sels minéraux traités, séchés, expédiés ensuite sous forme d'engrais en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Voilà encore un cas où la seule découverte de matières premières exportables — le pétrole a eu le même résultat dans les émirats — a donné naissance à un Etat indépendant riche à en crever. Ce qu'ils gagnent en dollars, les Mauriens le gagnent en poids. Décimés par l'obésité et le diabète, ils pèsent en moyenne une bonne centaine de kilos. On se croirait au royaume des Patapouts. Epanouis, heureux, ils passent leur temps à banqueter et à sillonner la seule route asphaltée de l'atoll dans des jeeps transformées en discothèques avec bar, télé, frigo et bouffe à volonté. Autre distraction : attraper avec des épuisettes électroniques — pour les rôtir — ces oiseaux aux crottes d'or, qui du coup désertent l'île. D'ici peu, il ne leur restera plus qu'à en faire autant et à aller vivre de leur rentes à Melbourne, où ils ont investi dans l'immobilier.

Incroyable, mais moins vraie, ou en tout cas fortement exagérée, la psychose de peur qui pousserait quatre millions d'Américains — chiffre avancé par « Question de temps » — à creuser des abris et à stocker munitions et provisions pour parer à l'éventualité d'une guerre atomique, d'une catastrophe naturelle, ou d'un choc politique d'une violence telle qu'il conduira l'homme à devenir un loup pour l'homme et nous ramènera à l'âge des cavernes. Un peu atténué par rapport à ce que j'ai vu sur la table de montage, le sujet pêche encore par goût du sensationnel et de la généralisation abusive.

Je ne sais pas si vous connaissez Venice, l'un des faubourgs les plus pittoresques, les plus « relax » de Los Angeles. On y respire un air de fronde et de liberté, d'indifférence aussi à tout ce que peut apporter la société de consommation totalement à l'opposé de cette athmosphère panique possessive et gengeresse recréée par des images et des propos visiblement sollicités. Et que penser de ce prédicateur noir, dont on nous oblige à subir longuement le délire dominical sans nous montrer à qui ces discours s'adressent ? Probablement à une vingtaine de personnes, toujours les mêmes, qui passent et repassent l'arme au poing sur nos écrans, témoins certes virulents d'un phénomène en fait très répandu.

Il y a des fous partout. En France, les sectes, les illuminés de toute sorte et à l'opposé les groupes armés d'autodéfense font assez souvent parler d'eux pour donner matière à reportage Si seulement on s'avisait parfois de balayer devant notre porte on serait surpris de ce qu'on trouverait. On préfère — ca n'a pas échappé à l'attention moqueuse de nos voisins — aller chercher à l'étranger des sujets de stupéfaction indignée.

CLAUDE SARRAUTE.

Mardi 9 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 10 Campagne électorale.
20 h 55 Les mardis de l'information.
Jonathan l'enfant d'Atlanta.
21 h 55 Clés pour demain.
Les comètes ; L'instinct maternel chez les brebis ; La pollution par les nitrates.
22 h 40 Qu'est-ce qui fait courir Cannes ?
22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 10 Campagne électorale.
20 h 55 Les dossiers de l'écran : La Féria à Nîmes.
D'André Veyret.
Un reportage sur l'arène de Nîmes considérée à tort comme le lieu des « corridas pour touristes ».
22 h Débat : La corrida.
Avec MM A. Ordonez, M. Cordobès, Frédéric Pascal, toreros ; M Victorino Martin, éleveur de taureaux ; S. Casas, directeur des arènes de Nîmes ; J. Perin, notre collaborateur ; Mme C. Clément, coauteur de « Torero d'or », Me Pialoux, avocat de la Société protectrice des animaux.
0 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 10 Campagne électorale.
20 h 55 Cinéma : la Chevauchée des outlaws.
Film américain de M. Carreras (1963), avec R. Basehart, D. Taylor, A. Nicol, P Rico, M. Granada. J. Nieto.
Une bande hors la loi fait régner la terreur dans une région du Nouveau-Mexique. Un homme venu d'ailleurs organise la résistance à cette terreur. Scénario ultra-conventionnel. Ce western a été tourné dans le sud de l'Espagne et sa violence rappelle le style des productions du genre.
22 h 20 Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h, Dialogues franco-espagnols : Lire, marcher et voir.
21 h 15, Musiques de notre temps : Conférence d'O. Messiaen.
22 h 30, Nuits magnétiques : A la recherche de Dostoievski, de J.-M. Benoist.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, *Concert (Théâtre des Champs-Elysées à Paris, 21 janvier 1981)* : « Symphonie lyrique », de Zemlinsky ; « Chout », de Prokofiev, par l'Orchestre national de France, dir. G. Ferro, avec D. Dorow, soprano, et J. Shirley-Quirk, baryton ; 22 h 30, Les chants de la terre : musiques traditionnelles.
23 h 00, Ouvert la nuit : Revue de presse et d'édition musicale en Grande-Bretagne (Birthwistle, Tipett, Bliss, Bridge).

Mercredi 10 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.
12 h 25 Une minute pour les femmes.
Des méthodes pour aborder l'été en pleine forme.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 35 Portes ouvertes.
13 h 55 Les visiteurs du mercredi.
Spécial 6-10 ans ; 14 h 14 Heidi ; 14 h 45, Feuilleton : Le vol du pélican ; 15 h 10, Spécial 10-15 ans ; 17 h 40, La super-parade des dessins animés.
17 h 40 Automag.
17 h 55 Un, rue Sésame.
18 h 25 Avis de recherche.
18 h 55 Les paris TF 1.
19 h 10 Emissions régionales.
19 h 35 Journal.
20 h 10 Campagne électorale.
20 h 55 Série : Julien Fontanes, magistrat.
22 h 25 La rage de lire.
Magazine de G. Suffert.
Les hommes-cobayes. Avec MM. *A. Lwoff* (Jeux et combats), *J. Hamburger* (Un jour, un homme) ; *B. Lussato* (le Défi informatique), *J. Cohen* (les Mains de la vie), *J. Jacques* (Confessions d'un chimiste ordinaire).
23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : La vie des autres.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Festival d'Annecy.
14 h Les mercredis d'Aujourd'hui madame.
15 h 20 Série : Super Jaimie.
16 h 10 Récré A 2.
Emilie : Maraboud'ficelle ; Zeltron : Les blancs jouent et gagnent.
18 h 10 Sports : Cyclisme.
Grand Prix du Midi libre.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 Emissions régionales.
19 h 35 Journal.
20 h 10 Campagne électorale.
20 h 55 Variétés : Palmarès 81.
22 h 10 Magazine des sports : Grand stade.
Le sport à New-York.
23 h 10 Document : Airbus objectif 1 000.
de E. Davidson, réal. A. Teisseire.
Une enquête sur les possibilités techniques commerciales de l'Airbus. La vente de cinq cents exemplaires est le seuil de rentabilité.
0 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Dessin animé.
19 h Journal.
19 h 10 Emissions régionales.
19 h 45 Les jeux.
20 h 10 Campagne électorale.
20 h 55 Téléfilm : la Confusion des sentiments.
L'histoire d'une passion entre un professeur (Michel Piccoli) et un élève (Pierre Malet).
22 h 30 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales.
8 h, Les chemins de la connaissance : Nouveaux savoirs, nouveaux mondes ; 8 h 32, Voyages aux pays barbares ou les sentiers d'Hérodote.
8 h 50, Echec au hasard.
9 h 7, Matinée des sciences et des techniques : La révolution informatique ; La nouvelle donne énergétique.
10 h 45, Le livre, ouverture sur la vie : Angélique a des idées, de L. B. Nunes.
11 h 2, Centième anniversaire de l'Orchestre des concerts Lamoureux.
12 h 5, Agora : La correspondance de Faulkner.
12 h 45, Panorama : Mme Gloria Esconeth, responsable de l'Année des handicapés.
13 h 30, Solistes : N. Evrov.
14 h, Sons : La queue du dragon : C'est la fête... à Sheng Chon.
14 h 5, Un livre, des voix : Un jeune homme à la recherche de l'amour, de I. Baschevis Singer.
14 h 47, L'école des parents et des éducateurs : La clef de nos familles.
15 h 2, Points d'interrogation : Le phénomène européen grand angle.
16 h 20, Actualité.
16 h 50, Départementale à Orléans.
18 h 30, Feuilleton : Mastro Don Gesualdo.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, La science en marche.
20 h, La musique et les hommes : Bartok et l'Europe de son temps.
22 h 30, Nuits magnétiques : A la recherche de Dostoievski, de J.-M. Benoist.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Quotidien-Musique : Réveils en douceur (Mozart, Mendelssohn) ; 7 h 2, Intégrale de la semaine : le piano à quatre mains de Franz Schubert ; 7 h 30, Informations culturelles.
9 h 2, Le matin des musiciens : Schönberg dans son siècle (Reger, Schönberg, Bela Bartok, Roussel).
12 h 2, Midi-Deux : magazine de la vie musicale : 12 h 30, Jazz classique ; 14 h, Musique légère : œuvres de Walberg, Caplet et Devevey.
14 h 30, Microcosmes : Les études à l'étude (Rachmaninov) ; 15 h, Kaléidoscope : œuvres de Bach, Téléphone et musique traditionnelle de Centre-Afrique et d'Argentine (Reportage au Conservatoire de Calais) ; 15 h 45, Jeu des énigmes ; 16 h, Galerie de portraits : Anton Diabelli ; 16 h 20, Chants de village : 17 h, Feuilleton : 17 h 10, Haute infidélité : œuvres de Schaeffer, Debussy, Moussorgski ; 18 h 2, Le club du jazz.
18 h 30, Quotidien-Concert : Europe et musique, œuvres de Brahms, Raphaël, Verdi, Koepern, par le chœur de femmes de Hanovre, dir. L. Rutt ; 18 h 45, En direct de l'auditorium 105 : Récital Edouard Melkus, violon, et Huguette Dreyfus, clavecin, dans des œuvres de Leclair, Couperin, Léopold Ier, Ebner, Biber ; 20 h 5, Les chants de la terre : musiques traditionnelles.
20 h 30, Concert (en direct de la Salle Gaveau à Paris) : Récital de chant, dans le cadre « Prestige de la musique », Jessye Norman, soprano, accompagnée par Geoffrey Parsons, piano, dans des œuvres de H. Wolf, G. Mahler, E. Chausson et J. Offenbach.
22 h 00, *Ouvert la nuit* : Les mémoires de la musique. « Bernard Sarrette et les origines du Conservatoire » (Rousseau, Gluck, Gossec, Auber, Beethoven, Fauré).

LA CORRIDA AUX « DOSSIERS DE L'ÉCRAN »

Le débat de l'émission d'Antenne 2 « Les dossiers de l'écran » de ce mardi 9 juin sera consacré à la corrida. Y participent : Mme Catherine Clément, coauteur de Torero d'or ; El Cordobes, Antonio Ordonez et Frédéric Pascal, toreros ; M. Victorino Martin, éleveur de taureaux ; M. Simon Casas, directeur des arènes de Nîmes ; Me Pialoux, avocat de la S.P.A., ainsi que notre collaborateur Jean Perrin.

Point de vue

Une insulte à l'intelligence

par ANDRÉE VALADIER (*)

LES *promoteurs de spectacles* tauromachiques présentent les corridas sous un aspect complètement faux ; ainsi les affiches aux vives couleurs masquent-elles un spectacle sinistre. Des photos sont publiées qui *représentent* des taureaux promis au supplice, avec pour légende. « Les futurs rois de l'arène » ! Dénommé « fauve » pour la *circonstance*, le taureau est en réalité un animal sélectionné par l'éleveur. Il est étudié avant d'être livré aux tourments de l'arène, afin *que le tueur y trouve* les plus grandes facilités. La plupart des animaux, entre autres préparations, ont subi un douloureux sciage des cornes leur ôtant force et précision.

La tradition est invoquée : pourtant, la connaissance de ce genre de divertissement apprend que son seul moteur est l'argent. En France, *ce sont les touristes abusés par* une propagande mensongère qui font vivre les corridas, et nos amis espagnols et portugais constatent la même chose dans leurs pays respectifs (en Espagne, des associations luttent activement contre la tauromachie, dénommée « honte nationale »).

Prétendre que la corrida est un art est une insulte à l'intelligence. Au commencement de la corrida, la porte des coulisses s'ouvre, et le taureau est envoyé dans l'arène. Les signes d'agressivité qu'il paraît manifester sont provoqués par les coups qu'il reçoit avant son entrée. Terrorisé par ces sévices, sa première réaction est la recherche d'une sortie ; mais pour lui, nulle issue, seuls les hommes se sont ménagé des refuges.

Après quelques instants durant lesquels le toréador agite un morceau *de tissu devant le taureau*, intervient le picador. C'est l'homme à cheval qui, avec une longue pique, inflige de sanglantes blessures au taureau. Il enfonce cette pique dans l'encolure de l'animal, la pointe de fer, appuyée fortement, ouvre de larges plaies et perfore parfois le poumon.

Des hommes à pied continuent ce carnage. *Ils sont armés* de banderilles, sortes de bâtons recouverts de papier de diverses couleurs dont l'extrémité est munie d'un crochet de métal acéré.

Afin de traverser la peau et faire pénétrer ces crochets à l'intérieur de la chair, les toréadors frappent de toutes leurs forces. Le taureau tentera, en vain, de se débarrasser de ces dards, mais à chaque mouvement les pointes lui déchireront les muscles, toujours plus profondément. Plusieurs paires de banderilles sont ainsi plantées dans son corps.

Quand le taureau, haletant, le thorax piqué de banderilles, perdant son sang, meuglant ses souffrances, est à *la limite* de ses forces, un tueur lui plonge une épée entre les omoplates, une ou plusieurs fois. Si l'animal respire encore, un poignard est enfoncé dans sa tête. Pour achever cette séance de tortures, les toréadors tournent la lame du poignard dans cette dernière blessure, jusqu'à ce que le taureau meure.

A chacun de ces sordides spectacles, on massacre de cinq à sept taureaux.

Les organisateurs de corridas infligent aussi aux chevaux un lourd tribut de souffrances. Introduits dans l'arène en début de corrida, les chevaux sont montés par des picadors. Ces cavaliers, chargés de mutiler les taureaux avec leurs piques, ont les mollets protégés par des jambières de métal, et sur leurs montures ils sont hors d'atteinte du taureau. Ainsi, quand le taureau, affolé, tentera de se défendre, c'est le cheval qui recevra les coups de corne.

Assurant involontairement la protection du picador-bourreau, le cheval sera contusionné, blessé, parfois jeté à terre. De son pied bardé de fer, le picador lui laboure le flanc à travers l'espace découpé dans le caparaçon (genre de manteau dont l'animal est recouvert). Le cheval tremble de peur, et, pour obliger cette *pitoyable victime à rester immobile*, empêcher toute tentative d'esquive, ses yeux sont aveuglés par un bandeau. Ces chevaux, comme les taureaux, sont des animaux martyrs.

A ces suppliciés, il est nécessaire d'ajouter les taureaux ou vachettes sur lesquels les apprentis toréros et les toréros viennent s'exercer, « se *faire la main* », avant les corridas, ce qui augmente d'autant le nombre de leurs victimes.

Nous affirmons que nul argument ne justifie la torture monnayée, programmée.

Les cruautés infligées sciemment à des êtres vivants ne sont plus acceptables. Toute initiative pour les *créer ou les approuver porte atteinte* à notre dignité ; c'est pourquoi il faut en finir avec la tauromachie et enterrer des coutumes qui mettent un frein au progrès de l'humanité.

(*) Présidente de la Société nationale pour la défense des animaux.

BIBLIOGRAPHIE

« TORERO D'OR »

de François Coupry et Catherine Clément

QU'UNE philosophe notoire et un romancier fêté, non contents d'avouer quelques penchants pour la tauromachie, aggravent leur cas en pénétrant dans l'arène, et de concert, voilà qui crée ce qu'on appelle un *événement*. Saluons-le. Ce n'est pas tous les jours qu'une spécialiste de Levi-Strauss, de Freud et de Lacan revêt le costume de lumière aux côtés d'un auteur de chez Gallimard pour un « *mano a mano* », plume en mains.

Sur la planète des taureaux, les événements ne sont pas tous heureux. (Qu'on en croie un récent voyageur de Séville.) Mais celui-ci est un enchante*ment. Et dut la* temporada, de part et d'autre des Pyrénées, ne nous offrir que des fiascos du *génial* Curro, un nouveau retour du Cordobès et des taureaux nourris au yayourt bulgare, nous nous tiendrons encore *pour heureux : elle nous aura* apporté ce *Torero d'or* que nous pourrons *toujours fourrer dans nos valises* pour nous consoler des matadors truqueurs, des taureaux fugaces et des voisins mangeurs de cigares.

Catherine Clément se glisse dans ce livre-arène comme un banderillero entre la barrera et le taureau pour un *sesgo por dentro — le texte émincé, étiré* sur les deux tiers de la page comme pour se faire plus aigu : un texte crépitant de sensations, d'images, de suggestions. Surgissent les villes, les arènes, les broderies, les éclats de l'acier, les costumes — et dedans les toreros.

D'autres se contentent d'en faire l'histoire, d'en chanter la louange, d'en assassiner la légende. Elle, elle en crée un, pour nous, avec le concours de Prosper Mérimée, de Georges Bizet et de François Coupry : Ruggiero Raimondi, le fabuleux Escamillo de l'Opéra-Comique l'an dernier, naît là sous nos yeux, par la grâce de Catherine Clément, se vêt, se signe, se concentre, se dresse, se profile et s'exclame. Don Giovanni bo*lonais mué d'un coup* en torero de Grenada. Superbes pages, où s'avoue l'évidente et mystérieuse complicité entre ces deux techniques de mises à mort, de descentes aux enfers et d'épiphanie du mensonge que sont l'opéra et la corrida.

Comme il y a deux styles français, celui du vicomte et celui du lieutenant, il y a deux types de livres sur la tauromachie : celui du *grammairien et celui du danseur*. *Hemingway* a donné le modèle du premier type. Montherlant l'exemple du second. Voici une « tauromaquia » d'un troisième type, où la grammaire se met à danser, où la danse se fait didactique. Les superbes « topos » techniques et historiques de François Coupry (je vous recommande, autour de la page 280, un exposé au tableau noir qui *est ici* de sable, sur le rapport entre le taureau A et le matador-muleta BC, tout à fait digne de Jomini qui, chacun le sait, fut l'inspirateur de Bonaparte, ou de Claude Popelin qui, on le sait moins, enseigna les rudiments de la corrida à l'auteur de *Mort dans l'après-midi*) explosent soudain en envolées lyriques, et les adages ou cavatines de Catherine Clément débouchent sur des amorces de cours au Collège de France (à quand cette chaire-là ?).

Bien sûr, les auteurs de ce genre de livres font grincer les dents de lecteurs qui se croient *tous nés des amours de Pasiphaé*. La liste des « toreros d'époque » que propose François Coupry n'est évidemment pas la mienne (où sont le Gállo, Cagancho, Antonio Bienvenida ?). Et fanatique comme je le suis, je ne puis naturellement admettre que Ronda et Séville ne *soient pas désignés comme* la Medina et La Mecque de cette religion, qu'Antonio Ordoñez et le Viti ne soient pas exaltés avec plus d'exclusive ferveur. Mais quoi : le monde des taureaux, c'est l'Italie des condottières, et nous sommes tous Guelfes ou Gibelins...

Coupry et Clément m'ont appris plus que je n'ose l'avouer, notamment sur les relations taureaux-littérature, taureaux-histoire, taureaux-panique ; sur *Moratin et les Arabes* ; sur Isabelle-la-moins-catholique et son confesseur ; sur toute cette folie minutieuse et explosive, ponctuelle et frénétique qu'est la tauromachie. Mais surtout, quel plaisir ! D'un torero que saisit l'inspiration, on dit qu'il torée « a gusto ». Ainsi ont écrit Clé*ment et Coupry. Pourquoi leur* décerner, banalement, les deux oreilles ?

Mieux : nous *les ferons* sortir « a hombros », sur les épaules d'une demi-douzaine de gaillards, comme à Séville, par la porte du prince...

JEAN LACOUTURE.

★ TORERO D'OR, de François Coupry et Catherine Clément, Hachette-Littérature, « Les travaux et les jours », 460 p. Environ 75 F.

● *Le Syndicat unifié de radio et télévision C.F.D.T.* (SURT-C.F.D.T.) a pris position contre la répression des radios libres dont le développement, dit-il, traduit « *un besoin réel* » mais il demande qu'on s'occupe « *sérieusement des problèmes multiples que soulève la libéralisation des ondes* ». Il s'inquiète, en effet, « *des initiatives actuelles visant manifestement à occuper le terrain et les fréquences pour créer le fait accompli avant que le législateur intervienne* ». Il s'agit, selon le SURT-C.F.D.T., « *de véritables coups de force incompatibles avec la recherche sereine de règles démocratiques allant dans le sens d'une information audiovisuelle véritablement plus libre, pluraliste, décentralisée* ».



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

AGRAR- UND HYDROTECHNIK GMBH, Bureau d'Ingénieurs Conseils allemand spécialisé dans l'étude, la réalisation et la gestion de projets outre-mer, recherche pour entrée immédiate et pour mission de longue durée en Afrique noire francophone

EXPERT COMPTABLE DE HAUT NIVEAU

Votre rôle :

- mettre au point, surveiller et contrôler la comptabilité analytique de plusieurs grands projets agro-industriels
- surveiller l'établissement des bilans de différents projets, les présenter et les commenter devant le conseil d'administration
- former des homologues.

Votre profil :

- diplôme supérieur en comptabilité (A1) ou une licence en sciences économiques
- maîtriser le français et l'anglais
- avoir exercé durant au moins 5 ans une fonction similaire dans un pays outre-mer
- âge compris entre 35 et 50 ans.

Nous offrons :

- un travail attractif et important
- un salaire et des avantages liés à l'expatriation.

Prière d'adresser votre curriculum vitae à :



AGRAR- UND HYDROTECHNIK GMBH
Huyssenallee 66-68
D-4300 Essen 1
RFA.

JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE POPULAIRE ET SOCIALISTE

AVIS DE RECRUTEMENT

L'UNIVERSITÉ EL FATEH DE TRIPOLI RECRUTE POUR L'ANNÉE UNIVERSITAIRE 1981-1982 DES PROFESSEURS DE FRANÇAIS POUR LA FACULTÉ DE PÉDAGOGIE

Les candidats doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1. Avoir une maîtrise de français ou un doctorat troisième cycle ou un doctorat d'Etat (lettres classiques, lettres modernes, linguistique, phonétique).
2. Une connaissance des méthodes audiovisuelles d'enseignement du français langue étrangère, expérience de l'enseignement souhaitée.

Montant des salaires annuels :

	à partir de		jusqu'à
PROFESSEUR	129.600	F env.	145.800
PROFESSEUR ASSOCIÉ	113.400		129.600
MAITRE ASSISTANT	102.600		113.400
ASSISTANT	93.600		97.245
AIDE ASSISTANT	78.975		93.555

Les enseignants bénéficient, en outre, d'une indemnité d'installation égale à un ou deux mois de salaire, d'une allocation de logement (1.050 F mensuel pour les célibataires et 1.500 F pour les professeurs mariés) et du remboursement des frais de voyage aller et retour.

Les candidatures doivent être adressées à M. le secrétaire aux Affaires culturelles, Bureau Populaire de la Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste, 10, rue Charles-Lamoureux, 75016 Paris.

TRES IMPORTANTE ENTREPRISE DE T.P.

recherche pour

l'AFRIQUE

RESPONSABLE DU MATERIEL

HAUT NIVEAU

LA FONCTION : dans le cadre du développement de nos implantations en AFRIQUE, dans le but d'optimiser et de rentabiliser nos installations et notre matériel :

- évaluer les moyens matériels disponibles, définir et promouvoir une organisation efficiente (politique d'investissement, organisation des ateliers...)
- faire adopter par les hommes des nouvelles méthodes (à définir) : entretien prévisionnel - exécution - suivi financier
- fixer les objectifs, contrôler les réalisations et les coûts d'un **PARC DE MATERIEL TRES IMPORTANT.**

LES CANDIDATS : sont des ingénieurs ayant une très solide expérience de la direction de parc de matériel T.P. en Afrique. Polyvalents, ils sont capables d'une très grande autonomie tant sur le plan technique que sur celui de l'organisation et de la gestion.

Pour ce **POSTE EXCEPTIONNEL**, les candidatures seront traitées dans le secret absolu. Il sera répondu à toutes les candidatures.

Envoyer C.V., photo et prétentions à No 99595, CONTESSE & Cie
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

GROUPE SG2

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION
5000 personnes, 36 Agences en France, 16 Filiales à l'étranger.

Recherche un

Jeune Ingénieur Ivoirien

formation Grande École

Une formation théorique et pratique aux disciplines de l'informatique sera dispensée par SG2 Paris. A l'issue de cette période le postulant à ce poste sera affecté au service informatique d'une grande Banque à Abidjan.

Les lettres de candidature sont à adresser à Madame ZALUSKI SG2
BP 215-16 - 75765 PARIS CEDEX 16.

HAVAS CONTACT



Société Internationale d'Études & d'Interventions

RECHERCHE

pour importante entreprise panneaux contre-plaqué PORT-GENTIL (GABON)

UN ADJOINT A LA DIRECTION COMMERCIALE

H.E.C. - E.S.S.E.C. ou équivalent

Le candidat doit avoir une première expérience de cadre commercial dans un secteur similaire (souhaité mais non indispensable).
Il sera chargé d'étudier le marché, de promouvoir les ventes, de négocier les contrats et d'en assurer la gestion administrative.

- Déplacements fréquents en Afrique.
- Anglais parlé, écrit indispensable.
- Permis de conduire.
- Autonomie et responsabilités importantes.
- Rémunération élevée + avantages sociaux.

POUR MISSION AU ZAIRE, durée 10 mois.

UN INGÉNIEUR DIPLOMÉ T.P.

Chargé de formation et d'études dans les secteurs construction et entretien des routes.
Mission principale : animation de séminaires de gestion et assistance technique.
Situation célibataire en raison de nombreux déplacements dans le pays.

Adresser curriculum vitae + lettre manuscrite et photo à :
S.I.E.I., 5, boulevard Magenta, 75010 PARIS.

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS DE LA RÉUNION FILIALE D'UN GRAND GROUPE

recherche

CADRE ADMINISTRATIF

- Age 35 ans minimum
- Anglais souhaité
- Ayant une très bonne expérience comptable (dans le cadre d'une PME du bâtiment ou TP si possible)
- Comptabilité, trésorerie, bilan
- Informatique
- Gestion du personnel relations sociales
- Gestion administrative assurances.

Il devra être un collaborateur de très bon niveau, adjoint direct du directeur général qu'il assistera pour les tâches administratives de relations sociales et d'intendance.

La formation souhaitée est :

- Une grande école de commerce doublée d'une spécialisation comptable ou DECS
- Une formation supérieure doublée d'une grande expérience pratique.

L'accomplissement de ces différentes fonctions doit conduire à occuper le poste de **SECRÉTAIRE GÉNÉRAL** de la Société.

Envoyer C.V. et photo à n° 99.347 CONTESSE PUBLICITÉ
20, av. Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE

recrute

UN ATTACHÉ D'ADMINISTRATION SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

DE PRÉFÉRENCE AYANT EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Salaire de base pour débutant :

- Si Bac + 2 .... indice 250 = 3.480 F.
- Si Bac + 4 .... indice 425 = 5.960 F.

Bonifications d'échelon pour diplômes et années d'études supplémentaires et pour ancienneté de services.

Autres avantages : logement meublé, avantages familiaux, voyages de vacances (2 mois chaque année).

Adresser dossier de candidature à Service Culturel, Ambassade du Gabon, 26-bis, avenue Raphaël, 75016 PARIS (comprenant lettre manuscrite, 2 photos, copie certifiée des diplômes, curriculum vitae, état des services, extrait de casier judiciaire, fiche familiale d'état civil).

M-W KELLOGG

recherche

DES INSTRUCTEURS-FORMATEURS POUR SON PROJET EN ALGÉRIE

M-W KELLOGG

veut augmenter son effectif de formateurs détachés en Algérie dans son importante installation de gaz naturel liquéfié.
Si vous n'êtes pas expressément tenu d'avoir une expérience de travail à l'étranger, il vous faut toutefois remplir les conditions suivantes :

- Minimum 8 ans d'expérience dans les opérations de procédé.
- Citoyen français sachant parler l'anglais couramment.
- Volonté et désir de mettre à profit vos connaissances en matière de formation.

Faites votre demande *aujourd'hui* si vous êtes

Instructeur-formateur en procédé
Instructeur-formateur en utilité
Instructeur-formateur en électricité

Nous offrons d'excellentes conditions de travail, salaire compétitif + une assurance maladie complète, congés annuels et autres congés de repos avec tous les avantages associés.

Les candidats intéressés devront envoyer leur C.V. détaillé à l'attention de M. B. Inderwish
M-W KELLOGG
Process Plant Services
P.O. Box 56.287 Houston
TEXAS 77027 U.S.A.

Société construction internationale recherche pour construction hôtelière au MOYEN-ORIENT

UN INGENIEUR

Responsable de gestion des lots techniques (climatisation, plomberie, électricité, ascenseurs, audio-visuel).

Expérience 10 ans dont au moins 1 an chantier étranger.
Anglais indispensable.
Libre de suite.

Téléphoner pour rendez-vous au :
776.42.21 poste 6694

DOUALA CAMEROUN

Entreprise de DISTRIBUTION appartenant à un groupe multinational

recherche

UN CHEF D'AGENCE

Matériaux de Construction Quincaillerie Outillage

Profil souhaité :

- Ingénieur TP/Bâtiment ou Sup. de Co. ayant une expérience de la distribution de ce genre *de produits*
- 35 ans environ
- Une dizaine d'années de références commerciales et de gestion dans ce domaine professionnel
- Disponible rapidement
- Une expérience du travail en Afrique Noire serait un atout supplémentaire.

Envoyer CV détaillé en précisant la rémunération souhaitée sous référence 6831 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris
Cedex 02 - qui transmettra

Très URGENT, Sté recherche pour ABIDJAN (Côte-d'Ivoire)

2 TECHNICIENS ÉLECTRONICIENS

Diplômés DUT ou équivalent.
Bon salaire, avantages.

Envoyer C.V., photo et préc. à SIECMI, 10 B.P. 513 Abidjan, 19.225-38-50-31. Télex 34-75.

FU - BERLIN

Poste de PROFESSEUR (à vie) de Didactique de la Langue, de la Littérature et/ou de la Civilisation Françaises:

En dehors des cours, donnés en langue française, préparation et organisation de stages pratiques dans les écoles. Traitement annuel : 150.000 N.F. environ.

Condition d'embauche : Doctorat de 3e cycle (français langue étrangère ou allemand) et expérience pratique dans des établissements scolaires.

Les candidatures doivent être accompagnées d'un curriculum vitae, d'une liste de cours donnés dans des établissements scolaires et/ou à l'université, d'une liste des publications, et de copies des diplômes obtenus. Cela devra être envoyé dans un délai maximum de 2 semaines à :

Freie Universität Berlin. Vorsitzender der Berufungskommission
« Didaktik der französischen Sprache. » Zentralinstitut für Unterrichtswissenschaften und Curriculumentwicklung
Habelschwerdter Allee 45 D - 1000 BERLIN 33.

IMPORTANT GROUPE BATIMENT - T.P.

recherche pour son agence

Niger

chef comptable

Le candidat doit posséder une bonne formation comptable de base (niveau BP minimum), connaître parfaitement la profession du bâtiment et disposer d'une expérience en entreprise d'au moins 5 ans.

LE POSTE :

- comporte la responsabilité des comptabilités générale et analytique d'une agence et il est souhaitable d'avoir des notions d'informatique
- est situé dans une capitale d'état et dispose de bonnes conditions d'expatriation (logement confortable, voiture, retour annuel, sécurité sociale française, etc.).

Les personnes intéressées doivent écrire avec C.V. détaillé et photo sous No 99317, CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Attachés Commerciaux

Si vous parlez gestion, efficacité, économie, les entreprises vous écouteront. Votre rôle sera d'étudier chaque cas avec la même idée de service : c'est à dire aider le client à préciser ses besoins et lui recommander la solution la mieux adaptée sur le plan du matériel, du coût et du rendement.

Nous vous apportons tous les appuis nécessaires : au départ bien sûr, une formation spécifique à nos produits et techniques de vente, mais essentiellement un échange permanent entre la force de vente et la hiérarchie, au sein d'une équipe de 10 personnes.

Des postes sont à pourvoir pour des jeunes diplômés ou professionnels de la vente sur les régions suivantes : **BRETAGNE, PAYS DE LOIRE, CENTRE, AQUITAINE.**

Merci de nous adresser votre candidature avec C.V., sous la référence V44 à Serge RIGAULT - **RANK XEROX** - Service Recrutement - 93607 AULNAY SOUS BOIS ou téléphoner au 866.92.80 poste 3868 de 9h. à 12h. et de 14h. à 16h.

RANK XEROX

GOOSSENS S.A.
SPECIALISTE DE LA BOITE PLIANTE
Renforce son département «MECANISATION»
par l'embauche d'un

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Formation : MECANIQUE - ELECTRICITE
Base : MARCQ EN BAROEUL (Nord).
Langue : anglais courant.

Expérience souhaitée dans les machines de conditionnement de produits alimentaires et (ou) non alimentaires.

Adresser C.V. + prétentions à :
GOOSSENS S.A.
395, rue du Général de Gaulle
59702 MARCQ EN BAROEUL

---

sneda

Société Nantaise d'Etudes et de Dessin automatisé, Conseil et Assistance en informatique scientifique et graphique recherche

INGÉNIEUR

- 1 ou 2 ans d'expérience informatique.
- Formation grande école.
- Disponible rapidement.
- Connaissances langage Fortran et Basic.

Env. C.V. + photo + prétent. à SNEDA, bd des Patureaux, Cidex 94 - 44470 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE

Nous sommes une société française de biens d'équipements, filiale d'un groupe industriel de renommée internationale.

Nous recherchons pour notre siège situé en **REGION LYONNAISE**

un contrôleur de gestion

Réf. 99.590/A

Il lui sera confié l'établissement des prévisions et le suivi des réalisations ainsi que l'analyse des écarts et les propositions d'actions correctives.

Il prendra également en charge la tenue du tableau de bord de la *direction générale et participera, en liaison avec le service comptabilité* à l'élaboration des résultats comptables analytiques.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur, spécialisé en comptabilité analytique et/ou en informatique, ayant une expérience de 3 à 5 ans de préférence en secteur industriel.

un responsable financier

Réf. 99.590/B

Chargé de la trésorerie générale (prévision, réalisation, dates de valeur) des relations avec les banques. Il aura de plus la responsabilité du financement des contrats France et export dans leur ensemble (douane, coface - crédit acheteur - crédit fournisseur - crédit documentaire - préfinancement).

Diplômé d'une grande école de commerce ou de gestion, le candidat aura en outre 3 à 5 ans d'expérience dans une fonction similaire.

Adresser CV et prétentions à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 en précisant la référence du poste.



Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Est

cherche pour son Siège Social **NANCY**

informaticien H.F. chef de projet

De formation supérieure, il a choisi de faire carrière dans le SECTEUR BANCAIRE.

Il a déjà une bonne connaissance des problèmes d'organisation et des mécanismes bancaires (en particulier dans le secteur des Crédits) et une expérience informatique, de préférence acquise en tant qu'Analyste Programmeur sur matériel *IBM système VSAM-CICS Télétraitement.*

Dans le cadre du service des études informatiques il aura pour mission :

- d'assister les utilisateurs et principalement la Direction des Engagements dans l'expression de leurs besoins,
- d'étudier et analyser des projets ou modifications de traitements opérationnels sur un matériel IBM 370-158 sous DOS, équipé d'un réseau de terminaux de télétraitement en local,
- d'animer la réalisation de ces travaux en coordonnant les activités d'un Groupe Projet composé d'un Analyste Organique et de 4 Programmeurs.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V., sous référence 2062-M précisant la rémunération souhaitée) seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION 47, AV. ALSACE-LORRAINE 92160 ANTONY



emplois internationaux emplois internationaux

UNE DES PREMIERES ENTREPRISES FRANCAISES BATIMENT ET T.P.,
32 pays - 30.000 personnes

recherche pour son département Construction et ses activités en Afrique

Directeurs agence

Ils auront pour mission d'assurer par leur action commerciale, technique et administrative, la gestion et la réalisation de différents chantiers et le développement de l'activité dans le secteur géographique dont ils auront l'entière responsabilité.

réf. 365 B

Directeurs travaux

Il seront responsables de la conduite, de l'exécution technique des chantiers et de leur rentabilité.

réf. 365 C

Ingénieurs coordination TCE

Responsables sur un ou plusieurs chantiers des lots techniques.

réf. 365 D

Ces fonctions à haute responsabilité ne seront confiées qu'à des hommes de métier justifiant d'une solide expérience Bâtiment-Génie Civil, acquise en entreprise sur de gros chantiers et de préférence à l'Etranger.

Leur aptitude au commandement et leur qualité de gestionnaire seront très sélectives.

Pour informations compl. et envoi dossier de candidature, écrire sous réf. concernée, à

claude debray conseil
78, rue Olivier de Serres 75739 PARIS 15

POUR L'ALGÉRIE
(120 km. d'Alger)
SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
recherche

UN (UNE) DACTYLO FACTURIER EXPÉRIMENTÉ (E)

Connaissance anglais souhaitée.
Env. C.V. + lettre manusc. + photo et prétentions à
F.L. SMIDTH et Cie FRANCE
55, rue Ampère, 75017 Paris.



ORGANISME FRANÇAIS DE COOPERATION - recherche

FORMATEURS pour l'Algérie

- PROFIL : ingénieur, universitaire ou technicien supérieur.
- SPECIALITES :
  - GENIE MECANIQUE
  - ELECTROMECANIQUE
  - CONSTRUCTION METALLIQUE
  - ENERGETIQUE.
- STATUT : coopérant technique.

Logement fourni et possibilité de détachement pour les fonctionnaires titulaires.

Adresser c.v. détaillé et photo s/réf. 7460 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

RECRUTEMENT DE PROFESSEURS

MATHÉMATIQUES, SCIENCES PHYSIQUES.
RÉPUBLIQUE DE COTE-D'IVOIRE

Le Ministère de l'Education Nationale recherche pour servir dans ses établissements secondaires au 1er octobre 1981, des enseignants en mathématiques et sciences physiques.

Formation : P.E.G.C., Licence, Maîtrise, CAPES. Préférence accordée à expérience pédagogique.

Dossier : demande de poste + curriculum vitae + photocopie diplômes + casier judiciaire + certificat résidence + 2 photos d'identité + état civil + certificat médical à adresser avant le 30 juin à l'Ambassade de Côte-d'Ivoire, 102, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris. Tél. : 501-53-10, qui fournira tout renseignement complémentaire.

AFRIQUE FRANCOPHONE

Société
d'EXPERTISE COMPTABLE
Exerçant en France et en Afrique
recherche

Pour les intégrer à sa progression en Afrique.
3 collaborateurs au profil varié

Du comptable agréé homme d'expérience à l'expert comptable (ou DECS averti) pionnier ou homme de relation.

Tous ces postes sont techniquement et humainement intéressants et supposent un tempérament de responsable.

Formation préalable en France. Statut d'expatrié.

Ecrire sous n° T 027.438 M. à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.
Réponse et discrétion assurées.

RESPONSABLE DE LABORATOIRE DE GÉOPHYSIQUE pour l'Ile de KERGUELEN

Le candidat aura à superviser le travail de 8 ingénieurs et techniciens.
Niveau Ingénieur Grande Ecole.
Expérience mini. 5 ans dans l'industrie ou laboratoire de recherche.
Age minimum : 30 ans.
Bon niveau électronique et formation générale en physique.
Contrat d'environ 18 mois à partir d'août 1981.
Séjour outre-mer entre 12 et 15 mois dans des conditions difficiles d'isolement.
Rémunération selon expérience.

Ecrire au TERRITOIRE DES TERRES AUSTRALES ET ANTARCTIQUES FRANÇAISES, Mission de Recherche, 27, rue Oudinot, 75700 PARIS.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Chief Medical Officer

The World Bank, an international organization, with headquarters in *Washington, D.C., U.S.A.* has proposed the establishment of a new medical department. It would be headed by a chief medical officer who would manage its health room, which serves about 7,000 staff members of the World Bank and the International Monetary Fund from widely different national and cultural origins.
Responsibilities would include :

(i) developing and implementing policies to promote the health of staff, many of whom travel frequently to, or reside in, developing countries ; and

(ii) advising senior management on all matters affecting the health of the staff.

The successful candidate should be a senior physician with qualifications in occupational medicine or other relevant medical specialty and be sophisticated in designing and operating employee health programs. Training and/or working experience in North America and familiarity with conditions in a developing country are highly desirable. Fluency in English is essential. The post will require residence in Washington, D.C.

If interested, please send information on professional experience, before June 30, 1981, quoting reference No. 81-0-00401 (B), to :



The World Bank
Attn : Mr. Hans Pollan
Chairman of the CMO Search Committee
1818 H Street, N.W.
Room 1-3-173
Washington, D.C. 20433, U.S.A.

FINANCIAL MANAGER LONDON £ 12,000...

UK company specialised in international financial planning and consultancy seeks project manager. The successful applicant will be between 30/45 years of age ; fluent in English and at least two of German/French/Spanish ; qualified at the university level in commerce, economics, or accountancy ; hold professional degree or licence qualifying him/her to deal in USA property ; have at least five years experience in international banking/property dealings/accountancy ; prepared to travel at least four months of the year.
Initially, please send career history or C.V. to : *s/n° 6136,* « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

La Banque de Développement de la République du Niger cherche pour recrutement

UN INGÉNIEUR INDUSTRIEL

expérimenté devant s'occuper de l'évaluation et du suivi des projets P.M.I. Contrat deux ans renouvelable.
Ecrire avec C.V. et prétentions à Direct. Affaires Administrat., B.D.R.N., B.P. 227, NIAMEY (Rép. du Niger).

AMNESTY INTERNATIONAL
Offre un poste de Chercheur dans la section Moyen-Orient du service de la recherche (secrétariat international, Londres).
Le candidat doit posséder une connaissance profonde de la région.
Excellent anglais et arabe indispensables.
Salaire de départ : £7,800 + (indexé).
Pour plus de renseignements et formulaire à remplir, s'adresser au Personnel Office,
Amnesty International,
10 Southampton Street,
LONDON WC2E 7HF.
Dernier délai pour la réception des formulaires remplis : 15 juillet 1981.

Société française constructeur machines à emballer recherche

DIRECTEUR

pour sa filiale de Francfort-s.-le-Main (R.F.A.), parfaite connaissance de l'allemand exigé.
Envoyé C.V. et photo à R.-PRESSE, n° T 027.534 M, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR V.R.D.

expérimenté

Pour intervenir dans le Maghreb sur projets zone d'habitat et zone d'activité.

Adresser lettre manuscrite + photo + salaire demandé à GROUPE HUIT 51, rue de Seine, 75006 Paris.

GROUPE INDUSTRIEL ET FINANCIER
recherche pour

AFRIQUE NOIRE

Homme 35 ans environ
ESC - HEC - SCIENCES ÉCO ou équivalent.

Ayant expérience contrôle de gestion, gestion financière entreprise de moyenne importance, pour assurer contrôle de gestion de plusieurs sociétés de moyenne importance.

Adr. C.V., photo et prétentions s/n° 27.487 M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES
296-15-01

LA VILLE DE GRENOBLE

recherche

RESPONSABLE

DE SON SERVICE AMÉNAGEMENT URBAIN

Ce service conduit les actions d'aménagement de la ville de Grenoble en dehors des quartiers anciens. Le responsable doit, en collaboration avec les autres services municipaux, l'agence d'urbanisme et l'Office d'H.L.M. :

- Assurer la responsabilité (dès l'étude du programme) d'opérations importantes et leur gestion.
- Orienter le travail des concepteurs à toutes les phases des opérations.
- Préparer et animer le débat public sur les projets.

Qualités souhaitées

- Diplôme d'études supérieures et expérience diversifiée de 7 ans minimum.
- Expérience de l'urbanisme public et du travail avec les maîtres d'œuvre.

Salaire de début : 100.000 F net par an environ.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite avant le 30 juin 1981 à Monsieur le Maire de la ville de GRENOBLE 11, boulevard Jean-Pain, 38000 GRENOBLE.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

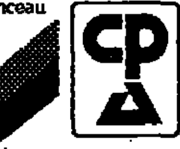
Pour société industrielle. C.A. 300 millions. 1 300 personnes, récemment intégrée à un groupe français leader de son secteur (construction électrique).

Il sera responsable : des comptabilités générale et analytique, de l'élaboration et du suivi des budgets, des relations bancaires et de la gestion de trésorerie, de l'établissement de la consolidation groupe, de la supervision du service Informatique. Il devra de plus assurer l'évolution des procédures en harmonie avec la politique du groupe.

Agé de 35 ans minimum, de formation universitaire plus DECS complet, il a au moins 5 ans d'expérience dans un poste similaire.

Notre siège se trouve dans une ville de moyenne importance de la région Valence - Grenoble.

Merci d'adresser votre CV + lettre à notre Conseil sous réf. 21M115. CPA. 69 rue de Monceau 75008 Paris.



Membre de Syntec

média-system



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

recherche opérationnelle

unisabi **150/180.000**

Filiale d'un groupe international, UNISABI est le premier fabricant et distributeur en France d'aliments préparés pour animaux familiers (Canigou, Ronron, Kitekat, Pal, Frolic, Wiskas, Loyal, Buster). Son expansion rapide entraîne le développement des systèmes de prévision. Dans cette optique, UNISABI recherche un ingénieur de Recherche Opérationnelle.

Sa mission, au sein d'une équipe de 3 spécialistes, sera double ; proposer et réaliser les études relatives aux décisions stratégiques (prospective), assurer, d'autre part, le fonctionnement et l'évolution des outils prévisionnels (modélisation mathématique et stimulation informatique).

Ce poste s'adresse à un ingénieur ayant une expérience de 4/5 ans en recherche opérationnelle acquise dans une société de distribution ou dans une société de conseil. Il connaît donc l'informatique et l'a appliquée à des problèmes économiques ou de marketing.

Ce poste est à pourvoir à Orléans, dans une unité moderne située dans un environnement naturel agréable. Pratiquant une politique salariale et sociale stimulante, UNISABI souhaite rencontrer des candidats en mesure de s'intégrer dans des équipes jeunes et dynamiques et motivées par de réelles perspectives de carrière.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 9113/M à R. Destot, Sema-Sélection · Centre Metra, 16 - 18, rue barbès 92126 MONTROUGE

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

Région Méditerranéenne **220 000 +**

Pour sa Direction Internationale

une société de **GENIE CIVIL** - 1200 personnes dont une centaine d'ingénieurs et techniciens - disposant d'un parc de matériels très performants, souhaite engager deux collaborateurs de haut niveau :

Directeur d'exploitation des contrats internationaux

réf. 71579/M

ingénieur grande école ayant déjà **l'expérience de la direction de grands chantiers à l'étranger**. Basé au siège, il sera responsable de l'organisation et de la gestion de nos contrats à l'étranger. Nous apprécierions vivement qu'il ait des qualités de négociateur et puisse participer activement à l'extension de nos affaires. Age minimum : 35 ans.

Directeur commercial international

réf. 71580/M

diplômé d'une grande école commerciale : HEC..., ayant une **expérience confirmée des divers modes de financement et de la négociation d'affaires internationales à partenaires multiples**. Responsable de notre politique de développement, il devra se tenir parfaitement informé des opportunités du marché - projets de travaux, appels d'offres - puis mettre en place des modalités d'intervention efficaces. L'expérience d'une société d'ingénierie ou de TP est indispensable. Age minimum : 35 ans.

Ces deux fonctions, qui impliquent la pratique courante de l'anglais parlé et écrit, ne peuvent convenir qu'à des personnalités mobiles, ayant la pratique de « l'international », très ouvertes à toutes possibilités de développement et d'évolution de nos affaires.

sélé CEGOS Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous référence choisie à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, rond-point du Pont de Sèvres, 92156 BOULOGNE CEDEX

Membre de SYNTEC

LA VENTE PAR CORRESPONDANCE

un marché porteur en pleine croissance

QUELLE

une société jeune et en fort développement (1300 personnes - 800 M. de C.A.) filiale d'un groupe international offre à un

ingénieur

DE PRENDRE LA RESPONSABILITE DE SON

Centre d'exploitation informatique

Rattaché au Directeur de l'Informatique, il devra :
- assurer la mise en œuvre d'un nouveau matériel (SIEMENS haut de gamme, sous BS 2000)
- participer à la mise en place d'une base de données clients et au développement du Télétraitement (60 terminaux), principaux appuis du redéploiement informatique de la société
- animer, encadrer et faire évoluer une équipe importante de collaborateurs.

Ce poste conviendrait à un candidat titulaire d'un diplôme d'ingénieur, 30 ans minimum, avec de réelle expérience des problèmes d'un centre informatique.

Le poste est à pourvoir à ORLEANS.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à Madame PROUST
QUELLE - B.P. 100
45403 FLEURY-LES-AUBRAIS CEDEX

SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE CENTRE-OUEST
LEADER SUR SON MARCHÉ
recherche

SON DIRECTEUR GÉNÉRAL

1) LE POSTE :
- Assurer le fonctionnement normal de l'affaire.
- Par délégation du PDG, responsabilités :
  - De la politique commerciale.
  - Du contrôle de gestion.
  - De l'informatique.

2) LE PROFIL :
- 40 ans minimum.
- Anglais souhaité.
- 5 ans expérience dans une fonction similaire.
- Connaissances secteur alimentaire appréciées.
- Utilisation sans problème de l'informatique.
- Forte personnalité, sachant animer une équipe en motivant ses collaborateurs.

Envoyer curriculum vitae, photo et salaire actuel à :
J.-F. BLIER, Fiduciaire de FRANCE,
B.P. 82, 33704 MERIGNAC CEDEX.

Cii Honeywell Bull

ACHATS

L'établissement industriel de Cii Honeywell Bull à Belfort (2300 personnes), connaît un fort accroissement de ses charges de fabrication (périphériques d'ordinateurs, terminaux et petits systèmes). En conséquence, nous avons décidé de renforcer sensiblement nos Unités Opérationnelles d'Achats, et en particulier le niveau d'encadrement supérieur.

Aussi, si vous répondez à ce profil :
- ingénieur diplômé
- bilingue anglais
- 3 ans min. d'achats de pièces mécaniques ou électromécaniques-électroniques ou déjà une solide carrière de fabricant et d'acheteur dans une moyenne ou grande entreprise.
- un goût marqué pour la négociation et le management à court ou moyen terme,

venez vous entretenir avec nous de votre évolution de carrière.

Nous offrons en effet diverses possibilités d'intégration dans nos **U.O.A. : ingénieur méthodes achats - chef de groupe - chef de service...**
Vous êtes assuré de pouvoir exercer cette activité dans une société qui a su depuis longtemps reconnaître ce métier et qui saura vous offrir une progression de carrière au sein même de l'établissement ou dans la Compagnie par un élargissement progressif de votre expérience et de vos responsabilités.

Adresser candidature à Cii Honeywell Bull - Service Recrutement 6 avenue des Usines 90001 BELFORT - Tél. (84) 22.82.00



Spécialiste de l'alimentation préparée pour animaux familiers

Recherche

SON ACHETEUR EQUIPEMENTS

160.000 +

VOUS AVEZ :
- Un niveau d'études supérieures, si possible, en génie mécanique
- Une expérience industrielle de 3 à 5 ans dans une fonction technique similaire ou d'études
- La pratique courante de l'anglais (allemand souhaitable)

VOUS SOUHAITEZ :
- Mettre vos connaissances et votre expérience technique au service des négociations commerciales, en relation avec l'ensemble des utilisateurs — Département Industriel, Engineering, Département Recherche & Développement, Département Vente, Service Bureautique...

Saisissez l'opportunité que nous vous offrons de vous intégrer à une équipe jeune dans une entreprise en expansion avec de réelles possibilités d'évolution,

Ecrivez-nous en joignant CV détaillé et photo à : UNISABI-SA - BP. 7 - Département du Personnel (PS) - 45550 - SAINT DENIS DE L'HOTEL.

BISSEUIL
BATIMENT TRAVAUX PUBLICS
la filiale du Groupe BOUYGUES
en Midi-Pyrénées-Toulouse
recherche

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES
(X, Centrale, Ponts, A.M.)

souhaitant s'intégrer dans une Entreprise en pleine expansion (effectif 79 : 170 — effectif 81 : 500), dynamique et organisée, capable d'offrir liberté d'entreprendre, responsabilités et évolution dans des fonctions d' :

- Ingénieurs Travaux
- Ingénieurs Commerciaux

Gérard LEMARIÉ se propose de vous rencontrer, écrivez lui *sous référence 99.601, BISSEUIL, Direction du Personnel*
131, Avenue de Lespinet - B.P. 4059
31029 TOULOUSE CEDEX.

---

directeur régional banque

Centre Ouest **200.000 ++**

La proposition concerne la Direction d'une importante succursale d'une Banque Régionale, de ses bureaux urbains et d'une dizaine d'implantations locales (120 personnes).

L'expérience de l'**EXPLOITATION** multiclientèle : Entreprises, Particuliers, Monde Rural, est déterminante pour cette responsabilité ainsi que les qualités personnelles (initiative, animation, gestion). Ces deux atouts ayant déjà, dans le profil individuel, pris le pas sur les diplômes.

Adresser au **Cabinet R.C.C.** lettre manuscrite C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle en précisant la référence 129-M

RCC Recherche / Conseil / Cadres CSNCR
6, AVENUE DU COQ - 75009 PARIS

Une très importante entreprise de services (+ 2 500 personnes), pour l'industrie lourde, filiale d'un grand groupe national de renommée recherche, un

Cadre du Personnel

qui sera le véritable adjoint du directeur des affaires sociales de la société. Dans un premier temps, il sera plus particulièrement chargé de l'organisation, de l'administration du personnel et à ce titre développera les systèmes de gestion informatisée du personnel et des salaires.

Pour ce faire, il participera à l'élaboration et au suivi des politiques et procédures en matières d'administration du personnel.

De plus, il aura pour mission de concevoir des études sociales (salaire, statuts...) et réalisera le bilan social, la mise en place de tableaux de bord sociaux et des techniques d'évaluation et de cotations.

De formation supérieure (type juridique), ce collaborateur possède une expérience similaire de 5 à 10 ans dans la fonction personnel d'une grande entreprise (type services, TP de préférence). A moyen terme, ce poste verra ses prérogatives s'élargir et à terme les perspectives d'évolution sont importantes au sein d'une société en forte expansion.

Poste basé en MOSELLE près d'une grande ville universitaire.

Le niveau de rémunération important tient compte de l'acquis professionnel.

Nous vous suggérons d'adresser un dossier complet + C.V. + prétentions sous référence 917 LM à notre conseil qui vous garantit réponse et discrétion.

5-7, rue Pierre Perrat
57000 METZ - Tél. 766.52.35

managing

Banque Populaire

constitue pour réaliser ses objectifs de développement

UNE ÉQUIPE COMMERCIALE

et recherche

UN RESPONSABLE DE L'ÉQUIPE

chargé de son organisation, de son animation et de participer à son travail. Ce poste nécessite une expérience bancaire et conviendrait, soit à un élément d'une équipe souhaitant évoluer, soit à un responsable d'équipe.

DES JEUNES COLLABORATEURS

chargé de prospecter les particuliers, les artisans.. Ce poste nécessite : d'être titulaire du bac ou d'un diplôme équivalent, des aptitudes à la relation avec autrui (goût du contact, dynamisme, persévérance), d'être dégagé des O.M.

FORMATION ASSURÉE

DES DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

(Droit, Sc. Eco, Sup. de Co)

- ayant 2 à 3 ans d'expérience bancaire dans l'exploitation ou service des crédits, pour un poste de chargé de mission auprès du Directeur de l'Exploitation ;
- débutants désireux de faire une carrière bancaire dans l'exploitation et valoriser leur diplôme.

Adresser candidature manuscrite avec C.V. et photo à HAVAS 63002 CLERMONT-FERRAND Cedex avant le 22 juin. - N° 52.868.

EXPANCENTRE

pour elle-même et sa Maison Mère
La SDR du Centre SODECCO
recrute pour postes

CLERMONT-FERRAND, LIMOGES, ORLÉANS, POITIERS

INGÉNIEURS CONSEILS et CHARGÉS DE MISSION

pour diagnostics complets d'entreprises avec plan de développement comprenant le financement.
Expérience nécessaire en marketing, structure, gestion et finances en PME.

Adresser C.V. manuscrit + photo à :
Expancentre, 12, rue Pierre-et-Marie-Curie,
Z.I. d'Ingré, 45 140 Saint-Jean-de-la-Ruelle.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

arles
controller

Vous avez une première expérience d'audit acquise de préférence en cabinet où vous avez pratiqué le milieu industriel.
Nous vous confierons la responsabilité administrative et comptable de l'usine de Arles ainsi que son contrôle de gestion.
Vous parlez anglais et vous êtes mobile géographiquement, vous savez former vos successeurs afin de progresser.
Si vous souhaitez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous référence 124.13 à :

ONOMA 26, rue de Berri 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurées)

INGÉNIEUR QUALITÉ - LYON

Notre activité de fournisseur et de prestataire de services pour l'industrie électronucléaire est en forte expansion, en France comme à l'étranger.

Nous créons dans ce cadre un poste dont le titulaire aura pour mission générale d'«analyser» avec un esprit critique les spécifications de nos procédés de contrôle qualité.

Ingénieur diplômé d'une grande école, il doit avoir une expérience en **Contrôles non destructifs.**

Il interviendra à tous les stades du processus de qualification (spécification de procédé, qualification des appareils, élaboration du programme de qualification de produits, suivi des essais, examen des résultats, etc.) et devra pour cela faire preuve de rigueur et d'autonomie.

Notre domaine d'intervention et nos dimensions actuelles confèrent à ces fonctions un niveau de responsabilité conséquent. Notre développement ouvrira en outre, à partir de ce poste des perspectives d'évolution.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 71871 M à

MILO G.R.H Place de l'Église, 06810 Auribeau-sur-Siagne.

Société française de rayonnement national (C.A. 100 millions)
recherche
un attaché commercial
pour secteur Paris - Normandie.

Niveau de connaissance : D.U.T.
Expérience professionnelle : 3 ans environ.
Technico-commercial domaine matériaux de construction ou cabinet d'architecture.
Résidence sur secteur exigée.
Rémunération suivant expérience.
Age optimum : 30 ans.

Ecrire en adressant curr. vitae et photo récente à

Direction Commerciale
VERRERIES DE TROIS-FONTAINES
57870 VALLERYSTHAL-FONTAINES.

QUELLE
Société de VENTE PAR CORRESPONDANCE
recherche
analyste-programmeur

- niveau MIAGE et solide expérience (acquise, si possible, en SSCI),
- habitude des contacts avec les utilisateurs,
- connaissances réelles d'une méthode d'analyse (CORIG ou PROTEE),
- pratique DB/DC souhaitée,
- langage COBOL et ASSEMBLEUR.

Le poste est à pourvoir à ORLEANS.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à Madame PROUST
QUELLE - B.P. 100
45403 FLEURY-LES-AUBRAIS CEDEX



TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS PRODUITS BATIMENT SECOND ŒUVRE

recherche

JEUNE CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

POUR SA DIRECTION RÉGIONALE MIDI (AIX-EN-PROVENCE)

Il devra assister le directeur régional dans ses principales missions :

- Vente des produits du groupe dans un secteur de plusieurs départements aux négociants, aux entrepreneurs en bâtiment et aux entreprises de transformation ;
- Gestion des ventes.

Pour être candidat, il faut avoir une formation commerciale supérieure (E.S.C. ou équivalent) et si possible une première expérience de vente de produits techniques.

BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR DANS LE GROUPE, EN FRANCE OU A L'ÉTRANGER, POUR QUI RÉUSSIRA A CE POSTE.



Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS (sous référence 2.367).

DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.

Importante Société Secteur Alimentaire recherche dans le cadre du développement de son activité PLATS CUISINES

ingénieur développement

Agé au minimum de 28 ans, de formation supérieure (Ingénieur ou équivalent) et ayant acquis de solides connaissances en BIO-CHIMIE ALIMENTAIRE. Responsable de la mise en œuvre des nouveaux produits à développer, il devra concevoir et faire évoluer les process de fabrication en étroite relation avec l'équipe Marketing et les services d'Etudes et de Réalisation de la Société. Une expérience dans un Laboratoire d'Application (conception et essai de produits) ou dans un service Développement est souhaitée.

Poste à pourvoir à NANTES, avec déplacements à prévoir.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 898 M (à préciser sur l'enveloppe) au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

DIRECTEUR D'USINE

Cette Société étudie, fabrique et commercialise une gamme très complète de produits destinés à l'installation électrique industrielle et à celle des bâtiments.
Elle se place parmi les leaders de la profession et connaît un développement constant dû à la qualité de ses produits, à son dynamisme commercial.
Le Directeur d'usine, rattaché à la Direction Générale de l'entreprise, est responsable dans son sens le plus large, de l'unité de production (200 personnes). Il exerce ses responsabilités dans 3 domaines : humain (animation des hommes, cohésion des équipes, climat, relations sociales, relations extérieures), technique (quantité, qualité, coût et délai de fabrication), économique (proposition, suivi des budgets, investissements).
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur (mécanicien de préférence) diplômé ou autodidacte de 35 ans minimum. Son expérience industrielle de 10 ans environ, acquise en fabrication lui permet de maîtriser l'ensemble des fonctions liées au poste. Le potentiel de l'homme, ses qualités humaines, ses capacités d'animation et d'adaptation seront déterminants.
Il sera basé dans une petite ville agréable à 200 km au Sud Ouest de Paris.
La dimension humaine de l'entreprise, les conditions offertes, les perspectives d'évolution sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 14497 A. à



8 rue de Berri 75008 Paris

média system

Dans un port Méditerranéen, une Société d'Etudes d'Equipements sous-marin, appartenant à un très grand groupe industriel
recherche son

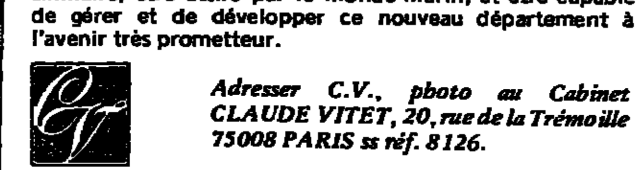
FUTUR CHEF DE DEPARTEMENT MECANIQUE-HYDRAULIQUE

160.000/180.000 Francs

INGENIEUR MECANICIEN, il aura pour mission : la conception et la réalisation de nouveau matériel de robotique et de télémanipulation pour l'exploitation des fonds marins.

Une bonne maîtrise de l'hydraulique sera nécessaire.

32 ans minimum, imaginatif et créatif, il devra posséder une expérience de 5 années minimum dans un domaine similaire, être attiré par le Monde Marin, et être capable de gérer et de développer ce nouveau département à l'avenir très prometteur.



Adresser C.V., photo au Cabinet CLAUDE VITET, 20, rue de la Trémoille 75008 PARIS ss réf. 8126.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Marketing
Cadre Commercial Haut Niveau

Notre usine, nos produits, sont solides, modernes et en constante expansion (C.A. : 250 MF pour 600 personnes). Nous offrons un cadre de travail stimulant mais agréable.

Nous sommes à la recherche de notre DIRECTEUR MARKETING.

Apte à bien s'intégrer dans notre équipe de Direction, il prendra en charge les plans Marketing France et Export (Europe), dirigera les études commerciales, procédera à l'évaluation des marchés et des produits.

La Publicité et la Promotion de vente seront de son ressort. Enfin, il ne sera pas seulement homme d'études, mais aussi négociateur opérationnel, capable de développer les ventes à l'étranger en animant les structures existantes.

Cette fonction convient à un candidat expérimenté, de formation supérieure, parlant couramment allemand et/ou anglais, déjà familiarisé avec des produits industriels de grande série.

Ce poste est situé à Strasbourg.

Adresser votre C.V. détaillé s/réf. 3629 M à notre conseil qui vous garantit une totale discrétion.

40, rue du Tivoli
67000 STRASBOURG

managing

Supelec Commercial

Nos produits sont destinés aux industries électriques et électroniques, quoique leur fabrication, à base de métaux précieux, fasse elle appel aux techniques de la métallurgie des poudres et de la mécanique. Ils sont le plus souvent conçus, à la demande, de façon à satisfaire tel besoin précis de notre client.

C'est pourquoi le rôle de nos ingénieurs technico-commerciaux est si fondamental. Ce sont des vendeurs certes mais en contact constant avec la technique, celle du client, celle de nos unités de fabrication. Plus encore, ils sont un rouage essentiel dans la définition de la stratégie et du marketing de notre société. Et nos clients les considèrent comme des partenaires indispensables à leur propre développement.

Nous créons plusieurs postes d'ingénieur technico-commercial que nous confierons après une solide formation aussi bien à des ingénieurs n'ayant jamais fait de commercial qu'à des commerçants chevronnés. Ils auront évidemment beaucoup à se déplacer, en France et à l'étranger. Leurs connaissances linguistiques leur seront utiles : l'anglais, l'allemand,... La résidence se trouvera dans une très agréable ville de province proche de Paris. Si vous vous sentez concerné, prenez contact rapidement avec le cabinet CLEAS sous réf. 1816 M.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS.

Importante entreprise industrielle, filiale d'un groupe européen,
recherche

RESPONSABLE DEPARTEMENT «INFORMATIQUE ET ET METHODES ADMINISTRATIVES»

sous l'autorité de la Direction Générale, il sera chargé des développements des moyens informatiques actuels et futurs, de conseiller les utilisateurs et la Direction Générale, de concevoir et réaliser des systèmes d'aide aux décisions.
Après une formation supérieure Ingénieur Grandes Ecoles de préférence, il aura acquis en 5 à 7 ans, une bonne connaissance du monde industriel et la maîtrise des techniques d'organisation et de traitement de l'information.
Le poste est à pourvoir à ORLEANS.

Adresser C.V. manuscrit + rémunération 1980 + photo sous référence 7686 à :

P. LICHAU S.A. — BP 220 — 75063 PARIS Cédex 02,
qui transmettra

ORGANISATION INDUSTRIELLE – REGION OUEST
Importante Société Secteur ALIMENTAIRE (8 établissements) souhaitant créer la fonction Organisation Industrielle recherche

ingénieur méthode

Agé au minimum de 30 ans, de formation technique supérieure (A. M. ou équivalent) et ayant acquis une première expérience des problèmes d'ORGANISATION du travail en Fabrication et de mise en place de systèmes de gestion de flux (matières, produits, personnel). Il sera amené à intervenir dans de nombreux domaines de la Production en étroite relation avec les Chefs d'Etablissement, les services Etudes et les services Logistiques de l'Entreprise afin d'étudier les problèmes et élaborer les solutions adaptées et efficaces.

Envoyer C.V., photo et prétentions, sous réf. 897 M (à préciser sur l'enveloppe) au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

SUD OUEST

leader de sa spécialité

ENTREPRISE DE CONSTRUCTIONS METALLIQUES

200 personnes, 60 M de CA

implantée à 30 km d'une ville importante et pittoresque recherche, pour être placé directement sous les ordres du Directeur Général, un

chef comptable

qui sera chargé de la comptabilité, de la paie, de la fiscalité courante et de la gestion du personnel avec un service de 6 personnes. Il travaillera en étroite liaison avec le Contrôleur de Gestion.

Traitements sur logabax et par service bureau extérieur.

Situation intéressante dans société stable et bien gérée.

Envoyez C.V. photo et prétentions sous référence 3980-M à
MAMREGIES
3 rue d'Hauteville - 75010 Paris
qui transmettra.

Poste de directeur commercial pour un jeune ingénieur d'affaires

Sud-Est

Notre société cliente, filiale française du leader mondial de l'électronique marine, propose à un ingénieur âgé de 30 ans minimum et possédant une première expérience dans le milieu **OFFSHORE** de prendre en charge le développement de ses activités sur le marché pétrolier. Il disposera pour cela d'un réel soutien de la Direction Générale et d'une étroite collaboration de la force de vente en place.
Le poste est basé dans la **Region méditerranéenne** mais nécessite de fréquents déplacements à l'étranger.
La pratique de la langue anglaise est requise.
Merci d'envoyer C.V. + photo + prétentions sous réf. 516/81 à Françoise MEYER - IS Conseil - 34, cours Gouffé 13286 MARSEILLE cedex 06.

CAPFOR
NANTES - PARIS - LYON - MARSEILLE - BREST



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

CRÉER ET DIRIGER VOTRE SERVICE MAINTENANCE - LYON -

Très importante entreprise de réalisation de grands ensembles industriels, nous souhaitons, dans le cadre du développement de nos activités, créer un nouveau service de Maintenance pour prendre en charge de gros équipements chaudronnés.

Nous recrutons, pour créer ce service, constituer la première équipe (ingénieurs et techniciens), l'animer, l'encadrer et la développer, un Ingénieur mécanicien diplômé d'A & M, INSA ...
Agé d'environ 35 ans, il a une solide expérience du domaine des matériels chaudronnés, acquise dans une grande entreprise de pétrochimie ou d'ingénierie.
Une expérience de chantier serait en outre appréciée.

Il aura pour mission générale de résoudre les problèmes techniques intervenant à l'exploitation et d'assurer l'information des départements internes et des fournisseurs.
Il mobilisera pour cela les unités d'études, pourra participer aux activités, et prendra en charge des missions d'assistance technique et d'expertise sur les sites.
Le poste est basé dans un établissement de taille moyenne à Lyon, et implique quelques déplacements de courte durée.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 71845 M à :

MILO G.R.H Place de l'Eglise, 06810 Auribeau-sur-Siagne.

---

legrand

Fabrications électromécaniques, une forte expansion, un CA de 2,5 milliards de francs, 11 000 personnes, 30 filiales en France et dans le monde, recherche son

RESPONSABLE DU CONTRÔLE DE GESTION-GROUPE

Il devra faire évoluer les systèmes existants (contrôles budgétaire et de production, interprétation des écarts, plans prévisionnels) et les étendre à tout le groupe.
Capable de dialoguer au plus haut niveau avec les directeurs d'unités et de filiales, il saura faire du processus budgétaire un outil de gestion débouchant sur des mesures concrètes d'amélioration.

Nous souhaitons un diplôme d'ingénieur ou de grande école commerciale + le DECS complet, une solide expérience du métier, une bonne connaissance de l'anglais.

Ce poste de haut niveau est situé au siège social du groupe, à Limoges.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant vos prétentions, sous référence 21 M 111 à notre conseil Madame GIACCHETTI, C.P.A. 69 rue de Monceau 75008 Paris.



Membre de Syntec

média-system

ALIMENTAIRE — *REGION OUEST*

Importante Société recherche dans le cadre de la mise en place de sa nouvelle politique industrielle

ingénieur Responsable bureau d'études

Agé au minimum de 30 ans, de formation technique supérieure (Ingénieur A.M. ou équivalent) et possédant une première expérience réussie acquise soit dans un B.E. (Ingénierie en Entreprise), soit si possible, dans l'Industrie Alimentaire. Il sera chargé de l'étude et de la conception d'ensembles (ateliers) ou de sous ensembles (machines) de fabrication, ainsi que de l'élaboration des dossiers d'installation et d'implantation consécutives.
Solides compétences en MECANIQUE, en ELECTRICITE et en ASSERVISSEMENT indispensables.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 896 M (à préciser sur l'enveloppe) au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE,

l'une des toutes premières sociétés de conseil et de services en informatique par son développement et ses résultats, recherche

Ingénieurs et Universitaires

(minimum 2 ans d'études après le BAC)
toutes formations.
Débutants ou confirmés.

Les candidats retenus recevront une Formation de plusieurs mois aux méthodes de la société (CORIG. PAC...) et aux techniques avancées de l'informatique (microprocesseurs, télématique, bases de données...).

A l'issue de cette formation, ils s'intégreront dans des équipes opérationnelles.

Ces postes sont à pourvoir dans le Nord de la France.

Envoyer CV et photo, à Madame BECK - C.G.I., 230, avenue Jean-Jaurès - 59790 RONCHIN.

CGI — HAVAS CONTACT

Responsable Ergonomie

Centre Technique de la DIRECTION TECHNIQUE DES ARMEMENTS TERRESTRES recherche un RESPONSABLE ERGONOMIE.

Si vous êtes :
Ingénieur Grandes Ecoles (Ecole Centrale, Mines, ENSI...), diplômé en ERGONOMIE (spécialisation), ou ayant acquis une formation pratique complémentaire dans le secteur.

Si vous souhaitez :
Valoriser des qualités personnelles de dynamisme et de persuasion en animant une petite équipe pluridisciplinaire.

Nous vous proposons :
La responsabilité des activités ERGONOMIE, des MATERIELS TERRESTRES dans le cadre d'études générales et de développements.

Envoyez lettre, C.V. et prétentions à

ETAS DTAT — B.P. 4107 49041 ANGERS cedex

MEDIAM

GROUPE REGIONAL DE DISTRIBUTION
ville universitaire Bretagne

recrute

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
agé (e) 35 ans minimum, formation supérieure préf. juridique indispensable, ayant quelques années d'expérience de la fonction.
MISSION :
Fonction personnel, service courrier, standard, assistance et représentation P.D.G.

Adresser C.V. Photo, rémunérat. actuelle et souhaitée à Havas RENNES n° 2060 AT.

AIX-EN-PROVENCE
Société d'études recrute.

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Ayant une première expérience réussie sur microprocesseurs (logiciel, matériel) pour prendre en charge le développement de projets en microélectronique et microinformatique. Merci d'adres. C.V. et prét. à I.2.E. Bel Ormeau, av. Cosma, 13100 AIX

IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE filiale d'un des premiers groupes français recherche..
pour usine SARTHE (600 personnes)

LE CHEF DES SERVICES COMPTABLE ET DE GESTION

diplômé Sup. de Co., DECS ou DUT

A la tête d'une équipe de 15 personnes dont un adjoint, il sera responsable de la comptabilité générale et analytique, du contrôle budgétaire et du service informatique.

Il aura une expérience industrielle de plusieurs années dans les disciplines ci-dessus, de préférence en usine.

Evolution à envisager vers des fonctions plus élevées dans les services de la Direction financière.

Envoyer CV et prét. sous réf. 1006 à BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche 75008 PARIS.

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE
offre à des
JEUNES DIPLOMÉS
ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE

DES POSTES COMMERCIAUX

Après une formation d'un an minimum, mi-théorique (assurée au cours d'un stage de 6 mois à LIMOGES), mi-pratique, ils seront intégrés dans le réseau commercial Province et Région Parisienne où ils exerceront une activité commerciale « sur le terrain ».

Les candidats seront sélectionnés en fonction de leur dynamisme et de leur motivation pour une vie active axée sur les résultats commerciaux.

DATE DU DÉBUT DE LA FORMATION : 14 SEPTEMBRE 1981

Adresser C.V. et photo sous n° 31.437,
PUBLICITÉ ROGER BLEY,
101, rue Réaumur, 75002 Paris.

P.R.B.

L'agence Financière de Bassin Seine-Normandie définit une politique de l'eau et aide collectivités locales et industrielles de 25 départements à réaliser des projets d'optimisation des ressources et de dépollution.
Nous créons un poste pour un

jeune ingénieur

Châlons-sur-Marne

Notre Délégation Champagne-Ardenne vous propose, au sein d'une jeune équipe compétente, d'étudier et sélectionner les projets, conseiller sur les modes de financements, assurer les contacts avec maîtres d'œuvres (DDA, DDE...), maîtres d'ouvrages (maires, élus, industriels...) et partenaires financiers, suivre les chantiers de pose ou rénovation de réseaux de collecte, et organiser la gestion administrative de cette nouvelle fonction.
Une formation supérieure, de préférence T.P., serait utile pour réussir dans ces activités importantes et très variées.
Veuillez adresser votre dossier, sous réf. M 505, à M d'Aboville, Résonance,
80 rue Taitbout 75009 Paris.

la gestion de personnel signée par résonance

---

ingénieur technico-commercial

est recherché par la Direction Commerciale d'une unité d'APPAREILLAGES ELECTRIQUES (+ de 250 M) d'un très grand groupe français.

Agé de 30 ans environ il lui sera confié après une solide formation, la commercialisation en France de ses gammes de produits et appareillages.

Le poste est en Province (150 km de Paris). Il implique des déplacements entre cette unité, les agences régionales et les distributeurs.

Une première expérience dans une fonction similaire serait appréciée (mais non indispensable).

Ecrire avec C.V. sous référence 4170-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

FRANCE MERIDIONALE très importante Association de Médecine du Travail, recherche

L'ADJOINT

de son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Dans le cadre d'une large délégation de responsabilités, il participera à la gestion et à l'animation d'un service comportant une centaine de personnes et offrant ses prestations à plus de 100.000 salariés, pour un budget de 20 millions de F.
Le candidat, diplômé de l'enseignement supérieur, justifiera de solides compétences de gestionnaire avec une base comptable, ainsi que d'une expérience approfondie des problèmes administratifs.

Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 906
BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche 75008 PARIS

Emplois et Entreprises

Message à un Ingénieur INSTRUMENTATION Micro-Informatique

Vous souhaitez entrer dans l'une des sociétés françaises leader dans son domaine :

la pétrochimie

Dans notre importante usine de Gonfreville (76) nous avons entrepris un programme de modernisation de l'ensemble de notre régulation par l'adoption des systèmes informatiques les plus performants à ce jour. Le chef du service entretien - instrumentation - électricité recherche un collaborateur de très bon niveau pour mener à bien cette tâche qui doit se dérouler sur plusieurs années.
C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous êtes ingénieur électronicien. Si vous sortez d'une école où l'étude de l'informatique industrielle est très poussée, vous pouvez être débutant, sinon vous en avez acquis chez un constructeur ou dans un bureau d'études une connaissance approfondie.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/203/S à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous convoquer.

Discrétion d'usage assurée.

mcp — CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris



SAPHYMO-STEL

Activités Electrothermie

Responsable fabrication

- Bonnes connaissances en mécanique et électricité pour superviser ateliers de biens d'équipement (matériel électrique et machines spéciales).
- Ce poste conviendrait à un INGÉNIEUR ayant une solide expérience de production.
- 50 personnes environ à diriger.
- Perspectives d'évolution certaines liées à la forte expansion du département et à la valeur du candidat.

Lieu de travail : GRENOBLE.

Ecrire avec CV détaillé, lettre manuscrite, photo et prétentions 14, rue du Drac 38028 GRENOBLE CEDEX



THOMSON-CSF INFORMATIQUE

Un défi : organisation et contrôle de gestion

Au sein d'un groupe multinational dont la réputation n'est plus à faire, dans une de ses unités industrielles françaises, tout est à remettre en place au niveau de la gestion, de l'informatique, de l'organisation administrative et commerciale, des finances.

Une tâche passionnante pour un gestionnaire déjà expérimenté mais prêt à faire par lui - même. Comptabilité analytique à organiser mais aussi comptabilité générale à suivre. Informatisation à lancer dans tous les services de la société. Et tout ceci en habitant une charmante ville de province du bassin parisien.

Claude Egnell, à laquelle vous écrirez rapidement, sous réf. 1817 M, si vous êtes intéressé, vous en dira plus. Elle nous connaît bien.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS.

Très important fabricant de matériaux d'étanchéité pour le bâtiment
5 usines en France, R.F.A., Suisse, filiales en R.F.A., Suisse, Suède, Canada
recherche pour STRASBOURG

JEUNE CADRE PROMOT. ET PUBLICITÉ

3 à 4 ans d'expérience publicité et promotion, en entreprise (produits, matériaux pour bâtiment, couverture, isolation ou autres techniques) ou comme chef de publicité.

Mission : promotion des produits et techniques par doc. techniques, publicité, expos., conférences, rédactionnel, gestion budgets.

Poste d'avenir stable.

Adr. C.V. dét. sous réf. 943 à SELETEC Conseil 67009 STRASBOURG CEDEX.

A Marseille, rech. pour position de tte conf. et pour activ. fort intér. Gérant ou Administ. indiv. d'intellig. et d'habileté au-dessus de la moyenne. Rémun. en rapp. avec une respons. très import. Prière d'adres. candidat. avec photo et C. V. manuscrit discrétion assurée à EUROSUD - n° 1669, 2, rue Breteuil - 13001 MARSEILLE

CNEH

Nous sommes un organisme parapublic du secteur santé dont une des missions est d'assurer sur l'ensemble du territoire la diffusion d'applications
d'INFORMATIQUE DE GESTION
pour le compte des Hôpitaux Publics.
Nous avons trois agences, à BORDEAUX, LYON, POITIERS, ayant chacune la responsabilité du développement, de la maintenance et de l'implantation de « produits programmes » sur le plan national.
Ces produits sont diffusés sur 3 matériels IBM 370, CII - HB 64, IRIS.
Nous recherchons pour notre agence de

POITIERS

ingénieur informaticien

Formation supérieure souhaitée
3 à 5 ans d'expérience en informatique

Adresser CV et photo à CNEH
3 rue Georges Servant
86000 Poitiers

media-system

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

UNE DES PREMIERES SOCIETES METALLURGIQUES FRANCAISES POSSEDANT DE NOMBREUSES USINES EN FRANCE

Exportant 50% de sa production sur des marchés porteurs, recherche pour son

Centre d'Etudes et de Développement

Chef du Bureau d'Etudes Electriques

Ingénieur électricien, ESE, ENSIEG, ENSEEIHT, ou équivalent, possédant au moins 10 ans d'expérience technique et technico-commerciale d'équipements électriques industriels pour la métallurgie, (des connaissances en électrotermie seraient appréciées), et ayant *animé une équipe d'études.*
Responsable de la *définition d'équipements industriels* pour les différentes usines, de l'élaboration des devis techniques et commerciaux, il doit organiser, suivre les études, coordonner et contrôler l'activité de la sous-traitance, et superviser les mises en service, et *encadrer une importante équipe d'ingénieurs, d'agents* de maitrise, de techniciens.

Réf. 99.726 A

Ingénieur de recherche Chimie corrosion

Ingénieur chimiste, Physique-Chimie de Paris ou équivalent, ayant quelques années d'expérience.

Rattaché au Chef du Service Laboratoire, *il* sera chargé d'expertises et d'études de cas se présentant tant en usines qu'en clientèle, dans le domaine chimie corrosion, ainsi que de recherche pour mettre en évidence des phénomènes ou lois. Il aura la responsabilité d'une équipe hautement qualifiée.

Réf. 99.726 B

De réelles possibilités de carrière sont offertes au sein du Groupe (32000 personnes).

Adresser lettre manuscrite + CV + photo à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra en précisant la référence du poste choisi.

Puissant groupe industriel

L'une de nos Divisions, concernée par la chimie organique, commercialise à l'étranger quelques 7000 T de produits. L'importance et les opportunités liées à cette exportation en ont fait un axe prioritaire de développement et nous créons un poste de responsable de haut niveau pour

Développer et animer nos exportations

env. 240000 (réf. 2299M)

Sous l'autorité du Directeur Commercial, il conçoit et assure la mise en œuvre d'une stratégie commerciale *export évolutive produits/marchés, conseille* et *assiste* à l'export les chefs de marché spécialisés par lignes de produits, dirige et anime au siège le service commercial export et dynamise à l'étranger un réseau diversifié.

Cette Division a pour vocation de développer une *spécialité chimique et a pris une très importante part* à l'export puisqu'elle a commercialisé à l'étranger plus de 50 % de ses produits.

Prendre en main les ventes export

env. 240000 (réf. 2301M)

Dans un poste en création, l'adjoint du Directeur Marketing, par son action commerciale directe en RFA, CH, A, et à *travers un réseau diversifié d'agents dans les autres pays,* développe nos ventes à l'exportation. Ses aptitudes à vendre, organiser, coordonner et animer un réseau commercial, en fait, sa réussite personnelle rapide, doivent lui permettre d'évoluer vers de plus hautes responsabilités commerciales.

De formation *école* supérieure, manager ou chef de vente exportation, ayant assuré avec succès de telles responsabilités en milieu industriel, vous êtes trilingue anglais-allemand, et souhaitez un contact rapide avec nous. En effet, les deux postes à pourvoir le sont à très bref délai.

Jean Bousser vous remercie de lui écrire au plus tôt sous référence indiquée, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES



emplois régionaux

MSL international

73, boulevard Haussmann 75008 PARIS - Tél. (1) 266.04.93.
94, rue Servient "Le Mercure" 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.
50, boulevard de Paris 59100 ROUBAIX - Tél. (20) 73.71.70.

Ingénieur électronicien

La filiale provençale de MERLIN-GERIN conçoit, fabrique et commercialise des équipements électroniques de radioprotection (contrôle et mesure d'effluents). Elle recherche pour son service conception un ingénieur électronicien. Animant une équipe de techniciens, il sera chargé de la conception et du développement de nouveaux produits ou de sous-ensembles. A partir d'un cahier des charges, il dirigera les études de faisabilité visant à définir les moyens de production et ceux de mise au point. En collaboration avec le bureau d'études, il gèrera les dossiers de production. Il devra être capable de piloter des travaux de sous-traitance. Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur électronicien diplômé (ESE, ISEN, ISEP, etc...) ayant réussi la conception et l'industrialisation de projets électroniques faisant appel aux techniques analogiques et numériques. Anglais nécessaire. Ecrire à Joël Bernard - Réf. M 12011 (Lyon).

Discrétion totale assurée.

Importante société de CONSEILS

recherche pour

NORMANDIE

JURISTE

Connaissances approfondies en DROIT SOCIAL et DROIT DE LA DISTRIBUTION.
Expérience professionnelle souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 4.230, ORGANISATION ET PUBLICITÉ, 2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

LE BUREAU DE RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES *recherche* pour son Centre Scientifique et Technique d'ORLEANS-LA-SOURCE

UN JEUNE CADRE ADMINISTRATIF

pour mission d'appui aux *différents* services de sa Direction du Personnel.
Les candidats, de formation supérieure en gestion, devront présenter de bonnes connaissances en droit du travail et une première expérience dans les fonctions Personnel.

Adr. lettre de candidature avec C.V., réf. et prét. au BRGM/DPEL - B.P. 6009 45060 ORLEANS Cedex.



(ESC Sciences Eco. ou équivalent)

SE FORMER PENDANT UN STAGE DE 24 MOIS de façon originale en alternant l'enseignement théorique et pratique.
EVOLUER dans l'entreprise au fur et à mesure de son expérience et de sa propre personnalité.
REUSSIR en sachant transmettre le savoir-faire et la pratique acquis au cours du stage.
Voilà ce que vous proposent les Assurances du Groupe de Paris.
L'importance de notre entreprise (C.A. 80 plus 3.5 milliards de francs) vous ouvre de larges *perspectives d'évolution dans des fonctions d'encadrement du secteur commercial.*

Si vous percevez votre itinéraire professionnel de cette façon, l'un des responsables de notre centre de formation et de recrutement répondra à votre courrier et vous adressera une documentation détaillée sur notre entreprise.



Pour cela, écrivez avec C.V. et photo à Serge COSTE sous réf. 4973. C.F.C. 26 boulevard Haussmann 75009 Paris.

média-system

UNIVERSITÉ PARIS-X NANTERRE

INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE
STAGE DE LONGUE DURÉE OCTOBRE 1981-JUIN 1982
OUVRANT DROIT AUX INDEMNITÉS ASSEDIC

- **Formation à la gestion informatisée : 800 heures** Niveau DEUG ou cinq ans d'expérience professionnelle
- **Formations sanctionnées par un diplôme de second cycle.** Possibilité d'admission directe en second cycle en fonction de l'expérience professionnelle.
- **Chef de projets commerce international : 800 heures.**
- **Création et gestion de P.M.E. : 465 heures.**
- **Sciences sociales appliquées au travail : 375 heures.**
- **Civilisation d'Afrique noire : 600 heures.**

Rentrée à partir du 19 octobre 1981. Inscriptions à partir du 1er juin 1981.

I.E.P., 92001 Nanterre Cedex, Bâtiment G, Salle R 30, tél. 725-92-34 postes 864, 865, 866.

ROCHE BIOELECTRONIQUE KONTRON
Division ultra sons

INGENIEUR ELECTRONICIEN CHEF DE PROJET

La réputation de Roche Bioélectronique Kontron, un des leaders mondiaux de l'électronique médicale, repose en grande partie sur la qualité technique de ses appareils.
Rattaché au Directeur de la Division ultra sons, le Chef de Projet anime et coordonne l'activité d'une équipe technique chargée soit de concevoir, de développer et de réaliser un nouveau matériel, soit de procéder à des modifications techniques importantes sur un appareil existant.
Les responsabilités de ce Chef de Projet sont techniques (performances, fiabilité, qualité), économiques (délai, coût, prix) et humaines (animation de l'équipe).
Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Electronicien ayant de préférence des connaissances dans le domaine des ultra sons. *Son expérience industrielle (3 ans minimum) a été acquise dans des* services techniques de développement (BE, labo..).
La taille du Groupe, son dynamisme permettent d'offrir à ses ingénieurs des possibilités de développement de carrière multiples et variées.
Le poste est basé à MONTIGNY-LE-BRETONNEUX.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 4209 Q à

egor industrie
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

Groupe THOMSON

Une filiale de ce grand groupe qui conçoit et réalise des systèmes et des matériels complexes dans lesquels l'électronique et l'informatique jouent un grand rôle, crée, pour son service Etudes Nouvelles, plusieurs postes d'Ingénieurs confirmés.

INGENIEURS ELECTRONICIENS
débutants et confirmés

Réf 01 1242 S

Au sein du « Bureau d'Etudes Electroniques », ils participent à l'étude et au développement de matériels électroniques sophistiqués, fabriqués en petite et moyenne séries.
Suivant leur expérience, ils s'intègrent à une équipe d'ingénieurs et techniciens où ils ont une responsabilité d'encadrement.
Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs diplômés ou des *universitaires qui ont soit une expérience des micro-processeurs dans* un bureau d'études, soit des connaissances dans ce domaine.

INGENIEUR LOGICIEL
confirmé

Réf. 01 1242 R

Il collabore, au sein d'« Equipes Projets », à la conception et à la réalisation de systèmes industriels en temps réel et travaille en liaison permanente avec les utilisateurs.
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé de grande école ou de l'université, ayant si possible une première expérience dans le développement de logiciels sur mini-ordinateurs et micro-processeurs.

Pour chacun de ces postes, les perspectives de carrière au sein de la société et du groupe peuvent être très intéressantes.

Les postes sont à pourvoir en banlieue Nord de Paris. Nous remercions *les personnes intéressées d'adresser leur C.V.* complet, photo et prétentions sous référence choisie, à

egor 8 rue de Berri 75008 Paris

média system

VOUS êtes conscient de l'essor de **l'INFORMATIQUE,**

VOUS êtes très motivé pour participer à cette évolution,

VOUS avez une **FORMATION SCIENTIFIQUE** acquise dans une école d'ingénieurs ou une faculté,

nous sommes :

une importante société spécialisée en électronique de pointe

BANLIEUE SUD DE PARIS

Nous cherchons à renforcer nos équipes d'informaticiens.

Nous vous proposons de compléter vos connaissances par une **FORMATION ADAPTEE EN INFORMATIQUE** (temps réel et mini-calculateurs) en vue de votre intégration rapide dans notre Société.

N'hésitez pas à nous contacter.

Envoyer C.V. et photo à no 99691 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



THOMSON-CSF
DIVISION TELECOMMUNICATIONS

Nous offrons à de jeunes

INGENIEURS ELECTRONICIENS

(ENST, ENSAE, ESE, ENSERG, ISEP, ...)

Débutants ou quelques années d'expérience
la possibilité de se joindre à nos

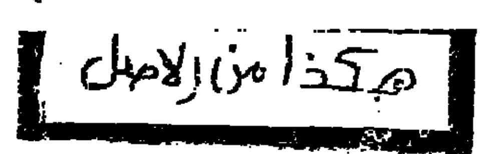
EQUIPES DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Notre domaine :

SYSTEMES DE TELECOMMUNICATIONS MOBILES
EQUIPEMENTS DE TRAITEMENT DU SIGNAL

Les postes à pourvoir qui s'articulent autour d'études systèmes ou de projets laboratoire font appel aux techniques de pointe en matière de traitement du signal, mini et micro informatique.
Ils nécessitent de la part de leur titulaire un goût affirmé pour le travail en équipe et un réel désir d'innover et de créer.

Adresser C.V. et photo à Monsieur POTUS, B.P. 156 92231 GENNEVILLIERS.





4,rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Directeur de filiale

référence CJ 561 AM

UN GROUPE FRANÇAIS DE PREMIER PLAN en développement constant recherche le **Directeur d'une de ses filiales** (100 personnes).

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école, ayant 5 à 10 ans d'expérience professionnelle lui ayant permis d'exercer, avec autonomie, des responsabilités de direction de PME ou de centre de profit à caractère industriel et commercial.
Situation intéressante pour candidat de valeur.

Poste : ville Nord France.

Contrôleur budgétaire

référence UG 553 AM

UNE SOCIÉTÉ D'INDUSTRIE ALIMENTAIRE (300 millions de CA, 500 personnes), filiale d'un important groupe, recherche un **Contrôleur budgétaire.**

En liaison étroite avec la direction financière et rattaché au contrôleur de gestion, il sera chargé :
- de l'établissement du budget,
- du suivi de sa réalisation (actualisation, contrôle des écarts),
- d'études diverses (calcul de prix de revient, étude de rentabilité...).

Cette fonction impliquant des contacts, avec les différents départements de la société, nécessite une solide formation de base ESC, 3-5 ans d'expérience similaire de préférence dans secteur agro-alimentaire ou grande consommation. Une évolution de carrière dans une autre société du groupe peut être envisagée.
Lieu de travail : banlieue Nord-Ouest de Paris.

HEC, ESSEC, ESCP, pour responsabilités commerciales évolutives

référence NC 518 CM

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS (produits industriels de grande diffusion) offre une intéressante opportunité de carrière à un candidat de formation grande école commerciale, ayant environ 5 ans d'expérience de ventes.

Il commencera sa carrière dans le groupe en assumant des responsabilités polyvalentes : vente sur le terrain, organisation commerciale, liaisons usines. Il se préparera ainsi à accéder à des responsabilités commerciales plus importantes.

Poste : ville Rhône-Alpes.

Futur chef de service gestion comptabilité

référence AB 485 CM

IMPORTANT GROUPE MÉTALLURGIQUE offre une réelle opportunité de développement de carrière dans l'une de ses unités de production (3 000 personnes, CA 1,5 milliard de nouveaux francs).

Au sein des services gestion et comptabilité (30 personnes), le titulaire du poste devra, dans un premier temps, seconder le Chef de Service. Après quelques années, la réussite à ce poste permettra l'accession à la responsabilité du service sans que les perspectives de développement de carrière se cantonnent au niveau alors atteint.
Une solide formation : ESC, licence ou maîtrise + DECS, une expérience comptable acquise en milieu industriel, de bonnes bases en matière d'organisation et d'informatique sont souhaitées.
Poste région Nord.

etap 4,rue Massenet 75016 Paris



4,rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Cadre juridique et fiscal haut niveau

référence ZL 558 CM

UN GROUPE INDUSTRIEL IMPORTANT recherche pour son siège Paris un **Cadre Juridique et Fiscal de haut niveau**, capable d'assurer un rôle d'études et de conseil auprès de la Direction Générale.

Ce poste conviendrait particulièrement à un candidat de formation droit ou Sciences Po, possédant un diplôme d'expertise comptable.
Connaissance de l'anglais appréciée.

Haut niveau de rémunération pour candidat de valeur.

Chef service audit haut niveau

référence WI 555 AM

TRÈS IMPORTANTE FIRME INDUSTRIELLE FRANÇAISE, 50 000 personnes, nombreuses usines et filiales recherche un Cadre de premier plan pour développer et animer au niveau du Groupe un service Audit mettant en œuvre les techniques les plus élaborées d'audit comptable et opérationnel.

Sa mission :
- donner une dimension nouvelle au service Audit,
- analyser l'ensemble des procédures, en évaluer l'efficacité et recommander les perfectionnements,
- former et animer une équipe performante d'auditeurs.

Le candidat devra disposer :
- d'une formation supérieure HEC, ESSEC, ESCP ou diplôme ingénieur complété au plan finances et gestion,
- d'une expérience réussie d'environ 10 ans et d'une solide connaissance de l'industrie,
- *d'une large envergure personnelle alliée au sens de la communication* et à l'esprit de rigueur.

Poste à Paris.
Rémunération élevée en rapport avec l'importance des responsabilités.

Cadre commercial fort potentiel ESSEC, ESCP

référence AH 559 CM

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN (CA supérieur à 1 milliard) offre d'intéressantes opportunités de carrière à un **Cadre Commercial de formation ESSEC, ESCP, ayant un fort potentiel de développement et des aptitudes de négociateurs.**

Il sera solidement formé afin de lui permettre d'assumer des responsabilités commerciales importantes et de négocier avec une clientèle de haut niveau. Il aura une expérience de vente de produits industriels d'au moins 5 ans.

Poste en province - mobilité géographique à prévoir.
Ordre de grandeur de rémunération : 150 000 F.

Ingénieurs grande école ESE, ENST, ENSTA... électronique informatique

référence YK 557 CM

UN TRÈS IMPORTANT ÉTABLISSEMENT À VOCATION INDUSTRIELLE (études, fabrication, essais) plus de 5 000 personnes, recherche pour un de ses départements développant des techniques de pointe, **des Ingénieurs Systèmes.**

Ils participeront, sous la conduite d'un Chef de Projet, au développement de systèmes électroniques : définition, suivi de la réalisation auprès d'industriels, participation aux essais.
Les techniques mises en œuvre font appel à l'informatique temps réel, au traitement de signal analogique et numérique.
Ces fonctions s'adressent à des ingénieurs grande école (ESE, ENST, ENSTA ou équivalent) ayant de préférence une première expérience professionnelle et manifestant une réelle motivation pour la technique.
Lieu de travail : ville côte méditerranéenne.

etap 4,rue Massenet 75016 Paris

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES

recherche

JEUNES DIPLOMES ECOLE DE COMMERCE

pour occuper après période de formation un poste de CONSEILLER COMMERCIAL RISQUES - INCENDIE - ACCIDENTS

Ils seront chargés de présenter, de promouvoir nos produits auprès des courtiers parisiens, de recenser leurs besoins, de réaliser enquêtes et études de marché permettant la création de nouveaux produits. Le Groupe, de par sa taille et son importance sur le marché de l'assurance peut offrir de réelles possibilités d'évolution à tout candidat de valeur motivé par la fonction.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée à No 99.531 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



THOMSON-CSF

propose à des

TECHNICIENS ÉLECTRONICIENS

un cycle de perfectionnement de 8 mois à la fonction ACHAT-APPROVISIONNEMENT

Vous possédez une formation d'électronicien type B.T.S. ou D.U.T., complétée par 5 ou 6 ans d'expérience dans un service technique : étude, industrialisation, essais...
Vous êtes conscients de l'importance croissante de la fonction « achat » et de la place que prennent les composants électroniques dans les équipements et les systèmes.
Nous vous offrons, à l'issue d'une formation de 8 mois à Paris, une carrière active et évolutive comme :

TECHNICIEN D'ACHAT en COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

Vous serez affectés dans les services approvisionnements des unités et filiales de notre Groupe (région parisienne et province).
La pratique de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Adresser C.V. et prétentions à THOMSON-C.S.F., Service Emploi-Formation, 23, rue de Courcelles, 75362 PARIS CEDEX 08

Importante filiale du groupe

THOMSON-CSF

notre développement dans le domaine des nouveaux systèmes de transmission nous amène à intégrer à nos équipes d'études, de jeunes diplômés grandes écoles, ENST, ESE...

INGENIEURS ELECTRONICIENS

débutants ou possédant une première expérience, après une formation à nos produits et méthodes, nous leur confierons la responsabilité de l'étude et du développement de nouveaux équipements de transmissions.
La réussite dans cette fonction, dans un environnement technique évolué (transmissions optiques, transmissions de données, ...) doit permettre une évolution rapide au sein de l'entreprise et du groupe.
La connaissance de l'Anglais serait appréciée.
(Lieu de travail : banlieue Ouest).

Merci d'adresser votre candidature détaillée sous réf.4298 à :



Filiale de Control Data Corporation, Control Data France - 900 personnes, 630 millions de F de C.A., commercialisant une gamme complète de systèmes et de services informatiques - recherche



ASSISTANTS CONTRÔLEURS DE GESTION

pour son service Contrôle de Gestion : l'organisation et la coordination budgétaires entre les différentes divisions, la revue mensuelle des résultats et des prévisions des études financières fiscales et organisationnelles ponctuelles.
Vous avez une formation supérieure HEC, ESCP, ESSEC avec une spécialisation comptabilité, finances ou contrôle de gestion.
Vous avez une première expérience ou vous êtes débutant. La connaissance de la comptabilité U.S. et des rapports financiers anglo-saxons serait appréciée.
L'anglais est indispensable.
Envoyer votre c.v. à CONTROL DATA FRANCE, Service du Recrutement, 195 rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12.



UN GRAND DE L'INFORMATIQUE

Plain Champs

---

banque internationale

PARIS **180.000 +**

Nous recherchons pour le compte de la filiale d'une importante banque internationale, un

DIRECTEUR DU DEPARTEMENT DES OPERATIONS

Dans cette fonction très orientée vers la clientèle, le candidat choisi supervisera le service dépôts, les comptes courants et à terme, les opérations de caisse et transferts. Une large expérience bancaire (minimum 8 ans) ainsi que de solides connaissances en réglementation des changes, sont indispensables. La pratique de la langue anglaise est souhaitée.

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant votre salaire actuel à Marie-Jo Martial. 6 av.Marceau-75008 Paris, sous réf.M 162.



SOCIETE SPECIALISEE EN PRODUITS D'INTERCONNEXION ELECTRONIQUE

Filiale française et siège européen d'une importante société américaine en expansion continue recherche une

SECRETAIRE DE DIRECTION BILINGUE (ANGLAIS)

POUR ASSISTER LE DIRECTEURADMINISTRATIF ET FINANCIER

Ce poste exige une excellente pratique de la sténo dactylo dans les deux langues, le sens de l'organisation et des initiatives et une grande discrétion.

Outre les tâches propres au secrétariat classique, elle prendra en charge :
- Des travaux de coordination et assurera de nombreux contacts avec la maison mère et les filiales étrangères,
- le suivi des relations avec les banques,
- la gestion de tous les contrats pris par la société (bail, assurances, entretien),
- le contrôle des notes de frais.

De formation BTS ou équivalent, la candidate retenue possèdera une parfaite maîtrise de l'anglais et une expérience de 5 à 10 ans dans un service comptable ou administratif.
Lieu de travail : banlieue Sud de Paris (Fresnes).
(Vacances 81 assurées).

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous la référence 9455 à :



VALENS CONSEIL
B.P. 359 - 75064 PARIS Cédex 02
Discrétion totale assurée.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

nous avons de grands projets pour vous, dès à présent



Notre société est la première d'Europe sur le plan de la prestation intellectuelle.
Notre succès, nous le devons à notre dynamisme et au rôle actif que nous jouons dans le progrès de la technique.
Notre rythme de croissance élevé nous permet aujourd'hui d'offrir de réelles opportunités de carrière dans des domaines variés à des

informaticiens expérimentés Paris - Province

INFORMATIQUE BANCAIRE
Conception et mise en place de réseaux bancaires, étude et réalisation de logiciels pour les moyens électroniques de paiement, étude et installation de systèmes Vidéotex.

APPLICATIONS INFORMATIQUES DU SECTEUR TERTIAIRE
Assurances. Distribution. Tourisme. Transports. Services.

GESTION DE PRODUCTION
Conception et mise en place d'importants systèmes : lancement, ordonnancement, gestion des stocks, jusqu'à l'automatisation complète de la production.

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
Conduite de processus industriels, robotique, conception assistée par ordinateur, fabrication assistée par ordinateur.

S'il vous a manqué des occasions d'aller plus loin dans votre carrière, quel que soit votre niveau, si vous êtes intéressé par la diversité des secteurs et des matériels qui caractérise nos projets, nous vous confierons des missions qui vous permettront de faire vos preuves.
Adressez un dossier de candidature, sous référence 820, à Mme MULLER, CAP SOGETI SYSTEMES, 92 boulevard du Montparnasse 75682 Paris Cédex 14. Tél. 320-13-81.

CAP SOGETI SYSTEMES

média-system

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER (CONTROLLER)

180.000 F.

Filiale d'une *multinationale canadienne*, cette société (100 millions, 250 p.) est spécialisée dans la fabrication et commercialisation de petites fournitures mécaniques (grande série).

- Sous l'autorité du président et rattaché fonctionnellement au vice-président finance-Europe, il sera responsable de l'ensemble de la gestion *comptable et financière* de la société, ainsi que du contrôle de gestion (budget, usine) et des questions administratives et juridiques.
- Membre du comité de direction, il participera au choix des orientations de la politique et à l'élaboration des plans d'actions, ce poste convient à *un candidat âgé* d'au moins 30 ans possédant une formation supérieure de gestion, rodé aux méthodes Anglo-Saxonnes et pouvant justifier d'une expérience de la fonction acquise au sein d'une entreprise industrielle.
- De réelles qualités de contact, une connaissance des problèmes de personnel et la pratique de l'Anglais sont impératifs.
- Ce poste est à pourvoir à CHAMPIGNY (94).

Merci d'adresser votre candidature avec curriculum vitae et photo sous n° T 027429 M à Régie-Presse, *85 bis, rue Réaumur*, 75002 PARIS.

TOTAL

Compagnie Française des Pétroles

recherche

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Au sein du Bureau d'Etudes du Département INFORMATIQUE, ils participent à la réalisation de systèmes informatiques dans les domaines comptables, financiers, commerciaux, administratifs.

Matériel IBM dans un contexte de télétraitement en cours de généralisation.

Formation BTS-DUT - 2 ans d'expérience en COBOL - Pratique du télétraitement - Connaissances CICS et DL1 souhaitées.

Adressez C.V. manuscrit + photo au Service Recrutement - 5, rue Michel Ange 75781 PARIS Cedex 16 sous référence 1 MO 74.

A la pointe de son domaine technologique, notre entreprise a rapidement développé ses activités en France et à l'étranger.
Nous souhaitons aujourd'hui renforcer notre potentiel d'innovation dans le domaine du combustible nucléaire en recrutant un

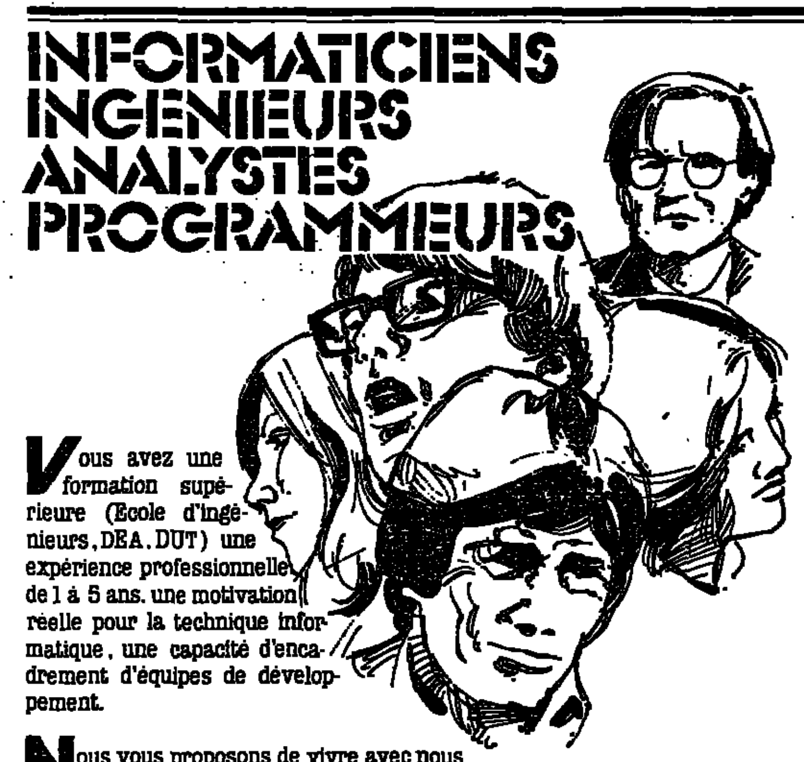
INGÉNIEUR PHYSICIEN OU MÉCANICIEN

Une première expérience de 2 ans au moins dans une entreprise d'ingénierie ou de fabrication de matériels de contrôle non destructif est au préalable nécessaire pour aborder les missions qu'il devra prendre en charge. Il y aura mis en pratique ses connaissances en électronique ou acoustique.
Affecté dans un premier temps en région parisienne (pendant 1 an environ), puis dans notre établissement de *Lyon*, il développera des matériels d'examen de combustibles irradiés, suivra leur réalisation industrielle, puis leur exploitation.
Ces fonctions impliquent de réelles capacités **d'autonomie** et de **contact** avec des interlocuteurs diversifiés (unités d'études, départements techniques, clients...), ainsi qu'une **disponibilité aux déplacements.**
Il possédera en outre la pratique de l'anglais.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 71870 M à

MILO G.R.H Place de l'Église, 06810 Auribeau-sur-Siagne.

INFORMATICIENS INGENIEURS ANALYSTES PROGRAMMEURS



Vous avez une formation supérieure (Ecole d'ingénieurs, DEA, DUT) une expérience professionnelle de 1 à 5 ans, une motivation réelle pour la technique informatique, une capacité d'encadrement d'équipes de développement.

Nous vous proposons de vivre avec nous le **démarrage de la filiale,** spécialisée dans les **réalisations informatiques,** d'un grand Groupe de Conseil, implanté en France et à l'Etranger.

La disponibilité d'importants moyens de formation autorise l'élargissement des connaissances techniques et l'accès à une grande variété de secteurs d'intervention. De nombreuses opportunités d'évolution de carrière sont offertes aux candidats démontrant *leurs compétences et leurs sens des responsabilités.*

Une connaissance de l'anglais constituerait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature complète : lettre manuscrite, *C.V. et prétentions* sous référence 3085 à :
INTER PA BP 508
75066 PARIS CEDEX 02
qui transmettra.

Réponse et discrétion assurées.

Nous sommes un Groupe Industriel Français (3300 personnes). Nous fabriquons et vendons des composants destinés aux industries de pointe, intégrant l'électronique.
Plus de 40% de notre C.A. se fait à l'export.
Nous sommes en expansion constante et avons l'ambition de le rester.
Nous recherchons un

INGENIEUR

ayant une expérience certaine *dans les domaines de*

L'ELECTRONIQUE ET LA MECANIQUE DE PRECISION
(et si possible **L'OPTIQUE**),
pour prendre en charge
la responsabilité d'un département
DEVELOPPEMENT ET INDUSTRIALISATION
de produits nouveaux et de systèmes, en pleine expansion (actuellement 15 techniciens et *ingénieurs*).

Si vous avez un tempérament d'entrepreneur, le goût du concret, l'intérêt des technologies nouvelles, le souci de la rentabilité, votre candidature nous intéresse, envoyez-la avec C.V. et prétentions sous No 99734, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.



• Ingénieurs

- *Vous avez 2 à 5 ans d'expérience dans les domaines :*
  . **ELECTRONIQUE** et/ou **ELECTROMECANIQUE,**
  . **INFORMATIQUE** et/ou **THERMIQUE.**
- Vous souhaitez élargir votre fonction et accéder à des responsabilités.

Nous vous proposons des postes de :

Chefs de Projets

pour **SIMULATEURS**
. de conduite de chars,
. de tir (production en petite série),
. de centrales électriques,
. de systèmes d'entrainement pour la Marine.

- Vous serez **responsable** de la conduite d'un projet :
  . Coordination d'études *et de réalisations,*
  . Suivi du budget,
  . Relations techniques avec le client.
- Vous serez également chargé d'animer les travaux de préparation de propositions techniques/devis et de définition de matériels adaptés aux besoins opérationnels des clients.

Connaissance des secteurs **CHARS, ENERGIE, MARINE** appréciée.
Pratique de l'Anglais nécessaire ou appréciée suivant le poste.

MEDIA

Adresser CV et photo en précisant les motivations et la *rémunération souhaitée* à **Alain de BEJARRY**
THOMSON CSF DIVISION SIMULATEURS
Etablissement de **Cergy** 26, Chaussée Jules César
Z.I. Les Beaux Soleils OSNY
B.P. 226 - 95523 CERGY PONTOISE Cedex.



ECL

un poisson-pilote informatique

Une entreprise et son service informatique doivent évoluer parmi de nombreux écueils. Notre rôle de poisson pilote leur est fort utile.
Si vous avez déjà participé au démarrage de *système* I.B.M. de la *série 43 x x, nous* vous proposons une situation à la mesure de votre expérience.

Nous recherchons :

INGENIEURS SYSTEME
DOS/V.S.E. - I.C.C.F.
V.T.A.M./VSAM - CICS/DL1

ANALYSTES CONCEPTEURS
D.B./DC - CICS/DL1
pour développer et mettre en place des projets de :
• GESTION DE PRODUCTION.
la connaissance du logiciel COPICS serait un atout.
• GESTION CIALE ET ADMINISTRATIVE

ANALYSTES PROGRAMMEURS
COBOL et/ou PL1 - CICS DL1

Les candidats expérimentés dans les domaines considérés peuvent nous adresser leur C.V. détaillé ou nous téléphoner à :
E.C.L.
55, rue Hermel - 75018 PARIS
TEL. : 259.10.40

Une importante Société livrant des usines et installations dans le monde entier et appartenant à l'un des plus grands groupes industriels français

recherche pour son Siège à PARIS

ingénieur en instrumentation

RESPONSABLE D'AFFAIRES POUR LA REALISATION DE GRANDS ENSEMBLES INDUSTRIELS

Expérience de 5 à 10 ans en engineering de construction d'ensembles industriels.

Formé aux techniques conventionnelles et aux techniques de traitement numérique par micro-processeurs.

Formation de base : diplôme d'Ingénieur.

ANGLAIS parlé et écrit courant - Allemand souhaitable.

Nous vous proposons d'adresser votre CV, photo et prétentions sous No 99393 à CONTESSE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.
Nous vous garantissons une totale discrétion.

royale belge

Un important groupe
EUROPÉEN D'ASSURANCES
met en place un grand projet informatique.
Sa Direction Organisation et Informatique souhaite renforcer l'équipe parisienne en charge du projet et recrute pour cela un

ANALYSTE PROGRAMMEUR DÉBUTANT

Après une formation approfondie en organisation et aux outils informatiques les plus actuels, ses fonctions couvriront les problèmes d'analyse du service.

En relation avec le Siège à Bruxelles (des déplacements sont à prévoir), il participera à l'étude et au démarrage de mini-systèmes et d'applications temps réel.

Ce poste, appelé à évoluer dans le cadre d'une politique de développement, nécessite une formation de base en informatique de niveau MIAGE, DEA ou *École Supérieure de Commerce* (option informatique) et des aptitudes aux activités d'organisation.

Adresser lettre manuscrite de candidature, curriculum vitae détaillé et photo au Service du Personnel - Royale Belge - 63, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.	La mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS

GROUPEMENT FRANCAIS DE CONSEILS — **GFC** — 350, RUE DE VAUGIRARD 75015 PARIS - TEL. 828.92.20

commercial micro-ordinateur
130/160.000 F an

Filiale d'un grand groupe international mondialement connu, nous commercialisons en France des micro-ordinateurs et leurs logiciels destinés à la gestion des PME et PMI ainsi qu'aux professions libérales. Nous prévoyons de développer leur diffusion sur Paris tant dans un point de vente public qu'auprès de sociétés utilisatrices éventuelles. Pour prendre en charge le C.A. existant et développer l'organisation actuelle, nous recherchons un jeune commercial disposant du bagage technique approprié. Il trouvera dans ce poste une opportunité de progression de carrière extrêmement prometteuse.
Anglais utile. **réf. M 869 AK**

2 chefs de zone export
télécommunications

145/175.000 F an

Filiale d'un très important groupe français, notre activité en grande exportation se développe fortement.
Nous réalisons ou participons à d'importants marchés et désirons en confier la responsabilité sur de larges zônes géographiques à deux cadres connaissant le commerce international et les télécommunications. Leur activité ira de la prospection et de la détection des besoins à la négociation des contrats et au suivi des affaires jusqu'au stade de la réalisation. Disponibles pour de courts voyages qui prendront 20 à 30 % de leur temps, ils devront connaître les mécanismes de l'export, tant matériels que financiers.
La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'espagnol utile pour l'un des deux postes offerts dont les perspectives sont à la mesure de l'expansion de notre activité et de notre implantation à l'étranger.
Siège Paris. **réf. M 923 AK**

relations humaines
180.000 F an

Division européenne (100 personnes) d'une grande multinationale, nous voulons renforcer notre service de relations humaines en intégrant dans notre équipe actuelle un nouveau collaborateur.
Le candidat idéal pourrait être de formation ingénieur, âgé d'environ 35 ans (5 ans), mais il n'est pas forcément un spécialiste de la fonction Personnel. Il a acquis son expérience sur le terrain en prise directe avec la production et le management des hommes.
Innovateur en matière de relations sociales, il prendra en charge la totalité des projets qui lui seront confiés dans les différents domaines des relations humaines (formation, recrutement, sécurité, gestion du personnel).
Homme de réalisation, il se préparera aussi à prendre à terme la direction du service ou toute autre position de management dans l'entreprise. Anglais indispensable.
Le poste est à pourvoir en Ile de France Ouest à 70 km de Paris. **réf. M 889 RS**

analyste financier H/F
banque internationale

130/170.000 F an

Importante banque d'affaires à vocation internationale, nous recherchons pour compléter notre équipe d'études financières, un analyste disposant d'environ 3 à 5 années d'expérience acquise soit en milieu bancaire, soit chez un agent de change. D'intéressantes possibilités de carrière sont envisageables pour un(e) professionnel(le) solide, compétent(e) et à l'esprit très ouvert.
La connaissance de l'anglais est indispensable.
Siège Paris. **réf. M 924 AK**

Envoyez votre CV en précisant la réf. du poste aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.
Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.

directeur des relations humaines

Nous sommes un groupe français de distribution de produits alimentaires (CA 1980 : 3,5 Milliards de Francs), dont le siège social est à PARIS, mais dont les 50 établissements répartis dans toute la France constituent autant de centres de profit. Notre effectif est de 3.600 personnes, dont 125 cadres supérieurs (âge moyen 43 ans), 250 cadres et 350 agents de maîtrise. Notre actuel Directeur des Relations Humaines est appelé à prendre d'autres responsabilités courant 1982, et souhaite recruter son successeur. Rattaché au Président du Directoire, membre du Comité de Direction, le Directeur des Relations Humaines est étroitement associé à la définition de la politique sociale de l'entreprise. Dans la structure décentralisée qui est la nôtre, il est le conseiller permanent des Directeurs d'établissement dans l'application de la politique qui a été définie, dans les domaines de la gestion des cadres, du recrutement, de la formation, de l'information, de la rémunération et des relations avec les partenaires sociaux. Ce poste conviendrait à un homme de 35 ans environ, diplômé d'enseignement supérieur, pouvant se prévaloir d'une expérience réussie de direction du personnel, dans une entreprise industrielle ou commerciale, et désireux d'évoluer dans la même fonction vers un poste de N°1.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 57681 M à notre conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Nous recherchons des têtes !

Pour inventer avec nous l'informatique de demain, nous avons besoin des têtes les mieux faites ...
Nous pensons que ces têtes-là ont plutôt 25 ans environ, qu'elles sortent de l'X, Centrale, Sup'elec, Télécom, les Mines ... plus que leurs connaissances en informatique, c'est leur structure intellectuelle qui nous importe.
Si vous appartenez à cette élite, nous aimerions vous présenter les postes que nous avons à pourvoir. Écrivez-nous sous réf. TE, Mme CHOLLET 6, rue des Roses 75018 PARIS nous transmettra votre courrier.

THOMSON-CSF

Importante filiale du groupe THOMSON CSF, nous sommes spécialisés dans la recherche de développement et d'industrialisation de nos systèmes de transmission. Les impératifs d'une gestion efficace nous ont conduit à mettre en place l'équipement et les structures Informatiques adaptées : matériel CIIHB/64DPS2, développement important de consoles, permettant de grandes possibilités d'utilisation et de traitement. Nous recherchons un jeune

Ingénieur en organisation informatique

En étroite collaboration avec notre Directeur Informatique, il animera et coordonnera l'activité du service études. Il sera responsable : des études d'organisation préalable à la mise en place des systèmes informatiques, de la planification et du pilotage des projets, de l'évaluation et de l'optimisation des procédures et systèmes existants. Son rôle d'interface auprès des utilisateurs et de conseil des chefs de projets implique des compétences techniques solides mais aussi d'excellentes qualités relationnelles.

Une formation supérieure (Grandes Ecoles, MIAGE, ENSEEIHT...), une expérience d'environ deux ans dans la conduite de projets importants, la connaissance des langages évolués, du télétraitement, des bases de données, est indispensable. Une connaissance de notre matériel serait appréciée.

Jacqueline Sigolet vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous référence 5305 M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

FAUT-IL VRAIMENT AVOIR ETE CHEF DE RAYON POUR DEVENIR MANAGER DANS LA GRANDE DISTRIBUTION ?

Faut-il avoir une idée précise de ce qui se passe dans un réacteur avant de prendre les commandes d'un 747 ?
A première vue, rien à voir. Et pourtant ce sont les réacteurs qui font que l'avion tient en l'air.
Comme ce sont les différents rayons d'un hyper qui font sa raison d'être.
Ce qui se passe à ce niveau est essentiel ; le bon fonctionnement de cette cellule est indispensable à l'ensemble de l'organisme. On y retrouve, à son échelle, tous les problèmes de l'hyper : la politique commerciale avec ses objectifs, le référencement des produits, les prix, la rotation, les approvisionnements, le merchandising et la promotion.
Pour bien maîtriser la gestion, on dispose d'outils informatiques facilitant le traitement des données.
On y vit aussi des responsabilités sur le plan humain avec tous les aspects de l'animation quotidienne d'une équipe.

Autant de responsabilités qui donnent au jeune diplômé un rôle très important. Surtout si l'on ajoute que chez AUCHAN il dispose d'une très grande liberté de manœuvre qui en fait son propre patron. Un véritable manager en somme.
Alors, lorsqu'il a acquis une parfaite maîtrise à ce niveau, il est parfaitement armé pour passer à une dimension supérieure. Et ce ne sont pas les postes à hautes responsabilités qui manquent ou qui manqueront dans l'avenir, compte tenu de notre progression spectaculaire : 5 hypermarchés en 1970 - 31 en 1981.
Objectif : 3 ouvertures par an.

Vous pouvez écrire pour la région parisienne à M. d'Audiffret, sous réf. 4934 A, à AUCHAN, Route Nationale 6, 77240 Cesson.
Pour le Nord de la France à J.F. Duprez, sous réf. 4934 B, à AUCHAN, 200, rue de la Recherche, 59650 Villeneuve d'Ascq.

AUCHAN

graines d'élite **clause**

Nous créons le poste de

TRÉSORIER

Sa mission sera d'analyser les circuits existants, de proposer et d'appliquer des procédures informatisées de traitement pour la gestion de la trésorerie et d'animer un groupe de travail.

Ce poste ne peut convenir qu'à un ou une candidate de formation comptable ayant acquis dans un poste similaire une expérience confirmée.
Grandes facilités d'accès par R.E.R.

Merci de nous adresser votre C.V. + photo accompagné d'une lettre manuscrite à L. CLAUSE S.A. Service du personnel, 91220 Brétigny-sur-Orge.



Vibrachoc recherche

DIRECTEUR EXPORT

35 ans minimum. Ingénieur de formation supérieure, ayant une solide expérience des milieux internationaux, de l'aéronautique, de l'électronique, de l'armement...
Il appuiera son action promotionnelle sur un réseau de filiales et d'agences implantées dans le monde entier.
Langue anglaise indispensable.
Lieu de travail : SAINT-CLOUD.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo à VIBRACHOC 216 Bureau de la Colline — 92213 SAINT-CLOUD CEDEX

PETITE ENTREPRISE EN PLEINE EXPANSION recherche

CHEF D'ATELIER

Pour diriger 30 personnes
Connaissances en tôlerie, serrurerie, électricité nécessaires.
Bonne compétence commandement moderne

Envoyer C.V. à COGESSOR 31, rue d'Amsterdam, 75008 Paris

SOCIETE D'ASSURANCES QUARTIER SAINT-LAZARE recherche

REDACTEURS (TRICES)

EXPERIMENTES (EES)

production auto

Libres de suite.

Adresser C.V. détaillé avec références, prétentions et photo sous numéro 6968, à : JEAN REGNIER PUBLICITE 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

HERVET CRÉDITERME
Filiale de crédit à moyen et long terme de la **BANQUE HERVET** recherche pour son siège à Neuilly, un

ANALYSTE EXPLOITANT
spécialiste des crédits d'équipement à moyen et long terme

Le candidat, diplômé de l'enseignement supérieur (Grandes Écoles ou équivalent : I.T.B. + C.E.S.B.) possède une expérience de 3 à 4 ans minimum dans cette fonction et un goût prononcé pour l'action commerciale.
Envoyer c.v., lettre manuscrite, photo et prétentions à BANQUE HERVET, Direction du Personnel, 127, avenue Charles de Gaulle, 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

CABINET AUDIT ET COMMISSARIAT AUX COMPTES recherche

CHEFS DE MISSION
- 4 ans d'expérience dans la révision comptable.
- Bonne maîtrise de l'anglais souhaitée.
- Enseignement commercial supérieur ou équivalent.
- Certificats supérieurs de l'expertise comptable.

RÉVISEURS
- 2 à 3 ans d'expérience dans la révision comptable.
- Bonne maîtrise de l'anglais souhaitée.
- Enseignement commercial supérieur ou équivalent.
- D.E.C.S. complet.

ASSISTANTS
- Débutants ou une année d'expérience professionnelle.
- Enseignement commercial supérieur ou équivalent.
- D.E.C.S. en cours.

Pour ces postes, il est offert :

- Un travail varié et formateur.
- Une rémunération motivante.
- Un développement personnel rapide pour les éléments de valeur.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, photo, C.V., prétentions à Mme CARRE, 28, boulevard Haussmann, 75009 PARIS, qui transmettra.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS



recherche pour sa **DIVISION AERONAUTIQUE**

UN INGENIEUR EXPERIMENTE
DIPLOME GRANDE ECOLE (X, Sup aéro, etc...)

Cet ingénieur sera responsable de la coordination technique d'une ligne de produit.

- Il aura pour objectif de :
  - proposer à la Direction Générale de la Société les eléments d'une politique de développement de concepts techniques nouveaux et en assurer la promotion auprès des utilisateurs
  - coordonner les activités techniques internes à la Société
  - animer les échanges techniques entre la Société et l'extérieur : donneurs de licence, clients, utilisateurs...
- Ce poste ne peut être confié qu'à un candidat capable de contacts à haut niveau, possédant une parfaite connaissance des milieux aéronautiques, et faisant preuve de combativité.
- Des compétences techniques très larges et très diversifiées acquises par l'exercice d'une fonction importante si possible au titre d'un programme aéronautique (aéronef, système d'armes) constitueraient un atout déterminant.
- Nombreux déplacements notamment à l'étranger.

L'anglais courant est indispensable.

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence I.D.A. aux Relations du Travail, HISPANO-SUIZA, Siège Social, 333, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD Cedex.

THOMSON-CSF TELEPHONE

Dans le cadre de son développement à l'exportation et de l'évolution de son potentiel technologique, le groupe recherche **DES INGENIEURS LOGICIELS SPECIALISTES ET FUTURS SPECIALISTES** pour le développement de systèmes temps réel de commutation téléphonique temporelle, de systèmes de commutation de messages et péri-téléphoniques.

Michel PONSY, Directeur de la Division Informatique et Communication, du **Groupe Bernard Krief Consultants**, chargé de cette recherche, attend votre candidature. Il vous demande de la lui adresser, sous la ref. 7752 accompagnée d'un curriculum vitae détaillé, d'une photo d'identité et de vos prétentions.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS - département informatique -
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

BKC.



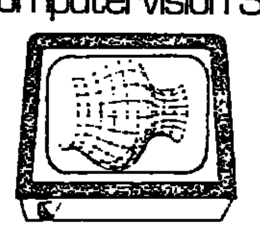
COMPUTERVISION EUROPE

Computervision France est l'une des 13 filiales européennes de Computervision Corporation, important groupe américain, leader mondial dans le domaine de l'étude, de la production et de l'installation de systèmes de conception et de fabrication assistées par ordinateur (CAO/FAO).

Computervision apporte aux utilisateurs une technologie de pointe, le soutien de ses services logistiques, et leur permet ainsi d'augmenter leur productivité.

Nous sommes une organisation jeune, dynamique, performante, engagée dans un vaste programme d'expansion répondant à la demande du marché.

Computervision S.A.



Productivity... by Design

DIPLOMES DE 1981 ?
Vous voulez vous assurer une carrière...

Alors ! Joignez-vous au Leader Mondial dans les domaines de la conception et fabrication assistées par ordinateur.

Computervision développe, produit et distribue des systèmes graphiques interactifs - Hardware et Software - qui permettent l'automatisation de procédés de fabrication et de dessins industriels. Nos produits sont devenus une nécessité pour l'accroissement de la productivité dans un marché international en pleine expansion. Nous sommes le leader dans notre domaine avec une augmentation de nos ventes de 80% l'année dernière et nous comptons dépasser notre propre performance. La haute compétence du personnel de Computervision a contribué à ce succès.

Dès maintenant, nous pouvons offrir des possibilités exceptionnelles à PARIS pour des jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur (2è cycle) dans les spécialités suivantes.

* **mécanique** * **aéronautique** * **mathématiques**
* **électronique** * **sciences informatiques** * **M.B.A.**

Ils apporteront une contribution majeure à notre succès dans :

* **le développement software** * **la maintenance** * **le developpement d'applications**
* **le support de ventes** * **les ventes**

Nous vous donnerons, à l'échelon européen (à Londres) et national (à Paris), toute la formation théorique et pratique nécessaire pendant une période de 9 mois. Ce programme de formation débutera le 1er Septembre 1981.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable, celle du FORTRAN et de la C.A.O. un avantage.

Nous vous offrons un salaire et des avantages compétitifs. Une prise en charge des frais de déménagement est possible, si nécessaire.

Veuillez adresser votre curriculum vitae + photo à Emmanuel NICOLAS, Directeur Financier et Administratif COMPUTERVISION S.A. 36, avenue Galliéni 93175 BAGNOLET Cedex qui organisera des entretiens de sélection à Paris début Juillet 1981.



ANSWARE

Société de Services et Conseils en Informatique de tout premier plan

THOMSON-CSF INFORMATIQUE

recherche dans le cadre de son expansion

pour sa division informatique de gestion

ingénieurs analystes-programmeurs

- confirmés (1 à 3 ans d'expérience)
- débutants (*titulaires d'une MIAGE ou d'un diplôme d'Ingénieur*)

pour le développement d'applications de gestion sur grands systèmes **(Réf. DCA 127 G)**

pour sa division mini informatique de gestion

ingénieurs
Débutants ou confirmés

analystes-programmeurs
Confirmés

pour le développement de projets de gestion sur mini ordinateurs tels que HP, DEC, DATA GENERAL... **(Réf. DCA 128 MG)**

pour sa division informatique industrielle et scientifique

ingénieurs informaticiens

- débutants : possibilité de formation complémentaire
- confirmés : sur mini ordinateurs ou micro processeurs

chefs de projet

pour le développement de projets scientifiques et industriels sur minis ou micros. **(Réf. DCA 129 S)**

Rémunération motivante, avantages sociaux, possibilités d'absence pour les congés 81, et surtout de réelles opportunités de carrière.

Envoyer votre C.V. détaillé, photo, prétentions et délai de disponibilité en précisant bien la référence du poste correspondant à **ANSWARE** 135 rue de la Pompe - 75116 Paris.

- secteur ingénierie -

Moyenne Entreprise, leader sur son marché (80 % du Chiffre d'Affaires à l'exportation) - recherche

adjoint au chef du service financier

Minimum 25 ans - diplômé d'une école de commerce
Première expérience bancaire export souhaitée.
Anglais - Espagnol nécessaires.
Disponible pour déplacements (50 % du temps).

Après formation au Siège le candidat, outre le suivi administratif des contrats, assistera les ingénieurs commerciaux en cours de negociation et sera responsable de la mise en oeuvre des contrats signés.

Adresser c.v., photo, salaire actuel et prétentions sous réf. 7523 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui tr.

CGR INDUSTRIE

Branche des activités médicales de THOMSON CSF recherche pour son Etablissement de STAINS

5 A.T. électroniciens

DEBUTANTS
DUT - DEST AUTOMATISME

Pour réception des scannographes

Adresser C.V. et prétentions à CGR INDUSTRIE
Service du Personnel
3, rue d'Amiens 93240 STAINS

INGENIEUR d'ETUDES

SINTRA Alcatel

Ingénieur débutant, ayant une formation en mécanique et en électronique pour études et essais de matériels d'acoustique sous-marine.

Connaissances hydrodynamique appréciées.

Lieu de travail : ARCUEIL (Accès RER - METRO - BUS)

Ecrire à J.F. SILVESTRE sous référence AJ 24 SINTRA ALCATEL
1, avenue Aristide Briand 94110 ARCUEIL

Directeur d'usine industrie alimentaire

FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE ALIMENTAIRE recherche pour participer avec sa Direction Générale au developpement de l'entreprise et poursuivre la mise en place d'une structure performante, **un Directeur d'Usine.**

Le titulaire du poste sera responsable d'une **unité de 170 personnes,** tant sur le plan technique (objectifs de production en qualite - délais - coût) que sur le plan de la **gestion des ressources humaines.** Ces fonctions conviendraient à candidat 30 ans minimum, dynamique et animateur, disposant d'une formation supérieure d'ingénieur et ayant dirigé un département autonome ou une usine, de préférence dans industrie alimentaire.

Poste : région Sud Paris.

Ecrire sous référence VK 417 CM.

4 rue Massenet 75016 Paris



Société recherche

RESPONSABLE du CREDIT et de la TRESORERIE

LE POSTE :
- gestion de la trésorerie
- contrôle du recouvrement des créances
- analyse des risques clients.

LE CANDIDAT :
- formation supérieure
- 3 années d'expérience
- anglais courant.

Adresser CV, photo et prétentions à No 98.348 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

Première entreprise française d'ingénierie, nous réalisons des ensembles industriels de tres grande dimension, intégrant des développements technologiques avancés.
Nous recherchons pour notre Département Études:

INGÉNIEURS (A & M, ENSI, INSA...)

Intéressés par les domaines suivants:

- calculs de structures linéaires et non linéaires (connaissance des codes ASME et RCC-M indispensable);
- *mécanique* de la rupture;
- analyse numérique et programmation;
- traitement du signal et instrumentation.

Une première expérience de quelques années dans un ou plusieurs de ces domaines serait particulièrement appréciée.

Un dossier de candidature est a adresser sous référence 71859 à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

contrôleur de gestion

HF

Un IMPORTANT GROUPE d'ÉDITION, ayant une très ancienne renommée, cherche à compléter son équipe financière par un CONTRÔLEUR DE GESTION.

Il sera chargé de l'élaboration des budgets des différentes Sociétés, du contrôle des réalisations et du suivi de leur trésorerie. Il devra proposer de nouvelles procédures et participera par ailleurs à la mise sur pied de projets informatiques (comptabilité analytique, prix de revient...).

Ce poste conviendrait à un DIPLÔMÉ d'ÉTUDES SUPÉRIEURES COMMERCIALES (HEC, ESSEC...) pouvant justifier de plusieurs années d'expérience du Contrôle de Gestion et se passionnant pour les problèmes de l'Édition et du Livre.

Les dossiers de candidatures (incluant la rémunération souhaitée) — sous réf. 2197 M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

STRAFOR

LEADER EUROPÉEN DE L'AMÉNAGEMENT DES ESPACES DE BUREAU: recherche pour deux de ses filiales situées respectivement à TOURNUS (71) et à WISCHES (67)

2 jeunes ingénieurs méthodes

Rattachés aux Directeurs d'Établissement, ils seront chargés de créer et de mettre en place la fonction «méthodes».

Ces postes conviendraient à des ingénieurs mécaniciens de type ARTS ET MÉTIERS, ayant pu dans le cadre de stages ou d'une première expérience professionnelle éprouver leur dynamisme et leur goût pour les problèmes d'organisation et de méthodes industrielles.

Les dossiers de candidatures — sous référence 2200 M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

---

directeur administratif

180000 +

Une Société — filiale d'un groupe multinational — distribuant des PRODUITS ALIMENTAIRES de HAUT de GAMME recherche pour sa DIVISION FRANCE en forte expansion le RESPONSABLE de l'ADMINISTRATION COMMERCIALE et GÉNÉRALE.

Il secondera le Directeur de cette division dans la gestion de l'établissement de Paris, notamment la logistique, l'administration des ventes, la comptabilité clients et fournisseurs, le budget, les services généraux...

Ce poste conviendrait à un cadre ayant une formation supérieure — type SUP de CO — et une expérience confirmée de l'administration d'une société commerciale lui permettant en particulier de bien dominer les techniques de gestion informatisée. Une connaissance des problèmes d'approvisionnement et de transports serait appréciée. Pratique de l'anglais nécessaire.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2199 M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

(Distribution de produits énergétiques, exploitation de chauffage, matériaux habitat, C.A. 2 milliards de francs)

RECHERCHE
dans le cadre d'une décentralisation

chef de service comptable

de son département autonome : exploitation de chauffage, service urbain

Ce futur collaborateur, âgé de 35 ans minimum, possède une solide formation comptable : DECS, ESC... et une expérience de dix ans environ dans la fonction.

Il a une bonne pratique du fonctionnement d'une comptabilité importante et l'habitude d'utiliser les services de l'informatique.

Une expérience réussie de direction d'hommes lui permettra d'animer un service de 30 personnes et d'aller dans le détail de chaque section : fournisseurs, clients, comptabilité générale, compte d'exploitation, bilan...

De réelles possibilités d'évolution au sein d'un groupe en pleine expansion sont offertes à un candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 06755M à :

bac

PERSONNEL CONSEIL
86, rue de Lille 75007 PARIS

(CSNCR)

Jeune Cadre Formation

Un important Groupe pétrolier recherche pour sa **Direction Exploration Production** un **JEUNE CADRE FORMATION.**

Sous la responsabilité du Chef du Service Formation, Information, Communication du Département du Personnel, il prendra progressivement en charge toutes les actions de formation (étude des besoins, analyse des demandes, conception et mise en place des programmes, animation, évaluation, gestion).

De formation supérieure en Sciences Humaines, il aura une première expérience concrète d'actions de formation en Entreprise.

Basé à Paris, une disponibilité à l'expatriation et la maîtrise de l'anglais favoriseront son évolution de carrière dans le Groupe.

Si ces perspectives vous intéressent, envoyez lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo en précisant sur l'enveloppe la référence 1MO.76/846 à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE

est une des premières Sociétés de Services et Conseils en Informatique par son expansion et ses résultats. (700 personnes et plus de 40% de progression de chiffre d'affaires sur la dernière année).

Dans le cadre de son **expansion**, elle offre des perspectives **de développement de carrière** en Région Parisienne et dans ses implantations régionales et internationales.

Elle recherche:

Ingénieurs confirmés Chefs de Projet

(Grandes écoles ou équivalent)

Analystes et Analystes-Programmeurs confirmés

(maîtrise, licence, DUT)

pour la **conception** et la réalisation de systèmes importants impliquant l'utilisation de **moniteurs temps réel, de SGBD et de mini-ordinateurs.**

Adresser CV et prétentions à Madame Nadia NASTORS
CGI - 84, rue de Grenelle 75007 PARIS.

CGI

GOULD

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL AMERICAIN

recherche

MATERIALS MANAGER

expérience 2 à 3 ans

PROFIL :
- **ingénieur électromécanicien ;**
- **expérience montage/assemblage petites séries;**
- **anglais courant ;**
- **pratique des systèmes informatisés.**

RESPONSABILITES :
- **planning de production ;**
- **achats ;**
- **contrôle et suivi des inventaires ;**
- **expéditions ;**
- **import-export.**

Sa première responsabilité concernera la mise en place d'un système de gestion de production informatisé.

Envoyer C.V. et prétentions
GOULD INSTRUMENTS SAF
57, rue St Sauveur - 91160 Ballainvilliers
(près Longjumeau)

Publicités Réunies

FIBRE TECHNIQUE. BOSSE DU COMMERCE.

Telle est - succintement ! -, la définition des

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

que nous recherchons au sein de notre Direction Commerciale (basée à Paris).

Diplômés Grandes Ecoles, fort d'une expérience d'au moins 5 ans, ils sont dynamiques, motivés, décidés en un mot. Vitalité et diplomatie seront les clefs de leur réussite.

Leur mission : prospection des marchés potentiels, relations à très haut niveau, suivi d'une clientèle diversifiée.

Filiale (1,4 Milliards F - 6.000 personnes) d'un puissant groupe industriel et financier, notre vocation :

INSTALLATIONS ELECTRIQUES, AUTOMATISMES et INFORMATIQUE INDUSTRIELS.

Nous ne sommes pas n'importe qui.
Vous non plus.

Nous attendons donc avec intérêt votre candidature détaillée, qui est à adresser sous la référence 8275 M à rscg carrières - 64, rue La Boëtie 75008 PARIS.

rscg carrières

ETABLISSEMENT PUBLIC
recherche

INGENIEUR PROPRIETE INDUSTRIELLE

- préf. CEIPI débutant
- formation SUP : physique et chimie physique
- pour études sur dossiers (recherche publique et innovation)
- évolution vers région à prévoir.

Ecrire avec C.V. et prétentions s/réf 7684 à P. LICHAU S.A. -BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02, qui transmettra

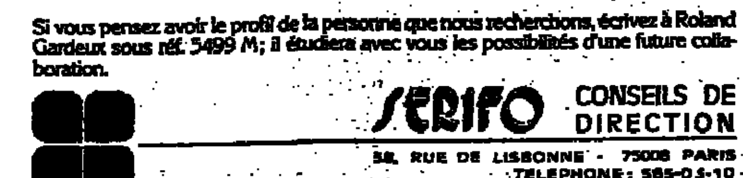
---

Peintures et vernis industriels - Nous sommes un puissant groupe industriel français (CA 2 milliards, plus de 6000 personnes). Dans le cadre de notre diversification, nous venons de créer une division (40 M de CA, forte MB) spécialisée dans la fabrication - très sophistiquée et pratiquement en commandes spéciales - de peintures, vernis et revêtements industriels. Nous recherchons pour le développer, la diriger et la gérer un

DIRECTEUR DE DIVISION

Vous êtes ingénieur diplômé (type ENSCP... ou d'une autre grande école d'ingénieur) et votre expérience professionnelle d'au moins 8 ans s'est orientée vers l'industrie chimique (si possible peintures, vernis, liants, adjuvants). Surtout, vous avez acquis en milieu industriel les compétences d'un responsable de centre de profit : direction des hommes, gestion, capacité de développement et d'adaptation à un marché. Vous vous sentez aujourd'hui, quoique encore jeune, mûr pour assumer des responsabilités de patron dans un contexte de large délégation. Sous l'autorité de notre directeur de département "Produits Spéciaux" et avec le concours de la maison-mère, vous aurez la responsabilité directe de cette division avec des objectifs importants de développement à moyen et long terme : recherche et développement, fabrication, vente, investissements, gestion des hommes. Vous serez bien sûr jugé aux résultats... et votre réussite vous permettra d'envisager une évolution de carrière dans notre groupe.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Roland Gardeux sous réf. 5499 M; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION

58, RUE DE LISBONNE - 75008 PARIS
TELEPHONE: 565-05-10

MEMBRE DE SYNTEC

Plan Chantes

Groupe Français
Secteur Electro-Mécanique
(6.000 personnes)
recherche son

AUDITEUR INTERNE

De formation «Révision Comptable», le candidat devra disposer d'une solide expérience en fiscalité des Sociétés en vue d'assurer également la fonction de

CONSEIL FISCAL

Connaissance de l'allemand appréciée.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 0651 à S.F.F.E.C. BP 361-08 73365 PARIS CEDEX 08

UNICET

médecin, formation et information médicale HF

UNICET, qui fait partie du GROUPE SCHERING PLOUGH CORPORATION (USA) met en œuvre, pour son réseau de 220 visiteurs médicaux répartis dans cinq directions régionales, une politique de formation dynamique basée sur les techniques de communication.

Le directeur du SERVICE FORMATION cherche son adjoint.

Il a pour missions :

— de participer à la préparation des programmes et des aides pédagogiques, et à l'animation des stages de formation en collaboration avec les animateurs :

— de concevoir et de rédiger tous documents médicaux de formation et d'information :

— de participer au contrôle de l'efficacité de la formation médicale.

Ce médecin de 32 ans minimum, a une forte personnalité d'animateur. Il a déjà l'expérience de la formation en milieu pharmaceutique ou peut venir de la pratique médicale. La connaissance de la langue anglaise constituerait un atout.

Lieu de travail : Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 222 LM.

jacques fixier s.a.
7 rue de logelbach - 75017 paris

membre de syntec

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE SOCIETE FRANÇAISE, filiale d'un groupe américain, activité internationale dans secteur pétrolier, recherche

• Ingénieur soudeur métallurgiste

connaissant parfaitement les aciers carbone et alliés.
- métallurgie, soudage,
- contrôle (radio, ultrasons)

Définition des fonctions :
- participation au développement technique de la société,
- défense des solutions retenues vis-à-vis des clients ou des organismes extérieurs,
- représentation de la société dans l'organisme.

Profil souhaité :
- ingénieur AM ou équivalent,
- spécialisation métallurgie/soudage,
- expérience professionnelle : 10 ans environ,
- anglais lu, écrit, parlé,
- langue allemande appréciée,
- déplacements de courte durée.

référence 1.662

• Deux ingénieurs

Définition des fonctions :
- estimation, rédaction de propositions techniques (réservoirs cryogéniques, unités de stockages),
- participation aux négociations de contrats,
- responsable de contrats jusqu'à la mise en service.

Profil souhaité :
- ingénieur ENSPM (génie civil) ou équivalent,
- 5 à 10 ans d'expérience process/propositions,
- connaissances cryogéniques appréciées,
- langue anglaise (lue, écrite, parlée).

référence 1.663

Lieu de travail pour l'ensemble de ces postes : Paris La Défense.

Ecrire avec C.V. et prétentions **en précisant la référence** à **PUBLIPANEL** 20 rue Richer 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

Les Centres Techniques de LANNION et VELIZY de la



leader de la commutation temporelle

recherchent pour

CENTRE TECHNIQUE DE LANNION (22)

INGENIEURS ELECTRONICIENS

• GRANDE ECOLE OU UNIVERSITAIRE

Il sera chargé de l'étude théorique et pratique sur chaîne de paroles des centraux téléphoniques. (réf. I E I)

• GRANDE ECOLE

Expérience souhaitée en microprocesseurs. Il sera chargé de travaux sur les unités de raccordement d'abonnés et de circuits, à base de microprocesseurs. (réf. I E 2)

INGENIEUR

Il sera chargé de l'évaluation, de la qualification et de l'agrément des composants électroniques ainsi que de l'étude et de la mise en place des moyens de tests en laboratoire. *(réf. I 3)*

Prière adresser C.V., photo et prétentions à CIT ALCATEL, Service du Personnel, Route de Perros Guirec - B.P. 344 - 22304 LANNION en précisant la référence du poste choisi.

CENTRE TECHNIQUE DE VELIZY (78)

INGENIEURS LOGICIELS

GRANDES ECOLES

DEBUTANTS OU 1 OU 2 ANS D'EXPERIENCE

Intégrés dans des équipes d'ingénieurs de haut niveau, ils seront chargés du développement du logiciel de E 10 S (systèmes nouveaux de télécommunications de technologie avancée à base de microprocesseurs) et ils participeront à la conception des produits.

Des candidats de valeur pourront accéder ultérieurement à des postes à responsabilité.

Prière adresser C.V., photo et prétentions à CIT ALCATEL, Service Recrutement et Orientation 10, rue Latécoère - 78140 VELIZY.

BANQUE Quartier Montparnasse (Filiale d'un important Etablissement Financier) recherche

CADRE BANQUE

CLASSE V ou VI

pour participer au sein de la Direction des crédits à la définition des méthodes et procédures internes et à la conception des outils informatiques nécessaires au suivi de nos engagements.

Formation :
- *Niveau d'études supérieures*
- *de très bonnes connaissances des techniques bancaires et si possible des financements aux Entreprises*
- *éventuellement une expérience de l'Audit bancaire.*

Adresser C.V., photo, salaire actuel et prét. à nö 99617 CONTESSE PUBLICITE 20, av. opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

IMPORTANT ORGANISME ASSURANCE-VIE
recherche

1 INSPECTEUR CONFIRME

pour animer réseau existant implantation région **CENTRE BOURGOGNE.**

Position Cadre.

Rémunération fixe + frais réels.
Le candidat devra justifier d'une expérience de plusieurs années dans l'animation d'un réseau vie.

Adresser CV détaillé, photo (retournée) et prétentions à No 99.141 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

---

ingénieur d'affaires

Une entreprise T.C.E., pour répondre au développement important de ses marchés à l'exportation souhaite intégrer à son équipe un jeune

INGENIEUR GRANDE ECOLE

ayant une première expérience dans la **CONSTRUCTION.**
Il assurera le suivi économique et technique d'affaires importantes (il doit donc avoir le goût de la rentabilité).
Il se déplacera pour de courtes durées sur les chantiers en France et à l'étranger.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. sous réf. 2055-M), précisant le niveau de rémunération et le délai de disponibilité, seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION 47, AV ALSACE-LORRAINE 92160 ANTONY

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

PHYSIQUE DES ULTRASONS
Ingénieur Grande Ecole ou Docteur d'Etat

Vous avez acquis une expérience en méthodes de tests non destructifs, développement de *transducteurs ou acoustique appliquée à la physique du solide.*

Nous vous proposons de vous intégrer à une équipe pluridisciplinaire chargée de développer de nouvelles applications des méthodes ultrasonores à **l'évaluation des puits pétroliers** (caractérisation des roches, contrôle des puits).

Les responsabilités et les moyens techniques importants qui vous seront confiés vous permettront de contribuer à toutes les étapes de projets de pointe et d'évoluer dans un groupe aux activités de recherche et développement ambitieuses et diversifiées, en France et aux USA.

Un dossier complet de candidatures est à adresser, sous référence 8112 LM, à

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER — Schlumberger — **26, rue de la Cavée 92142 CLAMART**

HAVAS CONTACT

IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION
recherche son

CHARGÉ D'ASSURANCES

Profil :
- formation supérieure type Sup de Co, Droit, Sciences Eco,
- esprit d'analyse, de synthèse,
- goût du contact, persuasif,
- esprit d'initiative.

Poste à créer :
Expérience souhaitée mais non indispensable.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à M. André BERNELIN, *I.T.M. ENTREPRISES,* 24, rue Auguste-Chabrières, 75015 PARIS.

La Direction Générale des Télécommunications recherche pour son Service du Personnel à Paris

un Chef de Département

chargé :
- des études informatiques sur les bases de données du personnel des Télécommunications
- de l'animation et du contrôle d'un grand centre d'exploitation chargé des applications informatiques de personnel
- de la conduite du schéma directeur informatique national dans le domaine du personnel et de la coordination avec les autres domaines.

Fonctions prévues :
- Conception de systèmes importants concernant tout le territoire national
- Conduite de projets intégrant la participation d'équipes de réalisation relevant d'autres services
- Animation d'équipes d'é.udes fonctionnelles
- Contrôle et recette de réalisations
- Supervision de la gestion d'un centre d'exploitation.

Les candidats(tes) auront :
- une solide compétence en informatique de gestion, en conception de systèmes, études de logiciel, conduite de projets
- une bonne connaissance des conditions de fonctionnement d'un centre informatique.

Adresser les curriculum vitae sous référence 6832 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02
qui transmettra

TRT TELECOMMUNICATIONS RADIOELECTRIQUES ET TELEPHONIQUES

recherche pour la réalisation d'importants contrats à l'EXPORTATION

CADRE ADMINISTRATIF

en poste à l'étranger durant 2 ou 3 ans.

Adjoint du Chef de Projet local et en liaison avec la direction financière Paris, il sera chargé de la partie administrative (réglementation locale, dédouanement) de la gestion financière (relation banque locale, comptabilité du projet, *résultats périodiques*).

Jeune cadre ayant une première expérience et de formation Ecole Supérieure de Commerce.

INGENIEURS DE PROJETS

Coordinateurs à Paris, ils seront les interlocuteurs des chefs de projets basés localement et assureront la coordination de tous les services concernés.

Jeunes ingénieurs II ayant une première expérience en télécommunications et si possible en gestion de projets.

Adresser C.V. et prétentions à TRT, 5, avenue Réaumur - 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

---

jeune analyste, (94) Maisons-Alfort
donnez la parole à nos utilisateurs

Une affaire alimentaire en forte croissance (500 p., CA 600 MF) vient d'opter pour une informatique distribuée et constitue le fer de lance de son équipe études.

Elle vous propose d'être en prise directe avec ses utilisateurs et de conduire de bout en bout la réalisation de ses applications de gestion (administration des ventes, finances-comptabilité) mises en œuvre sur PDP.

Vous avez, de préférence, une formation supérieure en informatique, une expérience d'au moins deux ans acquise sur minis conversationnels, peut-être même la pratique du BASIC et souhaitez devenir un responsable d'applications à part entière.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4013 LM) à **« Carrières de l'Informatique ».**

ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANTE SOCIETE SECTEUR NUCLEAIRE recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

ayant déjà une bonne expérience dans l'industrie nucléaire :
- pour assumer la gestion technique des matériels liés au transport des combustibles irradiés.
- pour prendre en charge les projets de nouvelles réalisations d'emballages.

Une spécialisation en mécanique et thermique est nécessaire, des connaissances en neutronique, criticité et protection seraient appréciées.
Le poste est implanté en région parisienne, banlieue Sud-Ouest mais des déplacements fréquents mais de courte durée sont à prévoir. *Rémunération en fonction de l'expérience acquise.*

Envoyer CV, photo, prétentions à n° 1617
TELEX P.A. - 34, bd Haussmann, 75009 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE DU SECTEUR TERTIAIRE - PARIS
recherche
pour sa Direction Informatique

INGÉNIEUR SYSTÈME 200 000 F

Formation supérieure.
Expérience d'au moins 2 à 3 ans dans la fonction exigée.

Bonne connaissance des logiciels IBM gros systèmes OS/MVS - VSAM - VTAM - CICS.
En outre, une expérience du DOS serait appréciée.

Envoyer C.V. et photo s/n° 8.580 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS qui transmettra.

PIRELLI

Chef de produit

La Société, filiale du groupe international leader dans la technologie du Pneu Radial Agraire, souhaite accroître sa part de marché dans le pneu «Agraire». Pour cela, elle recherche un Chef de Produit.
Il procède à l'*analyse précise du marché*, et en accord avec la Direction détermine une stratégie donc des axes d'action. Il assiste la force de vente (argumentaire, documentation, promotion etc.), il intervient, sur le terrain et apporte formation et information tant au réseau qu'au circuit de distribution.
Ce poste peut convenir à un jeune diplômé d'enseignement supérieur commercial de type E.S.C. possédant les techniques Marketing et ayant vécu une responsabilité similaire dans le domaine du pneumatique *ou du machinisme agricole. C'est avant tout un homme concret* et pragmatique (une expérience, même brève, de vente serait appréciée).
La rémunération sera liée à l'expérience.
Statut Cadre.
Le poste est à pourvoir à Paris.
SEFOP remercie les personnes intéressées de lui adresser leur dossier sous réf. CP 691M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS

TRES URGENT

Mensuel pratique grand public (300 000 exemplaires)

cherche

adjoint (e) au directeur de la diffusion chargé (e) de la promotion

La personne recherchée devra, sous la responsabilité du Directeur de la Diffusion, assurer la conception et la mise en œuvre des opérations de promotion : abonnements et vente au numéro.

Créativité, sens de l'organisation, goût des réalisations concrètes, grosse capacité de travail, sont les qualités requises pour ce poste.

Expérience de 2 à 3 ans dans un poste similaire appreciée.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence M 866 à Francoise MAZEAU 36 rue du Colisée - 75008 Paris.



INDUSTRIE

Branche des activités médicales de THOMSON CSF recherche pour son Etablissement de STAINS

INGENIEUR ARTS & METIERS ou équivalent

Pour études de prototypes

Une première expérience industrielle de quelques années est souhaitée pour ce poste qui implique des qualités de créativité et de rigueur.

La connaissance des calculs de structures et du langage informatique sera appréciée.

Adresser C.V. et prétentions à - CGR INDUSTRIE - Service du Personnel 3, rue d'Amiens 93240 STAINS.

MARTIN & LUNEL — legrand

Première société française d'appareillage électrique dans sa spécialité — plusieurs unités de production en France et à l'étranger — recherche un

INGÉNIEUR PRODUITS NOUVEAUX

Grâce à l'étude et l'identification des besoins du marché, il sera responsable de la définition des produits nouveaux. Il suit leur élaboration effectuée par le bureau d'études. Il effectue les études économiques et présente le dossier d'investissement à la Direction Générale.
Il assure la promotion de ces produits auprès du réseau commercial.

Ce poste très complet s'adresse à un ingénieur électromécanicien (Arts et Métiers, ENSI,...) ayant une première expérience en milieu industriel et souhaitant étendre ses responsabilités en mobilisant son énergie vers l'innovation et la rentabilité.

Écrire avec CV et rémunération actuelle à Catherine ROZES, sous réf. 71847 M

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines depuis 1959.

ERIA ECA AUTOMATION

SOCIETE DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE (480 personnes, C. A. 100 MF) partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

d'INGENIEURS INFORMATICIENS

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...
De 0 à 5 ans d'expérience,
désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à ERIA ECA AUTOMATION Service du Personnel. 315 Bureaux de la Colline 92213 SAINT CLOUD Cedex

Publicités Réunies

---

40 milliards de C.A. - 150.000 personnes - implanté dans 17 pays

SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON

recherche et développement industriels

SAINT-GOBAIN RECHERCHE
Le laboratoire central des sociétés verrières du groupe,

4 CHERCHEURS

Ingénieurs grande école et doctorat, dans les disciplines suivantes :
- optique,
- sciences des matériaux,
- mesures et analyses par méthodes physiques.

Ces postes sont à pourvoir à AUBERVILLIERS. *Réf. 01*

VETROTEX
Principal fabricant européen de fibres de renforcement

UN INGENIEUR
Grande école et doctorat.
Chimie organique et macromolécules, travaillant sur pilote.

UN INGENIEUR
Automatismes

Ces postes sont à pourvoir au Centre de R et D de CHAMBERY. *Réf. 02*

CENTRE DE RECHERCHES DE PONT-A-MOUSSON

4 CHERCHEURS

Ingénieurs grande école et doctorat, dans les disciplines suivantes :
- métallurgie,
- mécanique.

Ces postes sont à pourvoir à PONT-A-MOUSSON. *Réf. 03*

EVERITUBE
Important fabricant de matériaux de construction en fibre-ciment

UN INGENIEUR
Chimie Minérale

en recherche appliquée sur pilote.

Ce poste est à pourvoir à l'usine pilote de DAMMARIE-LES-LYS près de MELUN. *Réf.04*

SOCIETE EUROPEENNE DES PRODUITS REFRACTAIRES
Leader mondial en réfractaires électro-fondus

UN INGENIEUR
Généraliste (Centrale, Mines ...)

Formation assurée.

Ce poste est à pourvoir au Centre de R et D du PONTET près d'AVIGNON. *Réf. 05*

Nous recherchons, pour ces postes, des candidats débutants ou avec quelques années d'expérience.

Pour présenter votre candidature à l'un de ces postes, envoyer lettre manuscrite, photo et curriculum-vitae, en précisant bien la référence du poste choisi, à :
SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON — Direction de la Recherche
62, Boulevard Victor-Hugo - B.P. 421 - 92209 NEUILLY-SUR-SEINE Cédex

---

Société d'études et de réalisations informatiques (100 personnes) d'excellente notoriété et très bien implantée, cherche

JEUNE INGENIEUR COMMERCIAL

La fonction comporte dans les premiers temps une part importante de recherche de clientèle nouvelle sur un large marché suivi depuis plus de 15 ans (administrations, grandes et moyennes entreprises) et nécessite une aptitude aux contacts de haut niveau.

Des connaissances en informatique et en applications de gestion seront appréciées.

Ce poste peut d'ailleurs aussi s'adresser à un informaticien ayant une pratique technique de l'informatique de gestion et désirant s'orienter vers une carrière commerciale.

Le poste situé à PARIS est à pourvoir rapidement.

Adresser CV + photo en indiquant impérativement prétentions à No 99.824 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

Revue spécialisée

recherche :

UN (E) CHARGÉ (E) D'ÉTUDE

30 ans environ, diplômés (e) d'études supérieures, 3 à 4 ans d'expérience pour animer une cellule d'étude de marché approfondi et de marché documentaire, anglais, sens du contact et d'autorité nécessaire.

2 ASSISTANTS (ES)

au chargé d'étude, bac économique, tempérament accrocheur et sens du contact sont nécessaires en vue étude à réaliser pendant 3 mois ; possibilité contrat plus longue durée si candidature satisfaisante.

Ces postes sont à pourvoir rapidement, envoyer curriculum vitae avec photo et prétentions à :
C.E.I. - 147, av. Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY.

IMPORTANTE SOCIETE AERONAUTIQUE au Sud Ouest de la Région Parisienne recherche

INGENIEUR d'ATELIER

ARTS ET METIERS ou EQUIVALENT

Quelques années d'expérience

Envoyer C.V., lettre manuscrite sous réf. 98871 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANTE ENTREPRISE PUBLIQUE

recherche pour sa FILIALE IMMOBILIERE

1 ASSISTANT DU DIRECTEUR

DIPLOME ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (Sciences Po, HEC, ESSEC, ESC, droit ou sciences économiques)

- Ayant 2 ou 3 années d'expérience dans des postes de gestion d'entreprises et une certaine connaissance des problèmes de gestion immobilière.
- Ce cadre participera à l'ensemble des activités de la Société et devra avoir le sens de l'organisation.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions à No 99336 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

GROUPE BANCAIRE PARIS

recherche pour son département juridique et contentieux

rédacteur(trice)

(durée : 1 an)

Formation :
- maîtrise ou licence en droit privé.

Expérience :
- 2 ans minimum dans un service contentieux.

Poste impliquant une certaine autonomie dans la gestion juridique, comptable et informatique des dossiers.

Envoyer C.V., photo et prétentions à N. 1136 PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

IMPORTANTE SOCIETE
Proche Banlieue Nord de PARIS
recherche pour son Usine de Production

adjoint au responsable des méthodes en électricité/électronique

du NIVEAU INGENIEUR avec expérience de 5 à 10 ans, il sera chargé de rechercher des améliorations aux moyens de production pour la fabrication en petites et moyennes séries de produits très évolutifs et de haute technicité.

Adr. C.V., *photo* et prét. à no 99742 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE DE TRAVAUX PUBLICS

recherche pour son établissement spécialisé en MONTAGE ET TUYAUTERIES INDUSTRIELLES, situé en Banlieue Sud

ingénieurs d'affaires

pour le suivi des contrats en France ou à l'Etranger. Ils auront la responsabilité complète d'un contrat depuis l'établissement du devis jusqu'au règlement final.

chef d'agence

chargé d'animer des unités de préfabrication et de montage de tuyauteries industrielles.

Le premier poste à pourvoir se situera dans les Emirats Arabes Unis.

Ces postes conviendraient à des ingénieurs diplômés ayant une bonne expérience de la fabrication et du montage de la tuyauterie industrielle.

Ils nécessitent :
- une grande disponibilité,
- des déplacements fréquents,
- une connaissance parfaite de l'anglais pour les postes concernant l'Etranger.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 3060/JN à A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra)

Cabinet International d'Audit recherche pour son bureau de Paris

FISCALISTE

Fortement motivé par un travail d'équipe dans le milieu international des affaires.

Formation : maîtrise de droit + formation comptable complémentaire.

Expérience minimum de 3 ans dans la fiscalité des entreprises.
Connaissance de l'anglais

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 7687 à

PIERRE LICHAU SA - BP 220 75063 PARIS Cédex 02

qui transmettra.

DIPLOME GRANDE ECOLE

X, ECP, Mines, HEC, ESSEC ...... Minimum 5 années d'expérience.

Nous sommes une importante Société (effectif 800 – C.A. 450 M. – 20 implantations en province), filiale d'un groupe Français à vocation internationale dont l'activité est axée sur

L'ENERGIE

Le groupe met en oeuvre des moyens puissants de recherche dans le domaine considéré. Notre secteur d'activité centré sur la gestion de l'énergie, est en pleine mutation : recherche d'économies, énergies nouvelles, innovations dans l'industrie du chauffage et de l'isolation ......

Nous recherchons pour PARIS

l'Adjoint du Directeur développement

qui prendra la responsabilité du

DEPARTEMENT DES GRANDES AFFAIRES.

Une réussite dans ce poste lui permettra d'accéder rapidement à une fonction de direction dans une des sociétés du Groupe.

CORT

Adresser C.V., photo et prétentions, sous référence 2751 M, à Danièle DANGER – 65, avenue Kléber - 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

La maintenance, oui ! à condition d'en sortir

Voilà bien le type d'ambition d'ingénieur auquel nous répondons bien et avec plaisir. Toutes les usines de notre groupe sont «à la campagne». Votre premier poste ne serait d'ailleurs qu'à 90 km au nord de Paris. Vous y serez heureux de commander, dans les ateliers, une équipe d'excellents professionnels pour, à la fois, les animer et les motiver. De votre bureau, vous participerez avec vos collègues aux innovations de productivité et de gestion.

Le responsable de nos installations doit en effet confier d'importantes responsabilités opérationnelles à son bras droit, un ingénieur d'avenir. Vous vous familiariserez avec notre usine du type process et enrichirez votre professionnalisme en résolvant les problèmes les plus divers d'électromécanique, de chaudronnerie et aussi d'informatique, de pièces de rechange, etc. Responsable d'une part significative des prix de revient, vous devrez accéder en quelques années à un job de premier plan.

Nous attendons que vous nous apportiez la compétence et le dynamisme du jeune ingénieur fier d'une première *expérience professionnelle de quelques années, réussie si possible dans l'industrie à process.* Si vous êtes désireux de faire vos preuves sur le terrain par le commandement des hommes, une compétence technique diversifiée et une gestion rigoureuse, vous verrez que nous répondrons à votre double ambition de bien gagner votre vie dès maintenant et de progresser. Pour gagner sur un marché difficile, notre groupe sait faire confiance aux jeunes. Vous écrivez aux conseils en recrutement de Sirca sous référence 814 574 M.



Sirca

64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

PROMECAM SISSON-LEHMANN

Société de machines-outils pour le travail des métaux en feuilles, *à vocation internationale, leader dans sa spécialité recherche*

UN INGENIEUR PRODUIT

pour son SERVICE MARKETING

Ce poste conviendrait à un ingénieur électromécanicien :
- expérience minimum de 5 à 6 ans dans un Bureau d'Etudes et auprès de la fabrication lui ayant permis de parfaire ses connaissances en hydraulique et électronique,
- capable de definir les besoins du marché qu'il concrétisera en collaboration avec les services techniques,
- attire par la fonction commerciale,
- connaissances de la langue anglaise souhaitées.

En tant qu'attaché technique des services Marketing et Technico-Commercial, pendant environ 6 mois, il sera confronté aux problèmes clients, de relations avec les usines, *d'adaptation spéciale sur machines, de définition de produits, de promotion de produits* nouveaux ...

Pour devenir chef produit

d'une importante ligne de machines dont il aura la responsabilité au sein du Groupe.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à : PROMECAM SISSON-LEHMANN 63, rue de Strasbourg 93206 SAINT-DENIS.

CHEF DE SERVICE METHODES
Ingénieur position III
Paris-Sud

Société de 3000 personnes spécialisée dans les équipements électroniques militaires et civils recherche pour une de ses usines située en proche banlieue Sud :

UN CHEF DE SERVICE METHODES

Il aura la responsabilité de 35 personnes, dont un groupe *«d'étude outillage»*.

Le poste à pourvoir conviendrait à un ingénieur diplômé Arts et Métiers ou équivalent, âgé d'environ 35 ans et ayant une expérience des fabrications mécaniques et électroniques.

Merci d'adresser votre dossier sous référence AG.24 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra, en indiquant votre niveau de rémunération. Discrétion assurée.

---

tecsi

GSI/ALCATEL/CGE

Les prestations de haute technicité de notre Division Conseil couvrent tous les aspects s'étendant de l'architecture et de la conception de Systèmes au développement de Logiciels complexes. Domaines d'application : Téléinformatique, Télématique, Bureautique, Génie logiciel, langages évolués, software de base.

Notre offre s'adresse à un brillant

RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT LOGICIEL

soucieux d'affirmer la progression de sa carrière en devenant

INGÉNIEUR CONSULTANT

Candidatures :
- Ingénieurs et Universitaires de haut niveau, avec spécialisation informatique de type industriel.
- 4 à 8 ans d'expérience acquise dans un environnement Recherche/Développement (Constructeur - SSCI - Institut spécialisé).
- Aptitudes à exercer des responsabilités dans un environnement d'utilisateurs performants et légitimement exigeants.

Structures d'accueil :
- Poste basé à Paris
- Environnement d'Experts internationaux
- Petites équipes. Ambiance motivante
- Filiation au Groupe CGE.

SCRIBE - 4, avenue Hoche 75008 PARIS - est mandaté pour recevoir et documenter votre candidature.

SEDIM INGÉNIERIE

GROUPE SOGELERG
Nº 1 DE L'INGÉNIERIE HOSPITALIÈRE FRANÇAISE

ENTREPREND SA DIVERSIFICATION recherche

SOUS RÉFÉRENCE Nº 4787

UN RESPONSABLE TECHNICO-COMMERCIAL

DU DÉVELOPPEMENT DE SON ACTIVITÉ, FRANCE ET ÉTRANGER, EN BATIMENTS TERTIAIRES TELS QUE : *Hôtels, ensembles administratifs, universités, bureaux, tourisme, etc.*

- FORMATION GRANDE ÉCOLE ou ARCHITECTE EXPÉRIMENTÉ.
- ANGLAIS INDISPENSABLE.
- ESPAGNOL SOUHAITÉ.

SOUS RÉFÉRENCE Nº 4788

UN INGÉNIEUR CHEF D'AFFAIRE
ADJOINT AU CHEF DE SERVICE

RESPONSABLE DE LA CONDUITE INTÉGRALE DE PROJETS IMPORTANTS HOSPITALIERS OU DE BATIMENTS EN FRANCE ET A L'EXPORTATION.

LE CANDIDAT DEVRA AVOIR : de solides connaissances en Génie Civil et avoir fait déjà de la GESTION D'AFFAIRES.

CE POSTE à responsabilité ne peut convenir qu'à de jeunes ingénieurs diplômés de Grande École ou équivalent, justifiant déjà de plusieurs années *d'expérience dans ce genre d'activité.* LA CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS EST NÉCESSAIRE.

SOUS RÉFÉRENCE Nº 4789

UN INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN

AYANT POUR TACHE :
- L'ingénierie de bâtiment et plus spécialement hospitalière.
- Les installations techniques de bâtiment.
- L'élaboration des dossiers techniques complets.
- Le suivi des propositions techniques et commerciales.

TITULAIRE D'UN DIPLOME GRANDES ÉCOLES OU ÉQUIVALENT
POSSÉDER SI POSSIBLE QUELQUES ANNÉES D'EXPÉRIENCE
et S'INTÉRESSER A L'EXPORTATION
LANGUE ANGLAISE écrite et parlée indispensable.

Adresser C.V. et prétentions sous références respectives à : SEDIM « Service du Personnel » 25, rue du Pont-des-Halles CHEVILLY-LARUE 94666 RUNGIS CEDEX. Tél. : 687-34-68.

Jeunes Commerciaux, aidez les chefs d'entreprise à financer leurs investissements!

L'UFB-LOCABAIL est un établissement financier leader sur le marché du financement des investissements des PME-PMI.

De *formation supérieure*, les **JEUNES COMMERCIAUX** que nous recherchons seront disponibles géographiquement. Leur rôle sera de **CONSEILLER** et de **VENDRE** la meilleure formule de financement (crédit ou leasing) aux chefs d'entreprise.

Après une période de formation technique et pratique de 3 mois (produits, méthodes, étude du risque) ils feront partie d'une équipe d'intervention dont le rôle consiste à effectuer des **MISSIONS DE REMPLACEMENT OU DE RENFORCEMENT** auprès de nos 65 agences en France.

Pour ces postes formateurs et évolutifs, l'UFB-LOCABAIL offre la possibilité de faire **une carrière commerciale**, un salaire motivant + avantages bancaires + remboursement des frais.



Merci d'écrire (avec C.V. et photo) sous réf. 154 à

compagnie bancaire

Service Orientation - Recrutement
5, Avenue Kléber - 75116 PARIS

Important Groupe Français (CA consol. + 2 milliards) pour sa

DIRECTION FINANCIERE

recherche

AUDITEUR INTERNE

Responsable de l'audit comptable et opérationnel pour Europe/Afrique.

Nos critères de sélection :
- Formation : Grande Ecole Commerciale
- Expérience - 4/5 ans - Cabinet Audit - et/ou Audit interne
- Langue : Anglais
- Informatique : Bonne connaissance de l'outil
- Disponibilité : rapide

Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 744 à S.F.F.E.C. BP 361-08 75365 PARIS CEDEX 08

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT IMMOBILIER DU

GROUPE LA HÉNIN

recrute

UN JEUNE COLLABORATEUR

DÉBUTANT

Pour son service chargé de la réalisation d'opérations immobilières (acquisitions, constructions, etc.).

Les candidats devront être de formation juridique, diplômés d'études supérieures et libérés des O.M.

Le contrat de travail proposé pour une durée déterminée d'un an pourra à son terme être transformé en contrat à durée indéterminée.

Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Mme ROBIN, 37, rue de Suréne, 75008 PARIS.

VERSAILLES
Jeune CHEF COMPTABLE expérimenté, expérience relations difficiles avec l'informatique. Avantages sociaux. Ecrire Cabinet DARMON, 101, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

Société de diffusion de films industriels et relations publiques, recherche

ATTACHÉE COMMERCIALE

- Pour suivi clients haut niveau.
- Expérimentée, anglais apprécié.
- Excellente présentation.

Fixe élevé + commissions, 5 semaines congés payés.

Envoyer lettre manuscrite, dossier candidature sous réf. 787 A CLAUDE DEBRAY CONSEIL, 78, rue Olivier-de-Serres, 75739 PARIS CEDEX 15.

SAINT-MAUR 94100

Petite société en pleine expansion recherche pour son bureau d'études

2 INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Ces postes nécessitent :
- Une bonne connaissance des circuits logiques et des microprocesseurs.
- Des connaissances en analogique seraient également appréciées.
- Formation : école d'Ingénieurs ou maîtrise d'informatique.
- Une année d'expérience (ou débutant avec stage pratique).

Langue anglaise indispensable.

Env. photo + C.V. + prétentions sous référence 6.209 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

LE CENTRE DE FORMATION ASTER INFORMATIQUE recherche

DE FUTURS ANALYSTES PROGRAMMEURS

Qui à l'issue d'une formation privée très complète (Cobol, Basic, télétraitement) de quatre mois se verront proposer un poste au sein de la société ou d'entreprises clientes.

Bac + 2 minimum.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et disponibilité au responsable de la formation CABINET ASTER INFORMATIQUE, 121, rue de Tocqueville, 75017 Paris.

Banque internationale Place de PARIS recherche

ADJOINT AU CHEF COMPTABLE

ayant exercé cette fonction depuis 5 ans au moins
- Titulaire du DECS
- 10 ans d'ancienneté dans la profession bancaire
- Bonnes connaissances en informatique et fiscalité.

Evolution de carrière CHEF COMPTABLE

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, salaires actuels, s/nº T027.512 M à R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

AGENT TECHNIQUE
ELECTRONICIEN Niveau IV connaissant Logique et S.F. TEAM, 114, r. Charles-Infroit, 94400 VITRY - Tél. 681-29-92.

ORGANISME PROFESSIONNEL AGRICOL (8e), 10 personnes recherche

COMPTABLE

Susceptible de réaliser toutes opérations (enregistrement, C.E.G., bilan prévisionnel, déclarations) comptables et administratives.

Ecr. s/nº T027486 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

H., F., cadre commercial(e) C.V., photo, prétentions à BERT, 9, rue Dupleix, 75015 PARIS.

Recherchons

OPTICIEN AUDIO PROTHÉSISTE

DIPLOMÉ pour ORLÉANS (LOIRET)

Envoyer C.V. et prétentions à LABORATOIRES AUDIOTECHNIQUES 41, rue du Bac, 75007 PARIS. Ne pas se présenter. écrire seulement.

EYQUEM

GROUPE LABO-INDUSTRIE

recherche pour SON DÉPARTEMENT AÉRONAUTIQUE EN PLEINE EXPANSION

1) INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

POSSÉDANT QUELQUES ANNÉES D'EXPÉRIENCE SI POSSIBLE, DANS LES DOMAINES SUIVANTS :
- Electronique de puissance
- Systèmes à haute énergie

2) AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS

DIPLOMES B.T.S. ou D.U.T. DÉBUTANTS OU PRESQUE

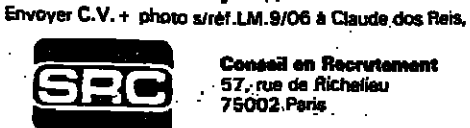
LES DEUX POSTES SONT A POURVOIR AU SERVICE « ETUDES ET ESSAIS »

Ecrire avec C.V. photo et prétentions sous référence nº D.A. 1.805 à : EYQUEM - B.P. 43 92002 NANTERRE CEDEX

Responsable négoce international

Groupe coopératif national recherche **un Jeune diplômé** de l'enseignement commercial supérieure, option Commerce International. anglais courant, autre langue appréciée.

Envoyer C.V. + photo s/réf. LM.9/06 à Claude dos Reis,



Conseil en Recrutement
57, rue de Richelieu
75002 Paris

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



TEXAS INSTRUMENTS
FRANCE

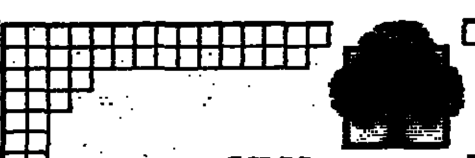
Les circuits logiques et les mémoires que fabrique notre DIVISION des SYSTEMES DIGITAUX sont choisis par les plus grands constructeurs pour être intégrés à leurs matériels. Nos propres équipements, miniordinateurs et terminaux, bénéficient de l'avance technologique que nous avons acquise dans les composants. Aussi leur part sur le marché de **l'INFORMATIQUE** est-elle en progression rapide, tant auprès des constructeurs qu'auprès des utilisateurs.
Cette réussite est liée à la qualité de nos produits et aux performances des hommes que nous choisissons pour les vendre et les gérer. Ce sont pour la plupart des

DIPLOMES GRANDES ECOLES SCIENTIFIQUES

qui commencent leur carrière par la vente et accèdent ainsi rapidement à de larges responsabilités.

DEBUTANTS OU DEJA CONFIRMES, VOUS AVEZ UNE PREMIERE CONNAISSANCE DE L'INFORMATIQUE. NOUS VOUS PROPOSONS DES POSTES A PARIS.

Vous pouvez adresser votre candidature sous référence DSD/0681/2 (M) à Monique Nervet - Texas Instruments France B.P. 5 - 06270 VILLENEUVE-LOUBET.



Cii Honeywell Bull

pour renforcer ses équipes de développement recherche

INGENIEURS LOGICIEL

Diplômés Grandes Ecoles (option informatique), ils *rejoindront les équipes de haut niveau, responsables* du développement de logiciel de base des grands et moyens systèmes : bases de données, système, langages, transactionnel ...
Lieu de travail : Paris 20ème, puis Banlieue Ouest
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 147 M (à préciser sur l'enveloppe) à Cii Honeywell Bull - PC 0G021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

VENDRE NOS PROCEDES POUR L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

Nous offrons un poste à un

ingénieur d'affaires

GRANDES ECOLES,
ENSIA, ENSAIA ou équivalent

qui sera chargé de la vente d'équipements et de lignes de productions industrielles, ainsi que de leur conception en collaboration avec notre Département Technique.

Il a si possible, une première expérience et nous le formerons à nos techniques. Les relations internationales de notre Groupe, rendent la pratique de l'Anglais indispensable pour cette activité en plein développement.

Adressez votre dossier de candidature avec photo et prétentions sous réf. 483 à Bernard LEGRAND, Directeur du Personnel.

ALFA-LAVAL
INDUSTRIE
B.P. 56
78340 CLAYES-SOUS-BOIS.

SECRETAIRE GENERAL

160 000 +
EXPLOITATION DE CHAUFFAGE

Notre société (siège à Paris, 4 agences, 250 personnes) filiale d'un grand groupe, recherche son Secrétaire Général.
En prise directe avec le PDG, il prendra en compte les domaines juridique, fiscal et d'organisation, et établira les Tableaux de Bord de la direction générale. Il supervisera les problèmes financiers et comptables, élaborera et animera la politique du Personnel et des relations sociales.

Votre formation supérieure — ESSEC, Sciences Eco + DECS, Sup de Co option gestion, MBA... — vous a branché sur une expérience de quelques années dans le domaine administratif ou financier à un bon niveau de décision. Vous avez fait la preuve de vos qualités de rigueur et de votre capacité à vous imposer.
Notre milieu professionnel, parfois un peu rude, ne vous rebute pas, au contraire. Enfin, vous souhaitez *travailler dur, au sein d'une structure légère et en* synergie avec notre PDG, qui est un professionnel averti, pratiquant un management direct.
Le poste est situé en proche banlieue parisienne.

Adresser votre dossier sous réf. 5030 à Média System 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

Du régional au national...

... Les responsabilités changent de dimension mais aussi de nature. Vous n'êtes plus seulement l'opérationnel qui doit réaliser coûte que coûte ses objectifs. Vous avez aussi à concevoir des actions promotionnelles, à définir des plans de relance commerciale pour une région déterminée, à venir épauler un distributeur, à suivre les *réalisations de toute notre force de vente.*

Numéro deux des ventes France

Vous avez cette expérience d'animation des hommes de vente et vous avez eu à vous battre avec des réseaux de distribution complexes et souvent concurrents. Votre formation supérieure vous conduit à rechercher une évolution de carrière qui puisse vous préparer à prendre un jour une direction commerciale.

Depuis 20 ans notre entreprise domine son marché. Malgré les assauts répétés des concurrents, elle est toujours en forte position avec la sérénité des sociétés sûres de leurs produits et de leur sérieux. Nous aimerions vous proposer de devenir le bras droit de notre Direction des Ventes France avec des missions précises et des objectifs personnels à réaliser. Nos produits techniques, et de très forte notoriété retiendront sûrement votre attention,

Michel Collet vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. B 3236 M, 1, rue de Berri, 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

INGENIEURS
ESE·ENST·ENSERG·ENSEEIHT·ENSEM
Débutants ou Confirmés

Electronique
ACTIVITES RADAR MILITAIRE

Etude et réalisation de systèmes évolués de traitement de signal.
Bon niveau mathématiques (Doctorat apprécié).
Goût de l'analyse. Travail en équipe. REF. I

Radiocommunications

Etude et réalisation de systèmes évolués dans le domaine de radiocommunications (HF - VHF - UHF).
Goût du travail de développement en laboratoire.
Ambiance d'équipe. Réf. S

Pour tous ces postes la nationalité française est exigée, prime annuelle 1,1 mois et service de cars gratuit.

Ecrire avec CV et prétentions en précisant la *référence* à :

LCT Laboratoire Central de Télécommunications
B.P. 40 - 78141 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

IMPORTANT BUREAU D'ETUDES EN URBANISME
recherche pour Paris

rédacteur concepteur

Pour concevoir et réaliser tout document *d'information* (rédaction de résumés d'études et communiqués de presse, plaquettes, brochures, audio-visuels, maquettes, expositions ...) destiné aux professionnels de l'urbanisme et aux élus locaux.
De formation supérieure, le candidat doit posséder une excellente rédaction, maîtriser les liens entre textes et images et savoir adapter les textes aux cibles.
Expérience minimum de cinq ans dans des fonctions similaires. Anglais courant. Goût des contacts humains et du travail en équipe.
Sérieuses références exigées.

Ecrire avec C.V. + photo + prétentions sous référence 4289 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS

BANQUE LOUIS-DREYFUS
Quartier Champs-Elysées
recherche
pour sa Direction
ORGANISATION ET INFORMATIQUE
(4341 - DOS/VSE)

INGÉNIEUR ANALYSTE
(DÉBUTANT OU EXPÉRIMENTÉ)

capable de prendre la responsabilité de la conception de projets informatiques et de mettre en place les réformes d'organisation liées à ces projets.
Expérience bancaire appréciée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à la Direction du Personnel de la BANQUE LOUIS-DREYFUS.
6, rue Rabelais, 75008 PARIS.

BERTIN & Cie
Recherche et Développement

recherche pour sa division énergétique plusieurs

INGENIEURS GRANDES ECOLES
(X, ECP, MINES, ESC...)

pour développer ses activités dans les domaines suivants :

- ECONOMIE D'ENERGIE (Bâtiment, industrie, transport)
- ENERGIE NOUVELLE (Solaire, biomasse)
- PROCEDES NOUVEAUX mettant en œuvre la thermique, la thermodynamique, la combustion et la mécanique des fluides.
- MACHINES TOURNANTES

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée, sous référence 813 à :
Mr. C. LEMAIGNAN - BERTIN & Cie
B.P. 3 — 787370 PLAISIR

LASTEK S.A.
recherche
pour développer son département soudure spéciale

DÉLÉGUÉS TECHNIQUES

Si vous êtes :
- Soudeur de 1er ordre
- De bonne présentation
- Ingénieur technicien
- Technico-commercial avec de bonnes connaissances en soudure.

- Adresser C.V. à SOCIÉTÉ LASTEK SILIC Petite Montagne, C.E. 1.419 91019 EVRY CEDEX.
- Ou tél. à Mme GOURAUD.

Pour une description des postes à pourvoir sur :
- La Région Parisienne
- Lyon
- Marseille
- Saint-Etienne.



benson
leader français de périphériques graphiques.

responsable de projets
Ingénieur ECP, ESE, ENST...

Au sein de la Direction Technique, vous animerez des projets basés sur les techniques digitales.

Votre expérience de 5 ans, indispensable dans la réalisation de systèmes mettant en œuvre les microprocesseurs et leur programmation, vous permet d'envisager des responsabilités complètes et un développement dans notre Société connue pour sa technologie et sa réussite dynamique.

Écrivez au Service du Personnel - BENSON, ZI Les Petites Haies - 1, rue Jean-Lemoine, 940115 CRÉTEIL.

HAVAS CONTACT



Important constructeur de maisons traditionnelles en villages
propose pour la Région Parisienne Ouest le poste d'

Attaché foncier

La fonction implique :
- une connaissance de la détection du terrain.
- une connaissance de la qualité technique et commerciale du bon terrain.
- un sens de la négociation prouvé par des réussites antérieures.

Le cadre sélectionné aura une formation juridique de base, une organisation personnelle réelle, un tempérament accrocheur et aura réfléchi à l'évolution souhaitée de sa carrière.

Adresser votre candidature avec votre rémunération actuelle, un C.V. avec photo récente sous réf. nº 6570 à :
Direction Régionale BATIR
Immeuble International 2, rue Stéphenson
78181 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex
Réponse assurée.



Cadre de ventes
HAUT NIVEAU

Le groupe dont nous sommes la filiale française compte parmi les 100 premières entreprises américaines. L'une de ses divisions spécialisées dans la production de composants, d'équipements et de systèmes électroniques, propose aujourd'hui sur le marché français des machines de traitement de textes particulièrement performantes.
Nous souhaitons confier à un homme, ou à une femme ayant déjà fait ses preuves dans la vente d'un produit voisin, le démarrage de notre action commerciale sur la région parisienne.
Il (elle) devra étudier les besoins d'une clientèle très diversifiée et savoir convaincre les patrons d'entreprises comme les utilisatrices.
Ce poste convient à une personne aux réactions positives, parfaitement autonome, dotée d'un réel *ascendant et d'un contact chaleureux.*
La rémunération sera à la hauteur de son potentiel.
La pratique de l'anglais est nécessaire.
Merci d'adresser votre C.V. + photo + rémunération actuelle sous la référence 857 M à :

HORACE conseil
97, rue de Richelieu 75002 PARIS
CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



INDUSTRIE

Branche des activités médicales de THOMSON CSF recherche pour son *Etablissement de STAINS*

3 INGENIEURS ELECTRONICIENS
DEBUTANTS
INSA - CNAM - ENSI ...

Pour synthèse technique et encadrement des AT ELECTRONICIENS travaillant sur la production des scanographes
ou pour le suivi avec la conception des techniques à base de microprocesseur pour test et automatisme dans cycle de production et contrôle.

Adresser C.V. et prétentions à CGR INDUSTRIE Service du Personnel 3, rue d'Amiens 93240 STAINS.

ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR COMMERCIAL PARIS

disposant important centre audio-visuel langues (laboratoires, studio-vidéo)
recherche
pour septembre 1981

ASSISTANT PÉDAGOGIQUE ANGLICISTE

plein temps ou temps partiel,
pour coordination équipe enseignants toutes langues.
Diplômé enseignement supérieur.
Expérience enseignement anglais avec méthodes et moyens audio-visuels (laboratoire, vidéo) indispensable.
Sens organisation, autorité et relations publiques.
Ecrire avec C.V. + photo s/nº T 027.469 M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT GROUPE DU SECTEUR TERTIAIRE — PARIS
recherche
pour sa Direction Informatique

CHEF DE PROJET 170 000 F

Minimum 30 ans.
Formation supérieure.
Une expérience d'au moins 2 ans dans la fonction exigée.
Une bonne connaissance des langages de programmation Cobol et assembleur IBM serait appréciée.
(matériel 303X tavaillant sous OS/MVS)

Le candidat sera amené à travailler avec une équipe (variable en fonction des développements à mener) d'environ 4 analystes/programmeurs.

Envoyer C.V. et photo s/nº 8.579 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Organisateur confirmé

Succursale d'un important groupe d'Assurances, nous recherchons un candidat possédant une solide formation orientée vers l'organisation administrative (IESTO par ex.) et/ou l'informatique de gestion, ainsi qu'une bonne pratique de l'analyse fonctionnelle. Il sera chargé d'analyser des circuits de travail, de concevoir et de mettre en place des procédures en liaison directe avec les utilisateurs et l'informatique.

Allianz vous prie d'adresser CV et prétentions à M. Marichez — Allianz — BP 24 75761 Paris Cedex 16

Nous recherchons pour nos partenaires situés dans différentes régions de France:

des VENDEURS DE POINTE (VENTE DIRECTE)

avec références de leur expérience. Les conditions sont: présentation dynamique, situation familiale en règle, voiture particulière, téléphone et beaucoup d'assiduité. Notre produit est une prestation de service sérieuse et solide dans le domaine artisanal- *créneau non exploité.*

Vous ne répondrez qu'à des demandes journalières, n'aurez pas de frais de voyage élevés et pas de nuits à l'hôtel.

Vous trouverez chez nous sécurité, succès quotidien et un revenu annuel entre

80.000,— et 150.000,— Francs.

Notre Centrale se chargera de votre formation complète.

Envoyez-nous une liste complète et détaillée de vos activités précédentes ainsi qu'une photo à:

PORTAS DEUTSCHLAND GmbH, DIESELSTR. 1-3 D-6057 DIETZENBACH-STEINBERG Département français

PORTAS est un groupement international de plus de 400 entreprises en France, en Allemagne, en Autriche, aux Pays-Bas, en Belgique, en Italie, au Luxembourg et en Suisse. PORTAS

Entreprise Publique
recherche pour animer une équipe de Chargés d'affaires spécialisés dans l'Evaluation et le Financement de Programmes de Recherche et Développement d'Entreprise.

Un collaborateur cadre de haut niveau

- 35 ans minimum,
- Formation Supérieure,
- Ayant acquis une Expérience de Gestion de Projets ou de suivi de Participations à la Direction Financière d'une Entreprise ou d'un Groupe Industriel.

Ecrire avec C.V. + photo sous référence 10.060 à P. LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

INGÉNIEUR
spécialiste
THYRISTORS DE PUISSANCE

Nous demandons :
- Une expérience prouvée dans l'étude, et la conception d'appareils incluant les thyristors (de 30 à 300 Kw) ainsi que leur système de commande et leur protection.
- Un esprit réaliste alliant le sens des coûts, de la qualité, et du respect des délais dans le cadre de la création d'appareils modulaires qui seront fabriqués en séries.

Nous offrons :
- Un poste à fort potentiel d'évolution dans une société de moyenne importance située dans la proche banlieue Est de Paris.
- La possibilité de créer un département nouveau dans l'entreprise, avec sa structure et son atelier de fabrication, en fait, d'aboutir à un poste de véritable **chef de produit.**

Adresser C.V. détaillé, photo et prétention sous référence 19234 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel 94300 VINCENNES

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE RANG INTERNATIONAL
(130.000 personnes, 25 milliards de chiffre d'affaires).
recherche un

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Sa formation d'ingénieur mécanicien ou généraliste (ENSTA, CENTRALE, AM, ENSI...) lui permettra une intégration rapide au sein de l'équipe chargée de la définition, la conception et la mise au point des nouveaux équipements de fabrication des produits.

Ouvert aux techniques nouvelles de la mécanique, comme le calcul par éléments finis, il aura constamment le souci de collaboration avec ses collègues de l'informatique, de l'électronique et de l'automatique.

De nombreuses possibilités d'évolution ultérieure lui seront offertes au sein des différents secteurs de la Société en France et à l'étranger.

Ecrire à Intermédia, Nº 430 A 59, rue La Fayette - 75009 PARIS, en joignant curriculum vitae détaillé et photo

Les candidatures seront étudiées dans la plus grande discrétion.

Organisme public à vocation régionale
recherche dans le cadre de
l'Agence d'Information Scientifique et Technique Ile-de-France

UN INGÉNIEUR

Il vient renforcer l'équipe existante pour analyser les problèmes techniques des P.M.I. Son aptitude à recueillir toute information nécessaire pour la recherche documentaire lui permettra de faire le tour de chaque problème.

Ses analyses seront motivées par l'innovation technologique.

- Ingénieur généraliste sortant d'une grande école.
- Homme de « communication » ayant le goût du service, un esprit créatif, aimant rechercher et trouver des solutions, bonne capacité de rédaction.
- Une première expérience dans une P.M.I. serait un atout supplémentaire.
- Bonne connaissance de l'anglais nécessaire.

Lieu de travail : MELUN

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions sous la référence 1256, à :
Monsieur G. CHARLES - Direction du Personnel C.C.I. - 42, rue Bancel - 77007 MELUN CEDEX
(Discrétion et réponse assurées.)

GROUP. DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
offre collaboration à
COMMIS. INSCRITS
Position Cadre - Paris - Province. Ecrire s/nº 8557 *Le Monde* Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris

Organisme de Conseil recherche
CONSULTANTS
TEMPS PARTIEL
Expérience souhaitée : relations sociales/ droit du travail
- en entreprise.
- ou dans l'administration

Envoyer C.V. & prétent. s/réf. 10 048 à P. LICHAU S. A., B. P. 220-75063 Paris Cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE
IMMOBILIER
COMPRENANT
10 SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENTS
ET
4 SOCIÉTÉS DE PRESTATIONS DE SERVICES
(1 milliard 200 millions de francs de capitaux gérés)
recherche

CONTROLEUR DE GESTION
rattaché directement à la DIRECTION GÉNÉRALE

MISSION :
- ETABLIR et contrôler les budgets.
- SUPERVISER la comptabilité analytique.
- PERFECTIONNER les tableaux de bord.

Ce poste sera confié à un cadre jeune pouvant prouver que ses activités antérieures l'autorisent à postuler à cette fonction.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à M. JEAN COURANT
GROUPE PELLOUX
50, CHAMPS-ELYSÉES, 75008 PARIS.

Société leader sur les marchés des installations de protection incendie, recherche

TECHNICIENS DE MISE EN SERVICE
Pour ses chantiers de FRANCE et ÉTRANGER.
- Assister des équipes en place.
- Superviser le montage.
- Assurer la mise en service et les dépannages éventuels.

Titulaires d'un B.T.S. ou équivalent en électrotechnique, les candidats sont âgés d'au moins 25 ans, parlant couramment l'anglais, résident la région parisienne et n'ont aucune contrainte familiale les empêchant de partir en mission.

Adresser candidature à PROTEC FEU Service du Personnel, 92022 NANTERRE CEDEX.

AGENCE POUR LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE
recrute
INGÉNIEUR
GRANDES ÉCOLES
Pour animer les actions de formation, concernant le grand public dans le secteur des transports. Envoyer lettre manuscrite C.V. à A.E.E. Service Transport, 30, rue Cambronne, 75737 Paris Cedex 15.

ENTREPRISE BATIMENT leader dans sa profession (branche conditionnement d'air) recherche pour son bureau d'études techniques Paris
JNES INGÉNIEURS
débutants acceptés. Anglais courant apprécié. Adr. C.V., prétentions nº 47707 P.A. SVP, 37, rue Général-Foy, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ DE NÉGOCE INTERNATIONAL recherche
JEUNE DIPLOMÉ HF
HEC ou École Supérieure de Commerce. Débutant (e). pour tâches de secrétariat, administratives et commerciales évoluant vers assistance du Directeur.

Adresser C.V. s/référence SEJA mentionnée sur enveloppe à : EMPLOIS ET CARRIÈRES, 30, rue Vernet, 75008 Paris.

Société spécialisée dans les syst. à microprocesseurs recherche
RESPONSABLE DES ACHATS
Gestion des stocks et suivi de sous-traitance en électronique. Technicien niveau V ou ingénieur expérimenté. Travail en banlieue sud de Paris. Tél. : 656-08-20

Nouvelle maison édition tournée vers Afrique et Tiers-Monde cherche
SECRÉTAIRE AIDE COMPTABLE niveau bac G2, Dactyl. (25 %) Compt. quot., factur. sténo souh. Envoyer C.V. avec prétention. Ecrire s/nº 8556 *Le Monde* Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris

Société services recherche
INGÉNIEURS INFORMATICIENS
Poste 1 : temps réel, mitra, solar, commutation.
Poste 2 : asservissements, calcul scientifique.
BIO 53, rue Fondary, 75015 Paris, tél. 577-93-66.

URGENT
IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORT équipée d'un I.B.M.-148 et d'un 43-41 sous DOS recherche
2 ANALYSTES PROGRAMMEURS
pour le développement d'applications temps réel sous CICS/DL1.
Contacter pour rendez-vous, 203-86-54, poste 283.

PREMIER GROUPE PRIVE D'ASSURANCES
recrute
un JEUNE CADRE

Le candidat dégagé o.m., aura soit :
- une licence de math ou une licence de sciences éco avec option économétrie impérativement.

Après un stage de 18 mois environ dans le secteur réassurance, il se verra confier des responsabilités au sein du service actuariat.

Salaire 13 mois 1/2 + avantages de la profession.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à N. 1137 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

---

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE
recherche

1. EXPERTS COMPTABLES STAGIAIRES
(SUP. CO. - HEC - ESSEC - DAUPHINE)

2. REVISEURS ou AUDITEURS CONFIRMES
Titulaires DEC - DECS - BTS et plusieurs années d'expérience en Cabinet.
Allemand/Anglais/Italien appréciés.
Déplacements en province à envisager.
Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 850 à S.F.F.E.C.
BP 361-08 75365 PARIS CEDEX 08
qui transmettra

BERTIN & Cie
Recherche et Développement

pour développer sa position dans les domaines de l'ESPACE, des TELECOMMUNICATIONS, des ENGINS SPECIAUX, la division automatique, informatique et optique cherche

DEUX INGENIEURS AUTOMATICIENS ET INFORMATICIENS DE HAUT NIVEAU

charges d'animer des équipes d'ingenieurs (asservissement, microprocesseurs, télématique), de participer à la negociation de marches de niveau eleve (secteur public et privé) et de coordonner les interfaces avec les autres divisions du groupe.

Les ingénieurs (X, TELECOM, SUPELEC, ENSI), ayant de sérieuses references (4 à 5 années d'expérience) qui seraient intéresses par ces postes (l'un à PARIS, l'autre à AIX) envoient leur C.V. et remuneration souhaitee, sous réference 812 à :
M. C. LEMAIGNAN - BERTIN & Cie
B.P. 3 - 78370 PLAISIR

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE (30 personnes) situé à PARIS-7e recherche

a) Pour ses missions de commissariat aux comptes
UN CHEF DE MISSION
Le poste conviendrait à un candidat d'au moins 28 ans, niveau du certificat supérieur de révision comptable, ayant acquis en cabinet, une expérience similaire dans des missions de commissariat aux comptes. Rémunération annuelle entre 120.000 et 135.000 F.

b) Pour ses missions de surveillance de Comptabilité
UN COMPTABLE CONFIRMÉ
Le poste conviendrait à un candidat de 30 ans minimum ayant acquis, en cabinet, une expérience similaire du suivi des dossiers de clientèle. Rémunération annuelle entre 70.000 et 85.000 F.

Adr. C.V. et photo à nº 99870 CONTESSE PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra. 75040 Paris Cedex 01 qui trans.

Etablissement d'enseignement commercial Paris recherche professeurs confirmés et chargés T.D. gestion comptable et financière, droit, informatique, économie générale et d'entreprise, français.
Candidatures avec curr. vit., photo (retournée), rémunération souhaitée, seront traitées confidentiellement. Ecrire à ARMA Conseil, 47, rue de Liège, 75008 PARIS, qui transmettra.

E.T.T.
RECHERCHE D'URGENCE
1 PUPITREUR
SUR I.B.M. 43-31 en DOS VSE
Expérience souhaitée.
Envoyer C.V. + Photo à E.S.I. 61, bd Magenta, 75010 Paris

Le Centre d'Informations Financières recherche FUTURS CADRES COMMERCIAUX H. ou F.
- Dynamiques et ambitieux.
- Goût contact haut niveau.
- Très bonne présentation.
- Sens des responsabilités.

Rémunération importante
Pr R.-V. - 553-20-00 poste 201.

ECA AUTOMATION
SSCI en forte expansion (500 personnes) recherche
INGÉNIEURS INFORMATICIENS CONFIRMÉS
- Expérience de 3 à 5 ans.
- Connaissant systèmes temps réel s/Mitra.
- Pour assurer la responsabilité de la conception et de la réalisation d'un sytème Temps Réel.
- Lieu de travail : Paris.

Adresser lettre C.V. photo et prétentions service du pers. 315, Bureaux de la Colline, 92213 Saint-Cloud Cedex.

Importante SOCIÉTÉ de CONSTRUCTION THERMIQUE recherche pour Centrale Etranger
2 CHEFS de CHANTIER
Pour montage, essai et mise en route. Bilingue ANGLAIS. Envoyer curriculum vitae, TAI 113/115, rue du Cherche-Midi, PARIS-6e. Tél. : 548-41-82.

SOCIÉTÉ PÉTROLE recherche
CHEFS de GROUPE BE
Pour aménagement de Barge. Connaissance ANGLAIS. Envoyer curriculum vitae, TAI 113/115, rue du Cherche-Midi, PARIS-6e. Tél. : 548-41-82.

Etablissement enfance inadaptée scolarisée sous contrat d'association, recevant garçons intelligents 11-15 ans ayant troubles de comportement recherche
PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
pour classe 6e à 4e. Ecr. I.P.P., 60740 SAINT-MAXIMIN ou tél. (16) (4) 424-06-10 (heures bureau).

LA VIE DES METIERS
10 mensuels techn. et prof. rech. ÉTUDIANTS (ES) pour diffusion des revues France entière, juin à septembre. Statut : mandataire libre. Ecrire 14, rue de la Pépinière. 75008 Paris ou tél. 294-98-74.

ENSEIGNEMENT PRIVÉ SECONDAIRE recherche
2 COLLABORATRICES
- Niveau Bac minimum.
- Dactylo nécessaire.
- De préférence libre de suite, pour répartition des tâches de secrétariat, de relations, promotion d'activités nouvelles (préparat. IDHEC, publicité).

Tél. pour R.-V. : 281-26-30.

Organisme à gestion paritaire recherche pour renforcer son équipe de chargés de mission et d'études
JEUNE DIPLOMÉ (E)
- Enseignement sup. (gestion, économie, droit...), débutant ou première expérience.
- Connaissance du secteur agro-alimentaire et de la formation appréciée
- Sens aigu des contacts.
- Relations avec entreprises impliquant fréquents déplacements en France.

Adr. let. man. C.V., ph. et prét. s/nº T 027.459 M à R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur. 75002 Paris

secrétaires

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE RÉGION SUD DE PARIS
recherche pour son département médical

SECRÉTAIRE CONFIRMÉE

de formation BTS ou équivalent ayant minimum 3 à 5 ans d'expérience réussie (si possible bilingue anglais).
- En collaboration directe avec le médecin chargé du secteur, elle aura la responsabilité du suivi des dossiers et assurera un secrétariat de haut niveau.
- SALAIRE MOTIVANT × 13 + AVANTAGES SOCIAUX.
- LIBRE RAPIDEMENT.

Vacances août possibles.

Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé sous référence 29485 à : DEB'S 105, rue Jouffroy, 75017 PARIS qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche SECRÉTAIRE DE DIRECTION expérimentée, bilingue Français, Anglais. Adresser C.V. à M. Charles LEW, 99, r. de la Faisanderie, Paris-16e

Fabricant appareils de laboratoire recherche la
SECRÉTAIRE
du responsable du personnel et des services généraux. Formation secondaire, diplôme de secrétariat, anglais parlé aisément. Adr. C.V. à GILSON MÉDICAL ELECTONICS, 72, rue Gambetta, 95400 VILLIERS-LE-BEL.

Représentations offres

Dans le cadre de son expansion, importante Société de produits en béton offre pour l'Hérault, le Gard et la Lozère, poste d'

AGENT DE VENTE

pour assurer la promotion et la vente de ses produits auprès des promoteurs, des administrations, des entreprises et des négociants.
Ce poste conviendrait à un homme ayant une bonne connaissance du milieu Travaux Publics et Bâtiment et disposé par sa ténacité et son dynamisme à faire carrière dans la fonction commerciale.
Adresser lettre manuscrite C.V., photo et prétentions à Régie-Presse, sous nº 888103 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Hewlett-Packard S.A., a worldwide designer and manufacturer of precision electronic equipment for measurement, analysis and computation, has an immediate opening in its European Headquarters (Europe, Middle East and Africa) in Geneva for an

EXPERIENCED SALES REPRESENTATIVE

who will be responsible for the marketing of our ANALYTICAL PRODUCTS in the Middle East and Africa.

This position requires :
- a degree in Chemistry with laboratory experience in modern analytical instrumentation (chromatography/spectrometry),
- former business experience in the Area,
- extensive travelling through the territory,
- good negotiations skills as well as solid technical expertise,
- in addition to English, knowledge of Arabic and/or French.

If you are interested, please write to Caroline Rothenhausler, Personnel Administrator, HEWLETT-PACKARD S.A., 7, rue du Bois-du-Lan, 1217 Meyrin, Geneva, Switzerland.

Relocation in the Area with expanded responsibilities would be considered after successful assignment.

HEWLETT PACKARD

capitaux propositions commerciales

RETOUR A LA NATURE LE MARCHÉ DU FUTUR

GENERAL NUTRITION INC., basé aux Etats-Unis, le plus grand producteur mondial dans le secteur « Aliments nutritifs et diététiques », cherche représentants ou autres lignes de distribution pour la France, niveau national ou régional.

Prendre contact avec siège social européen :
GENERAL NUTRITION LTD.
Chestnut Close, Potten End,
BERKHAMSTED, HERTS, ANGLETERRE.

Cherchons FINANCIER pour Affaires immobilières diverses (terrains à bâtir, rénovations d'anciens immeubles dans le canton de Berne (Suisse). Echéance 5 à 10 ans. Intérêts et garanties à convenir.

Offre s/chiff. P. 649 BZ Berner Zeitung BZ, Case postale 3041, CH-3000 BERNE 7/Suisse.

AG. de VOYAGE
à vendre.
Clientèle intéressante, bon emplacement.
Ecrire à Case postale 371 Ch. 1211 GENEVE 1.

AGENCE COMMERCIALE rech. prod. français ou étrang. Alexandra KLIMOFF, 15, pl. G.-Rivet, 38100 Grenoble. (76) 46-30-47.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE DE DIRECTION
ayant occupé des postes de haute responsabilité (Direction commerciale, Direction PME).
Excellent gestionnaire
Bonne expérience de l'animation des hommes recherche situation identique :
- **Direction commerciale ou de division** dans importante société.
- **Direction Générale PME**

46 ans — Formation supérieure
Disponibilité totale.
Ecrire sous n° 99.518 à CONTESSE Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, q. tr.

J.H. 24 ans, niveau D.E.C.S.
B.P. comptable, pratique professionnelle, recherche emploi dans cabinet d'expertise comptable ou société pour première année de stage.
Ecrire sous n° 8.569 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ingénieur Diplômé 27 ans expérience Australie offre ses services à Compagnie désireuse d'étendre ses activités dans cette région. Ecr. : Engineer P.O. Box 130, Rose Bay 2029, Australia.

H. 38 a., doct. ès-Sc chimie 1974 + 3 a. enseig. en coopé dem réinser. rég. paris. ds empl. carac. adminis. Rém. à négoc. Ecrire s/n° 3425 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

J.H 33 a., dipl. institut hautes études cinématograp. DR lettres modernes, bilingue arabe, culture générale, expérience profession., étudie toutes propositions. Ecrire s/n° 3426 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SPECIALISTE DANS LA PUB AU PROCHE-ORIENT BILINGUE ARABE/FRANÇAIS DOCTEUR D'ETAT ÈS LETTRES
Spécialiste dans les études de conceptions, des messages pub., des adaptations pour le P.-O. Exp. riche et solide (+ années) à Paris et au P.-O. : pub. radio, TV, presse, trad... Esprit créatif et commercial, rapidité et sécurité. Ecrire : M. Foustock, 45, rue Desnouettes, Paris-15e.

F., 39 ans, dipl. ang. Sorbonne, Ecole d'Interprètes Genève (angl., all.), 5 langues, 14 ans expérience internationale, contacts humains faciles, rech. poste RÉDACTEUR chargé des RELATIONS PUBLIQUES, Paris. Ecrire s/n° 8457 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE BANQUE 160.000 AN. ETUDIE TOUTE PROPOSITION DS SECTEUR COMMERCIAL Ecrire s/n° 3446 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
forte expérience gestion distribution et industrie.
Maîtrisant bien les budgets, les objectifs et leur contrôle.
Actif, solides références, souhaite équivalent entreprise moyenne. Poste à responsabilités et avenir Paris, région parisienne.
VAL, 30, rue Vernet, PARIS-8e.

AUTRICHE, H. 29 a., franç. D.U.T., mesures physiq. D.E.S.T. CNAM, cadre posit. II, spéc. vibrations fréq. dépl. étr., anglais, allemand, ch. empl. rég. Wien. Ecrire n° 2974 M. Régie-Presse, 85 bis r. Réaumur, 75002 Paris.

Jne fille, 27 ans, maîtrise de droit, DES de juriste d'affaires internationales et de juriste conseil d'entreprise, diplôme de criminologie, anglais et espagnol courants, cherche situation dans service juridique. Ecrire s/n° 6138 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 25 a., Sup de Co 2 a. expér. assist. commerc import-export, angl.-allem., rech. p. commercial à resp. basé Paris, disp. déplac. Ecrire s/n° 3447 *le Monde*, Pub., 5, rue des Italiens 75009 Paris.

J.H. 34 a., linguiste doctorat en cours expér. enseignem. niveau universit., parlant angl., franc., 3 lang. indiennes (Hindi, marathi, konkani), étud. ttes proposit. Ecr. n° 2969 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE COMPTABLE
H. 47 ans, parfait bilingue anglais, expérience comptabilité anglosaxonne, fiscalité, etc. Libre rapidement. Tél. 043-30-20.

D.P.R.H.
GROUPE International lié au monde du PÉTROLE OFFSHORE
47 ans, expérimenté gestion d'entreprise, finance, organisation et relations humaines à l'échelle internationale, recherche groupe intéressé par sa personnalité.
Rémunération actuelle 300 000 F./an
Ecr. s/réfer. 781 M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 qui transmettra.

J.F SECRÉTAIRE DIRECTION (Dactylo stand. télex, comptab. simple) excel. présentation cherche place similaire. Libre de suite. Ecrire s/n° 6137 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Docteur d'Etat histoire moderne contemp. Sorbonne 1976, Egyptien, 41 ans, expert en traduct. arabe, français, anglais, expér., référ., cherche poste profess., chercheur, traduct., Amin-Helmy, 112, rue Salvador-Allende, 92000 Nanterre.

Secrétaire 20 ans, expér. conn. scientifiques et juridiques, goût initiatives, sens responsabilités rech. poste stable. Ecr. s/n° 3.460 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

RESPONSABLE
Comptabilité, analytique, budgétaire, prix revient coûts parl. espagnol, anglais lib. suite. Ecr. s/n° 3.449 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CHEF D'EXPLOITATION
5 ans d'expérience.
Connaissances : programmation assembleur Basic Cobol exploitation IMOS, DOS, OS, JCL, CDC.
Toutes propositions Paris-province.
Ecrire sous référence 6.212 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Cadre supérieur pétrolier, 30 ans, expérience ravitaillement groupe international, licencié raisons économiques, 59 ans, cherche situation. Ecrire s/n° 3.452 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F., 38 ans, cadre administratif autodidacte, bilingue anglais, cherche poste stable à responsabilités dans secteur social ou paramédical, Paris ou banlieue Est, Sud-Est. Téléphone : 594-12-83.

J.H., 28 ans, maître Sc. Tech. communication, institut de l'audiovisuel, BACÉ, 4 ans exp. animation, stage gestion, libre de suite. Téléphone : 074-72-53.

VENDEUR HAUT NIVEAU
35 ans, bilingue anglais, expérience responsabilité, gestion et marketing cherche à développer ses capacités dans ambiance décompressée, étudie toutes propositions.
Ecr. s/n° T027505 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Secrétaire direction, très bonne expérience, bilingue français-anglais rech. poste stable Paris. Ecrire n° 26.393 Centrale d'Annonces, 121, rue Réaumur, Paris (2e).

J.F., allemande, bonne famille, s'occuperait enfants du 9 juillet au 22 août. Tél. : 228-34-31.

Jeune Fille, 25 ans, lic. maîtrise, diplômée 3e cycle D.E.A., allemand économique, commercial, juridique, recherche poste intéressant import-export, marketing, trilingue, anglais-allemand, région parisienne. Libre de suite. Tél. : 913-92-08.

J. H. 29 ans, célibataire, dégagé O.M., DUT techniques de commercialisation, anglais courant, expérience marketing, vente par correspondance et milieu organisme de crédit. Etudierait toutes propositions pour poste à responsabilités et évolutif. Ecrire sous n° T 027.490 M à RÉG.-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

RÉDACTRICE PUB.
37 ans, de l'expérience, du talent : conçoit, rédige et adapte l'anglais et l'allemand, cherche travaux free-lance ou poste Paris. Ecr. n° T 027.531 M RÉGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Jeune Femme, 35 ans, technicienne fabrication, 15 ans d'expér., recherche emploi agence ou annonceur ou presse. Adresser offres à n° 99.793, Contesse Publicité, 20 av. l'Opéra, 75040 Paris, cedex 01 qui transmettra.

J.F. 35 ans, sens et expér. contacts, psycho-pédagogie écritures. Etud. ttes propositions sérieuses d'emploi. Ecr. s/n° T 027.540 M à R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

H., 33 ans, études supérieures techn. cherche poste sédentaire dans transports, connaissant bien anglais, géographie économique, allemand, notions compt. Dobricourt, 15, rue du Marais, Montreuil, 850-11-82 dès 19 h.

J.F. 26 a., célib., ét. sup. (Sciences Po), angl., esp., not. allemand, dactyl., justifiant première exp. dans presse et sté d'ingénieurs conseils, rech. tout poste intér. de niv. équiv., dans tout secteur. Tél. 577-28-47 et, à partir de 20 h, au 575-74-28.

J. H., 27 ans, célibataire, inf., journaliste, agricult., jardinier, spécial. de pol. internationale, (goûteur d'eau), conduite, allemand, anglais, hébreu courant...
HOMME A TOUT FAIRE
H. Courvoisier - 14, r. Clairaut, 75017 PARIS, 228-52-04. (Contact direct de préférence).

J. F. 38 ans DIRECTRICE TECHNICO-COMMERCIALE
9 ans expér. import-export, pharmacie et produits vétérinaires, ch. p. équivalent, rég. Ouest souh. Ecr. n° T027443M à R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur - 75002 Paris

J.F. SECRÉT. DIRECTION
(dactylo, stand., télex, comptab. simple), exc. présentat., cherche place similaire, libre de suite. Ecr. s/n° 6.137 *le Monde* Pub., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

travail à domicile

Je frappe THÈSES (Sciences humaines, Droit, Médecine, etc.), mémoires, manuscrits sur IBM. trav. rapide, soigné. 535-28-85.

information divers

POUR
TROUVER
UN
EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages) :
- Les 3 types de C.V. : ex.
- Bonnes réponses aux tests
- Graphologie : ses pièges
- 12 méthodes détaillées, etc.

Pr informations, écrire CIDEM, M. 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

Pour bien choisir votre métier FRANCE-CARRIÈRES chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

Emplois outre-mer, étranger MIGRATIONS chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

STAGE AFIPEC
RECHERCHE D'EMPLOI
C.V., lettre, entretien, PA
Téléphone : 281-13-44.

cours et leçons

Professeur d'origine russe souhaite donner leçons de russe. Tél. 583-19-95.

enseignement

Apprendre l'américain
à
L'AMERICAN CENTER
261, bd Raspail, PARIS 75014.
TÉL. : 633-67-28
Session intensive du 29 juin au 10 juillet pour : gens pressés. Lycéens en mal d'Anglais touristes
Méthode orale, cours dans la journée et le soir. Inscriptions du 9 au 25 juin.

occasions

ACHAT BRILLANTS
Toutes pierres précieuses, bijoux, or, etc., argenterie. Perrono, joailliers-orfèvres à l'Opéra. 4, Chaussée-d'Antin. Vente en occasion, Echange.

propositions diverses

Serv. empl. log. étudiants UNEF 11, rue Godot-de-Mauroy, 75009 (742-59-40) recherche chambres, studio et appartements à louer et EMPLOI.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

A vendre
Renault 5 Alpine,
année 79, couleur bleu métal., 30.000 km, état exceptionnel. *Prix : 29.000 F.* Téléphone : 020-88-57, de 9 à 19 heures.

Ford mod. 80, 33.000 km, 1re main, ét. impec., gris mét. Prix 22.000 F, à déb. Tél. 847-96-27 à part 18 h.

Particulier vend R 16 1976, gris métal, 56.000 km, très bon état, 15.000 F. Tél : 751-48-70.

divers

NEUBAUER PEUGEOT-TALBOT
PRIX CHOC !
SUR TALBOT TAGORA D'EXPOSITION 0 KM
M. Gérard. 821-60-21.

achats

VENDEZ PLUS CHER
Ttes marques même gagées Achat, Echange ou dépôt 40, r. de la Cour-des-Noues PARIS-20e - 366-15-22.

L'immobilier

appartements ventes

appartements ventes

2e arrdt

OPÉRA MONSIGNY
Studios et 2 pièces aménagés dans bel immeuble restauré, calme, soleil, asc. 261-13-50.

3e arrdt

VIEILLE-TEMPLE. BRETAGNE **DUPLEX** 5e et 6e étage, 120 m², ascenseur, refait neuf. Tél. 354-42-70.

TEMPLE, dble living, poutres + chambre, cuis., bains, chf cent. REFAIT NEUF 80 m². 445.000 F. Tél. : 528-99-04.

RAMBUTEAU Dans imm. XVIIIe siècle, 165 m², 6 pièces, charme, clair. Tél. 260-67-36 ou 260-67-66.

4e arrdt

QUAI BOURBON Magnif. duplex 260 m² + jardin privatif. Prix élevé justifié. 260-67-36 ou 260-67-66.

6e arrdt

BEAUX-ARTS
Très beaux appartements restaurés 2/3 pièces, calme, soleil, vue sur jardin. Tél. : 261-13-50.

LUXEMBOURG BEL IMMEUBLE **3 P.** s/c, 580.000 à rénov. 766-49-94/261-63-49.

7e arrdt

S/CHAMP-DE-MARS
PLEIN SOLEIL
EXCEPTIONNEL
2e ÉTAGE, ASCENSEUR
130 m² + mezzanine possible à rénover
PRIX : 2.100.000 F
3e ET 4e ÉTAGE EN DUPLEX
128 m² à rénover
PRIX : 1.900.000 F
Mercredi, jeudi 14 h. à 18 h. 8, av. de la BOURDONNAIS OU TÉL. 723-91-53

9e arrdt

ALFRED-STEVENS, MARTYRS **TRAVAUX** DUPLEX 76 m², 5e et 6e étage, asc., calme, soleil. 354-95-10.

9e, Bel immeuble pierre de taille, direct living + 2 chambres, rénové 100 %, grand standing, habitation ou placement de qualité location garantie net d'impôts 5 ans. Téléphone 723-41-00.

11e arrdt

GONCOURT
dans très bel imm. pierre de taille ravalé, asc., concierge, 6e ét., liv. dble + chbre, cuis., s. de bains, grande entrée, chf cent. indiv. *Etat neuf, moquette.* Prix 400.000 F.
4e étage : le même à rénover. Prix 330.000 F. Vr pptaire : mardi, merc. de 14 h 30 à 19 h. 720-89-18, 151, r. St-Maur.

12e arrdt

Près BOIS de VINCENNES 300 m du métro, à vendre très beaux 4 pièces 96 m² + balcon, 790.000 F et 5 pièces 110 m² + balcon 981.000 F. Liv. imm. TEL. 320-15-11 Mlle DROUIN.

Métro PORTE-DORÉE
4 P. tt cft. Ref. NEUF 2e ét. 560.000 F. 367-03-03.

BOIS de VINCENNES près Mo. Sur Charenton, résidentiel. Belle rénovation en cours. Matériaux 1er choix. 13 STUDIOS et DUPLEX. Vendus équipés, lux. ou en l'état. Pied à terre ou placem. excepi. Net d'impôts 5 ans. TEL. 723-41-00.

REUILLY Je vends 330.000 F 3 P. 55 m² à aménager. Possibilité STUDIO + 2 P. 557-70-08 - 707-35-68.

14e arrdt

CŒUR MONTPARNASSE
Direct. dans luxueuse rénovation très gd 2 p. en duplex de caractère, dernier étage, asc. Le pptaire. EUROVIM 723-41-00.

15e arrdt

BALARD — RÉCENT
5 p. (séj. 27 m² + 4 chambres). 7e ét., 100 m² + terr. 90 m², 8e ét., park. 1.100.000. 532-66-10.

16e arrdt

A 300 mètres **ÉTOILE** près av. V.-HUGO
Sur de calmes jardins intérieurs restauration luxueuse de 16 appart. du studio au 5 pièces DUPLEX et TRIPLEX. Tél. 261-13-50.

Dans immeuble 1970 **70 m²** LIVING + CHAMBRE, entrée, cuisine, W.C., salle de bains, cabinet toilette, débarras, balcon (5e étage). V. s/pl. merc. 14 h. 30-19 h. 30. 163, BOULEVARD MURAT.

BD MURAT Porte-Molitor VUE BOIS
3e ét., imm. gd standing, ravissant living + terrasse, 2 chambres sur jardin, possib. parkg. 990.000 F. VERNEL 526-01-50.

R. Claude-Lorrain, appt. 180 m², clair, calme, grande réception, 4 chambres, imm. récent. Park. 1.700.000 F. 874-61-46.

BÉNOUVILLE
Dans imm. p. de taille, appt. prestige 300 m², excellente distribution dont magnifique réception, 3 chambres de bonne. 3.200.000 F. Tél. 260-67-97.

PRÈS PL. VICTOR-HUGO
Propriétaire vend APPART. 3 P., cuisine, W.C., à refaire, 60 m² environ, SUR ARBRES. Sur place MARDI 14 h. à 17 h. 30 148, RUE DE LA POMPE.

AV. VICTOR-HUGO, appartement 300 m², à rénover, possibilité division et profession libérale. Tél. 260-67-66 ou 260-67-36.

Dans immeuble pierre de taille appartem. 200 m², 5 P., luxe. Tél. 260-67-36 ou 260-67-66.

RANELAGH (dans Hameau) dans immeuble 1960, bel appartement 89 m² + jardin privatif, calme. Tél. 260-67-66 ou 260-67-36.

PORTE DAUPHINE Appartement de standing, 4 pièces 170 m² + chambre de service et garage. 1.900.000 F. Ce jour 10 juin de 12 à 16 h., 70, boulev. Flandrin, esc. gauche, 4e étage gauche.

17e arrdt

ROME 4 P. 5e asc. tt cft. soleil. Bel imm. SIIF 550-34-00.

100 m NEUILLY et 200 m Métro et 17e. Sur LEVALLOIS. Ds belle pet. rén. 8 studios et deux pièces livrés éq. tt cft matér. 1er choix, exc. plac., gestion ass. net d'impôts 5 a. 723-41-00.

SQUARE BATIGNOLLES
Appt. 4 P. sur cour, à rénover. Prix intéressant 260-67-36 ou 260-67-66.

R. LEGENDRE Appt 80 m² séj., 2 chbres 260-67-36 ou 260-67-66.

18e arrdt

42, BD DE CLICHY
Près place PIGALLE
3 pièces, 53 m² rénové, 2e ét. asc. FRS : 430.000 NERET. 225-62-20.

Dans SITE EXCEPTIONNEL de MONTMARTRE, STUDIO, cuisine équipée, s. de bains. 525.000 F. 296-00-10.

19e arrdt

Direct sur parc Buttes-Chaumont part. vend app. 108 m² (salon, s. à m., 2 ch., bur., bains) + cave et ch. serv. tt conf. (12 m²), ét. él., asc., vide-ord., imm. 1930. Px 1.000.000 F. T. 208-63-22.

20e arrdt

Par pptaire : grd STUDIO, 90.000 F, 35, rue du RETRAIT, samedi 10 à 13 h. et 14 à 17 h.

78 - Yvelines

HOUILLES
1.5 km gare, 5 min. autobus, petit imm. 1960, app. 3 pièces 55 m², 1er ét., 2 chambres, séjour avec balcon, moquette, cuisine aménagée, salle de bains, W.C., séchoir, chauff. cent. collectif, cave, libre septembre 1981. 290.000 F. Tél. le soir au 968-33-89. Agences s'abstenir.

PARLY-II TRÈS URGENT
Particulier à particulier vend magnifique 6 pièces, type II. 780.000 F. Soleil tte la journée, cave, parking. Tél. : 954-47-80 (heures repas).

MAISONS-LAFFITTE
Part. à part. vd gr. app. 180 m², stand., agréable, chem., bord. parc, près centres commerciaux, écoles 800 m gare, 2 entrées, idéal pour prof. lib., imm. neuf. Tél. tout moment 770-28-43.

91 - Essonne

LES ULIS immeuble neuf luxe, frais notaire 2.5 %, 5 pièces, balcons, 2 bains, 2 parkings. Prix 525.000 F. Tél. 336-33-62.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY JEAN MERMOZ TRÈS LUXUEUX
4 p., récent, balcon-terrasse, park. DORESSAY. 548-43-94.

SURESNES
Vue sur Paris plein midi. 105 m², 6 pièces. Px 800.000 F. Tél. CASTILLON au 506-38-99.

NEUILLY (BOIS)
Séjour, 2 chambres, cuisine, bains, 80 m², chambre service, terrasse 21 m², 2 parkings. GARBI, tél. 567-22-88.

NEUILLY SAINTE-CROIX
immeuble 1900, calme, soleil, 50 m² living + chambre. 525.000 F. MATIN 577-60-10.

NEUILLY-SABLONS
Mod. séjour, 3 ch., 2 bains, 2e étage, 115 m², impeccable. MICHEL & REYL 265-90-06.

MONTROUGE PRÈS MAIRIE
PTE-D'ORLÉANS et ARRÊT 68. Superbe 3 p. 70 m² tt cft, 495.000. VERNEL 526-01-50.

RUEIL NANTERRE
Dans résid. 1976, pierre de t., séjour, 2 chbr. balcon, park. PRIX 495.000 F.
RIVE GAUCHE. 222-70-63.

Province

NICE - 300 m promenade des Anglais, appartem. 40 m², living, entrée, salle de bains, cuisine, balcon, 3e étage, imm. récent. 330.000 F. Tél. (3) 045-58-67.

DEAUVILLE
Emplacement exceptionnel, quartier calme et résidentiel, plein sud, dans petite maison rénovée avec jardins privatifs
- Studio ...... 190.000 F
- 3 pièces .... 231.000 F
- 4 pièces .... 323.000 F

17, av. des Prairies, Deauville

Groupe Charlus, Palais des Congrès, place de la Cathédrale, 76000 Rouen, t. (35) 98-56-84

Etranger

A St-Nicolas Alpes Valaisannes CH près Zermatt/Saas Fee Appart. à v. 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2 pièces. Tt conft., à votre serv. dès l'été 1982. L'information s/Chiff. P910079-07 Publicitas, CH-3900 Brig.

SUISSE. A vendre, région des Alpes fribourgeoises directement du propriétaire avec autorisation de vente aux étrangers, très joli appartement de 1 pièce tout confort + balcon + garage
Renseignements s/chiff. OFA. 1386 L à OFA PUBLICITE CH. 1002 Lausanne.

appartements achats

JEAN FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet, 15e. 566-00-75, recherche Paris 15e et 7e pour bons clients appts ttes surf. et imm. Paiement comptant.

ACHÈTE Studio 2 pièces Paris
Mme LEULIER : 261-39-78 ou le soir : 900-84-25.

ACHÈTE COMPT. PARIS
BON QUARTIER. URGENT. STUDIO. Tél. : 873-20-67.

RECHERCHE : 1 à 3 pièces. Paris préf., 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIEMENT CPT CHEZ NOTAIRE Tél. : 873-23-55, même le soir.

URGENT administrateur de biens rech. pour ses clients STUDIOS, APPTS 2-3 P. T. 633-10-03.

constructions neuves

BOULOGNE
« LA PRINCIPAUTÉ »
Proche bois de Boulogne, à vendre très beaux appts 3, 4 et 6 pièces dans petits immeubles pierre de taille de 3 étages. Livrable 1er trimestre 82. Tél. 320-15-11, Mlle DROUIN.

châteaux

RÉGION BONNIÈRES
60 km de PARIS-OUEST, pet. CHATEAU en partie XVIIIe, très bon état et cft, PARC de 3 ha 60 a., tennis, mais. gard. Me LUCAS-LECLIN, notaire associé, 27700 LES ANDELYS. T. 18 (32) 54-22-47.

locations non meublées offres

Paris

15e, vue sur Seine, 3 p. 110 m², cuisine équipée, park. tél. balc. Reprise très justifiée. Avec ou sans mobilier. Visites et renseignements. Tél. : 575-56-49.

Part. à part. Libre 1er juillet. avenue Carnot (17e). 100 m². double living + 2 chambres, cour-jardin privé 50 m². 3700 F c.c. + reprise. Tél. : 380.35.62.

Région parisienne

NOGENT-S/MARNE R.E.R. face bois, 4 p., stand. tout conf. 105 m² + balcon 5.200 F, *charges comp.* 283-92-44.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, Paris (8e). rech. pour clientèle étrangère et diplomates, APPARTEMENTS, HOTELS PARTIC. et VILLAS Paris ou Ouest résident. **562-78-99**

Muté à Paris cherche appt 4-5 pièces pour septembre, 7e, 14e, 15e, 16e, arrondt. 4.000 F. Ecr. s/n° 3445 *le Monde* Pub., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

PPTAIRES Louez vos appts sous 24 heures. Nous garantissons vos loyers, services gratuits. 272-02-62.

Région parisienne

JEUNE COUPLE RECHERCHE
3 PIÈCES CONFORT
banlieue sud (Antony, Palaiseau, Verrières). Ecr. s/n° 6135 *le Monde* Pub., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

Pour sociétés européennes cherc. villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing 4 p. et plus. 285-11-08.

bureaux

CONSTITUTION de SOCIÉTÉS télex-secrétariat tous services
BUR. MEUBLÉS 8e, 9e, 15e
ASPAC PARIS-8e 293-60-50+
votre SIÈGE SOCIAL
délais rapides - prix compétitifs

SIÈGES DE SOCIÉTÉS
avec secrétariat, tél., télex
CRÉATIONS D'ENTREPRISES
ACTE S.A. 261-80-88 +

GEORGES V
loue directement 1 bur. ou + dans imm. stand. 723-55-18.

CHAMPS-ÉLYSÉES
Loue directement 1 bureau ou + dans immeuble stand. 563-17-27.

NEUILLY MÉTRO
loue directement 1 bur. ou + dans imm. neuf. 758-12-40.

ENTIÈREMENT A NEUF
400 m² bureaux, rentabilité 220.000, vte dir. 633-33-67.

Près CHAMPS-ÉLYSÉES
1 ou plusieurs bureaux idéal siège ste bonne prestation Tél. : 705-48-60, le matin.

domaines

Achète grand DOMAINE à vocation forestière et chasse préf. départements 45-41-18-89-58. Ecrire Havas PARIS n° 200280. 146, av. Charles-de-Gaulle 92522 - Neuilly-sur-Seine

Près Lyon
DOMAINE AGRICOLE
150 hectares d'un seul tenant. 2 fermes + résidence. Libre. Autoroute à 6 km. Excellent placement. Ecrire G 18-115348, à Publicitas, CH 1211 Genève 3.

Bouches-du-Rhône, EYGALIÈRES, 8 km Cavaillon et Saint-Rémy-de-Provence, vends exploitat. agricole, 35 ha vergers, pommes et asperges, grand mas avec jardin, piscine, logements pers., hangars, stat. conditionn. Prix : 3.500.000 F. FLECHON Vergers de Provence. 13810 EYGALIÈRES, tél. (90) 95-91-37 ou (90) 82-32-22.

viagers

Etude LODEL, 35, bd Voltaire, Paris-11e. Tél. : 355-61-58. Spécialiste viager. Expérience, discrétion, conseils

NEUILLY GD 2 P. TOUT CFT IMMEUBLE RÉC. 310.000 F. + 3.500 F. occupé H 79 ans. **F. CRUZ** 8, r. La Boétie T. 266-19-00

locaux commerciaux

A céder plein centre de STRASBOURG (côté Banque de France) LOCAL COMMERCIAL 100 m² env., prix F 160.000 + frais, LA DIFFUSION IMMOBILIÈRE 6, Faubourg national 67000 STRASBOURG. tél. (16-88) 32-00-57, le matin.

ÉMILE-ZOLA
900 m² en 3 PLANS.
Prix 2.800.000 F.
Jean Feuillade - 566-00-75.

fonds de commerce

A VENDRE
PAS-DE-PORTE
à 77400 LAGNY (MARNES-LA-VALLÉE)
très bien placée. centre ville.
1 boutique 40 m², 2 grandes vitrines + 1 appartement au 1er étage, 3 pièces, cave, grenier, water-closet.
TÉL. : 430-19-00
Bail nf. Loyer min. 1.000 F/mois.

A VENDRE
Pas-de-porte. SAINTES (Charente-Maritime), tous commerces, gde vitrine, 3 niveaux de 36 m² chacun dont 1 aménagé en studio, reste bail 8 ans Téléph. : 16 (46) 41-43-66.

boutiques

XIe Ds imm. nf. prox. PL. VOLTAIRE, bout. 160 m² + 60 m² ss-sol + 2 gar., chff. central. Bail sans pas-de-porte. Loyer en principal 100.000 F. annuel. Voir propriétaire mercredi 14 h. 30 à 19 heures. 54-56, rue DE LA FOLIE-REGNAULT (XIe).

SUR LEVALLOIS limite NEUILLY (50, bd Bineau) Murs bar restaur. angle deux rues placement 10 % brut garantie net d'impôts 5 ans. Tél. 723-41-00.

immeubles

Vd BANDOL (VAR) centre-ville, petit immeuble récent standing, ent., libre, 300 m² appt. calme, 150 m², terr., vue mer, 800 m surf., comm., poss. fraction Ecrire INTERCOM BP 58 83150 BANDOL.

pavillons

GENTILLY
Près R.E.R., pavillon 1 étage, entrée, 3 pièces, cabinet de toilette, cuisine, w.-c., salle de bains, cave, garage, petit jardin, chauffage central, rue calme. Px 500.000 F. Tél. 253-75-90.

villas

Entre les Cevennes et la mer dans village, jolie VILLA type 4. Grand séjour 2 chambres tt cft exposition sud. Beau cadre de verdure, jardin soigné de 1.100 m². Piscine, garage, combles aménageables. Prix : 500.000 F
PIBAROT IMMOBILIER
1 bis, rue Émile-Jamais 30.000 NIMES.
Tél. : (66) 67-27-72 et domicile 67-39-89.

LE CHESNAY Résidentiel belle villa 1978, grand séjour, 6 chambres, 3 bains, sous-sol total, sur 850 m² jardin. Frais réduits. 1.730.000 F. T. : 954-68-00.

propriétés

LOIRET
Luxueuse ferme aménagée sur 25 hect., possibilité augmenter superficie jusqu'à 40 hect., étang possibilité location chasse 160 hect. attenant. Ec. Hav. Montargis n° 200279.

LE VÉSINET (78) Part. vend propriété mansardée 1900 sur 1.557 m² terrain, ent. rénovée en 1978, 210 m² habit., 3 niveaux, r.-de-ch surélevé, salon s. à. manger, salle de bns, s. d'eau, 2 w.-c., 6 cheminées en marbre, 3 caves, garage, chauffage central au mazout, jardin paysagé, beaux arbres, 7 mn RER, écoles, commerces. Px 2.500.000 F. T. 976-08-90.

MESNIL-LE-ROI
dans le village, ravissante DEMEURE 19e SIECLE parf. état, récept. 100 m², 8 chbres, 4 bns, nombr. dépend. Pavillon d'amis et de gardien. PARC BOISÉ de 5.300 m². AGENCE DE LA TERRASSE LE VÉSINET - 976-05-90.

terrains

LOT
Région comprise entre LUZECH-CAILLAC - CATUS. Part. recherche terrain à bâtir (viabil.) de 1.000 à 2.000 m².
Faire offre au : n° 6123, *le Monde* Publicité, 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

Particulier vend en Normandie 3 belles parcelles viabilisées de 1450 m² env. dans agréable village près des Andelys (Eure) 100 km de Paris, 25 km de Rouen. Proximité autoroute. Tél. (47) 05-28-21. (47) 27-27-78.

SÈVRES Quartier BRANCAS 900 m², mitoy. parc de St-Cloud, soleil, calme 350.000F TTC. Par. 626-34-23.

Près VERNEUIL s/Avre : beau terrain 10.000 m², permis construire en cours. 200.000 F. (16, 37) 82-02-32.

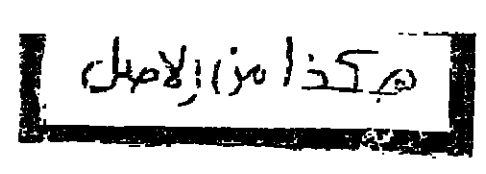
A VENDRE
magnifique terrain de 1.000 m² VAU-SUR-MER, 300 mètres de la plage, 110.000 F. TTC. Const. exclusive traditionnelle

CORELA PAVILLONS
14, r. Chaudrier, 17000 La Rochelle. T. 16 (46) 41-43-66. Terrains disponibles : Port des Minimes La Rochelle. La Tranche-sur-Mer (Vendée).

PLACEMENT ARGENTAN (61200) (près) ds site vallonné, lot de 1000 m² viabilisé. 50.000 F. T.T.C. Tél. 058-28-98.

Prox. AIX-EN-PROVENCE terrain, permis construire 4.500 m² et +, divisibles. Téléphone 531.20.99

les annonces classées du
Le Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 h. à 12 h. 30,
de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris



JUSTICE

LE PROCÈS DE MARCEL BARBEAULT

La règle des trois unités

Beauvais. — Quelle que soit, au soir du mardi 9 juin, l'issue du procès de Marcel Barbeault, l'affaire des crimes de Nogent-sur-Oise n'y trouvera pas son épilogue. En cas d'acquittement comme dans l'hypothèse d'une condamnation. Car si l'ancien ouvrier des usines Saint-Gobain de Rantigny est déclaré coupable des cinq crimes reprochés, on ne saura pas de toute façon pourquoi il les a commis, sous l'empire de quelle passion, de quelle pulsion. La recherche de ce côté-là aura été abolie par la nécessité qu'il y avait, en raison de son système de défense, de donner la priorité aux indices matériels de nature à le contrecarrer. Et l'on ne saura pas non plus qui fut l'auteur des quatre autres crimes antérieurs à ceux dont il avait à répondre et qui déjà, entre 1969 et 1973, avaient fait naître dans les mêmes lieux la hantise de ce « tueur de l'ombre » dont la crainte, parce que les victimes étaient toutes des brunes, poussait les femmes à se faire décolorer ou à porter perruque.

Sur ce dernier aspect des choses, M. Daniel Neveu, inspecteur divisionnaire au service régional de police judiciaire de Créeil, a bien sa petite idée. Ce Maigret maigre n'y est pas allé par quatre chemins lorsque, le 4 juin, il déclara d'entrée : *« Marcel Barbeault est inculpé aujourd'hui de cinq crimes. Je serais tenté de dire de cinq seulement... »* Il a signifié sans ambages que, pour lui, l'accusé de Beauvais n'est pas seulement le meurtrier d'Eugène Stephan et de Mauricette Van Hyfte, de Josette Routier, de Julia Gonçalvès et de Françoise Jakubowska, mais qu'il fut aussi l'homme qui tenta successivement, le 10 janvier 1969, de tuer Mme Lecron et tua, le 23 janvier de la même année, Mme Adam, comme il tua, le 17 novembre suivant, Mme Merienne et finalement, le 6 février 1973, Mme Delisle, toutes à Nogent-sur-Oise. Fort du souvenir de ses humanités, M. Neveu, homme de synthèse, a invoqué à l'appui de cette conviction la bonne et vieille règle de la tragédie classique. Pour lui, les neuf crimes présentent une unité de lieu — Nogent-sur-Oise

De notre envoyé spécial

ou des communes limitrophes toujours aux frontières du développement urbain, — de temps — tout se passe toujours la nuit quand les victimes vont à leur travail ou en reviennent, — d'action enfin — presque toutes sont frappées de façon identique, transportées plus ou moins loin du lieu de leur agression, dévêtues de la même manière et laissées ainsi exposées aux regards. A chacune est dérobé son sac, que l'on retrouve généralement quelques jours plus tard, le long d'un chemin désert ou d'une voie ferrée.

Et, pour *« ceux qui ne seraient pas tout à fait convaincus »*, M. Neveu a ajouté que chaque fois il fallait, pour agir ainsi, un homme d'une grande force physique. Marcel Barbeault ne mesure-t-il pas 1 m 87 et ne pèse-t-il pas 93 kilos ?

Le vrai et le vraisemblable

Pourquoi alors n'a-t-on pas retenu à charge, en dépit de la conviction de M. Neveu, que les cinq derniers crimes ? Et pourquoi le policier est-il allé dans cette déposition au canon plus loin que l'arrêt de renvoi qui, au sujet des affaires précédentes, estime que *« le ou les auteurs n'en ont toujours pas été identifiés »* ? Est-ce pour que les jurés se sentent davantage confortés ? Est-ce pour bien leur signifier que, depuis l'arrestation de Barbeault, puis rien ne s'est passé là-bas ? Est-ce pour émousser à l'avance les quelques arguments qui pourraient rester à la défense ? En tout cas, l'« effet Neveu » est maintenant, comme on dit dans le jargon des prétoires, acquis au débat.

Et même si la thèse de M. Neveu ne peut être totalement celle de l'accusation, M. Marc Moinard, qui occupe le siège du ministère public, n'a rien fait pour en enrayer le foudroyant développement. Si cadeau il y eut dans la non-inculpation de Marcel Barbeault pour les quatre premiers crimes, ce fut effectivement un cadeau forcé. Sans doute, sur les lieux de ces crimes, on devait, comme pour les cinq suivants, retrouver aussi des douilles et des balles. Mais on ne disposa jamais des armes qui auraient pu les tirer, comme ce fut le cas par la suite. Les Winchester ou les Star-gaucher dont on pouvait penser qu'elles émanaient ne figuraient point dans l'arsenal de Barbeault. Sont-elles demeurées, comme certains le pensent, dans une cache restée secrète ? On n'accuse pas de toute façon avec des suppositions, mais avec du concret. Et c'est du solide qu'ont livré pour leur part MM. Marcel Ceccaldi et Daniel Marty, ces sorciers de la balistique, en signifiant le 5 juin que les douilles retrouvées sur les lieux où furent tuées Françoise Jakubowska et Julia Gonçalvès avaient été percutées par le Gecado 22 long rifle saisi chez Marcel Barbeault, soit par une autre carabine qu'on le soupçonne fortement d'avoir volée, elle aussi de marque Reina et du même calibre 22 long rifle. Alors, dira-t-on, comment après cela un accusé peut-il encore espérer ?

Eh bien oui, Marcel Barbeault, tout au long de ce week-end de la Pentecôte, a espéré ou affecté d'espérer. Ce Gecado, arme du tueur ? Pourquoi pas ? Mais lui, affirme-t-il, ne l'a eue en sa possession qu'en août 1976, soit plus de sept mois après le dernier crime. Il l'a trouvée, dit-il, par hasard derrière une tombe du cimetière de Laigneville, où, petit-fils respectueux, il allait entretenir la sépulture de sa grand-mère Octavie. Reste à savoir si en cour d'assises aussi le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

TRANSPORTS

Zeebrugge fourbit ses armes contre Anvers, Rotterdam et... Le Havre

Zeebrugge. — Les responsables du port de Zeebrugge veulent à la fois damer le pion à Anvers et à Rotterdam, ses grands et proches rivaux du Nord, et au Havre, dont les succès s'affirment d'année en année, dans le domaine des trafics par conteneurs notamment.

Sans doute, si l'on ne considère que les chiffres bruts du trafic, Zeebrugge est encore loin derrière ses concurrents mais ses performances, depuis 1965 notamment, le hissent aux tout premiers rangs européens non seulement pour ce qui était sa fonction traditionnelle (exportations d'armes et d'explosifs), mais pour les conteneurs (premier port d'Europe occidentale pour le trafic vers l'Afrique du Sud) et le trafic en navettes vers l'Angleterre.

Géré par une société d'économie mixte (1), le port de Zeebrugge est engagé dans un programme de travaux considérables — le plus grand chantier de travaux publics de Belgique actuellement — qui sont présentés le 11 juin, à Paris, au cours d'une journée d'information.

Des investissements qui risquent de faire double emploi

Sont en cours de construction : un avant-port gagné sur la mer sur une distance de 1 750 mètres du port actuel ; une nouvelle écluse de 500 mètres de long et 57 mètres de large qui permettra à des navires de 125 000 tonnes d'accéder aux bassins de l'arrière-port ; sa mise en service est prévue en 1983 ; un terminal méthanier prévu pour accueillir à partir de janvier 1986 5 milliards de mètres cubes de gaz algérien par an. Des discussions sont en cours, en outre, pour l'importation de gaz du Nigéria.

Au total, ce sont des investissements de 67 milliards de francs belges (2), dont 27,5 milliards étaient engagés au 1er juillet 1980, qui ont été décidés par le gouvernement belge pour doter ce port des équipements les plus modernes et les

De notre envoyé spécial

plus performants. Les responsables se plaisent à souligner, d'ailleurs, que les grèves sont un phénomène quasiment inconnu ici.

A ceux qui doutent de l'intérêt d'avoir lancé de tels investissements, car ils risquent de faire double emploi avec d'autres travaux de modernisation dans les ports voisins, belges ou européens, M. Fernand Traen, président administrateur délégué, répond : *« Par rapport à Anvers, par exemple, et d'autres ports d'estuaire, il fallait faire un port rapide et moderne, situé directement sur la côte, ce qu'apprécient les armateurs des grands navires porte-conteneurs. Et nous devons maintenir avant tout notre fonction de port de transit au service de tous les pays européens. Sur 100 tonnes de marchandises qui passent dans les ports belges, 40 tonnes, en effet, ne sont ni destinées ni en provenance de la Belgique. Les investissements faits ici sont donc stratégiques pour l'avenir économique de notre pays. »* — F. Gr.

(1) Alors que Anvers et Gand, par exemple, sont gérés directement par les municipalités respectives.

(2) 4,4 milliards de francs français environ.

LETTRES

UN SYMBOLE

(Suite de la première page.)

A lire le premier, on comprend tout (ou *presque*) de *la radioactivité* et, plus généralement, des débuts de la physique moderne. Pas étonnant : Robert Reid a été assistant de chimie à Oxford.

Que peut donc dire Françoise Giroud de la même Marie Curie ? Rien de révolutionnaire, évidemment, quant aux épisodes concrets de la vie, et son livre n'apporte guère, à cet égard, d'éléments vraiment inédits, mais voici que les moindres faits prennent une autre dimension, car ils sont rapportés par une sensibilité différente : celle d'un auteur qui a dû, peu ou prou, éprouver bien des fois les mêmes sentiments que son héroïne. Comme Marie Curie, en effet, Françoise Giroud a connu des débuts très difficiles, des privations certaines au cours de l'adolescence, la perte précoce d'un de ses parents (pour la jeune Marya Sklodowska qui allait devenir Marie Curie, le décès de sa mère, pour Françoise Giroud celui de son père), les rigueurs d'une lutte acharnée pour la conquête d'une valeur et d'une position professionnelles, l'amour, la maternité et, enfin, l'incursion douloureuse des médias dans la vie privée.

Ce qui apparaît passionnant pour nous tous, les ignares dans le champ de la physique moderne, ce n'est pas seulement l'histoire des découvertes qui ont transformé notre monde, mais aussi la description d'une trajectoire ambitieuse et finalement solitaire. D'abord les premières années : Marya, qui est née dans le territoire de la Vistule (la Pologne, en 1867, n'existe pas), connaît, pour commencer, le dur statut d'une institutrice pauvre, humble sujette de la Russie impériale. Puis c'est l'exil à Paris, où viennent prendre des cours tous ceux (et surtout toutes celles) qui n'acceptent pas de rester aux portes des universités. Et l'étude, forcenée. Puis la gloire dévoratrice qui veut des proies sans peur, évidemment, et sans reproche.

Sans peur, Marie Curie l'est et l'accumulation de ses maladies, causées par la manipulation du radium le prouve assez. Mais sans reproche aux yeux de ses contemporains ? Certes non. Car, après la mort accidentelle de Pierre Curie en 1906, il leur faut non seulement une mère dévouée et une scientifique désintéressée, mais aussi une veuve chaste, une aryenne pur-sang, bref tout ce qui convient pour faire une citoyenne au-dessus de tout soupçon. Or — quoi de plus déshonorant, — on découvre, en 1911, que Marie Curie aime un collègue avec qui elle travaille dans son laboratoire : Paul Langevin. Seule la honte était capable d'expier ce forfait. On le lui fit bien voir. Ainsi, à la suite d'une campagne de presse ignoble, Mme Curie devint, du jour au lendemain, la petite fille d'un mythique grand-père juif (l'affaire Dreyfus n'était pas loin), l'ignoble étrangère, la simple assistante de son défunt mari, la mère indigne, la vile séductrice, bref la *cible à abattre, d'autant plus coupable* qu'il ne s'agissait même pas d'un « homme honorable » (comme dans la tirade de Shakespeare), mais d'une femme. Rien que d'une femme

Marie Curie n'a sans doute jamais milité dans les rangs des suffragettes (même si elle a accordé, une fois, sa signature à des manifestantes anglaises), elle n'a pas, non plus, mené d'action politique sur le thème des immigrés. Elle représente pourtant aujourd'hui — et le livre de Françoise Giroud le montre bien — un symbole : celui des femmes qui osent affirmer ce qu'elles sont et agissent par elles-mêmes. C'est, en quelque sorte, au-delà de son existence terrestre rongée par le radium, la deuxième vie de Marya Sklodowska.

ÉVELINE LAURENT.

★ *Une femme honorable*, de Françoise Giroud, Fayard, 381 p. Environ 69 francs.

ANCIENS COMBATTANTS

● *L'Association des médaillés* militaires, qui a tenu son congrès national à Paris, a renouvelé son conseil d'administration et a procédé à l'élection de son président. M. René Hechkenroth, préfet et conseiller d'Etat en mission extraordinaire, été élu à main levée et par acclamation, en remplacement de M. Marc Riche qui a été fait président honoraire.

● *La Fédération nationale des combattants républicains (F.N.C.R.)* demande que soit instituée une fête européenne de la liberté dont la date pourrait être le 8 mai. A l'issue de son congrès national, tenu les 6 et 7 juin, à Issy-les-Moulineaux, sous la présidence de M. Alain Poher, président du Sénat, la F.N.C.R. a lancé *« un appel solennel pour que la construction européenne aboutisse à un pouvoir supra-national permettant à notre continent de jouer son rôle d'arbitre entre les deux blocs »*.

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MODE

Maillots de lumière

Dorés sur tranche, pailletés ou scintillants, les nouveaux maillots de bain captent la lumière comme les costumes des « girls » de music-hall. En matières agréables à porter, ils restent toujours souples et il suffit souvent d'ajouter une longue jupe ample à un bustier pour transformer son modèle nageur en superbe robe du soir.

Les marques dont nous parlons ici ont presque toutes leur stand dans les grands magasins de Paris et de province. Un bon point revient aux *Galeries Lafayette* qui ne limitent pas le nombre de hauts et de *bas* à emporter dans la cabine d'essayage.

Les collections populaires dont *Huit, Arabel, La Redoute, Les Trois Suisses, Quelle, Tropic, Triumph, Pascal, Lavog,* entre autres, offrent toute la gamme des « triangles à ficelle ». *Rasurel* renouvelle ses propositions, notamment pour les hommes.

C'est à vingt ans qu'on « consomme » le plus de maillots deux pièces, à exposition maximale (à partir de 65 francs environ), à moins de vouloir nager vraiment et d'adopter alors les modèles aérodynamiques des championnes habillées par *Arena*, assez montants dans le dos, avec des jeux de bretelles croisées en contraste. Les une-pièce se parent de découpes, de mouvements asymétriques dégageant une épaule, tandis que les échancrures des cuisses soulignent la finesse de la jambe. Les coulissés et les bustiers sont munis de bretelles amovibles. D'autres révèlent des décolletés plongeants ou en cœur.

Parmi les vedettes de l'été, le pailleté d'*Enrico Coveri* reprend en bayadère les couleurs vives du spectre. *Givenchy nouvelle boutique* maintient autour du cou par une fine bretelle son nageur pailleté blanc ou bleu pervenche. *Lison Bonfils*, parmi les vedettes du prêt-à-porter à se *lancer sur la plage, joue les* mini deux-pièces scintillants blancs ou mauves et voile d'une guipure de dentelle beige et or un maillot à bustier. *Chantal Thomass* préfère les pailletés dorés en deux-pièces. Toujours *du brillant* chez *Jean-Louis Scherrer*, qui plaque au corps un lycra noir laqué par effets de fronces. *Yvan et Marzia* rebrodent un lycra irisé, tandis que *France Andrevie* utilise ces mêmes coulisses en débardeur et culotte. Destiné aux poitrines menues, le soutien-gorge à bandeau torsadé de *Christian Dior* est très beau en satin de lycra blanc ou bleu avec culotte assortie. *Warner* en propose un, avec bonnet et armature habilement dissimulée, dans un style sport à mini-slip. Parmi les rayés rouge et blanc, *Nautic* orne d'un nœud un nageur un peu 1900, et *Daniel Hetcher* associe le rouge au gris perle en deux-pièces miniature à jupette coordonnée ouverte d'un côté.

Rappelons aux quelque dix mille personnes qui, chaque année, sont opérées du sein, qu'il existe de jolis maillots français et américains pour elles. *Aux nuits américaines* se spécialise aussi dans les maillots pour brûlées du dos, de 200 à 400 F (7, place des Ternes, 227-29-43). *Cadolle* importe de New-York les dernières prothèses et réalise des maillots d'une ou deux pièces, de 400 à 700 F environ (14, rue Cambon, 260-94-94).

Le maillot pour homme se veut plus varié, avec la généralisation du « boxer-short » du coureur à pied, avec biais en contraste, notamment en polyamide armuré à *La Redoute* (75 F). *Eminence, Hom, Nautic,* parmi les plus connus, offrent des mini-slips, tandis que *Rasurel* et *Valisère* ont choisi les bermudas lacés à la taille, rayés en tranches comme ceux portés par les amateurs de planche à voile à Hawaï ou en Californie. Les modèles de sprinter s'annoncent comme les best-sellers en uni, rayés, à dessins figuratifs, voire à décors exotiques, en bleu gitane, bleu France, rouge, marine, blanc, cuivre ou cassis

NATHALIE MONT-SERVAN.

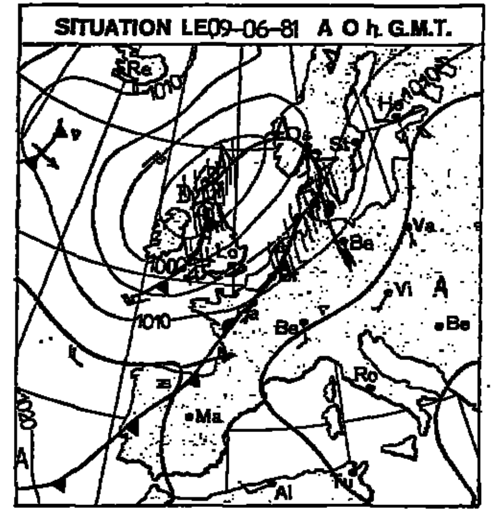


(Croquis de MARCQ.)

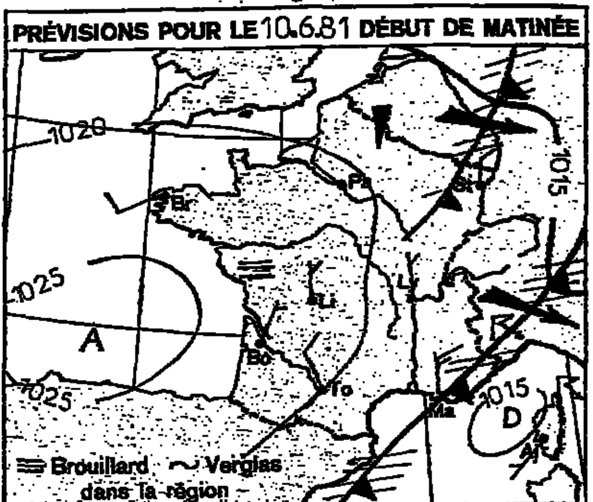
NAUTIC : maille une pièce en coton polyamide et lycra rayé rouge et blanc, à décolleté plongeant souligné d'un nœud. Du 38 au 46, 210 F, dans les grands magasins et les boutiques spécialisées. JANTZEN : culotte américaine en coton et polyester, à découpe sur la cuisse. En tranches de trois couleurs vives, en six variantes, 164 F environ, dans les stands de la marque des grands magasins.

MÉTÉOROLOGIE

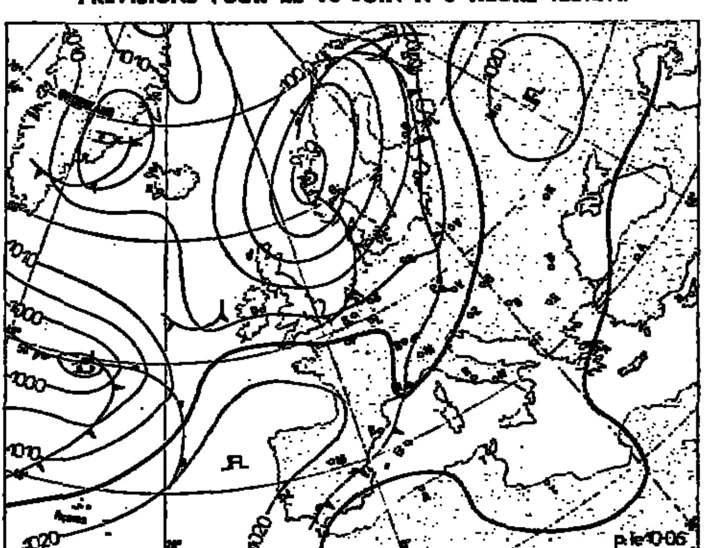
SITUATION LE 09-06-81 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 10.6.81 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 10 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le mardi 9 juin à 0 heure et le mercredi 10 juin à 24 heures :

La perturbation pluvio-orageuse axée mardi matin des Ardennes aux Pyrénées centrales achèvera de traverser le sud-est de la France, mercredi matin. Après son passage, une hausse du champ de pression se développera par l'ouest. Elle sera génératrice d'une amélioration progressive sur notre pays.

Mercredi matin, des pluies et des orages persisteront encore sur le sud des Alpes, le Sud-Est et la Corse. Ce temps médiocre s'éloignera ensuite de la France et des éclaircies se développeront. D'autre part, on notera encore un temps instable le matin de la Normandie et des Flandres aux Vosges et au nord des Alpes avec quelques averses. Ces dernières cesseront progressivement par l'ouest. Sur le reste de la France, le temps sera ensoleillé après quelques formations brumeuses matinales surtout localisées dans l'Ouest. Après un début de matinée frais pour la saison, les températures maximales seront en hausse par rapport à celles de la veille.

Le mardi 9 juin, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 010,1 millibars, soit 757,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 juin ; le second, le minimum de la nuit du 8 au 9) : Ajaccio, 23 et 13 degrés ; Biarritz, 29 et 17 ; Bordeaux, 29 et 15 ; Bourges, 23 et 15 ; Brest, 16 et 13 ; Caen, 21 et 12 ; Cherbourg, 17 et 11 ; Clermont-Ferrand, 27 et 16 ; Dijon, 21 et 16 ; Grenoble, 29 et 13 ; Lille, 21 et 14 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 28 et 17 ; Nancy, 21 et 16 ; Nantes, 17 et 13 ; Nice, 22 et 18 ; Paris-Le Bourget, 19 et 14 ; Pau, 30 et 16 ; Perpignan, 24 et 17 ; Rennes, 18 et 12 ; Strasbourg, 21 et 16 ; Tours, 26 et 14 ; Toulouse, 30 et 16.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 37 et 18 degrés ; Amsterdam, 20 et 15 ; Athènes, 25 et 18 ; Berlin, 28 et 18 ; Bonn, 23 et 18 ; Bruxelles, 20 et 17 ; Le Caire, 36 et 22 ; îles Canaries, 25 et 20 ; Copenhague, 20 et 14 ; Genève, 26 et 15 ; Jérusalem, 30 et 17 ; Lisbonne, 24 et 17 ; Londres, 19 et 12 ; Madrid, 34 et 14 ; Moscou, 25 et 12 ; Nairobi, 24 et 15 ; New-York, 22 et 17 ; Palma-de-Majorque, 33 et 15 ; Rome, 27 et 15 ; Stockholm, 19 et 13.

TEMPS PROBABLE DU JEUDI 11 AU DIMANCHE 14 JUIN

Jeudi, sur l'ensemble du pays, le temps sera ensoleillé et chaud. Cependant, près des côtes de la Manche, les passages nuageux pourront donner un peu de pluie. Les températures maximales varieront de 20 à 30 °C du nord au sud.

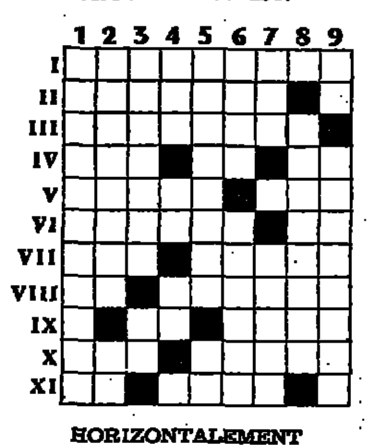
Vendredi, de la Bretagne à la Flandre, temps souvent nuageux avec vent de sud-ouest modéré ou assez fort. Partout ailleurs, chaud et ensoleillé.

Samedi et dimanche, sur l'ensemble du pays temps ensoleillé et assez chaud, mais la tendance orageuse qui se développera samedi sur les Pyrénées et l'Aquitaine s'étendra dimanche au Massif Central. Les maximums dépasseront souvent 25 à 28 degrés.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2947



HORIZONTALEMENT

I. Marin qui perdit la Boussole. — II. Se dépense beaucoup pour être impayable. — III. Les cavaliers myopes seraient vraiment dépourvus si elles leur faisaient doublement défaut. — IV. Manifesta un caractère de putois. Crochet double. Un peu de courage et beaucoup de cœur. — V. Attristent ou égaient, selon le genre. Eminence grecque. — VI. *A moins d'être aveugle, il permet* de s'expliquer entre sourds. Deux qui se mettent en quatre. — VII. Patrie du premier poète courtois germanique. Se comporte comme une cloche. — VIII. Morceau de choix. Souvent triste quand la veille a été joyeuse. — *IX. Vous pouvez l'oublier,* on vous le rappellera. Quand on le trahit, c'est involontairement. — X. Vedette de garden-party. Tige au service des œillets — XI. Possessif. Maître à la faconde féconde.

VERTICALEMENT

1. Objectifs des papillons de nuit. — 2. Se regardent dans les yeux d'une manière aveugle. Ne jure pas. — 3. Bien que plate, cette compagne de lit n'en est pas moins piquante. Préposition. — 4. *Ne présente pas le même* temps qu'en « été ». Point facilement repérable sur une carte. Petit courant dans les champs. — 5. Espoir des jeunes, consolation des vieux. Cœur isolé. — 6. Un seul peut consommer le produit de plusieurs milliers d'ouvrières. Régale. — 7. Les Burgondes l'ont chassé. Théâtre d'un duel où l'un des adversaires se battit comme un lion. — 8. Se le moins fréquente en hiver qu'en été. — 9. Copulation. Auxiliaire attaché au palais pour les réjouissances gastronomiques.

Solution du problème n° 2946

Horizontalement

I. Fromagère. — II. Rire. Anis. — III. Identité. — IV César. Est. — V. Fa. Geste. — VI. Rudentent. — VII. Ta. Eu. — VIII. Ci. Marbre. — IX. Etat. — X. Anonne. Os. — XI. Han. Esche.

Verticalement

1. Fric-frac. Ah. — 2. Rideau. Iéna. — 3. Ores. Dû. Ton. — 4. Ménage. Man. — 5. Trentaine. — 6. Gai. Star. Es. — 7. Entêté. Bu. — 8. Riesener. Oh ! — 9. Es. Tueuse.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDI 11 JUIN

« Le roi René », 10 h. 30, Musée des monuments français, place du Trocadéro, Mme Bouquet des Chaux.

« Crypte de Notre-Dame », 12 h. 30, entrée, Mme Guillier.

« Les Beaux-Arts », 15 h., 13, quai Malaquais, Mme Vermeersch.

« Bibliothèque Forney », 15 h. 45, 1, rue du Figuier, Mme Bachelier (Caisse nationale des monuments historiques).

« L'Opéra », 15 h., haut des marches (Approche de l'art).

« Les chevaux de Saint-Marc », 14 h. 30, Grand Palais (Arcus).

« Palais de la découverte », 13 h. 45, avenue Franklin-Roosevelt (L'Art pour tous).

« Hôtel de Lauzun », 15 h., métro Pont-Marie (Mme Hauller).

« Hôpital Saint-Louis », 15 h., place du Docteur-Fournier (Histoire et Archéologie).

« Belleville », 14 h. 30, métro Place-des-Fêtes (Paris pittoresque et insolite).

« L'île Saint-Louis », 15 h., métro Pont-Marie (Résurrection du passé).

« Modigliani », 15 h., 11, avenue du Président-Wilson (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

JEUDI 11 JUIN

17 h. 30, 55, rue de Varenne, MM. M. Borillo, M.-C. Gaudel, C. Rolland, J.-C. Simon : « L'éducation et l'information de la société » (Futuribles).

18 h. 30, Centre Georges-Pompidou, salle d'actualité, rez-de-chaussée, MM. P. Caradec, P. Faucheux, R. Hilsum, Massin, J. Peignot : « Les fabricateurs du livre surréaliste ».

19 h. 30, salons Concorde, Palais des congrès, hôtel Concorde-La Fayette, 1, place Maillot, M. J.-R. Pouchet : « L'assurance est-elle capable d'innovation ? » (Dîner-débat du groupe « assurances » des anciens Sciences Po).

AIDE SOCIALE

LE TRANSPORT DES HANDICAPES. — Une brochure récapitulant des informations pratiques sur tous les aspects du transport des personnes handicapées et tirée à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, est publiée par le ministère des transports.

A la fin de 1981, des fauteuils roulants seront disponibles dans près de 250 gares et la S.N.C.F. mettra en service une voiture Corail aménagée comportant notamment *une toilette accessible* pour les personnes handicapées.

FÊTE

LE CADRE NOIR A FONTEVRAUD. — L'annuel Gala de bienfaisance des Amis du Cadre noir de Saumur aura lieu, le 26 juin, dans le cadre exceptionnel de l'abbaye de Fontevraud, en Maine-et-Loire. Dîner, spectacle équestre.

★ Renseignements et réservations : 9 h 30 à 12 h au (41) 51-21-77, 14 h 30 à 17 h 30 au (41) 50-53-14.

EN BREF

JEUNESSE

JEUNES AMERICAINS EN FRANCE. — L'association Programmes internationaux d'échanges (PIE) propose aux familles françaises d'accueillir *chez elle pendant un an* ou pendant l'été de jeunes Américains « souhaitant connaître la France et les Français à travers la vie familiale ».

★ PIE, 1, rue Gozlin, 75006 Paris. Tél. : 329-60-20.

MAISON

DRAPS-HOUSSES. — Les draps-housses font les lits bien soignés. Devant la diversité de largeurs des matelas d'aujourd'hui, une boutique *de linge de maison* voisine du rond-point des Champs-Elysées propose des draps-housses en dix-neuf tailles différentes. Confectionnés en tissu 50 % coton 50 % polyester et en quinze coloris ou en blanc, ces draps-housses ont de 80 cm à 210 cm de large et plusieurs longueurs. Un exemple de *prix* : 127 F pour un modèle, en couleur, de 160 cm × 190 cm. On peut également obtenir, sur mesure, un drap-housse assorti à l'imprimé d'une parure de lit signée Anne de Solène.

★ L.M., 25, rue Bayard, 75008 Paris.

LES « ŒUFS » DE CARTES. — Dans sa boutique d'art, Philippe Tailleur présente les « œufs de cartes », de Krasno. Ce sont de vraies cartes à jouer, mais de forme ovoïde, l'œuf étant le thème *primordial* de l'œuvre de ce sculpteur. Sur ces grandes cartes, de 9 × 12 centimètres, les images traditionnelles sont remplacées par des œufs qui éclosent, laissant échapper de leur coquille des doigts (pour les *basses cartes) ou des mains* portant une fleur pour les dames, un sceptre pour les rois, une corde pour les valets. Les jockers sont représentés par un sein de femme.

Ces cartes sont des photographies des moulages créés par Krasno (150 F le jeu de cinquante-quatre cartes). Une édition tirée à cent exemplaires est présentée dans une boîte œuf-sculpture, numérotée et signée, 2 000 F environ.

★ Boutique d'art contemporain et objets insolites de Philippe Tailleur, 21, galerie Véro-Dodat (19, rue J.-J. Rousseau), 75001 Paris. Jusqu'en juin.

STAGES

RESTAURER LES VIEUX MEUBLES. — M. Vincent Susini, restaurateur d'art des musées de France, organise, en Corrèze, durant l'été (à partir du mois de djuin), des stages de quinze jours ou un mois. Les stagiaires apportent leur meuble *et apprennent à le restaurer.*

★ M. Vincent Susini, Reyt, Saint-Julien-aux-Bois, 19220 Saint-Privat.

VIVRE A PARIS

***LE SOUVENIR DES DEPORTES* DE DACHAU.** — Le maire de Paris a décidé d'attribuer gratuitement au cimetière du Père-Lachaise un emplacement pour la construction d'un estèle à la mémoire des déportés de Dachau. Cette stèle sera installée dans la 77e division du cimetière, près du monument existant à la mémoire des déportés du camp de Buchenwald

SPORTS

ATHLÉTISME

LE CHAMPIONNAT DE FRANCE DES ÉPREUVES COMBINÉES

Record pour Picaut huitième titre pour Le Roy

Deux vétérans des pistes sont devenus, lundi 8 juin, champions de France des épreuves combinées à Villeneuve-d'Ascq dans la banlieue de Lille. Toutefois, alors que Florence Picaut a gagné l'heptathlon (sept épreuves) en établissant un nouveau record national (5 644 pts), Yves Le Roy s'est contenté d'une victoire à l'économie (7 429 pts) dans le décathlon (dix épreuves), loin de la barre des 8 000 pts qui situe le niveau international.

Florence Picaut paraît s'améliorer avec l'âge. A vingt-neuf ans, la jolie Noire, sociétaire du Stade français, n'a en effet jamais été meilleure. En témoigne le record de France qu'elle a amélioré pour la deuxième fois, quinze jours seulement après avoir totalisé 5 590 points au meeting de Gotzis (Autriche). A Lille, Florence Picaut, qui, dans le « civil », est secrétaire, a couru le 100 mètres haies en 13 sec. 76, lancé le poids à 11,59 m, sauté 1,82 m en hauteur, couru le 200 mètres en 26 sec. 03, sauté 5,89 m en longueur, lancé le javelot à 29,86 m, et terminé le 800 mètres en 2 min. 21 sec. 71. Son principal handicap pour s'imposer au niveau international est un manque de puissance qui la pénalise dans les lancers.

La recordwoman du monde l'Allemande de l'Est Ramona Heubert, lance le poids à 14,75 mètres, et le javelot à 40,89 mètres. Mais, petite et fine, Florence Picaut n'a rien de commun avec les mastodontes qui dominent actuellement la spécialité.

Yves Le Roy fut pour sa part champion de France pour la dernière fois en 1978. Presque constamment blessé depuis lors, il est au bord de la retraite sportive. Il s'inscrivit au dernier moment pour les championnats de Lille et se présenta sans ambition avec 4 à 5 kilos superflus. Son expérience et son souci de s'économiser furent sans doute ses meilleurs atouts. Ainsi arrêta-t-il le saut en hauteur à 1,90 mètre et se contenta-t-il d'un seul saut à la perche à 4,35 mètres, après avoir senti de vieilles douleurs se réveiller.

Débarrassé de Thierry Dubois, le recordman de France, qu'un zéro en longueur élimina de la course au titre, Le Roy eut pour principal adversaire Serge Morth, véritable miraculé du décathlon qui concourt avec l'épaule droite quasiment bloquée à la suite d'une opération des os. Handicapé dans les lancers du disque et du javelot, Morth perdit plus que les points gagnés dans les sauts. Lutte pathétique entre un quasi-infirme incapable d'actionner son bras droit pour lancer et un ancien « crack » alourdi par l'âge qui n'avait pas pu terminer un concours depuis deux ans. Lutte misérable pour un huitième titre national de Le Roy et pour une victoire en 7 427 points qui laisse décidément le décathlon français à des années de lumière du niveau international.

DE RARES PERFORMANCES DANS L'INDIFFÉRENCE AUX CHAMPIONNATS SCOLAIRES ET UNIVERSITAIRES

La grande fête de l'athlétisme scolaire et universitaire, qui avait lieu traditionnellement à la Pentecôte, a, cette année, été gâchée, les uns et les autres s'étant séparés pour des raisons financières.

A Paris, samedi 6 et dimanche 7 juin, les universitaires ont concouru devant les gradins du stade Charléty aux trois quarts vides, les rares spectateurs paraissant, au demeurant, très préoccupés par les informations en provenance de Roland-Garros, où se disputraient les finales des internationaux.

Une telle ambiance n'a pas été favorable à la réalisation de performances. Les perchistes, Philippe Houvion, Thierry Vigneron et Serge Ferreira en furent les principales victimes, alors qu'une fois encore on attendait d'eux monts et merveilles. En fait, jamais concours ne fut expédié aussi rapidement : deux petites heures. Un simulacre de concours. Ferreira, qui avait oublié sa licence, refusa de signer l'attestation qui lui aurait permis de sauter. *« On veut des champions, pas des vedettes »*, commentera un officiel.

Vigneron, tignasse décolorée et frisotée, carcasse alourdie, fut incapable de dépasser 5,40 m, et encore il dut s'y reprendre à trois fois. Houvion (1), qui revenait à la compétition après une blessure, plafonna, lui, à 5,55 m., hauteur suffisante, cette année, pour décrocher le titre.

Pour le reste, ce fut presque dans l'indifférence que quatre records universitaires furent améliorés : deux sur 400 mètres haies, l'un par Jean-Claude Curtil (50 sec. 48), l'autre par Anne-Marie Ferrando (60 sec. 07) ; deux en relais 4 × 100 mètres, l'un par les garçons du CREPS de Montry (41 sec. 09), l'autre par le sfilles de Paris-X Nanterre (46 sec. 65).

A Lille, dimanche 7 et lundi 8, les scolaires ont affronté un temps frais et des bourrasques de vents qui n'étaient guère plus favorables à la réalisation de performance, même si on était un peu plus exhubérant dans les tribunes du Stadium Nord qu'à Charléty.

Néanmoins le junior Ramon Diaz, qui était devenu champion de France en salle avec un bond de 2 m. 21 en hauteur, se mit une nouvelle fois en évidence en réussissant 2 m. 22 et en échouant de peu à 2 m. 25. Chez les filles, la cadette Danièle Draux se mit particulièrement en évidence en établissant deux nouveaux records, sur 100 mètres haies (14 sec. 13), et au saut en longueur (5 m. 97). On remarqua également le junion Didier Poirier, qui gagna le 800 mètres (1 min. 50 sec. 40) en menant de bout en bout les deux tours ed piste. Au total neuf records scolaires ont été améliorés, dont notamment celui du saut à la perche par Quinon avec un bond de 5 m. 45 et trois à la marche.

En clair, cette première expérience de scission de l'athlétisme scolaire et universitaire ne fut pas heureuse. Car, sans la fête, ses carences sont apparues plus fortement. Et d'autant plus fortement qu'au même moment à Baton Rouge, les championnats universitaires américains étaient l'occasion d'un nouveau festival de performances, notamment celles du jeune Carl Lewis, qui est apparu comme le successeur du légendaire Jesse Owens, en gagnant comme lui, il y a quarante-cinq ans, le saut en longueur (8,25 m) et le 100 mètres (9 sec. 99 centièmes avec vent favorable). — A. G.

(1) Philippe Houvion a réussi 5,70 mètres au Tremblay, le 8 juin, échouant à 5,80 mètres contre le record du monde.

CARNET

Naissances

— M. et Mme Claude B. LEVY sont heureux de faire part de la naissance à New-York, le 10 mai 1981, de leur petit-fils

Frédéric

au foyer de Joëlle et Denis BERGER.
305 East 40th Street,
New-York, N.Y. 10016.

Décès

— Nous apprenons le décès, survenu le 26 mai, à Strasbourg, de

André BRUNEL,
compagnon de la Libération.

[Né le 7 décembre 1912 à Tananarive, médecin, André Brunel a appartenu, dès juin 1940, à l'état-major particulier du général de Gaulle à Londres. Il participe, en septembre de la même année, à la tentative des gaullistes, aidés d'une escadre anglaise, de s'emparer de Dakar. Il sert ensuite au Cameroun où, avec le commandant d'Argenlieu, futur amiral de la France libre, il réorganise le réarmement et le commerce de ce pays. Il participe ensuite aux campagnes de Libye et de Tunisie où il sert, notamment, comme officier de liaison à la 4e brigade indienne, à la 1re brigade et au 1er régiment de marche de spahis marocains. A la fin de la guerre, il est médecin-chef à la délégation générale combattante au Levant et, comme médecin-colonel, il est fait compagnon de la Libération le 7 mars 1945.

André Brunel s'était, depuis, retiré à Strasbourg, où il exerçait la médecine.]

— Mme Jean Caldairou,
M. et Mme Jacques Lépany,
Mme Jean Sirven,
Mme Jean-Jacques Maheu,
M. et Mme René de la Tousche,
Ses vingt-six petits-enfants et ses trente-cinq arrière-petits-enfants,
Les familles Caldairou et Roland-Gosselin,
ont la douleur de faire part de l'entrée dans la Paix éternelle du

général Jean CALDAIROU,
commandeur
de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945,
citoyen d'honneur
de la Ville de Mulhouse,
dans sa quatre-vingt-dixième année, le 1er juin 1981, au Val-de-Grâce.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, a été célébrée le 6 juin, dans l'intimité, à Ustaritz (Pyrénées-Atlantiques).

Une messe à son intention sera dite ultérieurement, à Paris.

— Le président d'honneur,
Le conseil d'administration et le personnel de la Compagnie financière de Suez,
ont le profond regret de faire part du décès de son président-directeur général,

M. Michel CAPLAIN,
ancien inspecteur des finances,
commandeur
de la Légion d'honneur,
président-directeur général
de la
Banque de l'Indochine et de Suez,
survenu le 30 mai 1981.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité le 3 juin 1981.
1, rue d'Astorg,
75008 Paris.

— Les présidents d'honneur,
Le conseil d'administration et le personnel de la Banque de l'Indochine et de Suez,
ont le profond regret de faire part du décès de son président-directeur général,

M. Michel CAPLAIN,
ancien inspecteur des finances,
commandeur
de la Légion d'honneur,
président-directeur général
de la
Compagnie financière de Suez,
survenu le 30 mai 1981.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité le 3 juin 1981.
96, boulevard Haussmann,
75008 Paris.

[Le Monde *des 2 et 3 juin.*]

— On nous prie d'annoncer que les obsèques de

M. Christian CHAVANON,
vice-président honoraire
du Conseil d'Etat,
auront lieu le mercredi 10 juin 1981, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Rosais, à Saint-Malo-Saint-Servan.

Cet avis tient lieu de faire-part.
18, boulevard Maillot,
92200 Neuilly-sur-Seine.

[Le Monde *du 6 juin.*]

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Suzanne EBERSOLT,
veuve Dumas,
survenu le 5 juin 1981, à Neuilly.

De la part :
Des familles Grinspan, Jossaud, Juillard, Hanappe, Arambourou, Dumas,
De ses enfants et petits-enfants,
Et des familles Mieg, Dessaules, Dumas, parents et alliés.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire part.

— Mme Gabriel de Gaillande,
Mlle Micheline de Gaillande,
M. et Mme René de Gaillande et leurs enfants,
M. et Mme Antoine Lainé et leurs enfants,
Mlle Chantal de Gaillande,
M. et Mme Hervé de Gaillande,
Mme Guy de Coulhac-Mazerieux,
son épouse, ses enfants et petits-enfants, son frère, sa belle-sœur,
Et sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Gabriel de GAILLANDE,
rappelé à Dieu, le 8 juin 1981, dans sa soixante-quinzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 10 juin 1981, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil.
125, avenue de Versailles,
75016 Paris.

— Mme Jacques Maugué,
M. et Mme Richard Maugué,
Christine, Laurent et Pierre Maugué,
M. Jean Maugué,
Mme André Maugué et ses enfants,
M. Edouard Bachellery et ses enfants,
Mme Jean Pines et ses enfants,
Les familles Bidard, Blin, Dumas, de Chabot Latour,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Jacques MAUGUÉ,
survenu le 4 juin 1981, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le service religieux aura lieu le jeudi 11 juin, à 14 heures précises, en l'église réformée du Saint-Esprit (5, rue Roquépine, Paris-8e), où l'on se réunira.

« Heureux ceux qui procurent la paix car ils seront appelés fils de Dieu. »
(Matthieu, V-9.)

Cet avis tient lieu de faire-part.
3, rue de Monceau,
75008 Paris.

— Le président-directeur général,
Le conseil d'administration,
Et le personnel de la société Lamy S.A. (éditions juridiques),

Le président-directeur général,
Le conseil d'administration,
Et le personnel de la société services Lamy (conseils juridiques),

ont le regret de faire part du décès de leur administrateur,

M. Jacques MAUGUÉ,
survenu le 4 juin 1981, dans sa soixante-dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 11 juin 1981, à 14 heures, en l'église réformée du Saint-Esprit (5, rue Roquépine, Paris-8e).

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Sauveur PARES,
survenu à Paris, le 2 juin 1981.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, en l'église d'Estoher (Pyrénées-Orientales), le 6 juin 1981.

Un service religieux aura lieu le mercredi 10 juin 1981, à 18 h. 15, en la cathédrale russe Saint-Alexandre-Newsky (12, rue Daru, Paris-8e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

36, avenue Mozart,
75016 Paris.

— M. et Mme Charles Poignant,
M. Antoine Poignant,
Mlle Cécile Poignant,
M. et Mme Jacques Tribout,
M. et Mme Alain Poignant et leurs enfants,
Le capitaine et Mme Pierre Alain Michelot et leurs enfants,
ont le chagrin de faire part du décès de

M. Claude POIGNANT,
leur fils, père, frère, beau-frère et oncle,
survenu subitement à Paris, le 26 mai 1981, dans sa cinquante-troisième année.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu à Paris, le 4 juin 1981, dans la plus stricte intimité familiale.
4, avenue Raymond-Croland,
92260 Fontenay-aux-Roses.

— Mme et M. Jacques Lecouvé,
Mme veuve Marian Wittlin,
M. et Mme Georges Valette et leur fille,
M. et Mme José Polack,
Mme Jeanne Delaune et sa fille,
sa sœur, ses beaux-frères, ses belles-sœurs, ses nièces et petite-nièce,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

Mme veuve André POLACK,
survenu le 1er juin 1981.

Selon la volonté de la défunte, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.
3, rue Georges-Vogt,
92190 Meudon-Bellevue.

— Chamonix.
L'Ecole nationale de ski et d'alpiniste,
font part de la mort de

Yves POLLET-VILLARD,
professeur,
survenu le dimanche 7 juin 1981, sur les pentes du mont Blanc.

Les obsèques se dérouleront le mercredi 10 juin, à 15 h. 30, à La Clusaz.

[Le Monde *du 9 juin.*]

— Mme Jean Pucelle-Maubec,
son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean PUCELLE,
professeur honoraire
à la faculté des lettres de Poitiers,
endormi dans la paix du Seigneur dans sa soixante-seizième année, le 5 juin 1981.

La cérémonie religieuse en l'église Notre-Dame-la-Grande à Poitiers, et l'inhumation à Louin (Deux-Sèvres), ont eu lieu le 9 juin, dans l'intimité familiale.

« Tu m'apprendras le chemin [de la vie,
Parfaite est l'allégresse en pré- [sence de Ta face.
Et à Ta droite la joie ne [finit pas. »
(Psaume 15.)

34, rue Arsène-Orillard,
86000 Poitiers.

[Né le 24 mars 1906 à Angers, agrégé de philosophie en 1933, professeur à la faculté des lettres de Poitiers de 1950 à 1976, Jean Pucelle était spécialiste de la philosophie anglaise dont il avait traduit plusieurs auteurs. Ses recherches ont également porté sur la philosophie des valeurs, l'esthétique et la musicologie. Il avait fondé la Société poitevine de philosophie.

Jean Pucelle avait publié notamment : « l'Idéalisme en Angleterre », « Berkeley », « Hume », « la Source des valeurs », « le Règne des fins » et « le Temps ». Jean Lacroix avait consacré à son œuvre la chronique philosophique du « Monde » daté 3-4 octobre 1965.]

— Suzanne Sachs,
Daniel et Claude Sachs et leurs enfants,
Bertrand et Anne Sachs, et leurs enfants,
Alain Sachs,
ont la tristesse de faire part du décès de

Marthe SACHS,
née Kuhn,
survenu le 3 juin 1981, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.
10, cité des Fleurs,
75017 Paris.

— On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

M. François WILMART,

le 6 juin 1981, à Versailles, dans sa soixante-quinzième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 11 juin, à 14 heures, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc (rue Jules-Raulin, à Versailles (78).

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité au cimetière de Charenton.

De la part de :
Mme François Wilmart,
son épouse,
Mme Georges Sudron,
sa belle-mère,
M. et Mme Philippe Wilmart, Christophe et Laurence.
M. Jean-Claude Wilmart et Caroline.
M. et Mme Frédéric Benzimera, Camille et Anne-Laure,
M. et Mme Bertrand Wilmart, Marion et Vincent,
M. et Mme Patrice Rochet, Stéphane, Jean-Baptiste, Cécile, Marie-Hélène et Béatrice,
M. Antoine Wilmart,
M. et Mme Pierre Wilmart,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Henri Wilmart et leurs enfants,
M. Raymond Cœur et ses enfants,
Mme Max Legendre et ses enfants,
ses frère, beau-frère, belles-sœurs, neveux et nièces,
Et de toute la famille.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Ni fleurs ni couronnes.
21, rue Mademoiselle,
78000 Versailles.

— La direction et le personnel des sociétés S.A. Girard-Sudron et Cie et la Lampe G.S. S.A.R.L.,
ont la douleur de faire part du décès de

M. François WILMART,

survenu le 6 juin 1981, dans soixante-quinzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 11 juin, à 14 heures, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc (rue Jules-Raulin, à Versailles (78).

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité, au cimetière de Charenton.

Cet avis tient lieu de faire-part.
47 et 84, rue des Tournelles,
75003 Paris.

Anniversaires

— Pour le premier et douloureux anniversaire du décès de

Simone CASSAN,

André Galibert demande une pensée particulière à ceux qui l'ont connue et en ont gardé le souvenir émouvant.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ETAT

— Université de Paris-X, jeudi 11 juin, à 14 heures, salle C 26, Mme Lavaud Claudie : « Ontologie et anthropologie philosophique ».

— Université de Paris-III, jeudi 11 juin, à 14 heures, salle Gréard, M. Abdelkader Fassi Fehri : « Complémentation et anaphore en arabe moderne. Une approche lexicale ».

NE TIRONS PLUS SUR LA NATURE

GAZ DE FRANCE LOGE SES RÉSERVES AU CENTRE DE LA TERRE

Les trépans des appareils de forage ont commencé à tarauder la terre de la Camargue. Dans le Loir-et-Cher, les camions de prospection sismique martèlent le sol du côté de Marchenoir et de Villefranche-sur-Cher. Gaz de France cherche activement de nouveaux réservoirs souterrains. L'établissement public vient de déposer au ministère de l'industrie une demande d'exploitation du sous-sol du pays de l'Ourcq, au nord-est de Paris, où les ingénieurs veulent creuser soixante puits et injecter à plusieurs centaines de mètres sous les labours deux milliards de mètres cubes de gaz. Travaux et projets suscitent de l'émoi chez les populations et parfois leur opposition. Pourquoi mettre soudain tant de hâte à découvrir des réservoirs naturels ?

Si l'émotion est nouvelle, la technique a déjà un quart de siècle. Onze réservoirs souterrains existent dans l'Hexagone, dont le premier — celui de Beynes, dans les Yvelines — a été mis en charge dès 1956. Ils sont capables de fournir à la demande 4 milliards de mètres cubes de gaz naturel, soit l'équivalent en énergie de 40 milliards de kilowatts-heures : les deux tiers de la production annuelle de toutes nos centrales nucléaires. En les « gonflant » encore, on parviendra à y emmagasiner 6,6 milliards de mètres cubes de gaz. Or les gaziers estiment qu'il leur faut des capacités de stockage de 7,5 milliards de mètre cubes en 1985 et d'au moins 10 milliards en 1990. Ils continuent donc d'arrache-pied à prospecter les couches géologiques propices, c'est-à-dire celles des bassins sédimentaires : bassin parisien, Aquitaine, bassin méditerranéen, Alsace-Lorraine. Et ils cherchent avec d'autant plus d'ardeur qu'il faut sonder en moyenne quatre sites pour en dénicher un réellement adéquat.

Mais pourquoi donc entreposer tant de gaz sous nos pieds ? Tout simplement parce que la consommation de cette énergie a sextuplé au cours des vingt dernières années. Les Français brûlent 27 milliards de mètre cubes de gaz par an et ils en brûleront le double dans dix ans. Le gaz, qui assurait il y a quinze ans moins de 1 % des consommations énergétiques françaises, en couvre aujourd'hui 12 % et doit atteindre 16 % dans les quatre ans. Or les besoins ne sont pas constants : ils quadruplent en hiver. L'approvisionnement, lui, est continu, que le gaz jaillisse des puits du Sud-Ouest, qu'il arrive d'Algérie par méthanier ou des Pays-Bas et d'U.R.S.S. par gazoduc. *Comme la fourmi de La Fontaine,* G.D.F est donc obligé *« d'amasser tout l'été pour se trouver pourvu quand la bise sera venue ».*

Autrefois chaque localité s'ornait d'un gazomètre. Ces monuments disgracieux n'ont jamais cessé d'être dangereux. Même les plus volumineux d'entre eux seraient aujourd'hui ridiculement insuffisants. Le dernier, celui de Saint-Denis, en banlieue parisienne, va être envoyé à la ferraille cette année. *Mais alors, où* mettre nos provisions de gaz ?

Il y a trente ans les Américains ont imaginé de réinjecter leurs excédents dans les poches de gaz naturel ou de pétrole précédemment exploitées. Nous ne pouvons hélas, en faire autant, mais notre sous-sol ne manque pas de roches poreuses situées à plus de 500 mètres de profondeur, surmontées d'un « toit » étanche et imbibées d'eau saumâtre comme une éponge.

Un « non » catégorique

La technique consiste à insuffler du gaz, qui, dans les pores de la roche, prend la place de l'eau et la chasse vers la périphérie du « réservoir ». Etant donné la pression régnant au fond, la moitié du gaz emmagasiné a tendance à ressortir dès qu'on ouvre un robinet. L'autre moitié doit rester dans la roche magasin afin que l'eau ne reprenne pas sa place. Le réservoir est ainsi prêt à recevoir une nouvelle provision de gaz.

Bien entendu, les stockages souterrains sont branchés sur l'immense réseau de conduites — vingt mille kilomètres — qui alimente une bonne partie du territoire. Ce réseau est l'équivalent invisible des lignes haute tension de l'E.D.F.

On dénombre en Amérique et en Europe soixante-dix stockages en nappes aquifères. Après les Etats-Unis, la France est le pays qui a le plus recours à cette technique. Nous emmagasinons deux fois plus de gaz que les Italiens et quatre fois plus que les Allemands.

En tout cas, les ingénieurs de G.D.F. étaient fiers de leurs réalisations. Ils s'estimaient à la pointe de la technique et de l'écologie : remettre du gaz dans le sous-sol d'où on l'a tiré, quoi de plus naturel ? Effacer du paysage urbain des centaines de gazomètres, quoi de plus esthétique ? Tout enfouir, quoi de plus sûr ?

Ce travail de taupe correspondait d'ailleurs à la mentalité des gaziers. A G.D.F., la devise était jusqu'ici *« efficacité et discrétion ».* Moins on parlait de cette grande maison, qui compte tout de même 27 000 agents et sert 8 millions de clients, mieux cela valait.

Et puis, patatras ! voilà qu'au début de 1980 les prospecteurs détectent un terrain favorable... juste sous la forêt de Rambouillet. Les maires, les forestiers, les chasseurs, les amis de la nature et les fonctionnaires de l'environnement (les bons derniers) découvrent alors une lapalissade : s'ils sont souterrains, donc discrets, les stockages de gaz se font à partir de la surface.

Or les gaziers n'y vont pas de main morte. Pour surveiller et exploiter chaque réservoir, il leur faut une quarantaine de puits distants les uns des autres de 50 à 200 mètres. Chaque forage nécessite une plate-forme d'un demi-hectare, que G.D.F. achète et passe au bulldozer. Dans ce mini-Sahara minutieusement désherbé et entouré de barbelés, les techniciens ne laissent finalement qu'un minuscule « arbre de Noël », une vanne haute de 1,50 mètre.

Les puits sont reliés entre eux par des canalisations enterrées à 1 mètre sous terre. Ce réseau peut dépasser 30 kilomètres. Puis, au milieu du dispositif, on plante une véritable usine sur 4 à 5 hectares, car il faut d'énormes compresseurs pour « pousser » le gaz et toutes sortes d'installations pour le désulfurer, le déshydrater et lui donner une odeur avant de l'expédier vers les clients.

A Rambouillet, on parlait de quatre-vingts puits et d'une usine occupant 6 à 8 hectares. Pendant les travaux, les grands animaux auraient pris la fuite. Ensuite, les promeneurs se seraient partout cassé le nez sur des clôtures. Les futaies auraient été transformées en damier, sillonnées de routes et gratifiées en leur milieu d'une usine hérissée de tuyaux. La levée de boucliers fut à la mesure du projet. Le chef de l'Etat, qui connaissait bien Rambouillet, où se trouvent les chasses présidentielles, intervint en personne. Ce fut un « non » catégorique, transmis à G.D.F. par le ministre de l'industrie d'alors, M. André Giraud.

Les autres projets de stockage *furent alors eux aussi* examinés à la loupe, et G.D.F. fut mis en demeure de montrer les études d'impact sur l'environnement dont elle doit les accompagner. Brusquement pris à parti, l'établissement public fut contraint de modifier radicalement sa politique *d'information* et *même* de nommer des attachés de presse dans certains services qui n'en possédaient pas.

Les ingénieurs se défendent à présent comme de beaux diables. Ils expliquent que, lorsqu'ils défrichent quelques hectares dans un massif domanial, comme à Beynes (Yvelines), l'Office national des forêts les contraints, en compensation, à replanter ailleurs une surface plusieurs *fois* supérieure. Pour les parcelles agricoles fragmentées par les plates-formes de forage, on offre des échanges : une sorte de mini-remembrement à l'amiable.

Sur le parcours des tuyaux, on ne peut ni construire ni planter des arbres, c'est vrai, mais, lorsque la tranchée a été ouverte et rebouchée dans les règles, on cultive à nouveau comme auparavant. G.D.F. se vante de n'avoir jamais versé d'indemnité pour pertes de fertilité après l'installation de ses gazoducs. Voilà d'ailleurs qui ruine l'argument de l'E.D.F. selon lequel l'enfouissement des lignes haute tension serait plus dommageable pour l'écologie que leur maintien sur des pylônes.

Les eaux usées des usines situées sur les stockages sont rigoureusement recyclées et les compresseurs assujettis aux mêmes normes de bruit que les centrales nucléaires. Craint-on pour les nappes phréatiques traversées par les puits ? G.D.F. répond que ceux-ci sont chemisés de ciment et parfaitement étanches. Et les dangers d'explosion ? Jusqu'à l'an dernier les ingénieurs observaient qu' *« il n'y avait jamais eu d'accident sur des stockages souterrains ».* Ceux-ci, il est vrai, sont à plusieurs centaines de mètres sous terre. Chaque puits *est muni* d'une vanne de sécurité située à trente mètres de la surface et qui se ferme d'elle-même à la moindre anomalie. Maintenu par l'eau qui l'entoure et les terrains imperméables qui le coiffent, le gaz ne peut pas migrer à travers *les couches géologiques,* contaminer les sols ou resurgir ailleurs.

Cette belle théorie a été mise en échec en Allemagne, sur le stockage de Frenkenthal (Palatinat). En octobre 1980, au cours d'un forage, le gaz que l'on avait déjà injecté a jailli par un autre puits, mal fermé, et s'est enflammé. Personne ne sachant en Europe maîtriser un tel sinistre, il a fallu appeler le « pompier volant », l'Américain Red Adair. Le gaz s'est tout de même échappé pendant quinze jours. *« C'est vrai,* reconnaissent les gaziers, *mais il n'y a pas eu le moindre accident de personne, même sur le chantier. Et nous rappelons une fois de plus que le gaz naturel — du méthane — n'est pas toxique. »*

Enfin, G.D.G. s'affirme soucieux du paysage : *« Nous avons prévu de modifier les clôtures de nos plates-formes pour économiser l'espace et de les masquer par de la végétation. Nous étudions la possibilité de faire plusieurs forages en éventail à partir de la même plate-forme. »*

C'est le cas, par exemple, dans la vallée de l'Epte (Val-d'Oise), où le stockage en cours d'aménagement se situe près d'un site classé.

La technique de groupement des puits, couramment utilisée par les pétroliers en mer du Nord, aurait pu être appliquée beaucoup plus tôt et plus souvent par les gaziers. Quant à leurs plates-formes, dont les 4 000 mètres carrés sont assurément utiles pendant le mois du forage, on ne comprend pas qu'elles stérilisent autant d'espace *ad vitam aeternam.* G.D.F. pourrait n'enclore que le carré strictement nécessaire à la surveillance et à l'entretien du puits et rendre le reste à la nature. Ses responsables ne disent pas non, bien au contraire. Mais pourquoi ne sont-ils pas encouragés, conseillés, voire même tarabustés, par les services de l'environnement ?

MARC AMBROISE-RENDU.

STOCKAGES SOUTERRAINS ET RÉSEAU DE TRANSPORT DU GAZ NATUREL

Centre de production
Point d'importation
Bassin sédimentaire propre aux stockages
Lieu de stockage souterrain en service
En prospection
En projet
Réseau de transport existant
Réseau de transport en cours d'établissement
MER DU NORD PAYS-BAS
U.R.S.S.
Valenciennes
Fos
ALGÉRIE

Sud-Ouest

RIVIÈRES A L'AGONIE

(De notre correspondante.)

Toulouse. — Vingt-cinq mille *kilomètres de cours d'eau du* Sud-Ouest à préserver des outrages du recalibrage : tel était, en substance, le thème du colloque organisé, vendredi 22 mai, dans les locaux de l'Institut national de la recherche agronomique car la fédération des associations de défense de la nature du Midi-Pyrénées, l'UMINATE.

En quelques années, en effet, l'état des rivières non domaniales, qui jouent un rôle essentiel pour l'irrigation, s'est considérablement dégradé. Les riverains ne les entretiennent plus et les pouvoirs publics les ont abandonnées. C'est, en tout cas, le constat présenté dès l'ouverture des discussions.

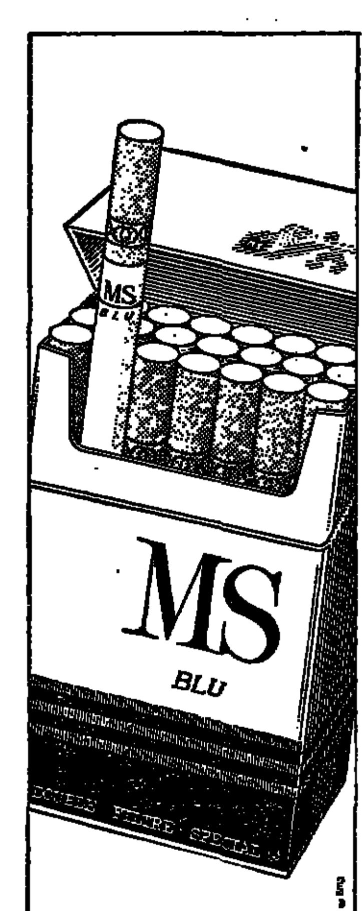
Les crues dramatiques de juillet 1977, dans le Gers, ont été *le signal* d'alarme. On s'est aperçu que le déboisement, le remembrement, la suppression des haies, avaient facilité l'écoulement des pluies d'orage le long des coteaux de Gascogne.

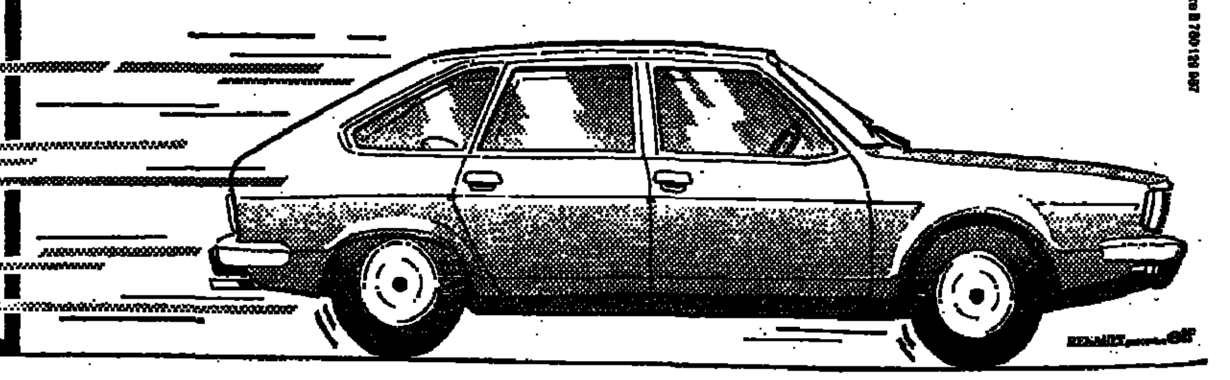
Pour éviter le retour de ces crues catastrophiques, les ingénieurs ont aménagé les cours d'eau en les élargissant et en rabotant leur lit. Ce remède de cheval entraîne la disparition de la végétation et l'effondrement des berges. Tout cela n'est pas du goût des protecteurs de la nature. Ils l'ont dit et on a reconnu le bien-fondé de leurs critiques. Les responsables de la compagnie d'aménagement des côteaux de Gascogne de l'agence de bassin Adour-Garonne et les membres de l'UNIMATE ont prôné, au cours du colloque, une restauration douce. Ils ont recommandé le débroussaillage des rives et le nettoyage des lits, le respect des méandres, le renforcement des berges et la remise en état des chaussées de moulins.

Ces frais de restauration incombent aux propriétaires riverains ou aux syndicats intercommunaux qui s'y substituent souvent. L'agence de bassin apporte le complément, une subvention de 10 % à 15 % du coût des travaux.

Quand la restauration est terminée, un nouveau problème se pose : qui entretiendra les cours d'eau lorsqu'il n'y aura plus de subventions, plus de maîtres d'ouvrages, plus de chantiers de jeunes, plus de bénévoles ? Et comment s'en occupera-t-on ? L'une des solutions consisterait à utiliser systématiquement des pesticides chimiques pour nettoyer les berges. Le procédé, peu coûteux, a déjà été employé pour une trentaine de rivières du Sud-Ouest. Mais le produit coule directement dans l'eau et ne peut, de toute façon, tuer que quelques espèces d'herbes. Selon les écologistes, il se révèle inefficace et néfaste. Le débroussaillage mécanique est préférable. Il exige de petits engins adaptés au traitement des feuilles et des broussailles. Puis on pourrait profiter de cette matière première et la transformer en une source d'énergie, la biomasse. Ces engins demandent *davantage de personnel que* les grosses machines. L'entretien des rivières non domaniales contribuera-t-il à résoudre le problème de l'emploi ?

CATHERINE LAURENS.



Le Monde — # économie

ÉTRANGER

EN ESPAGNE

Le gouvernement adopte un décret-loi sur la reconversion industrielle

De notre correspondant

Madrid. — Le conseil des ministres a approuvé, le 5 juin, après plusieurs mois de discussions serrées entre certains de ses membres, un important décret-loi sur la reconversion industrielle. Ce texte répond à deux objectifs : déterminer la manière dont l'État aidera les secteurs en difficulté face à la crise économique, et rendre l'industrie espagnole plus compétitive dans la perspective de l'intégration au sein de la C.E.E.

Selon les nouvelles dispositions, le gouvernement pourra décréter la reconversion d'un secteur industriel déterminé, après avoir consulté les organisations patronales et syndicales correspondantes. Les entreprises de ce secteur établiront chacune leur plan de reconversion, en expliquant les différentes mesures qu'elles comptent adopter pour rééquilibrer leur situation : réduction de la production pour l'adapter à la demande, spécialisation dans les domaines de plus grande compétitivité, amélioration de la productivité, etc. Une fois ce plan approuvé par le gouvernement, l'entreprise pourra bénéficier d'une série d'avantages : des exemptions fiscales, des facilités de crédit avec l'aval officiel, une plus grande latitude pour les réductions d'effectifs, etc.

Le gouvernement a eu sur ce dernier point de longues conversations avec les syndicats. Une plus grande flexibilité dans les licenciements ne peut en effet qu'aggraver à court terme le problème du chômage qui frappe déjà près de 13 % de la population active et constitue la principale préoccupation des organisations de travailleurs. Mais l'impératif de la compétitivité l'a emporté sur les autres considérations, d'autant que dans de nombreux secteurs, la sidérurgie notamment, toute opération de sauvetage s'avère impossible sans une drastique diminution de la main-d'œuvre.

Les critiques les plus vives ne sont d'ailleurs pas venues des syndicats mais des organisations patronales, qui considèrent que le décret-loi est inspiré par une philosophie « dirigiste ». les organisations espèrent influer sur le débat entre les principaux responsables de la politique économique quant au rôle de l'État dans l'application des mesures anticrise. Principal défenseur du décret, le ministre de l'industrie, M. Bayon, a eu fort à faire pour convaincre son collègue de l'économie et du commerce, M. Diez. Celui-ci considérait que les facilités financières accordées par le gouvernement aux secteurs en reconversion conduiraient à maintenir artificiellement en vie des entreprises sans avenir.

THIERRY MALINIAK.

Selon l'O.C.D.E. le chômage risque de prendre des proportions alarmantes

L'activité économique en Espagne restera assez peu soutenue au cours des prochains mois, le produit intérieur brut ne devant augmenter que de 2 % en 1981 au lieu de 1,7 % en 1980, estiment dans leur étude annuelle les experts de l'O.C.D.E. Le chômage augmentera probablement encore pour atteindre en moyenne annuelle 13 % environ, ce qui représente approximativement 1,7 million de personnes, et il pourrait « *prendre des proportions alarmantes dans certaines régions* ».

En revanche, la hausse des prix à la consommation devrait se ralentir, revenant de 15,5 % en 1980 à 14,25 % en 1981, du fait de la relative modération des augmentations de salaires et du ralentissement de la hausse des prix à l'importation. Celle-ci, toutefois, sera insuffisante pour empêcher un nouvel accroissement du déficit de la balance courante qui atteindrait 6,5 milliards de dollars (soit 3 % du PIB) au lieu de 5 milliards en 1980, malgré une certaine reprise de l'activité touristique et l'amélioration de la compétitivité internationale liée à la dépréciation de la peseta. Le seul déficit commercial représenterait 14 milliards de dollars contre 12 milliards l'an dernier.

Face à ces évolutions, les experts de l'O.C.D.E. préconisent un resserrement de la politique monétaire en vue de « *financer le déficit extérieur courant et d'éviter des perturbations sur le marché des changes* ». Ils recommandent une action sur les coûts de main-d'œuvre, qu'il s'agisse des salaires ou des cotisations de sécurité sociale, ainsi qu'une accélération de l'institution de la taxe sur la valeur ajoutée considérée comme « *une réforme fiscale indispensable pour préparer l'entrée de l'Espagne dans la Communauté économique européenne* ». Les autorités espagnoles devraient aussi supprimer les « *rigidités* » du système bancaire et financier qui « *reste probablement encore plus réglementé et moins transparent* » qu'ailleurs, encourager l'investissement, stimuler la concurrence et modifier la structure des dépenses publiques, ce qui exige « *un haut degré de consensus social* ».

L'économie espagnole souffre, soulignent enfin les experts, d'« *un certain nombre de déficiences structurelles qui la rendent relativement vulnérable* » : grande dépendance à l'égard de l'énergie importée (environ 70 %) ; insuffisante adaptation de l'appareil productif aux nouvelles conditions de la demande mondiale (place trop importante de la sidérurgie, de la construction navale, des industries de l'habillement et du cuir) ; persistance de l'exode rural ; alourdissement du coût du travail. « *Les possibilités d'améliorer sa souplesse afin d'accroître son efficacité demeurent importantes* » ; mais, concluent-ils, compte tenu du « *niveau particulièrement élevé du chômage, il est urgent que les efforts déployés jusqu'ici soient renforcés dans le cadre d'une stratégie globale cohérente* ».

ÉNERGIE

LA BAISSE DES PRIX DU PÉTROLE S'AMPLIFIE

La baisse des prix du pétrole s'accélère. Après le Mexique, la Grande-Bretagne et l'Équateur, le Nigéria et l'Irak appliqueraient à leur tour des rabais.

Le Nigéria écoulerait, selon les milieux pétroliers, de 60 000 à 100 000 barils par jour à des prix inférieurs de 4 dollars aux prix officiellement affichés (40 dollars le baril). On s'attend à une baisse prochaine de ce prix officiel. Plusieurs compagnies américaines ont entamé des pourparlers avec les autorités de Lagos pour réclamer une baisse du prix prévu par contrats. Elles leur ont fait savoir qu'en cas de maintien du prix nigérian à son niveau actuel elles réduiraient considéralement leurs achats.

De son côté, l'Irak aurait informé sa clientèle d'une réduction de ses prix de 0,57 dollar par baril de brut. La revue *Middle East Economic Survey* écrit que les autorités de Bagdad ont consenti aux seuls clients japonais des délais de paiement de soixante jours au lieu de trente jours normalement. Cela afin de compenser les coûts élevés de transport du pétrole irakien depuis les ports de la Méditerranée. Cet avantage est évalué, compte tenu des taux d'intérêt actuels, à environ 0,50 dollar par baril. — *(A.F.P.)*

TIERS-MONDE

Le congrès de Terre des hommes

DE LA CHARITÉ A LA SOLIDARITÉ

(De notre correspondant.)

La Roche-sur-Yon. — La section française du mouvement d'aide à l'enfance en détresse Terre des hommes a tenu son congrès durant la Pentecôte. Deux cents délégués ont analysé la place qu'occupe leur mouvement dans le tiers-monde et tenté de définir le concept de « libération ».

« *De tous les projets que nous aurons à soutenir, cette libération — bien que limitée actuellement à l'Amérique latine — sera de plus en plus présente et pourra nous ouvrir plusieurs voies, car elle est avant tout le renversement de l'aliénation, de l'oppression, pour un ordre social différent* », a notamment expliqué M. Christophe Cailliau, le président de Terre des hommes - France, dans son rapport moral.

Le souci humanitaire du mouvement a cessé de s'apparenter à une « *charité* » passive du genre collecte ou bol de riz, pour s'orienter totalement vers une « *solidarité* » active vis-à-vis des hommes victimes de l'injustice sociale la plus criante.

« *Nous soutenons, et continuerons de soutenir, les mouvements qui œuvrent pour une libération de leur pays* », ont indiqué les délégués tout en excluant l'aide directe à la lutte armée proprement dite.

Terre des hommes veut agir sur les causes de la misère et non plus en gérer les conséquences, en aidant notamment les populations « *à régler elles-mêmes leurs problèmes* ».

Au terme de ce congrès, un nouveau président de Terres des hommes-France a été élu. Il s'agit de M. Jean Monchicourt, ingénieur informaticien, domicilié dans l'Essonne.

HERVÉ LAUBOUTIN.

Avant la conférence de Paris sur les pays les moins avancés

« Il faut pratiquer un savant dosage de développement rural et d'industrialisation »

affirme un rapport du conseil économique et social

Le Conseil économique et social examine, ce mardi 9 juin, un rapport sur « les orientations de la politique française à l'égard des pays les moins avancés (P.M.A.) », présenté, au nom de la section de l'expansion économique extérieure et de la coopération, par M. Charles Magaud, industriel, ancien député R.P.R. de Paris. M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué chargé de la coopération, doit intervenir au cours des débats, qui se termineront, le 10 juin, par un vote sur un projet d'avis. Rappelons qu'une assemblée spéciale des Nations unies doit se tenir à Paris, du 1er au 14 septembre, sur la définition d'un nouveau programme en faveur des P.M.A.

La question des pays les moins avancés, ces « *sinistrés du progrès, des fluctuations économiques et des conflits politiques qui imprègnent les relations internationales* », a été soulevée, rappelle le rapport, à la conférence de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) en 1964 à Genève. Cette idée fut reprise en 1968 lors de la deuxième conférence de la CNUCED, à New-Delhi, qui demanda la mise en œuvre de mesures spéciales en leur faveur. En 1969, l'Assemblée générale des Nations unies chargea le comité de planification et de développement de lui fournir une première liste de P.M.A.

Un groupe de travail, présidé par M. Ripert, alors directeur général de l'INSEE, choisit, en 1970, trois critères d'identification : produit intérieur brut (PIB) par habitant inférieur ou égal à 100 dollars en 1968 ; part de l'industrie dans le PIB inférieure à 10 % ; taux d'alphabétisation inférieur à 20 %. Enfin, en 1979, la cinquième CNUCED élaborera un « *programme global d'action* » au terme de la « Résolution 122 ».

A l'heure actuelle, la liste officielle adoptée par les Nations unies comprend trente pays (vingt en Afrique, huit en Asie, un en Océanie, un dans les Caraïbes) qui totalisent 260 à 270 millions d'habitants (12 % de la population du tiers-monde) et représentent un produit national brut total (P.N.B.) d'environ 25 milliards de dollars (4 % du P.N.B. du tiers-monde). Cependant, des organismes internationaux, comme la Banque mondiale, « *ont jusqu'ici*, note le rapport, *plus ou moins délibérément ignoré les P.M.A. en continuant à établir une classification autonome à partir du critère de la pauvreté* ». La Banque mondiale distingue ainsi trente-huit pays « à faible revenu » (1 290 millions d'habitants) et quarante et un pays « à revenu intermédiaire ».

Face aux P.M.A., qui souffrent en général d'une grande faiblesse économique (en 1978, leur revenu moyen était de 166 dollars par habitant contre 565 en moyenne pour l'ensemble du tiers-monde) et politique — et dont la plupart se trouvent « *au bord du naufrage* », — l'aide des pays industrialisés « *représente une occasion d'exorciser des visions culpabilisantes* ». En France, l'aide publique bilatérale consacrée à ces pays représentait 1 330 millions de francs en 1979, soit 0,060 % du P.N.B. Quant à l'aide internationale, elle « *perd*, souligne le rapport, *une grande partie de son efficacité en se perdant dans des labyrinthes inaccessibles au non-initiés, au lieu de se concentrer sur des pôles de développement* ».

Dès lors, entre l'indifférence et la culpabilité, « *les réponses politiques à la situation structurelle des P.M.A. pourraient se construire autour de trois préoccupations : la responsabilité, la solidarité et l'intérêt mutuel* ». Cependant, cette notion d'intérêt mutuel conduit, fait remarquer le rapport, « *à la délicate application aux P.M.A. de la règle d'utilité, qui comporte toujours le risque d'entraîner l'accusation pour leurs partenaires de pratiquer l'échange inégal. On ne peut pas non plus refuser, sous ce prétexte, la mise en valeur de matières premières qui représentent pour ces pays l'unique possibilité de décollage. Il faut donc pratiquer un savant dosage de développement rural et d'industrialisation, ce qui exigera de la part de tous les gouvernements de grands efforts d'imagination et d'abnégation* ».

AFFAIRES

EN SIX MOIS, I.C.L. A PERDU PRÈS DE 400 MILLIONS DE FRANCS

International Computer Limited, premier constructeur européen d'ordinateurs, a connu, comme on pouvait le prévoir, un fort mauvais premier semestre. Pour la période du 1er octobre au 31 mars, la firme a enregistré une baisse de 8 % de son chiffre d'affaires (318,4 millions de livres) en raison notamment d'une diminution de 15 % de ses livraisons d'ordinateurs. Cette récession a surtout été sensible dans le Royaume-Uni et en Europe.

Les pertes totales s'élèvent, pour ce premier semestre, à 50,6 millions de livres (560 millions de francs), alors que, pour la période correspondante de l'exercice précédent, I.C.L. avait dégagé un bénéfice net de 8,6 millions de livres (95 millions de francs). Le bilan fait apparaître, toujours pour ce premier semestre, une perte nette comptable avant impôts de 33,9 millions de livres (380 millions de francs).

La fermeture, décidée en novembre, de l'usine de Winsford et les réductions d'effectifs de deux mille cinq cents personnes ont coûté 14,6 millions de livres, somme qui a été comptabilisée dans les comptes du premier semestre. Le coût du nouveau programme de rationalisation, avec notamment la suppression de cinq mille deux cents emplois, annoncée à la fin de la semaine dernière (*le Monde* daté 7-8 juin), est estimé à 40 millions de livres (440 millions de francs).

SOCIAL

LE CONSEIL DES MINISTRES DU 10 JUIN

Le gouvernement annoncera la création de 60 000 postes dans les services publics, les collectivités locales et les associations

Le conseil des ministres doit entériner, mercredi 10 juin, le programme gouvernemental de créations d'emplois. Il s'agirait, dans un premier temps, de créer (ou de faciliter la création) plusieurs dizaines de milliers d'emplois dans les services publics, mais aussi dans les collectivités locales et les associations. Le nombre d'emplois ainsi créés avoisinerait soixante mille, et les embauches ne débuteraient réellement qu'au retour des congés payés, pour faire face à l'arrivée massive des jeunes qui sortent du système scolaire.

Il ne serait donc pas seulement question d'accroître le nombre des fonctionnaires, comme certains le pensent. L'un des moyens utilisés par le gouvernement Mauroy consisterait à relancer le très timide plan Boulin d'« emplois d'utilité collective » (objectif : cinq mille emplois ; réalisation : trois mille cinq cents) lancé en 1979. Pour ces emplois, destinés à « répondre à des besoins collectifs nouveaux », à créer « des activités et services originaux », l'État accordait une aide de 24 000 francs par poste créé (« le Monde » des 15 avril et 27 juin).

Utopie et nécessité

C'est arrivé demain. Il est 19 heures, la famille Martin enfin au complet décide d'aller visiter le musée *local* car, depuis quelques *jours*, de nouveaux gardiens ont été embauchés pour permettre à ces lieux d'initiation culturelle d'être ouverts plus tard au public. Minuit : un seul coup de sonnette suffit à M. Riou pour obtenir dans ce grand hôpital de province les soins qu'il réclame, car le service vient d'être étoffé. 7 heures : Mme Flon vient de subir une attaque. Coup de téléphone au centre social, du matériel sanitaire va être amené pour éviter l'hospitalisation et une aide-soignante arrive à domicile pour s'occuper de la malade et veiller au bon fonctionnement du ménage de cette famille de trois enfants.

10 heures : des centaines de milliers de personnes âgées reçoivent la visite d'une aide-ménagère (il n'en existe que 55 000 actuellement). Midi : des travailleurs sociaux passent dans le quartier et apportent des plats cuisinés aux retraités isolés les plus handicapés. Ailleurs, d'autres employés s'occupent des bébés déposés par leur mère dans les crèches, dont le nombre vient d'être multiplié par deux. 14 heures : dans l'entreprise Firmin, un inspecteur du travail vient visiter l'atelier d'emboutissage. A deux pas de là, le commerce de M. Gray reçoit celle d'un contrôleur fiscal, tandis qu'à l'école voisine les élèves se répartissent par groupes de vingt à vingt-cinq, car depuis la veille, une nouvelle équipe d'enseignants est venue étoffer celle des anciens, surmenés par des classes pléthoriques. Dans d'autres écoles, des médecins, des dentistes ou des aides-soignants, selon la méthode néo-zélandaise, ont assuré depuis plusieurs mois des services de prévention ou des premiers soins pour plus 600 000 enfants (1).

Education nationale, hôpitaux, divres services, activités culturelles, pourraient fonctionner beaucoup mieux si des dizaines de milliers d'emplois étaient créés. Il existe, en effet, d'énormes besoins sociaux qui, pour être satisfaits, impliquent un développement des structures de loisirs, de l'aide aux défavorisés, aux familles, aux personnes âgées. Des besoins économiques également, qui pourraient être comblés si l'on facilitait la relance du bâtiment, des services de réparation et de dépannage, des P.T.T., des télécommunications, etc.

Bref, des besoins existent. Mais bien des problèmes restent posés : comment financer ? N'est-il pas utopique comme le propose le gouvernement de créer immédiatement 50 000 ou 60 000 emplois « publics » ou d'utilité collective, 210 000 en dix-huit mois ? Le passé récent fournit quelques éléments de réponse.

De 1975 à 1978, 55 000 emplois ont été chaque année créés dans les services publics, dont les effectifs sont passés de 1 760 000 à 1 920 000.

En 1979, les syndicats réclamaient la création de 230 000 postes, et, selon la *commission* d'enquête du député (R.P.R.) M. Séguin, les demandes des ministères se chiffraient à 150 000, mais seulement le sixième a été retenu.

La même année, M. Fabre, ancien président des radicaux de gauche, chargé de mission, remettait à M. Giscard d'Estaing, en février, un premier projet qui se prononçait pour la création de 55 000 emplois par an pendant cinq ans. Dans sa lettre au président, il écrivait : *« Un coup d'arrêt doit être donné par une action volontariste du gouvernement suscitant un véritable sursaut national. »* A ces projets mort-nés s'en sont ajoutés d'autres, des pouvoirs publics eux-mêmes. En 1978, Robert Boulin avait suggéré la création de 70 000 emplois et la taxation du travail noir. Il y a peu de temps, le 25 février 1981, M. Raymond Barre faisait adopter par le conseil des ministres des mesures en faveur de l'emploi : relance de la formation professionnelle (400 000, au lieu de 200 000 jeunes en formation ou en contrat emploi formation) développement du temps partiel (demande au C.N.P.F. de 100 000 emplois supplémentaires à temps réduit et création de 50 000 dans la focntion publique en 1981), développement du chômage partiel pour éviter les licenciements, enfin abaissement, à titre temporaire, de l'âge de la retraite... *« L'ensemble de ces mesures*, déclarait M. Barre, *doit permettre d'atteindre un objectif de création ou de sauvegarde de près de 200 000 emplois. »*

Et puis arrive la campagne électorale, avec la promesse de M. Giscard d'Estaing de libérer 1 million d'emplois pour les jeunes, celle de M. Crépeau de créer 350 000 emplois d'utilité collective, celle, enfin, de M. Mitterrand.

Valse de chiffres et de promesses, elles aussi utopiques ou inconscientes ? La création d'emplois nouveaux suppose, certes, une politique globale et progressive. Ce serait une erreur de vouloir créer des dizaines de milliers d'emplois immédiatement, sans avoir prévu la formation et l'accueil de ces néophytes, sans avoir adapté les services des administrations et des associations, sans avoir prévu un service de contrôle qui évite le gaspillage ou la bureaucratie. On ne s'improvise pas travailleur social, et la répartition géographique de semblables postes ne se réalise pas au petit bonheur, la chance.

Pour cela, il faut, en conséquence, une large décentralisation mais aussi du temps, du moins si l'on ne veut pas se contenter de créer à l'improviste des chantiers sociaux comme en 1848 on avait lancé de façon souvent incohérente des chantiers de travaux publics.

Financièrement, des solutions doivent être trouvées là aussi sans précipitation. Une baisse du chômage indemnisé permettrait de réduire le taux de cotisations et de trouver ainsi des recettes pour l'emploi. Mais, là encore, il ne faut pas rêver. Avec l'arrivée de centaines de milliers de jeunes sur le marché du travail et la menace de licenciements, c'est à un ralentissement, au mieux à un arrêt de la croissance du chômage qu'il faut s'attendre, et le pire n'est pas invraisemblable.

C'est donc à un emprunt ou à un impôt de solidarité qu'il faut penser pour financer un plan de création d'emplois. En expliquant aux contribuables ou épargnants qu'un refus impliquerait tôt ou tard un relèvement des cotisations de l'assurance-chômage. Est-il préférable de payer des chômeurs ou des salariés, même si les tâches de ces derniers sont jugées peu nécessaires par une partie de la population ? L'utilité des emplois publics et d'intérêt collectif est, certes, difficile à comptabiliser. C'est, en tout cas, une notion très subjective pour tous ceux qui ont les moyens de se soigner, de se cultiver, de se débrouiller dans les arcanes de l'éducation et dans les mille difficultés du troisième âge.

Et s'il faut, bien sûr, savoir compter pour établir le coût d'un tel plan et les moyens de le financer, il faut peut-être aussi en appeler à la solidarité les privilégiés qui ont un emploi. *« L'emploi est une chose trop sérieuse pour être laissé aux économistes »*, déclarait M. Fabre, en remettant, en avril 1979, son projet détaillé intitulé : « Une politique pour l'emploi au service de l'homme. » Il soulignait la nécessité d'*« une volonté politique de réforme des structures et des mentalités »*, en admettant que ces conditions n'étaient pas remplies en raison de la majorité politique de l'époque. La majorité a changé. C'est une nouvelle chance. Mais les mentalités ? Pour donner raison à tous ceux qui, comme M. Fabre, estiment que *« l'idéalisme et le réalisme ne sont pas incompatibles »*, il faudra beaucoup de conviction au nouveau pouvoir. Il peut, en tout cas, démontrer que, dans certains pays peu suspects de socialisme, les nouveaux emplois sociaux sont bien plus développés qu'en France

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Nouvelle-Zélande : service gratuit de soins dentaires : en 1975, 1 227 services ont soigné 606 663 enfants.

LE BILAN 1980 DE L'A.N.P.E.

Le décalage reste important entre la progression des demandes d'emploi et celle des offres

Trois chiffres résument l'activité de l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) en 1980 : l'organisme d'Issy-les-Moulineaux a, toutes catégories confondues, enregistré 3 455 853 demandes d'emploi (+ 5,6 % par rapport à 1979), collecté 1 263 944 offres d'emploi (+ 1,3 %) et effectué 733 126 placements (+ 6,4 %).

Ce bilan, publié dans *Situations* (1), fait d'abord apparaître l'amélioration du nombre de placements — vocation première de l'agence — due à un meilleur traitement des offres. Les placements « A » (2), qui sont passés de 485 562 en 1979 à 517 009 en 1980, ont crû dans une proportion (+ 6,5 %) légèrement supérieure à la moyenne générale.

Mais cette évolution reste encore faible — même si M. Jacques Baudouin, directeur général de l'A.N.P.E., parle d'un *« complet renversement de tendance* [par rapport à 1978] *orienté de façon favorable »*, — compte tenu qu'en 1980 les premiers effets de la réforme se sont fait sentir : l'organisme d'Issy-les-Moulineaux a été ainsi déchargé de certaines tâches administratives, comme la fourniture d'attestations diverses aux organismes de sécurité sociale et la gestion d'un certain nombre de demandeurs, essentiellement inscrits à l'Agence pour préserver leurs droits sociaux. Les prospecteurs-placiers ont à peu près recouvré la plénitude de leur mission et, du reste, 776 900 visites de prospection auprès des entreprises ont été effectuées en 1980, contre 560 000 en 1979.

Mais l'an passé a continué d'être marqué par un important décalage entre la progression des demandes (+ 5,6 %) et celle des offres d'emploi (+ 1,3 %). Toutes catégories confondues, l'A.N.P.E. a reçu une offre pour trois demandes et a placé un chômeur sur cinq. Alors que 86,6 % des personnes qui se sont inscrites à l'Agence en 1980 ont postulé un emploi durable à plein temps, les offres enregistrées dans cette catégorie n'ont augmenté que de 0,7 % par rapport à 1979.

Certes, la crise est en partie responsable de cette situation, mais ces statistiques prouvent aussi que l'A.N.P.E. est loin d'avoir encore atteint la pleine efficacité que doit lui conférer la réforme de 1979. M. Baudouin le reconnaît implicitement dans l'éditorial de *Situations* en écrivant : *« Quant aux offres d'emplois, il est non seulement indispensable d'élever leur taux de convergence vers les services de l'Agence (...), mais également de les exploiter plus rapidement, plus largement, et surtout avec davantage de soin et de précision. »* Pour y parvenir, le directeur général réclame *« le renforcement des moyens dont dispose l'établissement »*.

(1) *Situations*, magazine de l'A.N.P.E., n° 47, avril-mai-juin 1981, 8 francs.

(2) Placement d'un demandeur d'emploi durable à plein temps sur une offre de catégorie 1 (à temps plein), de catégorie 2 (à temps partiel), ou de catégorie 3 (saisonnière ou temporaire).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou Dép. —		DEUX MOIS Rep. + ou Dép. —		SIX MOIS Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U.	5,7260	5,7310	+ 35	+ 85	+ 110	+ 170	+ 310	+ 450
$ can.	4,7510	4,7540	+ 90	+ 210	— 25	+ 50	— 35	+ 35
Yen (100)	2,5820	2,5845	+ 265	+ 300	+ 485	+ 520	+1250	+1280
DM	2,3620	2,3655	+ 140	+ 180	+ 230	+ 285	+ 565	+ 618
Florin	2,1215	2,1260	+ 130	+ 170	+ 250	+ 290	+ 600	+ 640
F.B. (100)	14,4730	14,4820	+ 340	+1000	+ 530	+1500	+1030	+2800
F.S.	2,6810	2,6835	+ 220	+ 265	+ 410	+ 450	+ 980	+1030
L. (1 000)	4,7256	4,7257	— 140	— 90	— 280	— 150	— 890	— 720
£	11,0880	11,0925	+ 650	+ 780	+1180	+1350	+2300	+2180

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	11 1/8	11 5/8	12 1/8	12 1/2	12 9/16	12 15/16	12 11/16	13 1/16
$ E.-U.	18 5/8	19 1/8	18 1/2	18 7/8	17 15/16	18 5/16	16 5/8	17
Florin	11 1/8	11 7/8	11 3/4	12 1/2	11 7/8	12 5/8	12	12 3/4
F.B. (100)	16	17	16 3/4	17 1/4	17	17 3/4	16 3/4	17 1/4
F.S.	4 3/8	5 1/8	9 3/4	10 1/4	9 7/8	10 3/8	10 5/16	10 3/4
L. (1 000)	17 5/8	18 3/4	21 1/4	22 3/4	21 1/4	22 3/4	19 3/4	21 1/4
£	10	10 3/4	11 7/8	12 5/8	12 5/8	13 1/8	13 3/8	13 7/8
F. français	27 1/2	30 1/2	29	31	25 1/2	26 1/2	21 1/2	22 1/2

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AGRICULTURE

Une première rue de Varenne

Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture, reçoit, mercredi 10 juin, les organisations syndicales qui contestent le monopole de la F.N.S.E.A. et auxquelles le gouvernement précédent déniait toute représentativité. C'est la première fois que les dirigeants de ces organisations sont reçus officiellement rue de Varenne. Nous présentons aujourd'hui la Fédération française de l'agriculture. Nous continuerons, demain, avec la présentation du Mouvement de défense des exploitations familiales et des Paysans travailleurs.

La F.F.A. : d'abord les prix

La Fédération française de l'agriculture a été créée à l'automne 1969 par les dirigeants de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants d'Indre-et-Loire, laquelle avait quitté la F.N.S.E.A. le 8 octobre 1969. Elle recevait alors le renfort de quelques dirigeants du Morbihan, du Puy-de-Dôme, des Ardennes et du Pas-de-Calais. Surtout implantée dans l'Ouest et les pays de Loire, la F.F.A. revendique aujourd'hui 60 000 adhérents, déclare être présente dans cinquante départements et avoir dans trente-sept d'entre eux une fédération départementale.

Lors des élections aux chambres d'agriculture, elle aurait obtenu, selon son actuel vice-président, M. Guiet, de 5 à 6 % des suffrages exprimés sur l'ensemble de la France, et environ 30 % dans les circonscriptions où la F.F.A. présentait effectivement des candidats. Cette fédération syndicale a d'ailleurs des élus dans les chambres d'agriculture d'Indre-et-Loire, que préside M. Guiet, et en Mayenne. Elle a perdu les sièges qu'elle avait occupés un moment dans la Manche, le Morbihan et la Côte-d'Or.

M. Guiet fut le premier président de la F.F.A. ; M. Joël Tenailleau, de Vendée, lui succéda le 6 mai 1975. La F.F.A. est présidée depuis le 19 décembre 1979 par M. Gildas Ezanno, du Morbihan.

La Fédération française de l'agriculture a, dès son origine, condamné la politique agricole du gouvernement, qu'elle accuse de provoquer le départ d'un grand nombre d'agriculteurs par l'insuffisance des prix et l'absence de contrôle des charges qui pèsent sur les exploitations. De fait, la F.F.A. a toujours placé en tête de ses revendications une hausse importante des prix agricoles. Quant à la condamnation du gouvernement, elle fut constante puisque, à l'occasion de la dernière élection présidentielle, la F.F.A. a appelé clairement à voter contre M. Giscard d'Estaing.

Elle reproche aussi à la F.N.S.E.A. l'exercice d'un monopole syndical qui l'aurait contraint à se rapprocher du pouvoir, et à devenir l'instrument de la politique d'exode agricole suivie par le gouvernement. C'est à ce titre que la F.F.A. condamne l'accent mis par la F.N.S.E.A. sur l'organisation des productions et des producteurs. Refusant les *« formules collectives autoritaires »* et les subventions discriminatoires, la F.F.A. estime que la politique d'organisation économique prônée par le gouvernement et le syndicalisme agricole qui le soutenait, tendait à arracher le pouvoir aux agriculteurs pour le confier aux techniciens et aux économistes. Contre des projets financiers qui *« dépossèdent les paysans de leur terre »*, contre les SAFER, qui sont devenues *« des marchands de biens comme les autres »*, contre les coopératives atteintes de gigantisme, la F.F.A. écrivait, il y a quelques années, que les outils mis en place pour encadrer les paysans les dépossédaient de *« la liberté d'entreprise, celle d'acquérir, de posséder ou de vendre, de se grouper ou de s'entraider librement, de faire travailler de la main-d'œuvre »*.

C'est ce refus de ce qui forme les acquis des lois d'orientation de 1960 et de 1962 qui explique le caractère conservateur de cette fédération, proche finalement des thèses de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants des années 50, thèses que bousculèrent alors les jeunes militants issus de la JAC (Jeunesse agricole catholique) et du Centre national des jeunes agriculteurs. — J. G.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCANTAR

Société anonyme au capital de 164 686 600 F
Siège social : 7, rue Nélaton, 75015 PARIS
R.C. S. Paris B 542 046 446

AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires sont convoqués en assemblée générale ordinaire le mercredi 24 juin 1981, à 10 heures, 7, rue Nélaton, 75015 Paris, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Rapport du conseil d'administration sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 1980 et rapports des commissaires aux comptes sur les comptes de cet exercice ;
2. Rapport des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles 101 et suivants de la loi du 24 juillet 1966 : approbation de ce rapport ainsi que des conventions qui s'y trouvent visées ;
3. Démission de deux administrateurs.

A. — Tout actionnaire, quel que soit le nombre de titres qu'il possède, nominatifs ou au porteur, a le droit de prendre part à cette assemblée ou de s'y faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint.

Toutefois, pour être admis à assister à cette assemblée ou à s'y faire représenter, les actionnaires auront au préalable à justifier de leur qualité :

— si les actions sont nominatives, par l'inscription desdites actions sur les registres de la société, cinq jours au moins avant la date de cette assemblée ;
— si les actions sont au porteur :
- soit en les déposant cinq jours au moins avant la date de l'assemblée à la Banque Worms et Cie, service des assemblées, 55, rue La Boétie, 75008 Paris ;
- soit, si ces actions sont en dépôt ailleurs, en priant le dépositaire d'immobiliser lesdites actions en vue de l'assemblée et d'en informer l'établissement précité cinq jours avant la date de l'assemblée.

Le service des assemblées de la Banque Worms et Cie tiendra des formules de pouvoir et des cartes d'admission à la disposition des actionnaires.

B. — Le mandataire désigné par un actionnaire en vue de le représenter à l'assemblée générale doit être muni d'un pouvoir régulier déposé à la Banque Worms et Cie trois jours au moins avant la date de l'assemblée.

Chaque membre de l'assemblée générale ordinaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions soit comme propriétaire, soit comme mandataire.

Tous les documents qui, d'après la loi, doivent être communiqués à l'assemblée générale seront tenus à la disposition des actionnaires à la Direction financière (service des actionnaires), 7, rue Nélaton, 75015 Paris, ou envoyés aux actionnaires dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Le Conseil d'administration.



BAIL ÉQUIPEMENT

L'assemblée du 4 juin 1981 a arrêté le bénéfice net de l'exercice 1980 à 14 705 000 F, le montant de la réserve latente restant pratiquement inchangé à 105 millions de francs.

Le dividende net de 15 F, soit un revenu global de 22,50 F sera mis en paiement à partir du 30 juin 1981.

Dans son allocution, le président, M. François de Dreuzy, a notamment déclaré :

« L'exercice en cours a, sur le plan de la rentabilité, bien débuté. Les résultats du premier trimestre confirment la restauration de notre marge financière et cette tendance devrait se poursuivre au deuxième trimestre sauf alourdissement sensible de l'incidence contentieuse. Cependant, la hausse brutale des taux d'intérêts, si elle se prolonge, risque, malgré l'importance de nos refinancements à taux fixes, d'affecter en baisse les prévisions de résultats.

Sur le plan commercial, nous avons dû, en raison des limites qui nous sont imposées par l'encadrement du crédit, réduire d'environ 20 % le rythme de nos opérations de crédit-bail ; la hausse du prix des équipements remis en location entraîne une diminution plus sensible encore du volume des nouvelles opérations. Cette réduction est heureusement compensée par une nette reprise de l'activité de notre filiale Bail-Auto et le développement de notre politique de location flexible. »

elf gabon

Société Anonyme
au capital de 22 500 000 000 F CFA
Siège social : Port-Gentil - B.P. 524
(République Gabonaise)
R.C. Port-Gentil 126 B.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'Elf-Gabon se tiendra à Port-Gentil le 11 juin prochain pour statuer sur les comptes de l'exercice 1980 et décider du dividende à distribuer au titre de cet exercice.

Le président et le conseil d'administration d'Elf-Gabon invitent les actionnaires qui n'auront pu se rendre à Port-Gentil à l'occasion de l'assemblée générale — notamment ceux résidant en France — et de manière générale toutes personnes intéressées à une réunion d'information sur l'activité et les résultats de la société qui aura lieu le :

Lundi 22 juin 1981, à 16 heures.
7, rue Nélaton (Paris-15e).
(salle de cinéma).

La réunion sera précédée de la projection du film « le Transgabonais », à partir de 15 heures.



Trade Development Bank (France) S.A.

20, Place Vendôme, 75001 Paris

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société, réunie le 29 mai 1981 sous la présidence de Monsieur Michel ERNST, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1980 qui font apparaître un bénéfice net de F 7.050.000, en progression de 34 % par rapport à l'exercice précédent.

L'Assemblée a décidé de mettre en paiement le 30 juin 1981, en échange du coupon n° 10, un dividende de 13 francs, assorti d'un avoir fiscal de 6,50 francs, formant un revenu global de 19,50 francs.

LES INFORMATIONS DES SOCIÉTÉS

LES MARCHÉS FINANCIERS

Les investisseurs étrangers ont été vendeurs nets de valeurs japonaises en mai

Tokyo.— *Les opérations effectuées par les investisseurs étrangers le mois dernier se sont soldées par des ventes nettes de 10 milliards de yens d'actions japonaises, alors qu'en avril le solde était créditeur de 110 milliards de yens, indiquent des sources boursières.*

Il semble que les transactions sur les obligations à court et long terme se soient également soldées par des ventes nettes au cours du mois sous revue et cela pour la première fois depuis treize mois.

Cette situation résulte du haut niveau des taux d'intérêt aux Etats-Unis, de la dépréciation du yen face au dollar et des prises de bénéfice opérées après l'envolée des cours de la Bourse de Tokyo qui avait porté l'indice Nikkei Dow Jones au niveau record de 7 674,19 le 30 avril dernier.

Selon une firme de courtage, la moitié des sommes en question ont quitté le Japon pour s'investir notamment dans les bons du Trésor aux Etats-Unis, mais le reste a été réinvesti sur les marchés monétaires locaux et les comptes en yens libres. — (Agefi.)

Prochaines émissions parues au BALO

OBLIGATIONS

Caisse nationale de crédit agricole. — Emission d'un emprunt de 1,8 milliard, représenté par des obligations de 2 000 F, portant intérêt de 17,5 %. Durée : dix ans.

ACTIONS

Orfèvrerie Christofle. — Emission à 375 F de 5 400 actions de 100 F, jouissance 1er janvier 1981 (1 pour 14) et création de 9 000 actions de 100 F par incorporation de réserves, également jouissance 1er janvier 1981 (1 pour 9 anciennes ou nouvelles), opérations devant porter le capital de 7,56 à 9 millions.

Acti-Mines d'or. — Insertion en vue de l'appel public à l'épargne de cette SICAV.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

L'AIR LIQUIDE. — Les résultats consolidés, publiés à l'occasion de l'assemblée annuelle, font ressortir une progression sensible du bénéfice net, à 566,24 millions de francs, contre 428,04 millions pour le précédent exercice, soit un bénéfice net par action de 32,93 F, contre 29,16 F, après réalisation d'actif à caractère exceptionnel. Pour la même période, le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 11 034 millions de francs, contre 8 706 millions.

GALERIES LAFAYETTE. — Au titre de 1980, la société a réalisé un bénéfice net consolidé de 62,3 millions de francs, contre 36,7 millions, la marge brute d'autofinancement ressortant à 167,7 millions, contre 141,8 millions pour la période correspondante. Dans le même temps, le chiffre d'affaires consolidé, calculé toutes taxes comprises, a atteint 7,7 milliards de francs, contre 7 milliards précédemment.

LA REDOUTE. — La nouvelle dénomination de la société sera S.A. la Redoute, supprimant ainsi la mention « à Roubaix », et la firme sera transformée en société holding dotée d'un directoire et d'un conseil de surveillance. Est également prévue la mise en place de trois sociétés : Redoute-Catalogue, qui reprend l'activité « vente par correspondance »; Photo-Ciné-Son Redoute et Maison de la Redoute.

CRÉDIT LYONNAIS. — Le bénéfice net consolidé s'élève, pour 1980, à 626 millions de francs, contre 423 millions de francs en 1979, après 679 millions de francs d'impôt sur les sociétés, contre 418 millions de francs. Le capital est porté de 536,6 millions de francs à 1 344 millions de francs, par incorporation d'une somme de 806,4 millions de francs prélevée sur la réserve figurant au poste « écart de réévaluation » et élévation de 100 F à 250 F de la valeur nominale des actions.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

	4 juin	5 juin
Valeurs françaises	75,6	75,6
Valeurs étrangères	133,7	133,7

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	79,2	79,2

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 4 juin .... 20 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	8/6	9/6
1 dollar (en yens)	227,05	229,35

NEW-YORK

Raffermissement

Pour la sixième fois depuis le début de l'année, l'indice Dow Jones des industrielles a franchi la barre des 1 000 en cours de séance pour faire marche arrière peu avant la clôture. Il en a été ainsi lundi, l'indice affichant finalement un gain de 1,85 point, à 995,64 après un gain initial de 4 points au cours d'une séance qualifiée de bien calme par les professionnels.

La stabilisation de la masse monétaire annoncée vendredi en fin d'après-midi par la réserve fédérale a favorablement été accueillie dans les milieux boursiers où l'on ne semble guère avoir pris en compte par contre le bombardement du réacteur irakien par l'aviation israélienne.

Sur le front des taux d'intérêt, seule la Girard Bank de Philadelphie maintient, pour l'instant, son taux de base bancaire à 21 % contre 20 % précédemment tandis que la huitième banque américaine, la Bankers Trust, a ramené le sien de 20,5 % à 20 %, autant d'éléments, en apparence contradictoires, mais qui conduisent néanmoins nombre d'opérateurs à penser qu'une désescalade doit intervenir.

Wall Street semble avoir trouvé un certain encouragement dans la publication des prix de gros à la production qui reflètent une hausse de 0,4 % en mai.

Le volume des échanges s'est sensiblement contracté, à 42 millions d'actions, contre 47,18 millions vendredi.

VALEURS	Cours 5 juin	Cours 8 juin
Alcoa	32 5/8	32 7/8
A.T.T.	56 7/8	57
Boeing	30 3/8	31 1/8
Chase Manhattan Bank	52 1/2	53
Du Pont de Nemours	53	52 7/8
Eastman Kodak	76 1/4	76 5/8
Exxon	66 7/8	66 3/8
Ford	23 1/2	23 1/2
General Electric	66	66 1/8
General Foods	31 7/8	31 5/8
General Motors	58	56 1/8
Goodyear	17 5/8	18
I.B.M.	58 1/4	58 1/4
I.T.T.	32 1/8	32
Kennecott (1)	—	—
Mobil Oil	55 3/4	55 5/8
Pfizer	53 5/8	53 1/8
Schlumberger	97 3/4	96
Texaco	34 1/4	34 5/8
U.A.L. Inc.	30 1/4	30 1/2
Union Carbide	57 1/2	57 3/8
U.S. Steel	30 5/8	30 1/4
Westinghouse	32 1/2	32 1/2
Xerox Corp.	57 5/8	57

(1) Supprimé à la suite de son acquisition par Standard Oil of Ohio.

BOURSE DE PARIS — 5 JUIN — COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
			Agr. Inc. Madag.	28 50	....	Bongrain S.A.	660	660	C.G.V.	153	147 c
3 %	....	2 038	Air-Industrie	14	14 10	Bon-Marché	109	108	Chambon (M.)	195	195
5 %	....	1 712	Alfred Herlicq	58	58	Brie	510	490 o	Chambourcy (M.)	494	494
3 % amort. 45-54	....	2 540	Allobroge	302 60	290 50	Bras. Glac. Int.	480	455 o	Champex (Ny)	128	128

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Actibail (obl. conv.)	155	....
Aciers Peugeot	90 10	90
Acribail	98	99 20
Agence Havas	531	524
A.G.F. (St Cent.)	735	735
A.G.P. Vie	1940	1945

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
2430	4,5 % 1973	2413	2376	2373	2335
2568	C.N.E. 3 %	2880	2850	2860	2848
410	Air Liquide	375	368	370	360 80
350	Als. Superm.	346	335	335	335
102	A.L.S.P.I.	103	100	100	100
90	Alsthom-Atl.	89	88 20	89 10	86 45
235	Eurafrance	198	195	195 10	191 20
700	Europe n° 1	667	653	653	640
465	Facom	422	418	418	411
140	Finextel	124 10	122	122 10	120
108	Fives-Lille	106 10	106 10	106 10	106
87	Fonderie (Gén.)	88	88	86	84 30
280	Penhoet	281	281	281	275 50
260	Pernod-Ricard	252 20	251 60	251 50	251 60
131	Pétroles (Fse)	125 10	125	124	122 60
147	— (obl.)	153	151 10	151 10	150 10
34	— (certific.)	30 80	30 60	30 60	31
77	Pétroles B.P.	76	75 60	75 60	74
130	U.F.B.	120	117	117	114 70
235	U.I.S.	250	250	250	245
115	U.C.B.	105	104	104	102
7	Usinor	6 95	7	7	7
91	— (obl.)	90 50	90 50	90 50	89 90
127	U.T.A.	127 10	127 10	127 10	129 60
132	Ford Motors	143 60	147	147	144 20
270	Free State	263 20	254	258	258
111	Gencor	118	116 20	115	114
385	Gén. Electr.	415 50	418	419	419 90
310	Gen. Motors	363	368 40	365	351 40
60	Goldfields	60 20	58 50	58 80	58 50
93	Harmony	93 10	89 10	89	89 10
16	Hitachi	18 80	18 80	18 50	18 45
305	Hoechst Akt.	329	331 90	332 50	325 50
34	Imp. Chemical	34 50	35 20	35 20	34 60
470	West Drief.	489 50	486	492	477
415	West Hold.	442	439	439	431
325	Xerox Corp.	358	361	361	362
3 03	Zambia Corp.	2 91	2 85	2 87	2 80

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 5/6	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 650	5 749	5 570	5 830
Allemagne (100 DM)	236 100	236 710	230	242
Belgique (100 F)	14 476	14 506	13 860	14 560
Pays Bas (100 fl.)	212 280	213 200	206	217
Danemark (100 krd)	74 830	75 180	73	78
Norvège (100 k)	95 800	96 030	95	100
Grande-Bretagne (£ 1)	11 032	11 071	10 800	11 400
Grèce (100 drachmes)	9 690	9 720	....	....
Italie (1 000 lires)	4 746	4 757	4 645	5
Suisse (100 fr.)	266 300	268 750	260	273
Suède (100 krs)	111 330	112 150	108	113 500
Autriche (100 sch)	33 320	33 450	32 500	34 100
Espagne (100 pes.)	5 957	5 988	5 800	6
Portugal (100 esc.)	8 945	8 990	8 800	9 700
Canada ($ can 1)	4 673	4 748	4 660	4 880
Japon (100 yens)	2 504	2 510	2 360	2 490

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 5/6
Or fin (kilo en barre)	98600	97500
Or fin (en lingot)	98100	99000
Pièce française (20 fr)	950	940
Pièce française (10 fr)	493	500 10
Pièce suisse (20 fr)	800 10	814
Pièce latine (20 fr)	785	799
Souverain	910	904
Pièce de 20 dollars	4000	4499 60
Pièce de 10 dollars	2000	2210
Pièce de 5 dollars	835	.....
Pièce de 50 pesos	4488 50	4420
Pièce de 10 florins	798	775

SICAV

5/6	Émission Frais inclus	Rachat net
1re catégorie	8288 47	7891 62
Actions France	130 38	124 47
Actions-Investiss.	188 07	180 45
Actions sélectives	189 85	181 24
Aedificandi	214 89	205 15
A.G.F. 5000	152 08	145 16
Agfimo	250 72	239 35
Altefi	156 34	149 25
A.L.T.O.	156 06	148 98
Amérique Gestion	319 38	304 88
Bourse-Investiss.	161 04	153 74
C.I.P.	557 17	531 90
Convertimo	194 41	185 59
Cortexa	643 36	614 19
Crediator	243 37	232 33
Croiss. Immobil.	224 09	213 93
Drouot-France	168 73	161 08
Drouot-Investiss.	446 26	426 02
Energie	188 94	180 37
Epargne-Croiss.	904 94	863 90
Epargne-Industr.	264 42	252 43
Epargne-Inter	434 80	415 08
Epargne-Oblig.	129	123 15
Epargne-Unie	520 53	496 93
Epargne-Valeur	232 93	222 37
Euro-Croissance	236 61	225 88
Financière Privée	533 60	509 40
Foncier Investiss.	406 35	387 92
France-Épargne	269 25	257 04
France-Garantie	224 01	219 62
France-Investiss.	251 48	240 08
Fr.-Obl. (nouv.)	300 62	286 99
Francic	160 47	153 19
Fructidor	157 23	150 10
Fructifrance	269 44	257 22
Gestion Mobilière	331 33	316 31
Gest. Rendement	354 83	338 74
Gest. Sél. France	223 27	213 15
I.M.S.I.	232 15	221 62
Indo-Suez Valeurs	407 24	388 77
Interoblig.	6458 57	6165 79
Intersélect France	162 47	155 10
Intervaleurs Indust.	251 72	240 31
Invest. St-Honoré	426 58	407 22
Laffitte-France	124 42	118 77
Laffitte-Oblig.	121 21	115 71
Laffitte-Rend.	149 28	142 51
Laffitte-Tokyo	453 84	433 26
Livret portefeuille	287 52	274 48
Multi-Obligations	330 23	315 26
Multirendement	118 72	113 34
Mondial Investiss.	208 96	199 48
Natio.-Inter.	533 80	509 59
Natio.-Valeurs	317 74	303 33
Oblinam	122 60	117 04
Pacifique St-Honoré	.....	.....
Paribas Gestion	313 23	299 03
Pierre Investiss.	270 31	258 05
Rothschild Expans.	498 91	476 29
Sécur. Mobilière	325	310 26
Sélec. Mobil. Div.	230 47	220 02
S.P.I. Privinter	163 82	156 39
Sélection-Rendem.	120 97	115 48
Sélect. Val. Franç.	125 51	119 82
S.F.I. fr. et étr.	267 74	255 60
Sicavimmo	336 04	320 80
Sicav 5000	122 40	116 85
S.I. Est	663 30	633 22
Silvafrance	211 92	202 31
Silvam	189 28	180 70
Silvarente	161 90	154 56
Silvinter	220 74	210 73
S.I.G.	460 76	439 35
S.N.I.	677 75	647 02
Sogepargne	253 81	242 30
Sogevar	538 50	514 08
Sogintor	652 14	622 57
Soleil Investiss.	296 45	283 01
U.A.P. Investiss.	206 41	197 05
Unifrance	147 65	140 95
Unifoncier	413 58	394 83
Unigestion	373 89	356 94
Uni-Japon	596 89	569 82
Unirente	1261 44	1219 96
Valorem	247 90	236 66
Worms Investiss.	444 30	424 16

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LE CONFLIT SYRO-ISRAÉLIEN

L'Arabie saoudite semble décidée à obtenir un règlement interarabe

De notre correspondant

Beyrouth. — Echec pas encore définitivement consommé, ou début de succès — à confirmer dans un mois — en direction d'un désamorçage de la crise libanaise? *Les résultats des travaux du* comité arabe restreint (Arabie Saoudite, Koweït, Syrie, sous la présidence théorique du Liban et l'égide de la Ligue arabe) qui se sont déroulés dimanche 7 et lundi 8 juin à Beiteddine oscillent entre ces deux pôles. Ils devraient se traduire par une pause sur le terrain qui durerait au moins jusqu'au début juillet.

Le court communiqué de la conférence prend acte de la volonté de tous les belligérants sur la scène libanaise de cesser *le feu et fixe au 23 juin la* prochaine réunion qui se tiendra à Ryad au niveau des ministres des affaires étrangères, en vue de préparer une nouvelle session de travail à Beiteddine le 4 juillet, sous la présidence du chef de l'Etat libanais.

Les Libanais ont voulu voir dans la sèche brièveté du communiqué une volonté de sérieux et le signe qu'une véritable négociation est engagée sur le fond des problèmes.

Deux indices étayent la thèse de la trêve militaire. D'une part, l'Arabie Saoudite a été en mesure de prendre l'engagement envers les différents belligérants que le camp d'en face ne déclenchera pas les hostilités avant la prochaine conférence ; en particulier, elle aurait pu donner une telle assurance aux forces libanaises (chrétiennes) en se faisant fort que la Syrie respectera le cessez-le-feu. D'autre part, sur le terrain, le calme se maintient, notamment à Beyrouth, et après une brève flambée lundi soir à Zahlé, le canon s'est tu à 21 h. 30, juste après la diffusion du *communiqué de Beiteddine.*

Un black-out a été demandé et obtenu par les ministres des affaires étrangères saoudien et koweïtien, qui ont été les chevilles ouvrières de cette conférence. Tout en appuyant la Syrie, et en défendant son point de vue, notamment en ce qui concerne la nécessité d'une dénonciation par les chrétiens du Liban de leur alliance avec Israël, les deux ministres des pays du Golfe et leurs suppléants ont joué en fait le rôle de médiateurs actifs. Ils *ont rencontré à deux reprises le* chef des forces libanaises (chrétiennes), M. Béchir Gemayel. La négociation, ardue et délicate, qui doit s'engager d'ici au 23 juin, s'articulerait autour des deux positions suivantes :

— Les forces libanaises doivent dire si elles veulent rompre leurs liens avec Israël et définir à quelles conditons ; elles ont fait valoir qu'il leur fallait du temps pour prendre une option aussi fondamentale. Un délai leur a été accordé.

— En contrepartie, les ministres saoudien et koweïtien devraient être en mesure de trouver, entre-temps, le moyen de résoudre le problème du rôle et de l'attitude de la Force arabe de dissuasion (syrienne) au Liban, qui pourrait soit admettre des contingents du Golfe ou de l'armée libanaise, soit se retirer graduellement.

LUCIEN GEORGE.

FERMETÉ DU DOLLAR STABILITÉ DU FRANC

Le dollar s'est montré ferme mardi 9 juin 1981 sur les marchés des changes, après un léger recul intervenu la veille à New-York. A Francfort, il valait près de 2,43 DM contre 2,41 DM lundi et 2,4250 DM à la veille du week-end, et à Paris, il s'est raffermi à 5,73 F environ contre 5,67 F aux Etats-Unis au lendemain de la Pentecôte et 5,75 F vendredi 5 juin. Cette remontée du dollar est imputable au regain de tension entre Israël et l'Irak, alors qu'une certaine détente sur les taux d'intérêt se manifestait aux Etats-Unis en début de semaine.

La tenue du franc français s'est légèrement améliorée au sein du système monétaire européen après un léger accès de faiblesse vendredi dans l'après-midi : à Paris, le cours du mark s'est établi aux environs de 2,3650 F, après avoir fléchi vendredi matin, au-dessous de 2,3550 F, cours pivot central entre les deux monnaies.

La Transat en double

NOMBREUSES AVARIES DE VOILE EN RAISON DE LA TEMPÊTE

Mardi 9 juin, en début de matinée, les concurrents de la course transatlantique à deux équipiers, Plymouth-Newport, dont le départ a été donné le 6 juin, affrontaient des vents violents provoqués par une dépression tournante qui rendait la navigation difficile en raison du croisement des vagues. Les premiers étaient à 4 290 km de Newport.

Le catamaran des Britanniques Knox-Johnston et King-Harman avait repris la tête au trimaran géant des Français De Kersauson et Dijkstra qui avaient ralenti leur progression pour colmater un trou dans la coque. Ces deux bateaux composaient un groupe de tête avec le trimaran des Britanniques Blyth et James et le trimaran des Français Terlain et Fevrier, groupe où les positions changeaient fréquemment. A quelque distance suivait un autre groupe de multicoques composé des équipages français Pajot-Ayasse et Bruno et Loïc Peyron, italiens Martinoni-Sala, et canadiens Birch-Greene.

De nombreux concurrents avaient des difficultés avec leurs voiles à cause de la violence du vent. Eric et Patrcik Tabarly, dont le trimaran à plans porteurs n'avait jamis été en bonne position depuis le début de la course, avaient fait demi-tour sans donner de précisions, tandis que le monocoque des Français Lucas-Dupuis avait annoncé son retour sur Brest. Le Néo-Zélandais Stegall et l'Anglais Wiggins, des favoris dont le trimaran s'était retourné, ont été recueillis le 8 juin par un contre-torpilleur de la Royal Navy.

Le numéro du « Monde » daté 9 juin 1981 a été tiré à 492 692 exemplaires.

LA CATASTROPHE FERROVIAIRE EN INDE

Cent vingt victimes dénombrées

New-Delhi *(Reuter, A.F.P., U.P.I., A.P.)*. — Il sera sans doute impossible de connaître le nombre des victimes de la catastrophe ferroviaire survenue, le samedi 6 juin, dans l'Etat du Bihar *(le Monde* du 9 juin). Les responsables des chemins de fer ont indiqué que cinq cents billets avaient été vendus, mais, comme il est fréquent en Inde, de nombreux passagers — plusieurs centaines selon des témoins — voyageaient sur le toit des wagons ou les marchepieds.

Le vice-président de l'Assemblée législative du Bihar a même déclaré que la catastrophe pourrait avoir fait trois mille morts. Cent vingt corps seulement avaient été repêchés de la rivière malgré les efforts faits par des plongeurs de la marine pour retrouver des victimes. Selon un membre du gouvernement du Bihar, l'accident aurait été causé par un coup de frein brusque du conducteur qui voulait éviter que le train ne heurte un buffle ; en revanche, la direction des chemins de fer déclare que les wagons ont été *« soufflés »* par un vent violent.

● *Doublement de la demande de charbon en vingt ans.* — La demande de charbon sur le marché mondial devrait plus que doubler d'ici à l'an 2000, pour atteindre quelque 800 millions de tonnes par an, a affirmé, lundi 8 juin, le directeur de l'Agence internationale de l'énergie, M. Ulf Lantzke, devant une sous-commission de l'énergie du Sénat américain. Les Etats-Unis seront à même de fournir au marché mondial 197 millions de tonnes de charbon par an en l'an 2000, à condition qu'un effort important soit entrepris pour développer leurs moyens de transports et leurs installations portuaires, a indiqué de son côté M. Carl Bagge, président de l'Association des houillères américaines. Selon le *sénateur* Percy, les réserves prouvées de charbon aux Etats-Unis atteignaient 437 milliards de tonnes, soit près d'un tiers des réserves mondiales. — *(A.F.P.)*

● *La visite à Madrid de M. Cheysson,* ministre des relations extérieures *(le Monde* daté 7-8 juin), aura lieu samedi 13 juin. M. Cheysson sera reçu par le premier ministre, M. Calvo Sotelo, et par le ministre des affaires étrangères, M. Perez Llorca.

● *L'armée de terre* a évacué, à la fin de la semaine dernière, cinq fermes qu'elle avait acquises à l'amiable sur le causse du Larzac en Aveyron. Trois de ces fermes, Le Pinel, Le Tournet et Cavaillès, se situent dans la partie nord du camp militaire dont l'extension a été abandonnée sur ordre du président de la République. Les deux autres fermes, Le Cun et La Salvetat, sont dans la partie sud. Dans la journée du dimanche 7 juin, environ cinq cents personnes sont allées symboliquement visiter les lieux ainsi évacués.







